

THÈSE DE

PARIS.

1890

N^o. 33.

FACULTÉ DE DROIT DE PARIS

DROIT ROMAIN

LES CORPORATIONS D'ARTISANS

EN DROIT ROMAIN

DROIT FRANÇAIS

DE LA COOPÉRATION

EN FRANCE ET A L'ÉTRANGER

THÈSE POUR LE DOCTORAT

L'ACTE PUBLIC SUR LES MATIÈRES CI-DESSUS

Sera soutenu le Mardi 24 Juin 1890, à 1 heure.

PAR

D. CALINESCO

Président : M. BEAUREGARD.

Suffragants : { MM. GARSONNET } Professeurs.
 { CAUVES }
 { LE POITEVIN, agrégé. }

PARIS

LIBRAIRIE EDOUARD DUCHEMIN

18, rue Soufflot, 18

—
1890

THÈSE

POUR

LE DOCTORAT

A MON PAYS ET A LA FRANCE

A MON PÈRE

D. C. CALINESCO

COLONEL SÉNATEUR

FACULTÉ DE DROIT DE PARIS

DROIT ROMAIN

LES CORPORATIONS D'ARTISANS

EN DROIT ROMAIN

DROIT FRANÇAIS

DE LA COOPÉRATION

EN FRANCE ET A L'ÉTRANGER

THÈSE POUR LE DOCTORAT

L'ACTE PUBLIC SUR LES MATIÈRES CI-DESSUS

Sera soutenu le Mardi 24 Juin 1890, à 1 heure.

PAR

D. CALINESCO

Président : M. BEAUREGARD.

Suffragants : { MM. GARSONNET } Professeurs.
CAUWÈS
LE POITEVIN, agrégé.

PARIS

LIBRAIRIE EDOUARD DUCHEMIN

18, rue Soufflot, 18

1890



La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.



DROIT ROMAIN

DES

CORPORATIONS D'ARTISANS

EN

DROIT ROMAIN

INTRODUCTION

L'histoire complète de l'Association à Rome serait un sujet trop vaste pour le cadre que nous nous sommes fixé. Aussi avons-nous préféré nous restreindre à une étude sommaire des corporations d'artisans.

Cette localisation ne sera pas sans présenter quelques difficultés, puisque leur histoire se lie intimement dans les premiers temps de Rome à celle des autres associations, dont nous serons, par là même, obligé de dire quelques mots.

Selon certains auteurs il faut distinguer deux périodes : l'une qui s'étend de l'origine de Rome jusqu'à l'Empire et qui est caractérisée par la grande liberté accordée aux associations, l'autre, au contraire, où prédomine une réglementation excessive, commence sous le règne d'Auguste pour finir avec l'Empire Romain. L'évolution d'un régime

à l'autre est fort intéressante à suivre. Le pouvoir semble, d'abord, indifférent, puis les abus excessifs éveillent son attention, il dissout certaines corporations dangereuses et exige quelques garanties des autres. Peu à peu ces collègues deviennent un des rouages essentiels de la vie romaine et les empereurs cherchent à les enchaîner par une réglementation tyrannique qu'ils croient indispensable au salut de l'Empire dont la décomposition commençait.

C'était une grande erreur des Césars de croire que le despotisme pouvait suppléer l'initiative individuelle qu'ils avaient tuée. L'Empire Romain présentait, alors, l'aspect d'une machine dont tous les rouages sont admirablement réglés, mais dont le ressort principal, à demi-brisé, est impuissant à faire mouvoir des engrenages trop compliqués. Nous diviserons cette étude en cinq chapitres.

Dans le premier, après avoir indiqué les diverses opinions sur l'origine des corporations, nous suivrons leur développement historique à travers les âges.

Dans le second, nous nous attacherons à l'étude de la vie juridique de la corporation et nous étudierons ses rapports avec le droit civil.

Nous consacrerons un troisième chapitre à l'histoire des modifications profondes apportées par le Bas-Empire.

Enfin nous étudierons dans les deux derniers, les privilèges dont jouissaient les corporations et nous donnerons quelques brèves indications sur les principales corporations romaines.

CHAPITRE PREMIER

Histoire des Corporations d'artisans à Rome

§ I

Les Corporations sous la Royauté.

Il existait deux espèces de société à Rome : l'une de droit commun était formée entre plusieurs personnes, dans un but habituellement lucratif, bien qu'elle n'eût pas pour objet nécessaire l'exploitation d'une industrie ou d'un commerce. Cette société ne formait point une personne juridique, ses effets étaient concentrés entre les associés. « Le principe romain, nous dit Ortolan, que les obligations ne peuvent se contracter ni activement ni passivement par l'intermédiaire d'autrui : que la créance et l'obligation n'existaient qu'entre ceux-là même qui ont été parties au contrat qui les a fait naître, ce principe reçoit son application dans la société (1). » L'autre, au contraire, revêtait la personnalité juridique. « Elle était, nous dit M. Malapert (2), proclamée par le Sénat,

(1) Ortolan. *Explic. Hist. des Instituts*, p. 307.

(2) Malapert. *Revue critique de Législation et de Jurisprudence*, année 1863. Tome II.

connue de tous, et ses biens étaient distincts de ceux des associés ». C'était la corporation, ou d'une façon plus générale l'association, qui, selon la remarque de Momsen, se distingue encore des sociétés civiles par son caractère de perpétuité (1).

Le caractère de personne juridique fut conféré par l'autorité aux grandes sociétés à l'existence desquelles Rome était intéressée. La plus remarquable de toutes est assurément la « Vectigaliennne », société créée pour la ferme des impôts. On réunit aussi en collèges ou corporations les ouvriers exerçant la même profession et on leur attribua le caractère de personne juridique. Ce sont ces collèges ou corporations qui feront l'objet de cette étude.

Un texte de Gaius attribue une origine grecque aux corporations romaines (2). Le juriconsulte cite même, dans son commentaire sur la loi des XII Tables (3), un texte de Solon qui aurait inspiré le législateur romain : « *Haec lex videtur ex lege Solonis, translata esse.* »

Nous ne croyons pas devoir adopter d'une façon absolue cette opinion du grand juriconsulte. Les auteurs romains se plaisent généralement à rattacher leurs institutions aux institutions grecques. Mais dans l'espèce, sans vouloir méconnaître toute influence extérieure, nous admettrons plutôt que le fond du droit romain est original sur cette matière.

D'ailleurs, l'esprit des deux législations est tout différent. A Athènes, le travail des artisans est protégé et réglementé,

(1) Momsen (*De Collegiis*), p. 118.

(2) Loi 4. *Dig.*, liv. 47. Tit. 22.

(3) *Commentaire sur la loi des XII Tables*, liv. 4.

à Rome, au contraire, l'Etat garde longtemps, vis-à-vis de lui, une dédaigneuse indifférence. Chaque nation a son génie particulier. Rome fut longtemps sans comprendre l'importance de l'industrie et du commerce. Le salaire de l'ouvrier était considéré comme un gage de servitude. Les plus grands esprits, Cicéron par exemple, étaient victimes de ce préjugé.

Quelques auteurs font remonter l'origine des corporations à la réunion des Sabins et des Romains. « On attribue à Numa, dit Dezobry, cette institution fort remarquable. Le désir d'opérer, entre les Sabins et les Romains, une fusion complète, qui n'existait pas encore lorsque le vœu du peuple l'appela au trône, lui en donna l'idée... Numa fit disparaître la distinction des deux races, en classant tous les artisans par corps de métiers, en les réunissant, suivant le genre d'industrie de chacun, en des collèges de musiciens, d'orfèvres, de charpentiers, de teinturiers, de cordonniers, de tanneurs, etc. » (1).

Cette version, tirée de Plutarque, nous semble très admissible, quoique en contradiction avec celle de Cicéron, qui ne fait pas remonter la fondation des corporations au-delà de la loi des XII Tables.

L'existence des corps de métiers, sous la royauté, semble cependant indiscutable. Elle nous est affirmée par Tite-Live, Florus, Pline et Denys d'Halicarnasse.

Macrobe (2) atteste que Numa fut toujours considéré comme le fondateur et le patron des corporations ouvrières.

On peut se demander si ce fut une innovation de sa part

(1) Dezobry. — *Rome au siècle d'Auguste*, t. 1, p. 241.

(2) *Vie de Numa*, 17.

ou s'il ne fit que consacrer certaines coutumes. Il faut admettre, en effet, avec la plupart des auteurs, que les antiques collèges religieux ont eu une grande influence sur la naissance des corporations. Le culte a été le premier lien qui a réuni les individus, et les inscriptions (1) qu'on a retrouvées témoignent que toutes les corporations romaines, quel que fut leur but : religion, industrie ou administration, ont eu un caractère pieux. Toutes étaient placées sous la protection d'une divinité déterminée ou de ces êtres vagues que l'on appelait des génies. Aussi est-il difficile, comme nous le faisons remarquer au début de cette étude, de déterminer avec certitude si quelques-unes des corporations d'artisans constituent des sodalités religieuses ou des associations industrielles (1).

A côté des grands corps sacerdotaux des Quindecemvirs, des Augures, des Féciaux, il y eût des sodalités religieuses officielles, qui remontent à l'origine même de la cité. Selon Pline le naturaliste (3), Romulus organisa le collège des *fratres Arvales*, chargés du culte de la divinité agricole nommée *dea dia* (4). Il y avait encore les *Titii sodales* d'origine Sabine, les *Luperci*, les *Solii* voués au culte de Mars, etc.

Nous supposons, d'accord en cela avec plusieurs commentateurs, que le lien qui reliait entre eux les individus composant à l'origine les collèges religieux ressemblait beaucoup à celui de la *gentilitas*.

(1) *Genio Collegii pavimentariorum.* — *Genio Collegii fabrum.* — *Genio Collegii centonariorum.* Orelli 1710-1711. — 4122. *Corpus-Berol* V 75. 95.

(2) On a, par exemple, longtemps discuté sur le caractère de la corporation des *Dendrophores*.

(3) *Hist. Nat.* XVIII. 2. 2.

(4) Marini. *Actes et Monuments des « frères Arvales. »*

Les *Luperci*, par exemple, étaient formés de trois anciennes *gentes* : les *Fabiani*, les *Quinctiales*, et les *Juliani*.

Parfois il suffisait de l'érection d'un temple pour entraîner la constitution d'une corporation destinée à prendre soin du culte. C'est ainsi que le culte de Mercure fut confié aux *Mercatores*.

Ces associations religieuses se réunissaient pour célébrer des sacrifices et prendre part à des banquets sacrés et à des jeux donnés en l'honneur du dieu. « Manger une nourriture préparée sur un autel, tel fut, suivant toute apparence, la première forme que l'homme ait donné à l'acte religieux. Le besoin de se mettre en communion avec la divinité fut satisfait par ce repas auquel on le conviait et dont on lui donnait sa part » (1).

« *Sodales dicti quod unà sederent et essent* » (2) dit également Festus.

Ce ne fut que lentement, et à mesure que s'affaiblirent les sentiments religieux, que ces corporations prirent un caractère profane.

Nous croyons, d'ailleurs, qu'aucune des anciennes associations, depuis celles dont le but principal, était, primitivement du moins, la célébration du culte, jusqu'aux corporations d'artisans, aux clubs politiques, aux associations de petites gens, ne fut jamais affranchie des préoccupations religieuses.

Cela est si vrai que la religion chrétienne rencontra plus

(1) Fustel de Coulanges. *La Cité antique*, Livre III. Ch. VII.

(2) Festus, page 296, édit. Muller. *De verborum significatione*.

tard une vive résistance parmi ces corporations ouvrières, qui, respectueuses de leurs antiques traditions, s'obstinaient à conserver leurs dieux et à célébrer leur culte.

C'est donc l'idée religieuse que nous rencontrons tout d'abord et cela n'a rien qui doive nous étonner, car elle se retrouve dans chaque institution romaine. Les collèges religieux officiels servirent de modèles à une foule d'associations ou corporations dont le lien était toujours, soit un culte commun, soit une sépulture commune.

Citons en passant, comme exemple, certaines corporations ouvrières, telles que : les *dendrophores*, les *mercatores*, les *centonarii* et les *collegia compitalicia*, c'est-à-dire les collèges de carrefour, créés à l'origine pour rendre un culte aux divinités dont les statues étaient placées aux coins des rues.

Pline nous cite d'une façon très précise les huit premières corporations ouvrières. En voici l'énumération : Les *aerarii*, les *fabri tignarii*, les *figuli*, les *tubicines*, les *fullones*, les *sutores*, les *tinctoros*, les *aurifices*.

Comme on le voit, la division du travail n'était pas poussée très loin, le besoin ne s'en faisant pas sentir.

Servius Tullius s'occupa aussi des artisans, mais ses réformes, loin d'avoir le caractère pacifique de celles de Numa, ont eu un but exclusivement militaire.

On a prétendu, en s'appuyant sur un passage de Florus (1), que ce prince avait simplement rétabli les corporations abolies par Tullius Hostilius.

Il n'en est rien, et un texte très précis de Tite-Live (2)

(1) Florus 1.6.

(2) Tite-Live (I § 53.)

ne peut laisser aucun doute sur la portée des innovations de ce prince.

Il réglementa deux corporations : celle des *fabri tignarii* et celle des *fabri aerarii*, qui formèrent les deux centuries supplémentaires rattachées à la première classe, c'est-à-dire à la classe la plus riche et la plus influente.

Cette réforme n'avait aucunement pour but de favoriser la classe ouvrière. Tite-Live nous apprend, en effet, que ces deux corporations avaient été ainsi constituées : « *Ut machinas in bello ferrent.* »

Il s'agissait donc, en réalité, d'assurer le recrutement de ce que nous appellerions aujourd'hui le génie et le train des équipages. Toujours, dans un but exclusivement militaire, il ajouta à la cinquième classe deux centuries de musiciens *liticines et cornicines*. Le reste des artisans composait en grande partie la dernière centurie, celle des *proletarii*. On désignait sous ce nom les citoyens que leur pauvreté empêchait d'être classés et même de porter les armes.

Ces derniers ne reçurent aucune faveur du roi Servius Tullius et cela suffit à bien préciser le caractère des réformes de ce prince.

§ II

Les Corporations sous la République

La République se montra d'abord favorable aux corporations d'artisans, cependant deux causes : l'esclavage, concurrence redoutable pour le travail libre et comme

conséquence, le mépris de la société romaine pour toute opération industrielle ou commerciale, empêchèrent les artisans de se développer et de s'enrichir (1).

Les ouvriers ne purent donc que végéter au sein d'une société qui les tolérait parce qu'ils étaient nécessaires, mais qui nourrissait contre eux les plus absurdes préjugés.

Les Romains n'apprécièrent qu'assez tard les bienfaits de la civilisation. Ils regardèrent longtemps comme des colifichets bons tout au plus à l'amusement des enfants, toutes les merveilles de l'art grec.

Ce ne fut que lentement, grâce aux progrès de la civilisation et aussi, disons-le, à la corruption des mœurs, que la société romaine ressentit la nécessité des richesses artistiques, et des raffinements dont les Grecs leur avaient donné l'exemple.

Valerius Publicole fit adopter une loi qui dégrevait les artisans pauvres de Rome des lourds impôts qui pesaient sur eux.

Cette loi humanitaire contribua beaucoup, selon le témoignage de Plutarque, à développer l'industrie romaine.

Nous avons dit que la loi des XII Tables avait consacré d'une façon définitive les corporations d'artisans : « *Sodales sunt qui ejusdem collegii sunt, quam Graeci : εταιριαν vocant. His autem potestatem facit lex (XII Tab.) pac-tionem quam velint sibi ferre, dum ne quid ex publica lege corrumpant.* » Gaius lib. IV. Ad. leg. XII Tab. Cette

(1) Denys d'Halicarnasse, II, 28.

Ihering. *Esprit du droit Romain*, II, 241.

(Traduction de Meulenaere).

(Cicéron. *De Officiis*, (liv. I, ch. 42).

loi prête à discussion, car on ignore si elle visait toutes les associations en général ou les corporations d'artisans seulement.

Nous ne croyons pas devoir lui reconnaître un sens aussi restrictif et nous pensons que le principe de liberté qu'elle établissait s'étendait à toute association.

La loi *Gabinia* fut une des premières lois restrictives, elle proscrivit les réunions secrètes qu'elle punissait de mort : « *Qui conciones ullas clandestinas in urbe conflaverit, more majorum, capitali supplicio mulctatur.* »

En 186 avant Jésus-Christ, un sénatus-consulte prohiba les Bacchanales, qui donnaient lieu à des scènes révoltantes. Ces deux restrictions, exigées par l'ordre public, ne portaient pas atteintes au principe de la liberté des associations. On ne commença à y toucher que vers la fin de la République, au moment des luttes politiques qui allaient se terminer par l'Empire.

Asconius (1) parle d'un sénatus-consulte et de plusieurs lois portées contre des associations qui se tenaient sans permission et menaçaient l'intérêt public ; en vertu de ces textes, les corporations étaient dissoutes, à l'exception des plus illustres et de celles dont les services étaient indispensables, comme les collèges d'ouvriers travaillant les métaux, les bois et la terre.

Sur cette indication générale se posent deux questions : d'abord à quelle date ce sénatus-consulte fut-il rendu, en second lieu quelles associations visait-il ?

Nous pensons qu'il date de l'an 68 avant Jésus-Christ,

(1) Ascon. in. Cornel. Cic. p. 75.

cependant Momsen (1), dont la compétence est toute spéciale en cette matière, lui assigna une date un peu postérieure : 64.

La suppression des collèges politiques eut lieu la même année que celle des jeux des carrefours ; or, Cicéron nous apprend que ceux-ci furent célébrés pour la dernière fois en 68. N'est-ce pas une confirmation très probante de la date que nous indiquons ? De plus, Asconius dit ailleurs en termes formels que les collèges furent réorganisés neuf ans après le moment où ils avaient été abolis, or c'est en 58 que Clodius était trop heureux de les rétablir pour se rendre populaire. C'était un premier pas vers les mesures restrictives, mesures que le parti des chevaliers conseillait vivement à son chef, Pompée, alors tout puissant.

La brigade électorale avait pris des proportions énormes à cette époque. La sincérité du vote était rendue impossible, malgré les plus rigoureuses prescriptions. En vain, les lois *Acilia Calpurnia* et *Tullia de ambitu* cherchèrent-elles à remédier à cet état de choses, elles ne purent améliorer des mœurs politiques déjà profondément corrompues.

Le sénatus-consulte visa surtout à notre avis les associations purement politiques et celles, qui, sans en faire ouvertement, n'étaient pas moins un sujet de trouble et de désordre.

« En effet, dit M. Levasseur, » la plupart des collèges se prêtèrent à tous les désordres qui affligèrent les derniers temps de la République ; soit qu'ils servissent à déguiser des associations purement politiques, soit plutôt que la

(1) *De collegiis et sodaliciis Romanorum*, Ch. IV.

foule qui les composait fut toujours disposée à fournir aux tribuns turbulents l'appui de ses votes et de ses bras, ils devinrent justement suspects au Sénat » (1). La situation misérable et infime des corporations explique, d'ailleurs, jusqu'à un certain point leur promptitude à seconder toutes les émeutes et à se mêler à toutes les séditions. Elles forment en réalité une des principales forces de la plèbe, dans sa lutte contre les patriciens.

On comprend alors aisément pourquoi le parti plébéen fit tous ses efforts pour rétablir notamment les collèges de carrefours.

Clodius les réablit, avons-nous dit, en l'an 58. En même temps, il proposa une loi qui ordonnait la restauration des anciens collèges et l'établissement de nouveaux. Cicéron décrit en ces termes ceux qui en faisaient partie : « Sous prétexte de former des collèges, on enrôlait des esclaves qu'on répartissait par quartiers et qu'on divisait en décuries. Mais au fond c'était pour la lutte, le massacre, le pillage et les troubles civils qu'ils étaient organisés » (2). Cet enrôlement d'esclaves prouve qu'il ne s'agit ici que de collèges sacrés, car les collèges d'artisans n'admirent primitivement que des hommes libres.

Continuons à suivre l'histoire de ces luttes politiques où devait succomber le principe de liberté d'association.

Clodius, avec l'aide des *collegia compitalicia* fait exiler Cicéron et s'attaque à Pompée lui-même, pendant que César fait la conquête des Gaules. Puis Cicéron, rappelé par le tribun Milon, sur l'ordre de Pompée, rentre triomphale-

(1) Levasseur. *Histoire des classes ouvrières jusqu'en 1789*, 1^{er} vol., p. 14.

(2) Cicéron. *In Pisonem. Opera omnia*.

ment à Rome. Alors éclatent au Forum des querelles journalières : « Milon et Clodius ont leurs gladiateurs et leurs soldats ; il n'y a plus, Caton en rougit, que des chefs de bandes, et, en 56, Crassus et Pompée achètent le Consulat plutôt qu'ils ne le demandent (1).

A cette date, nous trouvons un second sénatus-consulte qui vise directement les collèges politiques.

César alla plus loin encore et, une fois dictateur, il abolit toutes les associations, sauf celles consacrées par le temps : « *Cuncta collegia praeter antiquitus constituta distraxit.* » Le Sénat était cependant autorisé à faire certaines exceptions.

Au début de l'Empire, la situation est donc bien nette. D'un côté l'existence est maintenue à un certain nombre d'associations, de l'autre celles que l'on voudra former auront besoin de l'autorisation du prince et du Sénat.

On peut se demander si tous les corps de métiers proprement dits échappèrent à la dissolution et si quelques-uns d'entre eux ne se mêlèrent pas d'une façon active aux luttes politiques. Certaines inscriptions trouvées à Pompéï nous montrent que les candidats se recommandaient à tel ou tel collègue d'artisans. Il est donc possible que les corporations les plus turbulentes aient été frappées par César.

§ III

Les Corporations sous l'Empire

Avec Auguste, commence la seconde période. Les dan-

(1) Drioux. *Etude économique et juridique sur les associations.*

gers que l'ordre public avait couru dans les derniers temps de la République par le fait des corporations, éveilla la méfiance des empereurs à leur égard. L'autorisation fut exigée : « *Neque societas, neque collegium, neque hujus modi corpus passim omnibus haberi conceditur : nam et legibus et senastuconsultis, et principalibus constitutionibus ea res coercetur* (1) » et Gaius ajoute : « *Paucis admodum in causis concessa sunt hujusmodi corpora* ».

Ceux qui fondent une corporation sans autorisation encourent la peine de mort (2). Nous supposons, d'ailleurs, que cette peine n'était pas rigoureusement appliquée.

Nous avons dit que l'empereur et le Sénat pouvaient donner l'autorisation. Le partage de l'autorité entre eux à ce point de vue est assez difficile à préciser. Dans les textes ou les inscriptions, on ne trouve pas de mention spéciale d'une décision du Sénat ou du prince (3).

En dépit de ces entraves législatives, il y a encore de nombreuses corporations, surtout dans les colonies romaines et dans les Gaules (4).

Le *Digeste* renferme sur la matière des corporations un texte important, qui nous permettra de préciser leur situation pendant les premiers temps de l'empire. Nous le citons en entier : « *Mandatis principalibus praesidibus provinciarum ne patiantur esse collegia sodalicia, neve milites collegia in castris habeant. Sed permittitur tenuioribus stipem menstruam conferre : dun tamen semel in mense cœant ; quod non tantum in urbe, sed et in Italia et in*

(1) Loi 1. pr. *Dig.* liv. 3. Tit. 4.

(2) Loi 2. *Dig.* liv. 47. Tit. 22.

(3) Orelli. 3913.

(4) Orrellius. 2773. 4077. 4085. 4120. 4241.

provinciis locum habere, divus quoque Severus rescripsit. Sed religionis causa coïre non prohibentur ; dum tamen per hoc non fiat contra senatusconsultum quo illicita collegia arcentur (1). »

Ce texte renferme deux ordres de dispositions : 1° Les *collegia sodalitia* sont interdits et les présidents de province invités à faire respecter la loi. Toute association est également interdite entre militaires ; 2° sont considérés comme licite les *collegia tenuiorum*. Il nous reste à préciser la signification de ces mots. Callistrate nous apprend (2) qu'ils désignent des corporations d'artisans autorisées par l'État. Tels sont les corps des *fabri*. On n'y est admis qu'à raison de son métier et l'immunité n'est accordée qu'aux artisans. Nous pouvons en conclure que les *tenuiores* ne faisaient pas partie de la curie et étaient des gens de condition inférieure (3). Certains auteurs désignent spécialement sous le nom de *tenuiores* les associations funéraires, mais cette théorie est en contradiction avec le texte de Callistrate. Ce qui a pu provoquer cette erreur, c'est que plusieurs collèges d'artisans consacraient une partie de leurs ressources à l'ensevelissement de leurs membres. Les diverses causes qui avaient empêché les corporations de prendre sous la République toute l'extension qu'elles comportaient, avaient disparu à l'avènement de l'Empire.

La conquête de Carthage et surtout celle de la Grèce firent progresser l'industrie. Les Romains, plus civilisés, se montrèrent moins dédaigneux du travail industriel et

(1) Loi 1. *Dig.* liv. 47. Tit. 22. — Voir également loi 1. *Dig.* liv. 3. Tit. 4.

(2) Loi 5. *Dig.* liv. 50. Tit. 6.

(3) Aux termes d'une nouvelle de Majorien, les *collegiati* composent dans la cité un ordre inférieur à la curie et placé sous la direction des *curiales*.

commercial. Bientôt même les corporations ouvrières devinrent un rouage indispensable à l'existence de l'Empire. Un grand nombre d'entre elles étaient, en effet, chargées de l'approvisionnement de la capitale : *Annona* l'Annone occupait presque tous les corps de métiers : les *pecuarii*, les *boarii*, les *marii*, les *porcinarii*, les *pistores* (1), les *navicularii*, les *caudicarii*. Les *navicularii* formaient la corporation la plus importante et la plus considérée. Sans elle, en effet, Rome eût été réduite à la famine, puisque les provinces auraient été dans l'impossibilité de lui faire parvenir les approvisionnements. La Gaule fut une des provinces où les classes ouvrières prospérèrent le plus. Les corps de métiers étaient nombreux, ainsi que le prouvent les inscriptions de Lyon (2). Nous retrouvons même dès cette époque la corporation des bateliers parisiens « *nautae parisiaci* », ainsi que le prouve l'inscription suivante :

Tib. Cæsare. Aug. Jovi. Optumo.

Maxumo. (ara). Nautae. Parisiac.

Publica. Posuerunt (3).

Une des causes de la prospérité des corporations ouvrières en Gaule, tenait à la rareté de la population servile en ce pays.

Au II^e siècle, les corporations se multiplièrent dans toutes les villes de province ; l'Etat accordait d'autant plus facilement l'autorisation, qu'il sentait mieux la nécessité de

(1) Loi 7. *Code Théod.* liv. 14. tit. 3. et loi 8 *ibid.*

(2) 396. A. de Boissieu.

(3) Dulaure. *Hist. Paris*, t. 1. page 47.

leurs services. Certaines faveurs leur sont même accordées. Marc-Aurèle les autorise à recevoir des legs. Pertinax reconnaît plusieurs privilèges aux naviculaires en particulier. (1)

Antonin le Pieux règle pour tous les corps de métiers les conditions auxquelles l'immunité est accordée.

Alexandre Sévère témoigna d'une grande sollicitude à l'égard des corporations : « *Mechanica opera Romae plurima instituit.* » Il leur donna des juges spéciaux et une juridiction spéciale « *Hisque ex sese defensores dedit et jussit quid ad quos judices pertineret* » (2).

Anastase leur imposa cette juridiction qu'ils ne purent décliner sous aucun prétexte (3).

Ce n'est qu'au Bas-Empire que nous assistons à la curieuse évolution qui fait de l'artisan un véritable esclave, l'enchaîne à son métier et annihile, soi-disant dans l'intérêt public, toute initiative individuelle.

Le Code Théodosien nous montre l'artisan sous la dépendance presque absolue de l'État, qui a tout prévu, tout réglementé, c'est le triomphe du fonctionnarisme.

Tous les corps de métiers chargés de l'*Annone* étaient assujettis à une surveillance particulièrement rigoureuse. Le peuple, en effet, ne réclame plus que « *panem et circenses* » et l'empereur, pour conserver le pouvoir, doit, avant tout, éviter de mécontenter ses sujets.

Aux premières distributions de pain succédèrent bientôt celles de viandes. Pour assurer l'approvisionnement d'une

(1) Loi 5. § 13. *Dig.* liv. 50. tit. 6.

(2) Lampride. *in. Alex. Sev.* chap. 33.

(3) Loi 7. *Code.* liv. 3. tit. 13.

innombrable population, il fallut un service merveilleusement organisé. A sa tête se trouvait un magistrat nommé *praefectus annonae* (1).

Ce préfet cumulait les deux pouvoirs administratif et judiciaire. En même temps qu'on exerçait la direction et qu'on tenait le compte des approvisionnements dans ses bureaux, ses officiers poursuivaient les membres des corporations qui contrevenaient aux règlements et c'était à son tribunal que ces sortes de délits étaient jugés.

Son pouvoir était considérable, il pouvait prononcer une condamnation capitale et était hiérarchiquement placé au-dessus du préfet de la ville. Dans les provinces, les corporations sont réunies presque militairement sous les ordres d'un *praefectus fabrum*.

L'Etat alla même jusqu'à former des corporations d'acteurs et d'actrices, dont les membres étaient ensuite de génération en génération enchaînés à leur métier. Cela fait comprendre jusqu'à quel point d'absolutisme les empereurs en étaient arrivés et par quels moyens factices ils entretenaient la vie dans ce corps déjà inanimé qu'on appelait l'Empire romain.

Nous ne faisons, d'ailleurs, qu'effleurer l'histoire si curieuse des corporations à cette époque, puisque le chapitre III est destiné à l'étude de la vie juridique sous le Bas-Empire.

(1) Naudet. *Les Secours publics à Rome*.

CHAPITRE II

Vie juridique de la Corporation

SECTION I

Généralités

§ I. — FORMATION DES CORPORATIONS

Les premières corporations existantes à Rome furent des collèges religieux : or, ces collèges n'étaient pas des personnes morales et la raison en est bien simple. « Le besoin de constituer la personne juridique, dit M. de Savigny, se faisait peu sentir. Car, pour ces diverses associations, la chose importante était la communauté d'action, et encore la position politique ; la capacité de la propriété n'était qu'un intérêt secondaire ». (1)

Si, d'ailleurs, on voulait faire une fondation pour le culte, il suffisait de consacrer les biens composant la donation ; ils étaient dès lors mis hors du commerce, sans devenir la propriété ni du temple ni des prêtres. A l'origine, le caractère religieux des communautés d'artisans permet aux associés groupés autour du dieu protecteur de bénéficier des biens que des fondations pieuses attribuaient au service du

(1) Savigny. *Traité de droit romain*. Tome 2. p. 234 Trad. Guenoux.

culte. (1) La faculté d'acquérir lege fut aussi, selon certains auteurs (2), un moyen ouvert aux corporations d'obéir aux formalités du droit civil. Un grand progrès fut ensuite réalisé par l'assimilation de la condition des *universitates* à la condition de l'Etat. On s'habitua à les considérer comme un petit Etat « *Ad exemplum reipublicae* » nous dit Gaius. Or, l'Etat fut toujours considéré comme une entité distincte des citoyens. « Cette conception, dit M. Drioux, s'étendit bientôt à la cité qui fut pendant longtemps la seule unité communale » (3).

Des cités, la personnalité juridique passa donc tout naturellement aux corporations.

Mais cette personnalité juridique n'est reconnue à la corporation, qu'autant que l'autorisation a été accordée : « *Quibus autem, permissum est corpus habere collegii, societatis, sive cujusque alterius eorum nomine, proprium est, ad exemplum reipublicae habere res communes, arcam communem, et actorem sive syndicum per quem, tanquam in republica, quod communiter agi fierique oporteat, agatur, fiat.....* » (4)

Cette autorisation nécessaire devait-elle être accompagnée d'une décision conférant en termes exprès la capacité juridique? On a soutenu, en s'appuyant sur un texte de Gaius, que le pouvoir, en donnant à la corporation l'existence même, lui confiait tacitement la capacité légale. Ce texte (5)

(1) Ulpien nous apprend (tit. 22. § 6.) que les dieux ne peuvent être institués héritiers directement, à moins d'une autorisation spéciale, qui est accordée par une constitution du prince ou un sénatus-consulte.

(2) Voir Accarias, *Précis de droit romain*, t. 1^{er}. n° 249 et s.

(3) Drioux. *Etude économique et juridique sur les associations*.

(4) Loi 1. § 1. *Dig.* liv. 3. tit. 4.

(5) Gaius. Loi 1 § 1. *Dig.* liv. 3. tit. 4.

dit, en effet, que le droit de propriété n'est accordé qu'aux corporations « *Quibus est permissum corpus habere.* » Nous croyons que c'est interpréter trop étroitement ce texte que de prétendre qu'il correspond à l'expression avoir « la personnalité juridique ». Selon nous, Gaius veut seulement dire que les autres attributs des personnes morales sont réservés aux collèges auxquels il est permis « d'avoir corps » c'est-à-dire d'être, d'exister.

On peut invoquer en faveur de cette interprétation la loi 1^{re} (*Dig.* liv. 40, tit. 3.) Elle nous dit que les collèges qui ont obtenu l'autorisation de se constituer, c'est-à-dire le « *jus cœundi* » peuvent affranchir les esclaves, ce qui est faire acte de personne juridique.

Cette distinction moderne entre le *jus cœundi* et le *jus corpus habendi* ne pouvait, d'ailleurs, exister à une époque où les éléments constitutifs de la personnalité morale n'étaient pas dégagés d'une façon précise.

Cette autorisation nécessaire à l'existence de la corporation fut peu libéralement accordée par les empereurs « *Paucis admodum in causis* (1) ».

Le mode d'autorisation le plus ancien était le sénatus-consulte. Elle se donnait également, « *Mandatis et constitutionnibus principum.* » Selon M. Savigny, l'autorisation peut être accordée aussi bien expressément que tacitement, elle peut résulter d'une reconnaissance formelle ou d'une tolérance ouverte (2).

(1) Loi 1. *Dig.* liv. 3. tit. 4.

(2) La loi que nous citons explique également qu'elle n'interdit pas de se réunir dans un but religieux, à la condition de ne pas constituer de collège illicite.

Les *collegia tenuiorum*, dont l'existence était tolérée vu leur peu d'importance et leur but humanitaire, étaient exemptés de l'autorisation (1) (*Dig. I. De Colleg. liv. 47. t. 22.*) Ils ne pouvaient, par exemple, se réunir qu'une fois par mois.

Lorsqu'une corporation non exceptée de la règle générale se fondait sans l'autorisation nécessaire, les individus coupables de cette contravention étaient sévèrement punis. Le fait d'appartenir à un *collegium illicitum* était assimilé au crime de sédition prévu et puni par la loi *Julia majestatis* (2).

L'autorisation pouvait être retirée, soit parce que le collège violait les règlements qu'il s'était donnés, soit parce que ses tendances déplaisaient à l'empereur.

La seconde condition pour la formation d'une corporation était qu'elle comptât au moins trois membres (3).

Les membres se nommaient *sodales* ou *collegiati*, suivant qu'ils appartenaient à une corporation religieuse ou profane.

Quelquefois plusieurs professions étaient confondues dans la même corporation. Il en était ainsi notamment pour l'industrie du bâtiment : *tignarii, centonarii et fabri*.

Nul ne pouvait faire partie de deux corporations ouvrières. Si, par suite de circonstances toutes particulières, un artisan était admis à quitter la première corporation dont il faisait partie, son actif social était versé dans la caisse du nouveau collège où il était incorporé (4).

(1) De Savigny. *Droit rom.* t. 2. p. 274.

(2) 1. *Dig.* ad. leg. Jul. maj.; Paul sent. V. XIX. 1.

(3) Loi 85. *Dig.* liv. 50. tit. 16. Cela n'est pas exigé pour les sociétés civiles.

(4) Loi 1 § 2. *de Colleg.* liv. 47. tit. 22.

Avec l'assentiment de leurs maîtres, les esclaves purent être admis dans les *collegia tenuiorum* (1).

On s'est demandé s'il était nécessaire de posséder des connaissances spéciales pour être admis, s'il y avait chez les Romains quelque chose d'analogue au chef-d'œuvre des anciennes corporations françaises. Aucun document sérieux n'existe sur cette matière (2). Les sociétés jouissaient d'une assez grande liberté en matière de statuts et chaque collège pouvait se donner une réglementation particulière.

§ II. — ORGANISATION INTÉRIEURE DES CORPORATIONS

Les statuts, une fois rédigés, étaient soumis à l'empereur, qui les approuvait généralement, s'ils ne contenaient rien de contraire à l'ordre public. C'était le préfet de la ville qui était chargé de les lui transmettre avec son avis motivé. Les statuts posent les bases de l'administration de la corporation et désignent généralement en même temps que le but de l'association, les chefs et la hiérarchie, les jours de fête et de réunion et la police intérieure des assemblées.

Chose curieuse, les règlements techniques, et les institutions de monopole si nombreuses au moyen-âge, ne semblent pas exister chez les Romains. Le travail paraît avoir été libre dans les corporations et en dehors d'elle. Ce n'est

(1) Loi 3, § 2, de *Collegiis*, liv. 47, tit 22.

(2) M. Walon (*Histoire de l'Esclavage*) démontre que le contrat d'apprentissage était le même autrefois qu'aujourd'hui.

que sous le règne de Zénon que nous trouvons une loi destinée à réprimer les tentatives d'accaparement et de monopolisation (1). Les corporations qui violaient leurs statuts étaient considérées comme illicites.

Généralement l'en-tête des statuts désignait la divinité sous l'invocation de laquelle la corporation se plaçait. Cette coutume, nous l'avons déjà fait remarquer, a occasionné de nombreuses controverses sur le caractère de certaines corporations que les uns considèrent comme religieuses, les autres comme profanes.

L'image des divinités était peinte sur les bannières et sur les insignes de la corporation, et, à des époques déterminées, on célébrait la fête du dieu, ce qui donnait lieu à toutes sortes de festins et de jeux.

À côté du protecteur céleste, les corporations choisissaient un patron terrestre parmi les riches citoyens de la ville ; ceux-ci, fort envieux de cet honneur, reconnaissaient cette marque d'estime de la corporation par des largesses et des festins.

Alexandre Sévère développa cette institution et les patrons devinrent aux yeux de la loi des *defensores collegii*.

Au-dessous d'eux, se trouvent les administrateurs de la société, élus par leurs collègues (2).

Les élections sont faites en pleine liberté. Aucune restriction n'est apportée. Le père peut voter pour son fils et réciproquement. Les textes donnent plusieurs noms aux administrateurs, peut-être ces noms correspondaient-ils à des fonctions différentes.

(1) Loi 1. *C. J.* liv. 4, tit. 59.

(2) Loi 6, *Dig. (quod cuj. univ.)* liv. 3, tit. 4.

Le *syndicus* ou *actor* représente la corporation en justice. Les *duumviri* semblent ainsi nommés en souvenir de l'organisation municipale, les *quinquennales* à raison de la durée de leurs fonctions. Les *procuratores* sont des mandataires. Les *curatores* veillent aux intérêts communs. Les *questores* présentent des rapports aux assemblées générales. Il y avait encore les *scribae*, secrétaires-greffiers et l'*arca-rius*, trésorier.

Les deux tiers des membres doivent être présents pour qu'on puisse voter. On ignore, par exemple, la majorité nécessaire. Les uns exigent les deux tiers, en invoquant à l'appui de leur opinion la loi 2. de *decr. ab. ordine faciendis*, ainsi conçue : « *Illa decreta, quae non legitimo numero decurionum coacto facta sunt, non valent adhibitis* » et sur un texte d'Ulpien (1).

Mais la négative peut invoquer en sa faveur un texte du jurisconsulte (2) : « *Refertur ad universos quod publice fit per maiorem partem.* » Nous croyons devoir adopter cette seconde opinion, car, selon nous, le texte invoqué par la première a trait au nombre des présents et non à la majorité. Lorsqu'un magistrat a, par extraordinaire, obtenu l'unanimité lors de son élection, les inscriptions ont soin d'en faire mention.

Les cotisations étaient cotées par l'assemblée et perçues mensuellement. Du moins, il en était ainsi pour les *Collegia tenuiorum*, et nous croyons devoir étendre cette décision à toutes les corporations.

(1) Loi 3. *Quod. cuj. univ. Dig.*, liv. III, tit. IV.

(2) Loi 160. § 1. D. 50. 17.

Les réunions étaient aussi fixées d'une manière absolue, et une assemblée tenue à une époque non réglementaire constituait un *collegium illicitum*.

Le local où se rassemblait le collège était entretenu à ses frais, ainsi que le temple dédié à la divinité protectrice. La corporation se réunissait en commun, avons-nous dit, pour des banquets et des fêtes. Les fêtes religieuses étaient, en effet, un des principaux éléments de la vie de ces collèges et on célébrait certaines d'entre elles avec une grande solennité. Les anniversaires, comme ceux des *natalium* et des *parentalium*, étaient encore l'occasion de banquets solennels dégénérant vite en orgies.

Mentionnons également les *rosalia* où l'on allait porter des roses sur les tombes. Les collèges prenaient part aussi aux grandes fêtes publiques avec leurs insignes et leurs bannières (1).

Il nous reste après avoir décrit la vie extérieure de la corporation à dire quelques mots de ceux qui la composaient.

Nous avons dit et nous aurons l'occasion d'approfondir cette question plus tard, que les membres des corporations jouissaient de certaines immunités. Il ne suffisait cependant pas de faire partie d'un collège, à un titre quelconque, pour avoir droit aux privilèges accordés par les constitutions. Il fallait encore être *artifex* (2).

On dressait une liste officielle de tous les membres de la corporation, revisée à époque périodique et qui portait le nom d'*album*. Un certain nombre de ces *album* ont été

(1) Pollion, Gallien — ch. 8 — H. Vopiscus, Aurélien, 34 — *Dione Cossius* liv. 74. ch. 4.

(2) H. 5. § 12. *Dig.*, liv. 50, tit. 6.

conservés et nous fournissent de précieux renseignements sur les distinctions existant entre les individus qui composaient la corporation, depuis les fonctionnaires supérieurs « *magistri quinquennales* », jusqu'aux associés les plus infimes, tous rangés suivant l'ordre d'une hiérarchie scrupuleusement observée.

Quel était le mode de recrutement des corporations ouvrières ? A l'origine, les adhésions devaient être assez nombreuses pour que le recrutement n'offrit aucune difficulté. Plus tard les empereurs durent recourir aux mesures les plus rigoureuses, nous les examinerons dans le chapitre consacré aux modifications introduites par le Bas-Empire.

Pour être admis, le consentement du collège était nécessaire. Dans le but d'attirer certains membres dont les services semblaient précieux à la corporation, on les dispensait parfois du versement de la cotisation.

Rappelons en terminant que toute association entre corporations fut sévèrement interdite par Marc-Aurèle. Cet empereur craignait avec raison les désordres politiques qu'auraient certainement occasionnés de semblables coalitions.

Nous ne traitons pas ici l'importante question de l'administration du collège et du fonds commun ; elle a sa place indiquée dans la prochaine section.

SECTION II

Des Corporations dans leur rapport avec le droit civil

Nous savons que la personnalité était accordée aux corporations par cela seul qu'il leur était permis de se former.

« L'obstacle que rencontra le développement de leur capacité juridique, dit M. Drioux (1), ne tenait donc pas au droit public, mais aux exigences du droit privé lui-même, le formalisme du droit civil imposait, en effet, des modes déterminés pour l'acquisition de la propriété et n'admettait pas la représentation dans les actes accomplis en justice. » Nous allons étudier les transformations successives subies par le droit romain en cette matière, transformations dues en grande partie au droit prétorien.

§ I. — PROPRIÉTÉ

Un texte de Paul et un autre d'Ulpien nous fournissent des renseignements contradictoires relativement à l'acquisition de la possession.

Les textes de ces jurisconsultes visent les municipes, mais doivent être étendus sans aucun doute aux corporations ; la loi (7 § 3, liv. 10., T. 4) du *Digeste* ne laisse aucun doute sur ce point.

Voici les deux textes, le premier est de Paul (2) : « *Municipes per se nihil possidere possunt, quia uni consentire non possunt. Forum autem et basilicam hisque similia non possident : sed his promiscue utuntur. Sed Nerva filius ait, per servum quem peculiariter adquisierint et possidere et usucapere posse, sed quidam contra putant : quoniam ipsos servos non possideant.* »

Le texte d'Ulpien est ainsi conçu (3) : « *Sed hoc jure utimur ut et possidere et usucapere municipes possint :*

(1) Loc. cit.

(2) Loi 1, § 22, *Dig.*, liv. 41, tit. 2.

(3) Loi 2, *Dig.*, liv. 41, tit. 2.

idque eis et per servum et per liberam personam adquiratur ».

La contradiction semble formelle. Ulpien accorde aux municipes et par le fait même aux corporations, un droit qui, selon Paul, doit leur être refusé.

La décision de ce dernier jurisconsulte est motivée, celle d'Ulpien ne l'est pas. Examinons la raison qu'il invoque : « *Quia uni consentire non possunt* » ou suivant une autre leçon « *Quia universi consentire non possunt* ». Suivant la première version, l'empêchement réside dans l'impossibilité où se trouvent les membres de la corporation de consentir à une seule et même chose. En modifiant le texte, Paul voudrait dire que tous les membres d'une corporation ne peuvent simultanément donner leur consentement. Cette seconde leçon nous semble préférable. Ce qui manque au collège, c'est donc « *l'animus rem sibi habendi* ».

Ce jurisconsulte nous fait, d'ailleurs, remarquer que cette solution a été contestée en partie par Nerva.

Il semble, en effet, que l'esclave puisse acquérir dans l'espèce puisque cette faculté lui est accordée « *ex causa peculiari, etiam ignoranti domino* ».

Cela est vrai, dit Paul, mais pour cela il faudrait que le collège puisse posséder l'esclave lui-même. C'est un cercle vicieux. En somme, selon Paul, temples, édifices, esclaves, les corporations ne possèdent rien, elles se servent en commun de tous ces biens, là est la limite de leur droit et de leur capacité. Ulpien donne une décision contraire sans la motiver, il semble constater l'état actuel du droit. La vérité, c'est que les motifs d'utilité pratique firent peu à peu prédominer ces idées.

Paul est plus conforme aux principes, sa rigueur de doctrine est bien romaine. Rappelons-nous qu'on se montra longtemps impitoyable pour le *furiosus* et pour l'*infaus*, incapables eux aussi, d'avoir « *l'animus possidendi* ». Nous supposons donc que Paul se reporte à l'ancien droit qui n'a fléchi que devant l'utilité pratique. La doctrine d'Ulpien, qui répondait aux besoins nouveaux, fut pleinement consacrée sous Alexandre Sévère. Nous pouvons donc en conclure que les corporations, comme les cités, purent : « *Possidere per servum vel per liberam personam* ».

On peut se demander quelle est la personne qu'Ulpien entend désigner par ces mots : « *per liberam personam* »

Cet « homme libre » est évidemment l'administrateur de l'*universitas*, quel que soit le nom sous lequel on le désigne. Comme pour le fou et l'*infans*, l'*animus* de cet administrateur, remplace celui de la personne morale. Nous examinerons tout à l'heure comment il oblige la corporation, mais il importe que nous indiquions, d'abord, les moyens auxquels les corporations étaient obligées de recourir dans l'ancien droit.

Parmi les modes d'acquérir la propriété, trois basés sur la possession, c'est-à-dire l'occupation, la tradition et l'usucapion, sont restés interdits aux collèges. Il en fut certainement de même de la mancipation et de l'*in jure cessio* qui excluent la présence d'un mandataire. Quant à l'adjudication, elle suppose une situation toute particulière, et semble devoir être également refusée à la corporation.

Reste l'acquisition lege, et le legs *per vindicationem*, mais ces modes d'acquérir ne furent accordés au collège que depuis Marc-Aurèle. Faut-il en conclure que la corpora-

tion ne pouvait acquérir dans l'ancien droit ? Cela est en contradiction avec les faits que nous avons exposés.

Certains auteurs supposent, pour expliquer cette anomalie, que depuis l'époque où l'autorisation fut exigée, la constitution impériale, qui donnait aux corporations l'assistance légale, réglait aussi les conditions de cette existence. Les biens apportés à la masse étaient soumis à un régime spécial et traités comme s'ils étaient affectés à un service public.

C'était là, il faut en convenir, une entrave regrettable au développement des corporations, mais qui s'explique facilement à Rome par le peu de faveur dont elles jouissaient.

La décision de Marc-Aurèle relativement à l'acquisition *lege* et au legs par *vindicationem*, constitue une grande amélioration. La jurisprudence, de son côté, finit par reconnaître la possibilité d'acquérir « *per liberum hominem* ». Le formalisme de l'ancien droit finit par céder sur ce point comme sur tant d'autres. Remarquons, en passant, qu'il y a une profonde différence entre le mandataire de droit commun et celui de la corporation. Ce dernier reçoit bien un mandat des « *collegiati* » : mais comme il ne peut y avoir à aucun moment expression de volonté de la part de la corporation, nous devons en conclure que par une profonde dérogation au droit commun, c'était la seule volonté du mandataire qui intervenait.

Les règles relatives à l'acquisition de la propriété s'appliquent également à celles de ses démembrements, c'est-à-dire à l'usufruit et aux servitudes.

Les corporations n'ont pas été admises sans difficultés à se porter usufruitières.

En effet, les personnes morales ne meurent pas et

rendent par là même la nue propriété impossible (1) on finit par concevoir que les personnes morales pouvaient mourir aussi et Modestin cite l'exemple de la disparition d'une cité ayant un legs d'usufruit (2) ; une cité était considérée comme morte lorsque la charrue passait sur son sol.

Malgré l'éventualité possible de la disparition des personnes morales, comme ce fait est habituellement fort rare, les jurisconsultes proposèrent de fixer un délai que ne pourrait dépasser l'usufruit. Ulpien (3) le limite à trente ans. Gaius, plus généreux, accorde cent ans (4).

Quant aux servitudes, aucune difficulté. Remarquons seulement qu'un membre de la corporation pouvait exercer une servitude sur les biens du collège sans violer la règle : « *Nemini res sua servit* ».

§ II. — CONTRATS ET OBLIGATIONS

Quels moyens le collège avait-il à sa disposition pour devenir créancier ou débiteur ? Au fond de tout contrat se trouve le *consensus* ou accord de deux volontés. Comment la personne morale peut-elle exprimer cette volonté essentielle ? Il faut fatalement recourir à la représentation. De bonne heure l'esclave fut admis à rendre la corporation créancière en vertu de ces stipulations. Mais le fameux principe : qu'un acte ne peut être réputé accompli par ceux qui n'y ont pas figuré personnellement, s'opposa longtemps

(1) Gaius loi 8 *de usufructu*. liv. 33. tit 2.

(2) Loi 21 Dig. liv. 7. tit 4.

(3) Loi 68. *ad leg. Falc.* liv. 35. tit 2.

(4) Loi 8. Dig. *de usu et usufructu*.

à la représentation par une personne libre. Cependant la jurisprudence prétorienne finit par concéder une action utile dans l'espèce. L'action directe n'était donnée que quand c'était l'esclave qui avait rendu la corporation créancière. Nous rencontrons plus de difficultés encore pour constituer le collègue débiteur. L'esclave ne peut, en effet, rendre la condition de son maître pire. Celui-ci, corporation ou particulier, ne peut par conséquent être poursuivi que de *peculio* ou de *in rem verso*.

Plus tard, le prêteur, dans un but de justice, autorisa à se servir des actions *exercitoria institoria et quod jussu*.

Dans le dernier état du droit on finit par admettre que les personnes morales pourraient être obligées par leurs mandataires libres, les actions utiles leur furent accordées. Dès lors les *actores* pouvaient stipuler au profit de la corporation, à laquelle était donnée utilement l'action née de la stipulation.

Cependant, il semble que ce principe pour lequel les Romains témoignèrent toujours une grande répugnance subit encore certaines restrictions. Ulpien nous déclare, en parlant d'une cité, que son administrateur ne l'engage que jusqu'à concurrence du profit retiré (1). Cette solution est trop injuste pour que nous puissions l'admettre telle quelle. Il semble ressortir de l'étude du texte, qu'il s'agit dans l'espèce d'un administrateur irrégulièrement nommé ou agissant en dehors de son mandat.

« Les avis sont partagés sur l'étendue de la responsabilité des corporations en matière de crimes et de délits. Les uns

(1) Loi 27. *Dig.* liv. 12. tit. 1.

vont jusqu'à les assimiler aux personnes physiques, d'autres restreignent leur capacité aux faits compris dans le cercle de leurs attributions. Dans la troisième opinion, enfin, la seconde source des obligations, les délits et les crimes (1), ne pouvait exister pour la personne juridique. » Nous nous rangeons à ce dernier système. L'objection la plus grave qu'on puisse lui faire est celle-ci : Du moment où la personne juridique a la capacité de droit, il faut la reconnaître responsable de l'atteinte portée aux lois. A cela on pouvait répondre que ces êtres fictifs ne sont créés que dans un but licite et non pour commettre des délits.

Nous préférons motiver autrement l'opinion que nous défendons. Au point de vue criminel, le véritable fondement de cette irresponsabilité réside de l'impossibilité où se trouve un être sans réalité physique, par conséquent sans volonté de commettre un délit. On peut encore nous objecter que cette absence de volonté ne l'empêche pas d'accomplir certains actes créant des rapports de droit. A cela il est facile de répondre que l'on ne peut comprendre le mandat donné à un tiers de nous représenter pour un délit. En matière criminelle, il faut identité entre la personne qui a commis l'infraction et celle poursuivie et punie, identité qui fait défaut dans l'espèce.

La personne morale qui a tiré profit du délit doit, d'ailleurs, d'après le principe général, restituer jusqu'à concurrence de son enrichissement (1). Elle doit également réparer le dommage causé par l'esclave, si elle ne préfère l'abandonner. Et le motif de cette décision est facile à com-

(1) Drioux. loc. cit. p. 57.

(2) Loi 4. *Dig.* liv. 43. tit. 16.

prendre : la personne morale n'est pas tenue, parce qu'elle est représentée dans l'infraction, mais parce que l'esclave, privé de patrimoine propre qui lui permette de réparer, est la propriété de la corporation soumise dès lors à l'action noxale.

La corporation est aussi en droit d'exiger une indemnité lorsqu'un délit ou un quasi-délit a été commis par un tiers contre elle.

§ III. — SUCCESSION TESTAMENTAIRE OU AB INTESTAT

Pas plus que la cité, la corporation ne pouvait être instituée héritière (1). C'était, en effet, un *incertum corpus*, incapable de faire acte d'héritier, et de prononcer dans un certain délai la formule solennelle qui constituait la *cretio*.

L'addition d'hérédité exige une volonté formelle et nettement exprimée. Aussi n'est-il pas étonnant que le droit romain ait, jusqu'à l'époque classique, refusé toute action aux personnes morales. Cependant, certaines restrictions furent apportées à la rigueur des principes, le sénatus-consulte Apronien rendit efficace le fidéicommis au profit d'une cité et par conséquent d'une corporation. Puis, conformément au S. C. Trébellien, les actions étaient données utilement à la cité et contre elle (1). Cette dernière faveur ne semble pas s'étendre immédiatement aux corporations. En revanche, un sénatus-consulte, qui permettait aux cités d'être instituées héritières par leurs affranchis, semble s'appliquer aux corporations. « *Senatus-consulto concessum est ut a*

(1) Ulp. Reg. t. 22. § 5,

(1) Loi 26 Dig. liv. 36. Titre 1. voir aussi : loi 27 *ibid.*

libertis suis heredes institui possunt (municipes) (1). Cette faveur fut étendue aux collèges parce qu'elle n'était en réalité qu'une conséquence du droit d'affranchir, concédé aux corporations par Marc-Aurèle. Avant même cet empereur, on trouve des affranchis des cités, des temples et des *societates*. Ces affranchissements, forcément imparfaits puisqu'ils ne pouvaient avoir lieu ni par le cens, ni par la vindicte, ni par le testament, étaient cependant maintenus par le préteur. Ils ne donnaient d'ailleurs, que le rang de latins Juniens. Trajan accorda le premier une capacité complète aux cités d'Italie. Puis cette loi *Vectibulici* fut étendue aux provinces sous le consultat de Juventius Celsius et de Neratius, deux jurisconsultes proculéiens. Ce fut, comme nous l'avons dit, Marc-Aurèle qui étendit cette même faculté aux collèges réguliers, ce qui leur donnait le droit d'hériter de leurs affranchis au même rang que les autres patrons (3), puisqu'ils avaient les mêmes droits sur leurs biens.

« *Divus Marcus omnibus collegiis, quibus cœundi jus est, manumittendi potestatem dedit. Quare haec (collegia) quoque legitimam hereditatem liberti vindicabunt.* » Une autre preuve à l'appui de la théorie que nous soutenons, c'est que le préteur donnait au patron exhérédé ou omis, même au cas où c'était une *universitas*, la *honorum possessio contra tabulas*; nous devons en conclure qu'il fallait nécessairement permettre à son ancien esclave de l'instituer héritier.

(1) Loi 1, *Dig.* liv. 38 tit. 3.

(2) Varron, *De Lingue latina.* VIII. 41

(3) Loi 3. *C. J.* liv. 7 tit. 9.

(4) Loi 1 et 2, *D.* liv. 40 tit. 3

Au Bas-Empire, une autre source d'acquisitions vint enrichir certaines corporations. Constance accorde, dans une constitution (1), aux *navicularii* le droit de recueillir les successions en déshérence de leurs membres, à la place du fisc, qui leur abandonne ces droits à raison des lourdes charges qu'ils ont à supporter.

Cette faveur bien remarquable, car nous savons combien les empereurs romains montraient ordinairement d'exigence dans l'application des lois fiscales, fut étendue aux *fabricenses* par une constitution de Théodose (2).

Les cités obtinrent d'une manière générale la *factio testamenti* passive par une constitution de Léon le Philosophe (3).

Dans la dernière période du droit romain, cette faveur fut étendue aux corporations. A côté de l'addition d'hérédité de l'ancien droit, le préteur introduisit la *bonorum possessio* qui admettait la représentation. Nous ne pensons pas cependant que cette institution accrût la capacité des personnes morales. Ce qui le prouve d'une façon péremptoire, c'est que quelques villes seulement bénéficièrent de ce privilège, Marseille par exemple (4). Ce n'est qu'au Bas-Empire que l'Empereur Léon étendit cette faveur à tous les municipes : (5) « *Hereditatis vel legati, seu fideicommissi aut donationis titulis domus, annonae civiles aut quælibet ædificia vel m̃cipia ad jus inclytæ urbis vel alterius cujuslibet civitatis pervenire possunt* ». Cette capacité générale passa-

(1) Loi 1 C. J. 6, 62

(2) Loi 5 C. J. 6, 62

(3) Loi 12. C. J. Liv. 6 Tit 24

(4) Tacite. Ann. 4, 43

(5) Loc. cit. C. J. liv. 6 tit. 24

t-elle, comme cela avait lieu généralement, des cités aux collèges. Nous ne croyons pas devoir l'admettre. Seuls certains collèges sacrés profitèrent de ce privilège (1). Les autres corporations restèrent soumises à la nécessité d'une autorisation spéciale imposée en 290 par Dioclétien et Maximin (2).

Certains auteurs ont cru devoir distinguer, pour préciser la capacité des collèges, la *bonorum possessio decretalis* de la *Bonorum possessio edictalis*. Cette dernière, accordée dans des cas spéciaux, par édit du préteur, pouvait, selon eux être accordée aux corporations.

Quant aux legs, ce n'est que depuis Marc-Aurèle que les corporations eurent pleine capacité de les recueillir (3) « *Quum senatus temporibus divi Marci, permiserit collegiis legare nulla dubitatio est quod si corpori, cui licet coire legatum sit, debeatur.* »

Nerva avait d'abord reconnu ce droit aux cités.

On peut se demander si avant Marc-Aurèle les corporations étaient privées de tout moyen de recueillir? Le fidéicommis à titre particulier devait offrir un moyen relativement facile d'éluder les rigueurs de la loi. Remarquons d'ailleurs que cet expédient offrait peu de garantie tant que ce genre de fidéicommis ne fut pas légalement reconnu.

Les corporations furent l'objet de nombreuses libéralités par dons et legs. On en trouve un grand nombre d'exemples dans les inscriptions (4).

(1) Ulp. Reg. XXII, 6 (Indirectement du moins c'étaient les dieux qui étaient institués.

(2) Loi 8. C. J. 6, 24

(3) Loi 20. Dig. liv. 34. tit. 5.

(4) Orelli. Nos 4068, 4088, 4076, 4136. etc.

Parfois ces legs étaient faits dans un but déterminé pour célébrer un banquet, par exemple.

Les édifices, temples, cimetière appartenant au collège, provenaient très souvent des donations.

§ IV. — DE LA REPRÉSENTATION EN JUSTICE

Un des éléments de la capacité juridique est la possibilité de figurer dans une instance. Cette faculté nous semble devoir être refusée aux corporations tant que dura le système des actions de la loi. Nous savons, en effet, que le trait caractéristique de cette procédure était de contenir une affirmation ou une négation « portant sur le droit ou sur le fait de la personne même qui le prononçait ».

A cette époque, dit Gaius, on ne pouvait agir pour autrui que *pro populo et ad asserendam libertatum*, ou *pro tutela* (1). Ce système, définitivement aboli sous Justinien, ne subsistait qu'en très minime partie après la loi Æbutia, qui date environ de l'an 577 de Rome. Cette loi reconnaissait la possibilité de la représentation. On pouvait plaider par *cognitor* ou *procurator*.

Les règles spéciales auxquelles étaient soumises la constitution du *cognitor* empêchaient les personnes morales de se faire représenter par lui : Il faut, en effet, que les deux parties, demandeur et défendeur, soient devant le juge et que celle qui veut donner mandat au *cognitor* de plaider pour elle exprime sa volonté en termes solennels.

(1) Gaius IV. 82. Il faut joindre à ces différents cas l'espèce prévue par la loi Hostilia. Inst. pr. liv. 4, tit. 10.

La constitution du *procurator* ne présentait pas les mêmes difficultés, mais il est difficile de voir en lui un représentant au sens exact du mot, car le *procurator* agissait soit comme *negotiorum gestor*, soit en vertu d'un mandat, et dans l'un et l'autre cas c'était lui seul qui était condamné ou qui triomphait. Les conséquences des procès se fixaient en sa personne, et il fallait exercer de nouveaux recours de telle sorte que la difficulté était seulement reculée pour les personnes juridiques, car elles auraient dû encore se faire représenter dans ses actions nouvelles. Faut-il en conclure qu'il était aussi difficile de plaider par *procurator* que par *cognitor*. Les principes du droit exigeaient cette solution, mais on y dérogea *utilitatis causa*. Gaius nous apprend qu'un tiers peut défendre les personnes morales aussi bien que les simples particuliers, « *Quia eo melior conditio universitatis fit* » (1).

Certains interprètes, peu satisfaits de l'explication que nous venons de donner, ont prétendu que l'origine de la représentation de la personne morale se tirait de l'action *pro populo* ; plaider *pro populo* n'était-ce pas, en effet, intenter une action au nom d'une personne morale ? Cette théorie, cependant, ne nous semble pas devoir être admise.

Quelles que fussent les premières difficultés suscitées par l'esprit formaliste des Romains, ce que nous pouvons constater, c'est que la rigueur primitive finit par fléchir devant les nécessités pratiques.

Le représentant naturel de la corporation était l'*actor* ou *syndicus*. C'était lui qui prenait en main les intérêts de la

(1) Loi 1, § 1, *Dig* ; liv. 3, tit. 4

corporation et qui ne devait épargner ni sa peine ni son temps. En revanche, il ne pouvait subir aucun préjudice pécuniaire et était toujours désintéressé des frais par lui faits (1).

Le syndic était-il nommé pour affaire déterminée, ou recevait-il un mandat général ? Paul (2) expose la première opinion et Ulpien soutient la seconde (3). Cette contradiction entre les deux jurisconsultes est d'autant plus inexplicable que Paul lui-même reconnaît comme valable la désignation faite par le magistrat, si la corporation lui a donné pouvoir à cet effet. Or, dans l'espèce, ce mandat est confié en prévision de contestations futures.

En cas d'empêchement du syndic le proconsul peut permettre à un étranger de prendre les intérêts de la corporation. Les causes de révocation du mandat du *procurator* sont applicables à celui de *l'actor*.

Avant la *litis contestatio*, *l'actor* est révocable *cum libera potestate*, et après pour certains empêchements graves, tels que voyage ou maladie. Lui-même peut réclamer son remplacement. Une particularité le distingue du *procurator*, il n'est pas obligé de donner la caution *de rato* à moins que l'on ne mette en doute l'authenticité de son mandat (4).

Dans le dernier état du droit, cette distinction finit par disparaître (5), et Gaius nous apprend que, même de son temps, on faisait remise de cette obligation au tuteur et au curateur.

(1) *Digeste*, loi 12, de *Muneribus*. § 1 et § 13 — Loi 7. *Dig.* liv. 3, tit. 4

(2) *Dig.* loi 6, § 1, *quod cuj. univ.* liv. 3, tit. 4

(3) 7. *De procuratoribus.* *Dig.* liv. 3, tit. 3

(4) loi 6, § 3, liv. 3, tit. 4.

(5) Loi 65, *Dig.* liv. 3, tit. 3.

Comment est conçue la formule? (1)

Gaius nous donne la règle suivante: « *Qui alieno nomine agit intentionem quidem ex persona domini sumit, condemnationem autem in suam personam convertit.* »

Ainsi l'intention est au nom de la corporation et la condamnation au nom du syndic, et cela, soit en matière d'actions réelles, soit en matière d'actions personnelles. Au contraire, quand la corporation est défenderesse, si l'action est personnelle le nom de *l'universitas* est mentionné dans *l'intentio*. Si l'action est réelle, il n'en sera pas fait mention. Peu importe, en effet, nous dit Gaius, que la partie défenderesse soit telle ou telle, qu'elle plaide ou non par procureur. La seule préoccupation du juge doit être de se rendre compte si la chose revendiquée appartient au demandeur.

Quand la corporation est défenderesse, l'*actor* se nomme *defensor*. Il jouit de toutes les mêmes prérogatives sous un titre différent.

Ici se pose une question assez intéressante. Si le demandeur est l'affranchi d'un des membres de la corporation, devra-t-il, pour ester en justice contre *l'universitas*, solliciter l'autorisation du prêteur? Nous ne le pensons pas, par la raison bien simple que la corporation forme une personne juridique parfaitement distincte de celle de son ancien maître. C'est la conséquence des principes généraux que nous avons exposés.

Il n'en serait pas de même, par exemple, pour le *libertus universitatis* (2).

Si la corporation ne s'est pas fait représenter, le tribunal

(1) Gaius IV. §§ 96-100

(2) Code. *De in jus vocando* 10 § 4. Liv. 2, tit. 2.

peut, s'il le juge convenable, envoyer les demandeurs en possession des biens de l'*universitas*, ou même, mesure très curieuse qui ressemble fort à la saisie-arrêt, saisir les sommes dues à la corporation entre les mains de ses clients (1).

Rappelons également que les biens de l'*universitas* n'étaient point inaliénables.

§ V. — JURIDICTION SPÉCIALE AUX COLLÈGES

On ignore à quelle époque cette juridiction fut créée. L'empereur Anastase semble la considérer comme ancienne. On ne comprend cependant pas beaucoup son utilité sous le système formulaire. Le préteur ayant, on s'en souvient, la faculté de renvoyer les parties devant n'importe quel juge. Dans ces conditions, nul empêchement à ce qu'il choisisse un homme capable et expert en la matière.

Ce ne fut que depuis Dioclétien qu'apparut l'utilité de ces tribunaux spéciaux, analogues aux tribunaux de commerce et à la juridiction des prud'hommes.

La constitution d'Anastase (2) ne nous indique malheureusement pas la composition de cette juridiction. Nous savons seulement que sa compétence était très étendue : « *Tam in publicis quam in privatis causis* », et qu'elle ne pouvait être déclinée.

(1) *Dig.* loi 8. *Quod. cujusc. univ.* liv. 3, tit. 4.

(2) Loi 7. *C. J.* liv. 3, tit. 13.

SECTION III

Dissolution des corps de métiers.

Lorsqu'une corporation ne s'est pas soumise aux dispositions législatives, ou s'est constituée illégalement, c'est l'autorité publique qui est chargée de procéder à sa dissolution.

Plus d'une fois, l'Etat dût intervenir et prendre des mesures de rigueur même vis-à-vis des corporations ouvrières. Nous avons constaté, en effet, dans la partie historique de cette étude, que pendant les périodes d'agitation populaire, les hommes politiques cherchèrent très souvent, dans un but facile à comprendre, l'appui des collèges d'artisans.

Les empereurs se montrèrent presque toujours impitoyables. Mais ils s'attaquèrent principalement aux associations religieuses, dont les tendances les inquiétaient, et leur ombrageuse tyrannie fit, sur ce simple motif, verser le sang de milliers de chrétiens.

Parfois, c'était la corporation elle-même qui prenait l'initiative de réclamer sa dissolution. Nous disons : réclamer, car il fallait s'adresser à la justice pour faire prononcer légalement la dissolution d'un collège. Cela est parfaitement logique, d'ailleurs, car il est inadmissible que la volonté même unanime d'individus composant une corporation pût suffire à faire disparaître la personne juridique créée, reconnue par l'autorité publique et douée d'une existence propre.

S'il s'agit d'un collège qui a pu se fonder librement sans

autorisation, une simple délibération des membres réunis en assemblée générale suffit à la dissoudre.

Quant aux *collegia tenuiorum*, ils peuvent finir faute d'associés et faute d'argent.

On a trouvé une curieuse inscription (1) qui nous explique ce mode de dissolution. Les tablettes sur lesquelles elle se trouve ont été découvertes dans l'ancienne Dacie, aux confins des possessions romaines. C'est la copie d'un acte affiché dans la ville d'Alburnum en l'an 167 de l'ère chrétienne : « Artémidore, esclave d'Appolinus, président du collège de Jupiter Cernenius et avec lui Valerius, esclave de Nison et Offas, esclave de Menofile, questeurs du même collège, font savoir au public, par cet acte, que des 54 personnes qui formaient le collège dont on vient de parler, il n'en reste plus que 17 à Alburnum, que Julius, esclave de Julius, qui était président avec Artémidore, n'a pas mis le pied à Alburnum depuis le jour de son élection ; qu'Artémidore a rendu ses comptes aux membres présents. »

En cette question, il faut, d'une façon générale, faire une distinction entre les corporations qui n'ont qu'un intérêt privé et celles qui représentent un intérêt public et permanent. Les premières sont essentiellement constituées par la collectivité ; dès lors, lorsque la personnalité ne repose plus sur aucun élément, elle disparaît. Tout ce que le droit romain admet, c'est que la personne morale subsiste, tant qu'il reste un seul membre du collège, alors pourtant qu'il en faut trois pour le constituer. Mais s'il s'agit d'une corporation répondant à un intérêt permanent et social, la personne morale ne prend pas fin.

(1) *Corpus inscrip. lat.* III p. 924.

Chargée de subvenir aux besoins publics, ayant reçu dans ce but la personnalité juridique, elle ne disparaît que par un acte du pouvoir qui l'a créée, c'est-à-dire de l'Etat. Si donc, dit M. de Savigny, une épidémie enlevait successivement tous les membres d'une corporation d'artisans, il ne faudrait pas regarder la corporation (1) comme dissoute, et ses biens comme abandonnés ou appartenant à l'Etat.

Outre la mort, plusieurs causes pouvaient diminuer le nombre des membres du collège. Parfois, après un certain nombre d'années de service dans une corporation, on était libéré. Citons comme exemple : (2) le *prior patronus* des boulangers qui, au bout de cinq ans, pouvait se retirer de la corporation.

Remarquons aussi que sur la proposition des *principales* ou des *decemviri*, l'autorité supérieure pouvait exclure un membre (3).

C'est au président de province qu'est confiée l'exécution des décisions impériales prononçant la dissolution des corporations. Il est également chargé d'empêcher les réunions illicites de collèges non autorisés.

Marcien (4) parle de dissolution par le prince d'une corporation inexistente. Or, nul besoin de dissolution de droit, l'autorité n'a qu'à refuser l'existence à une corporation illégalement constituée, il ne s'agit donc dans l'espèce que d'une dissolution de fait.

Ce texte est intéressant à un double point de vue, il nous

(1) Voir sur cette intéressante question Savigny, *Traité de droit romain*, tome II p. 279.

(2) Loi 7. *C. Th.* liv. 14, tit. 3.

(3) Loi 15. *C. Th.* liv. 14, tit. 3.

(4) *Dig.* Loi 3. *De collegiis et corporibus*, liv. 47. tit. 22.

montre : 1° que les biens du *collegium illicitum* n'étaient pas fatalement confisqués, et 2° il nous apprend de quelle façon la masse commune était répartie entre tous les associés.

L'espèce est différente si, par suite de l'existence réelle d'une personne morale reconnue, un patrimoine nouveau s'est formé.

Il semble que dans cette espèce les membres de la corporation ne peuvent élever aucune prétention sur les biens de la personne juridique dont le seul héritier est l'Etat.

Peut-être la rigueur des principes fut-elle tempérée en pratique. Hâtons-nous, d'ailleurs, d'ajouter que ce cas devait se présenter rarement, car, et cela ne laissait place à aucune difficulté, l'empereur prononçait très souvent la confiscation en même temps que la dissolution (1).

Il y aurait peut-être dans cette disposition un commencement de preuve, qu'à moins d'une décision expresse de l'empereur, le fisc ne percevrait pas les biens d'un collège dissout.

Un texte prend soin de nous faire remarquer que la vie d'une corporation ne dépend pas de celle des membres fondateurs. Comme nous le disions tout à l'heure, un seul membre suffit à la perpétuer. (2)

(1) Voir Constitution d'Honorius et de Théodose.

(2) *Dig. Loi 7. Quod. cuj. univ.* liv. 3. tit. 4.

CHAPITRE III

Des Corporations d'artisans sous le Bas-Empire

Nous avons étudié les corporations à l'époque la plus intéressante de la législation romaine.

Nous avons vu, comment, protégées par les empereurs, elles ont pu parvenir à un état de prospérité et de richesse. A cette époque, on vivait heureux ; l'Empire savait encore se faire respecter des Barbares. Aucune préoccupation extérieure n'empêchait les artisans, jouissant d'une honnête aisance, de participer aux fêtes des collègues, aux banquets et aux jeux de toutes sortes qui s'ensuivaient. Cette prospérité ne devait, malheureusement, pas être de longue durée. L'Empire allait en s'affaiblissant comme un vieillard parvenu aux limites de la décrépitude, et c'est en vain que l'Etat s'ingéniait à rendre la vie à ses membres inanimés.

Les corporations, avons-nous dit, étaient devenues un rouage important de l'organisation sociale à Rome. Une partie d'entre elles subvenait aux approvisionnements de la capitale. Aussi en vint-on, dans l'intérêt public, à les régler à l'excès, afin d'assurer le fonctionnement parfait d'une administration aussi nécessaire.

Ces règlements étroits ne semblèrent pas trop lourds

pendant la période de prospérité ; il n'en fut pas de même pendant l'époque troublée du Bas-Empire.

Au lieu de favoriser la liberté individuelle, indispensable à ce peuple agonisant, la réglementation minutieuse et tyrannique des empereurs s'étudia à la faire disparaître.

Les artisans furent enchaînés à leur profession pour la vie, comme les colons à la terre qu'ils cultivaient. Maintenir le citoyen dans la situation où il est né, telle est l'unique préoccupation du législateur. Et l'on voit, chose extraordinaire, des sénateurs s'enfuir pour échapper à des honneurs trop onéreux ; et les aliénés eux-mêmes, soumis à un examen approfondi du magistrat, afin de s'assurer s'ils ne simulent pas la folie pour éviter de participer aux charges publiques.

La religion nouvelle ne put arrêter la décadence du monde païen, qui s'obstinait à conserver ses antiques superstitions. Les corporations furent même un des foyers où le paganisme subsista le plus longtemps, par suite de cette fidélité aux traditions si remarquables chez les Romains.

Nous rencontrons au code Théodosien une constitution (20, 2, *C. Th.* liv. 16, tit. 10) qui dissout une corporation persistant à célébrer le culte de Cybèle.

M. Levasseur divise les corporations à cette époque en trois classes. La première composée d'ouvriers des manufactures de l'Etat, la seconde des corporations assurant le fonctionnement des services publics, la troisième des corporations libres.

Cette division est sujette à critique. Il est d'abord fort douteux que les ouvriers des manufactures aient formé des corporations. Ils sont recrutés d'une façon toute différente

(souvent parmi les condamnés), et leurs règles ne sont pas celles des corporations ordinaires. Quant aux collèges libres, nous doutons fort de leur existence. Il y en avait peut-être de plus favorisés, et dont les règlements étaient moins vexatoires, mais c'était encore une liberté très relative (1).

Aussi la condition des artisans était-elle si précaire, qu'ils fuyaient leur patrie pour échapper aux lourdes charges qui pesaient sur eux.

Les empereurs s'efforcèrent alors de vaincre cette résistance par tous les moyens. Les ouvriers furent ramenés *manu militari*, et on les marqua du fer rouge afin de pouvoir constater plus facilement leur identité (1).

Les citoyens qui donnaient l'hospitalité aux artisans en fuite étaient sévèrement punis. (3) On alla jusqu'à décider que l'engagement, dans les ordres sacrés, ne pourrait arracher l'ouvrier à sa corporation (4), *et que l'empereur lui-même était incapable d'accorder cette faveur* (5).

Les enfants subissent naturellement le même sort que leurs parents. Ils sont enchaînés par naissance à la profession paternelle et obligés de l'exercer bon gré mal gré (6).

A défaut d'enfants légitimes, c'est l'héritier qui doit continuer la profession (7). Si l'enfant est encore mineur à la mort de son père, la corporation doit fournir un remplaçant pendant toute la durée de la minorité.

(1) Loi 1, *Code Th.*, *De his. qui. cond. prop.*

(2) Loi 4, *Code Th.*, liv. 10, tit. 22.

(3) Lois 2, 6, 9, *Code Th.*, liv. 10, tit. 20. Voir aussi *Code Loi* 3, liv., 11, tit. 9.

(4) Loi 8, *Code Th.*, liv. 14, tit. 4.

(5) *C. Th.*, loi 2, *De colleg.*

(6) Loi 8, *Code Th.*, liv. 14, tit. 4.

(7) Loi 18, *Code Th.*, liv. 14, tit. 3.

D'autres décisions prouvent à quel point de tyrannie on en était arrivé. Tous les affranchis possédant trente talents étaient enrôlés de force et obligés de se faire déchargeurs (2).

Les condamnés à une peine relativement légère sont en même temps obligés d'embrasser la profession de boulanger (2). Les faveurs deviennent tellement onéreuses, que le législateur décide qu'on ne peut les refuser. Il en est ainsi du titre de comte (3).

L'invasion des Barbares laissa subsister quelque temps encore les corporations d'artisans. Nous les retrouvons avec Charlemagne qui les désigne sous le nom de Ghilde. Leur rôle, d'ailleurs, était loin d'être terminé, comme nous aurons occasion de le constater dans la seconde partie de notre étude.

(1) Loi 9, *Code Th.*, liv. 14, tit. 2.

(2) Loi 3, *Code Th.*, liv. 19, tit. 60.

(3) *C. Th.*, liv. 6, tit. 20. — L'origine des comtes est rapportée à Adrien, qui choisit un certain nombre de sénateurs pour lui servir de conseillers et l'accompagner partout. Constantin, ayant transféré l'empire à Constantinople, fit de ce titre une haute dignité attribuée à certains officiers. Il y avait trois classes de comtes.

CHAPITRE IV

Des immunités et privilèges des Corporations d'artisans

A côté des charges si lourdes qui pesaient sur les collègues d'artisans, nous devons, pour être juste, exposer les assez rares privilèges dont ils jouissaient. Les corporations chargées de l'approvisionnement étaient au sommet de l'échelle hiérarchique et parmi eux les *navicularii* tenaient le premier rang. Constantin leur accorda la dignité de chevalier : « *Nam renumeranda pericula eorum, quin etiam et hortanda praemiis..... etiam hos ei republicæ causa, dum annonae urbis serviunt abesse* » (1).

Cette loi indique également qu'on les considérait comme absents pour le service de la République pendant leurs voyages. En matière d'impôt, les corporations ne jouirent d'aucune espèce de privilège. Leurs membres étaient soumis au chrysargire ou *collatio lustralis*, sorte de patente établie par Constantin.

A cette époque de fiscalité, toute matière imposable était imposée : personnes et terres.

Le canon, la capitation, les prestations extraordinaires pesaient sur l'agriculture, l'*ostiarium*, impôt des portes

(1) Loi 5 § 3. *Dig.* liv. 50. tit. 6.

et fenêtres sur les maisons, l'or coronaire et la glèbe sénatoriale sur les grands dignitaires, enfin *l'aurum negotiatorium* sur l'industrie et le commerce.

Constantin alla plus loin encore, il imposa les prêteurs d'argent, les femmes publiques et jusqu'aux mendiants.

Les corporations n'étaient donc ni mieux ni plus mal traitées que le reste des citoyens.

Le chrysargire s'appelait également or lustral, parce qu'il était exigible en or à chaque lustre.

La loi 9. liv. 13. tit. 1 du Code Théodosien nous donne les renseignements les plus précis à cet égard. Tous ceux qui s'occupent de commerce, à quelque corporation qu'ils appartiennent, sont obligés de payer cet impôt, qui n'admet aucun privilège (1).

Seuls, les cultivateurs qui vendent leurs produits, et les ouvriers qui gagnent leur pain par un travail manuel en sont dispensés (2). Une seule exception fut faite en faveur des naviculaires, qui échappaient aussi aux *oblaciones*, impôts déguisés sous le nom d'impôts volontaires. Cette bienveillance exceptionnelle, eu égard aux exigences fiscales de l'époque, prouve de quelle utilité cette corporation était pour l'Etat (3).

Ce ne fut pas leur seul privilège :

Ils partagèrent avec les membres de la curie municipale celui d'échapper à la torture, et cela grâce à leur titre de chevaliers. Comme leur métier leur rendait difficile le mariage, ils n'encoururent aucune des déchéances dont la

(1) Lois 1, 10, 16 *ibid.*

(2) Les prêtres y sont soumis, (loi 4. *Code Th.* liv. 13. t. 1).

(3) Lois 5. 7. 14 32. *Code Th.* liv. 13. tit. 5.

loi Pappia Poppaea frappait les célibataires (1). Enfin, ils ne pouvaient être appelés, même en vertu d'un rescrit impérial, que devant leurs juges ordinaires (2).

Nous n'avons pas jusqu'ici rencontré de privilège commun à toutes les corporations. Chaque collège jouissait de faveurs spéciales.

Une des rares mesures générales appliquées à toutes les corporations était l'exemption absolue du service militaire. Nous croyons, d'ailleurs, que cette décision des empereurs avait plutôt pour but d'empêcher la désorganisation des collèges, que de les doter d'un privilège spécial (3).

Les habitants des villes n'étaient, d'ailleurs, tenus qu'à la réparation des murs, des portes et des tours (4).

Quel était donc alors le mode de recrutement de l'armée ?

C'étaient les classes serviles qui fournissaient des volontaires à Rome dégénérée. Une fois sous les drapeaux ils devenaient ingénus (5). Les Barbares finirent, d'ailleurs, par devenir les soldats attitrés de Rome.

Quelques corporations spécialement désignées jouissaient du privilège d'échapper aux charges de la tutelle : « *Nominatim id privilegium, eis indultum sit* » (6). Les *fabri* notamment en étaient dispensés (7).

Les naviculaires étaient tenus, au contraire, de conserver la tutelle des mineurs de la corporation.

(1) Loi 7. *Code Th.* liv. 13. tit. 5. — Les constructeurs de navires devaient également jouir de ce privilège

(2) Loi 7. *Code Théod.* liv. 13. tit. 5..

(3) *Nov. Théod.* 43 et 26.

(4) Loi 49. *C. Th.* liv. 15. tit. 1.

(5) Loi 6. *C. J.* liv. 12. tit. 34.

(6) Loi 17. § 3. *Dig.* liv. 27. tit. 1.

(7) Callistrate loi 17. § 2. *Dig.* liv. 27. tit. 1.

Les membres des collèges étaient exemptés des charges municipales, et cela se comprend, puisqu'ils contribuaient déjà au service de l'Etat.

Pour jouir de cette immunité, il fallait être réellement artisan (1). Quant aux citoyens aptes à remplir les charges municipales, ils ne pouvaient entrer dans les corporations pour éviter cette obligation. Certains citoyens fort riches, avaient en effet trouvé un moyen ingénieux d'échapper aux « *munera publica* » ; ils faisaient construire des navires, et cherchaient ensuite à entrer dans la corporation des naviculaires. Mais ils ne purent échapper longtemps à la surveillance si active du fisc à cette époque. Ils ne purent être admis dans le collège des naviculaires(2). La loi 6 (*Dig. liv. 50. tit. 6*) nous donne une énumération des corporations qui partagèrent les privilèges des naviculaires.

(1) Loi 5. § 12. *Dig. liv. 50. tit. 6.*

(2) Loi 5. § 6. *Dig. liv. 50. tit. 6.*

CHAPITRE V

Des principales corporations

Nous croyons utile de terminer cette étude en consacrant quelques lignes aux plus importants collèges d'artisans, cela nous permettra d'indiquer certains privilèges qui leur étaient spéciaux.

La loi 6 (livre 50, tit. 6), au *Digeste*, donne l'énumération très complète des corporations ouvrières à Rome.

Nous commencerons par une courte revue des différents termes employés en matière de corporations.

Les mots *sodalitia et sodalitium* sont les plus anciens, ils s'appliquaient à toute espèce d'association. Le mot *sodalitium* visait plus fréquemment les associations prohibées, les clubs politiques par exemple. Le mot *collegium* a un sens plus restreint, mais n'est pas la traduction du mot *collegium* tel que nous l'entendons de nos jours. Il indique une réunion d'individus, un groupe de personnes remplissant les mêmes fonctions ; ainsi il y avait des collèges de magistrats, de prêtres, toutefois ils ne formaient pas pour cela des personnes morales. Les expressions *corpus et corpora* qui reviennent très fréquemment dans les textes, s'appliquent plus spécialement aux corporations d'artisans, Les membres des corporations étaient désignés sous le nom

de *collegiati* et de *corporati*. Cette dernière expression semble réservée aux corporations de Rome. Cette diversité de termes, et le manque de documents certains sur l'organisation de certaines corporations, celle des naviculaires, par exemple, rend très difficile, pour ne pas dire impossible, de définir exactement ce qu'était une association et une corporation.

Naviculaires (1). — Les provinces payaient des impôts soit en nature, soit en argent. Il fallait assurer le transport de ces denrées. Ce fut la mission des naviculaires. « Les nautoniers, dit M. Serrigny (2), étaient chargés de faire à leurs frais les transports des blés, des vivres, des impôts et revenus publics de l'Espagne et de l'Afrique à Rome, et de l'Égypte à Constantinople. C'est-à-dire qu'ils étaient chargés de pourvoir aux transports maritimes des objets de consommation de ces deux grandes capitales. La construction des vaisseaux était à leur compte, de sorte qu'ils étaient les entrepreneurs forcés de leurs transports. »

Les itinéraires des vaisseaux étaient fixés par l'autorité publique, ainsi que le temps qu'ils pouvaient séjourner dans les ports.

En cas de naufrage, on ouvrait une enquête, afin d'établir les responsabilités (3). Cette corporation se recrutait de deux manières. Les enfants des naviculaires et leurs héritiers étaient de droit, je dirais même de force, membres de la corporation. Lorsque les accidents maritimes faisaient de trop grands vides dans le collège, le Préfet du prétoire

(1) Plusieurs commentateurs affirment que les naviculaires ne formaient pas, à proprement parler, une corporation d'artisans.

(2) Serrigny. (*Droit public et administratif à Rome*. Tome II, p. 354).

(3) Loi 2. *Code Th.* liv. 13, tit 9.

recrutait de nouveaux membres parmi les décurions et même parfois parmi les vagabonds et les gens sans aveu (1).

Seule, la prescription de cinquante ans pouvait faire échapper au titre de naviculaire.

En revanche, l'état leur concédait le vingtième du blé qu'ils transportaient, et un sou d'or par mille boisseaux (2).

Pistores. — Ce collège d'artisans, chargés tout à la fois de moudre le blé et de faire le pain, était placé sous l'autorité du préfet de la ville, et sous celle du *prefectus annonae*.

Cette double surveillance était indispensable pour assurer le bon fonctionnement d'une administration aussi indispensable à l'approvisionnement des citoyens. Leur recrutement était analogue à celui des naviculaires. En épousant la fille d'un boulanger on devenait boulanger, et si on divorçait après avoir compromis la dot, il fallait réparer par le travail de toute sa vie le tort fait à la corporation (3).

Si le fils d'un *pistor* était encore mineur à la mort de son père, la corporation devait, nous l'avons déjà fait remarquer, trouver un remplaçant au fils jusqu'à ce qu'il ait atteint l'âge de 20 ans (4).

Tous ceux qui recueillaient l'hérédité d'un boulanger ou qui acceptaient ses legs et ses donations, devenaient boulangers. Quand le recrutement devenait difficile, on leur adjoignait les gens condamnés à une peine légère.

Le seul moyen de sortir de cette corporation était de lui abandonner ses biens. La dignité de sénateur dispensait d'en faire partie.

(1) Loi 3 et 4. *Code Th.* liv. 13 tit. 9.

(2) Loi 7. *Code Th.* liv. 13 tit. 5.

(3) Loi 14. *Code Th.* liv. 14. tit. 3.

(4) Loi 5. *Code Theod.* liv. 14. tit. 3

Aux distributions de pain que les empereurs faisaient à Rome et dans les grandes villes de l'Italie, il fallut bientôt joindre des distributions de viandes. Ce furent les charcutiers-bouchers qui furent chargés de cette mission.

Ils parcouraient la Campanie, la Lucanie, le Brutium et le Sammium, ramenaient de vastes troupeaux à Rome et étaient chargés du service des abattoirs.

Pour sortir de cette corporation, il fallait non-seulement trouver un remplaçant, mais encore abandonner ses biens au collège. Les enfants succédaient (1) à leur père dans l'exercice de cette profession. Les bouchers avaient droit à la vingtième partie des viandes et la corporation touchait une indemnité de dix-sept mille amphores de vin.

Les portefaix avaient le monopole du déchargement des navires. Le tarif était fixé par le préfet de la ville.

Les propriétaires des navires conservaient, il est vrai, le droit de faire décharger les marchandises par leurs gens, mais en abandonnant au fisc le 8^e du chargement. Cette sorte de dîme était beaucoup plus onéreuse que le salaire du portefaix (2).

Il y avait 15 fabriques d'armes en Orient et 19 en Occident. On fournissait aux ouvriers la matière brute et ils devaient en justifier l'emploi. Nous croyons que toutes ces manufactures n'étaient pas soumises au même régime : certaines se recrutaient parmi des condamnés et devaient avoir une organisation particulière.

Les citoyens convaincus d'avoir favorisé la fuite ou recueilli des ouvriers armuriers, devenaient eux-mêmes

(1) Loi 8. *Code Th.* liv. 14 tit. 4.

(2) Const. Valentinien. v. *Code Th.* liv. 14. tit. 22.

membres de la corporation (1). Les enfants succédaient à leurs pères dans l'exercice de la profession.

Les armuriers étaient dispensés de faire partie de la milice et les chefs armuriers étaient, après deux ans, admis à se retirer de la corporation. Les mineurs se recrutaient presque toujours parmi les condamnés aux travaux forcés. Ils ne formaient pas à proprement parler de corporation. Le régime auquel ils étaient soumis avait, d'ailleurs, certains traits d'analogie avec celui des collèges. Ainsi, les enfants étaient condamnés à exercer la même métier que leur père. Ce rapprochement entre les hommes libres et les individus condamnés à des peines afflictives et infamantes est éloquent, il montre à quel point d'abaissement le despotisme avait fait tomber le peuple romain. Il y avait probablement, en dehors des condamnés aux mines, certaines corporations régulièrement constituées chargés de l'exploitation des gisements métalliques si nombreux déjà à l'époque romaine.

(1) Loi 4. *Code Th.* liv. 14. tit. 22.

DROIT FRANÇAIS

DE LA COOPÉRATION

EN FRANCE ET A L'ÉTRANGER

DE LA COOPÉRATION

EN FRANCE ET A L'ÉTRANGER

INTRODUCTION

Suivre pas à pas les efforts incessants des masses demandant à l'association l'amélioration de leur sort est une œuvre au-dessus de nos forces. Nos faibles moyens seraient impuissants à suivre de près cette lente évolution à travers les âges. De même que dans une bataille, l'œil ne peut saisir que les grands mouvements décisifs, de même dans l'histoire du mouvement continu des classes laborieuses on n'aperçoit tout d'abord que les grandes étapes, les grandes batailles, les grandes conquêtes, ainsi que les cimes neigeuses, éparses de loin en loin, qui font pressentir la chaîne de montagnes avec ses gorges profondes, ses abîmes, ses torrents. Si nous essayons d'embrasser d'un coup-d'œil la longue suite des siècles passés, bien des faits, bien des idées s'effacent qui ont peut-être présenté à leur époque la plus grande importance : de loin en loin, un phare brille dans les ténèbres qui nous permet, avec peine, de suivre le chemin parcouru, et de constater les progrès accomplis.

Dans les contrées nouvelles ou incomplètement explorées on se conduit d'après les indications souvent trop approximatives des voyageurs qui s'y sont déjà hasardé ; puis d'autres voyageurs viennent ensuite qui peu à peu relèvent

les erreurs, complètent les notions acquises par les précédents, et c'est par ces travaux successifs qu'on arrive à connaître parfaitement la géographie de la région, de même dans le domaine d'idées que je vais explorer, je pourrai commettre des omissions, peut-être des erreurs : je pourrai adopter parfois des théories que d'autres trouveront inexates et remplaceront par de meilleures. C'est là d'ailleurs le propre de toutes les études historiques : de nouveaux explicationneurs, de consciencieux paléographes après de laborieuses recherches découvrent de nouveaux documents qui jettent sur toute une partie obscure une vive lumière, contredisent des théories communément acceptées et substituent à des idées généralement reçues d'autres idées restées dans l'ombre jusqu'alors. Mais ne relevons-nous pas aussi, quoi qu'à un moindre degré les mêmes incertitudes, les mêmes erreurs dans les sciences positives ?

Que l'on considère donc nos vues comme essentiellement relatives : à la différence du marin nous n'avons pas pour nous diriger la boussole dont l'aiguille aimantée lui indique toujours la direction invariable.

Cela est si vrai que dans notre ordre d'idées, l'expérience même des siècles passés n'est pas assez forte pour épargner à l'humanité le retour aux mêmes erreurs, la foi aux mêmes chimères. Ni les insuccès répétés, ni les catastrophes retentissantes, ni les avertissements des hommes de science qui s'efforcent de montrer l'abîme où l'on court, rien ne peut chauler la confiance de la masse inconsciente dans les remèdes qui ont sa faveur. Mais les tentatives pourront se renouveler à l'infini, elles viendront toutes se briser contre la fatalité des lois commiques qui ne sont au fond que l'ex-

pression d'un ordre latent. C'est ainsi que l'on a vu échouer misérablement les essais tentés pour charger l'Etat de régler le travail de tout un peuple, rêve favori d'esprits généreux que l'impossible n'arrête pas : ce qui n'empêche pas la même utopie de servir de drapeau à de nouvelles écoles socialistes et de faire de nouveau de nombreuses dupes. La mise à l'essai des théories de St-Simon, Fourier, Cabet (1), l'organisation de ces fameux ateliers nationaux de 1848 sous la direction de Louis Blanc, n'ont pas enlevé aux classes ouvrières la confiance dans l'Etat comme régulateur de la production. Cela n'a été qu'un nuage obscurcissant pour un instant la clarté du soleil, à peine disparu l'astre brille du même éclat et provoque les mêmes insulations.

Il faudra la propagande incessante des hommes de science, les avertissements répétés de l'expérience, les conseils et, surtout la multiplication des institutions de prévoyance pour arracher au peuple sa confiance illimitée dans les chimères dont on berce son ignorance ; peut-être arrivera-t-il alors à borner ses revendications aux choses possibles et à abandonner les utopies irréalisables pour s'en tenir aux améliorations possibles. Et pour arriver à ce résultat nous comptons beaucoup sur les leçons de l'expérience, seul langage que le peuple, rêveur par essence, soit capable d'écouter et de comprendre.

Mais quittons ces quelques considérations générales pour donner un aperçu très rapide de l'histoire de ces associations ouvrières, si nombreuses aujourd'hui dans les pays civilisés ;

(1) *Economie politique* de Jourdan, p. 302.

et dont les bienfaits se font si heureusement sentir sur la classe des travailleurs.

De tous temps, l'humanité a dû comprendre les immenses avantages de l'union, les grands effets de la solidarité. L'histoire de l'antiquité comme celle du moyen-âge nous le montre :

« La Grèce avait ses Hétaïres, Rome ses collèges d'artisans ; l'esprit de confrérie formait un trait caractéristique des Germains (Ghildes) ; dans la Gaule romaine, des corporations se liaient à l'existence des cités et des communes..... et quand se forma chez nos pères l'unité nationale, les corporations préexistaient », nous dit Renouard. — « C'est au XII^e siècle surtout que l'on voit se reconstituer les corporations pour se prêter secours les uns aux autres et surtout pour s'aider dans le négoce », dit Rosières dans son *Histoire de la Société Française au moyen-âge*.

Ce qui frappe, chez tous les auteurs qui se sont occupés de suivre le développement de ces associations à travers les siècles, c'est leur silence sur toute la période qui s'étend entre l'époque romaine et la féodalité : on passe sous silence des siècles entiers. Et en effet quelles données certaines possède-t-on sur ces époques troublées toutes remplies du bruit des armes, du tumulte des barbares se ruant sur la Gaule, des gémissements des serfs opprimés par la tyrannie des seigneurs suzerains. Qui pourra jamais nous révéler les efforts tentés par cette obscure classe des serfs et des vilains pour s'associer ?

Dans les ténèbres de cette longue période on n'aperçoit que deux manifestations principales de ce besoin de réunion :

les *Sociétés taisibles*, qui n'ont qu'un rapport très-éloigné avec le sujet que nous nous sommes proposé, et les *Corporations de métiers* qui s'imposent aux yeux de ceux qui étudient cette époque. Cette dernière institution avait pris alors un développement considérable ; elle s'était étendue comme un réseau sur la nation toute entière et l'on sait comment elle avait anéanti toute indépendance dans la classe laborieuse. — Mais une réaction salutaire vint bientôt briser les chaînes qui pesaient si lourdement sur le peuple et emporter du même coup tout l'échafaudage de Corporations de métiers.

Avant la grande révolution de 1789, le travail suffoquait sous les réglemens tyranniques des corporations, il se heurtait à des vexations sans nombre, à des restrictions infinies, à une réglementation oppressive. On en était arrivé à n'admettre le droit au travail que moyennant le paiement d'un impôt et l'obtention d'une autorisation ! Le souffle de la Révolution pût seul renverser toutes ces barrières, odieuses depuis longtemps aux travailleurs : corporation de métiers, privilèges, noblesse, tout fut emporté par le torrent et sur les ruines amoncelées on vit un nouvel astre répandre sa lumière : ce fut le grand principe de la liberté du travail, principe qui devait rebâtir sur les ruines du passé tout un monde nouveau.

PREMIÈRE PARTIE

HISTORIQUE

§ I. — LES CORPORATIONS

Si nous remontons dans le passé, ce n'est que vers le ^{xii}^e siècle que nous voyons apparaître les corporations ; non pas qu'auparavant l'esprit d'association ait complètement disparu, mais c'est vers cette époque seulement qu'elles prennent un certain développement. L'oppression des seigneurs en fut la cause principale : on se réunit afin de pouvoir mieux résister à leurs exigences. Peut-être aussi l'idée d'association prit-elle naissance à l'occasion et sous l'influence du mouvement communal : chaque ville et chaque commune formait comme un état qui avait sa législation propre, cet exemple n'a-t-il pas pu provoquer chez les artisans l'idée de se réunir en associations de métiers et de se donner des règles spéciales ? Les villes avaient obtenu des chartes, les corporations demandèrent la reconnaissance de leurs statuts. Toujours est-il qu'au ^{xiii}^e siècle l'organisation des corps de métiers est accomplie et ce qui les caractérise à cette époque, c'est l'esprit religieux qui les domine « L'Eglise était le centre de tout, dit Louis Blanc, c'est elle qui donnait le signal du travail et celui du repos. » — « Chaque

métier avait sa chapelle » dit encore M. du Bourg (1). Nous sommes loin aujourd'hui de cette époque mystique où les ouvriers demandaient à la religion l'oubli de leurs misères ! Au lieu de prières à la divinité, ce sont des revendications impérieuses à l'adresse des pouvoirs publics, que l'on formule de nos jours et que l'on prétend échafauder sur la déclaration des droits proclamée en 1789. C'est évidemment un grand progrès pour l'esprit humain, de s'être affranchi des superstitions du moyen-âge et de compter plus sur soi-même que sur l'aide des Saints, mais malheureusement d'autres superstitions sont venues remplacer aujourd'hui celles de jadis et la haine du patron est venue remplacer la résignation et l'espérance qui formaient le fond du caractère des ouvriers du moyen-âge.

A partir du xiii^e siècle, la royauté s'apercevant de la force de ces corporations, de ces maîtrises, de ces jurandes, intervient de plus en plus dans leur organisation et établit pour ainsi dire une tutelle sur elles. Peut-être pensait-elle trouver là le moyen d'assurer l'unité nationale ? Le régime auquel elle les soumet peut se résumer en deux mots : *Réglementation et privilèges*. La réglementation semblable au lierre, envahit tout : le nombre des corporations est limité, les procédés de fabrication sont déterminés, les innovations poursuivies, le salaire soigneusement fixé. — Il faut acheter par des chartes la liberté de travailler. C'est une conséquence fatale de la protection de l'Etat par la réglementation jusqu'au xvii^e siècle, cette réglementation étroite ne fait que se développer et se compléter à des

(1) *Corporations ouvrières de la ville de Toulouse du 13^e au 14^e siècle.*

époques diverses : on peut citer notamment sur ce point les édits de 1581 et de 1597. En 1673, le célèbre édit de Colbert immobilise pour longtemps le travail et l'industrie nationale, se proposant aussi comme but le développement du commerce extérieur du pays, il crut y arriver en réorganisant les corporations et en les rattachant au pouvoir central par toute une puissante hiérarchie d'officiers chargés de surveiller l'exécution des règlements.

Tous ces offices se vendaient à des prix élevés : il fallait remédier à la pénurie du Trésor public. L'élévation du prix de ces charges n'arrêtait pas d'ailleurs les acheteurs qui ne manquaient jamais, ce qui faisait dire à Pontchartrain, ministre du temps : « La Providence veille sur ce royaume : à peine le roi a-t-il créé une charge que Dieu crée sur le champ un sot pour l'acheter (1). »

Avec cette organisation, les ouvriers n'avaient que peu d'espoir d'arriver à la maîtrise (corporation de ceux qui étaient reçus maîtres et qui avaient la direction de l'atelier), car elle coûtait trop cher : ce fut probablement là, la cause de la haine profonde du peuple travailleur contre les corporations.

§ 2. — ORGANISATION DES CORPORATIONS.

Dans le dernier état de la législation, deux formes d'associations se distinguent : celles des patrons et celles des ouvriers, les corporations d'arts et de métiers et le compagnonnage. Les premières égoïstes et exclusives, les secondes plus tolérantes.

(1) Voltaire, T. VIII p. 151 (édition Didot).

Pour faire partie de la maîtrise, c'est-à-dire de la corporation des patrons ou prud'hommes, et pouvoir ainsi diriger un atelier, il fallait avoir été reçu par les autres maîtres. Des lettres de maîtrise leur étaient délivrées moyennant finances (1), et ces lettres leur donnaient le choix d'interdire l'exercice de la profession à tous ceux qui n'avaient pas été reçus dans la communauté. La corporation ou corps de métiers se composait de tous ceux qui exerçaient la même profession. L'administration de cette communauté appartenait à la *jurande* ou corps de jurés, syndics ou prud'hommes élus par les membres de la corporation. C'était la jurande qui recevait et jugeait le chef-d'œuvre exigé pour arriver à la maîtrise ; c'était elle qui veillait à l'observation des statuts et règlements.

Pour devenir maître il fallait avoir été apprenti ; et cet apprentissage imposait d'onéreuses conditions : le nombre des apprentis était limité ; chaque maître ne pouvait en avoir qu'un seul. Ensuite, pendant l'apprentissage, les divers frais imposés à l'apprenti s'élevaient à de très fortes sommes ; l'admission seule coûtait 500 livres dans les moindres professions. L'apprentissage terminé, ce n'était qu'après la réception du chef-d'œuvre qu'il lui était permis de diriger un atelier. S'il n'était que simple valet (2) ou compagnon, il n'avait que la ressource de louer ses services moyennant salaire. Ce qui caractérise donc, comme on le voit, ces corporations de patrons, c'est leur choix égoïsme, leur constitution

(1) L'admission à la maîtrise coûtait de 1200 à 5000 livres

(2) Qui n'était pas fils de maître, devenait valet. « Yves Guyot. *Science économique*, p. 305.

hiérarchique et le soin jaloux qu'elles apportent à protéger le travail contre toute concurrence extérieure.

En face des corporations de patrons, s'élevaient celles des ouvriers qui elles aussi veillaient soigneusement à écarter de la profession, tous ceux qui n'étaient pas compagnons. Le compagnonnage ou l'association des ouvriers avait en outre un caractère philanthropique : elle procurait à ses membres des soins et des secours en cas de maladie, venait en aide à la femme et aux enfants en cas de mort de l'ouvrier, offrait en un mot beaucoup d'analogies avec les sociétés actuelles de secours mutuels. Elle présente même un certain côté chevaleresque : on se sacrifie soi-même, entre compagnon, pour aider son camarade. C'est ainsi que dans la ville où l'ouvrage venait à manquer, on voyait le plus ancien compagnon céder sa place aux plus jeunes et aller chercher ailleurs du travail. L'association, d'ailleurs, se nommait un « *Devoir* », les formes de réception étaient assez mystérieuses.

Le procès de tout ce système des corporations a déjà été fait maintes fois, qu'il nous suffise de rappeler ici ce qu'en dit fort justement M. Yves Guyot (1) : « Chaque corporation « formait une petite féodalité sur laquelle régnaient les « maîtres ; ils réussirent à faire de la maîtrise une caste « héréditaire en obligeant celui qui n'était pas de leur rang « à remplir pour y arriver une foule de conditions à peu « près insurmontables.... Sous prétexte de protection à « l'apprenti et au compagnon, le maître exerça sur eux « le plus absolu despotisme. »

Et après avoir énuméré les lourdes charges qui pesaient sur l'apprenti, il ajoute : « Le règlement permettait au

(1) Yves Guyot — *Science économique*. p. 305.

« maître de les augmenter ; il contenait ce précepte :
« *Plus argent et plus service peut-il prendre, si faire
« se peut.* » Pour échapper à tant de misères, pouvait-on
au moins être libre de s'affranchir ? Non ! et M. Y. Guyot
ajoute : « Si le malheureux essayait de travailler à son
compte, de s'isoler, il était poursuivi et traqué comme une
bête fauve. »

Naturellement, ce régime de privilèges devait provoquer
nombre de conflits entre corporations voisines par leur objet !
C'est ainsi qu'à Paris la querelle entre les fripiers et les
tailleurs dura deux siècles et demi. Les tailleurs revendi-
quaient le droit de faire les raccommodages dont les fripiers
réclamaient le monopole ; et d'autre part les fripiers s'attri-
buaient le droit que leur contestaient les tailleurs, de refaire
à neuf un vieil habit. Enumérer les procès ridicules qui ne
discontinuaient jamais entre les divers corps de métier
serait un travail sans fin (1).

Comment comprendre qu'un tel amas de mesures repres-
sives ait pu jamais être considéré comme raisonnable et
utile ! Cette réglementation étroite était trop contraire à la
nature, pour résister longtemps ; et les esprits élevés ne
cessaient de combattre ces restrictions incompréhensibles
apportées à la liberté du travail. Ce fut par la voix de Tur-
got que la raison trop longtemps muette se fit entendre, c'est
cet esprit supérieur, qui le premier osa attaquer de front ces
monstrueuses erreurs économiques : l'édit qu'il fit rendre
en 1776 abolit les corporations, maîtrises et jurandes et vint
proclamer cette vérité depuis longtemps méconnue que « le
droit de travailler est la propriété de tous et la première, la

(1) Voir les détails dans Worms et Ledru. — *Syndicats professionnels*. XXXV.

plus imprescriptible de toutes les propriétés. » Louis Blanc (1) signale d'une manière remarquable, l'importance de cet événement : « Il semble que la force expansive de la nation jusque là comprimée, entre pour la première fois en possession d'elle-même, et que l'humanité endormie sous Saint-Louis, se réveille sous Turgot après une léthargie de quatre siècles. Le travail imposé et réglementé sent l'esclavage ; le travail libre est le sceau du citoyen. En rendant au travail sa liberté, on lui restitue sa dignité. L'ouvrier se sent un homme ; investi du droit d'utiliser à son gré et dans son propre intérêt, ses forces et son aptitude, il sent s'accroître sa responsabilité..., il a plus d'autorité dans sa famille, parce qu'il est l'égal de ses compagnons ; la propriété ne lui paraît pas plus oppressive depuis qu'il a dans son travail une propriété qui peut lui ouvrir un droit à toutes les autres. Il devient partie intégrante de la République dont il n'était jusque-là que le sujet. »

Mais la transmission semble trop brusque pour cette société qui avait toujours vécu sous le régime des privilèges : on ne put s'y résoudre, tout ébloui qu'on était, du passage subit des ténèbres à la grande lumière et quatre mois après l'édit de Turgot dut être rapporté. L'édifice cependant avait été fortement ébranlé et quand arriva la Révolution, il s'effondra tout entier dans la nuit du 4 août 1789, que vint confirmer la loi du 2 mars 1791. Le principe de la liberté du travail était proclamé solennellement et avait définitivement triomphé des erreurs des siècles précédents.

(2) *De la liberté civile.*

A peine avait-on proclamé la liberté du travail, qu'on la viole de nouveau : hanté par le souvenir odieux des corporations et dans le but de les prescrire à tout jamais, le législateur en vint dans la loi du 14 juin 1791, à supprimer en fait le droit d'association. L'art. 2 de cette loi décide en effet que : « Les citoyens d'un même état ou profession, « les entrepreneurs, ceux qui ont boutique ouverte, les « ouvriers et compagnons d'un art quelconque, ne pourront, « lorsqu'ils se trouveront ensemble, se nommer ni président, « ni secrétaires, ni syndics, tenir registre, prendre des « arrêtés ou délibérations, former des règlements sur leurs « prétendus intérêts communs. » A l'art. 4, traite d'inconstitutionnelles et d'attentatoires à la liberté, « les conventions « tendant à refuser de concert les secours de son industrie « ou de ses travaux. » On invoquait donc le principe même de la liberté pour anéantir la liberté d'association. On a, à juste titre, qualifié cette loi, la *loi martiale de l'Industrie*. Ce ne fut qu'en 1868, qu'on proclama le droit de réunion : c'était payer bien tard la dette contractée en 1789 ! Mais, déjà bien avant la loi de 1868, un grand nombre d'associations s'étaient formées sous le nom de Chambres syndicales : celles des patrons d'abord, celles des ouvriers ensuite (1), et quand le législateur vint accorder la personnalité aux syndicats, ils existaient en fait depuis un certain temps, et étaient même assez nombreux.

L'étude des syndicats rentre plutôt dans la question de l'organisation du travail et de la liberté d'association, ils

(1) On ne comptait pas moins de 425 associations syndicales, vivant sous le régime de la tolérance, au moment où la loi de 1868 vint proclamer la liberté d'association. Les lois restrictives antérieures avaient donc été impuissantes à étouffer l'esprit d'association.

ne se rattachent qu'indirectement à notre sujet, qui a pour but des principales manifestations actuelles de l'association, en vue de favoriser le crédit des travailleurs, la production et l'épargne. Nous reconnaissons très volontiers la grande importance des syndicats professionnels qui poursuivent l'amélioration de la condition des ouvriers, par différents moyens des plus louables (secours mutuels, retraites, etc.) Ils ont aussi pour but de favoriser la création de diverses institutions tendant au relèvement de la classe ouvrière ; mais nous nous occuperons plus spécialement dans cette étude, des sociétés de production, de consommation et de crédit.

DEUXIÈME PARTIE

Des Sociétés ouvrières, dites de Coopération

Nous nous proposons d'étudier, dans chacun des principaux pays, les divers types des associations qu'on a improprement appelées coopératives : ces deux expressions accouplées, forment en quelque sorte un pléonasme, et cependant, comme cette désignation est couramment admise, nous entendrons par elle les *Associations coopératives*.

Plan de l'ouvrage. — Dans une première partie, nous donnerons un aperçu historique de ces sociétés en France. Nous ferons suivre cet historique, de trois parties consacrées à la description des sociétés françaises de production, de crédit et de consommation. Une cinquième partie contiendra la description des principales associations ouvrières dans certains pays où elles ont pris un grand développement. La dernière partie sera consacrée à l'étude de la condition juridique des associations ouvrières en France. Enfin, dans une conclusion, nous relèverons quelques considérations d'ensemble sur l'importance de ces associations et sur les résultats à en attendre.

CHAPITRE PREMIER

HISTORIQUE

§ I. — APERÇU GÉNÉRAL. — DES ASSOCIATIONS OUVRIÈRES EN FRANCE, AVANT 1848

Les peuples ont-ils un idéal qu'ils poursuivent à travers les siècles ? C'est ce que l'on serait tenté de croire, quand on considère les efforts continus faits à toutes les époques pour fonder des associations. L'idée de se réunir pour échapper aux difficultés résultant de l'isolement est si naturelle, si nécessaire, si conforme à la nature de l'homme, que les travailleurs de tous les temps et de tous les lieux l'ont comprise, poursuivie, appliquée. L'homme, par sa nature même, est en effet éminemment porté à la vie de la société, et, en modifiant quelque peu une expression employée dans un tout autre ordre d'idées, on peut dire qu'il a horreur de la solitude ; l'association, donc, devrait tôt ou tard s'imposer à son esprit, on peut dire d'elle qu'elle devait fatalement arriver. Ce qui diffère, suivant les époques et suivant les pays, ce ne sont que les formes sous lesquelles cette nécessité inconsciente de communauté, ce besoin instinctif de s'associer, se manifestèrent.

Les corporations de métiers du moyen-âge furent, comme nous l'avons vu, une manifestation du mouvement des peuples

sur l'association. Mais ce ne fut qu'une étape dans la marche en avant. La grande tourmente de 1789 les dispersa ; et des lois trop restrictives dans leur réaction, s'efforcèrent d'empêcher toute nouvelle coalition du même genre et, par suite, s'opposèrent à la création d'autres associations plus fécondes ; mais l'idée était plus forte que les lois et, d'abord à côté de la loi, puis plus tard, avec l'appui même du législateur, les associations ouvrières se multiplièrent sous les formes les plus diverses : *Trades-Unions*, *Caisses de résistance* pour favoriser les grèves, pour les provoquer même au moment opportun, *syndicats professionnels* pour relever la situation des classes ouvrières sociales ; *Sociétés de consommation* fondées dans le but d'améliorer le bien-être, et de favoriser l'épargne ; *Sociétés de crédit* ou banques populaires, créées pour procurer aux ouvriers le capital nécessaire à leur industrie ; *Sociétés coopératives de production*, se proposant, comme but, de se passer des capitalistes et d'attribuer, aux ouvriers, le produit intégral de leur travail et nombre d'autres formes diverses. Ce sont là autant de formations de combat, prises par les classes ouvrières dans cette lutte pour la vie, qu'elle entreprend contre le capital, ce colosse qui lui semble s'opposer à la réalisation de tous ses rêves.

De tout temps le peuple s'est nourri de chimères, aucune ne lui est plus chère que cette espérance de s'affranchir un jour complètement de l'appui des capitalistes, qu'il considère comme ses exploiters naturels. C'est cette haine du capitaliste qui est la cause première de la plupart des grèves et, par suite, la source de désastres incalculables (1), c'est

(1) Voir aux *Trades-Unions*.

elle aussi qui a fait naître les conceptions les plus fausses et les plus irréalisables. Les théories séduisantes de Saint-Simon, Fourier, Cabet en France, d'Owen en Angleterre, de Marx, de Lassalle en Allemagne (1), furent préconisées comme des remèdes merveilleux contre le grand malaise séculaire des peuples ; leurs insuccès successifs ne réussirent pas à dissiper les rêves des travailleurs, on espérait toujours.

C'est alors qu'on vit s'élever à l'horizon un astre nouveau qui attira bientôt tous les regards et fit concevoir les plus grandes espérances. c'était l'astre des associations ouvrières, dites coopératives. Ce fut Buchez qui, le premier, en fit la découverte et la signala aux ouvriers émerveillés. On eut un moment l'illusion d'avoir enfin découvert le secret magique qui devait renverser la puissance du capital, la confiance fut sans bornes ; ce fut quelque chose de semblable à l'apparition des anciens temps : « *In hoc signo vinces* ». Cette faveur fut si grande qu'en 1876, au premier congrès ouvrier tenu à Paris, un orateur s'écriait, aux applaudissements de l'assistance : « Votre commission, citoyens, s'est prononcé en faveur de l'association coopérative comme « *moyen radical* d'affranchissement du travail et de suppression du paupérisme ». Les esprits les plus opposés se rencontraient dans le même espoir. Et, de même que l'alchimie et les recherches faites pour découvrir la pierre philosophale, nous ont conduit aux admirables découvertes de la chimie contemporaine, de même c'est en cherchant à renverser le capital qu'on est arrivé à l'idée des associa-

(1) Pour la réfutation de ces diverses théories, voir P. Leroy-Beaulieu. *Le Collectivisme*.

tions ouvrières dont les applications sont déjà si satisfaisantes.

En 1848, l'idée nouvelle fascina tout le monde et les associations ouvrières se multiplièrent partout : mais on n'avait eu trop confiance dans l'institution nouvelle et le second empire vit s'arrêter cette floraison trop hâtive : un grand nombre d'associations périrent. En 1863, la faveur revint aux associations ouvrières. C'est à cette époque, Beleuze qui s'en fait l'apôtre : « Ce que l'Etat et les partisans « culiers ne peuvent faire, c'est à l'association à le réaliser : « il faut faire le crédit du travail ». Ce mouvement de 1863 fut secondé par un grand nombre d'hommes distingués qui, bien qu'appartenant à des écoles diverses, se trouvaient d'accord pour la propagation des associations ouvrières. Mais l'élan cesse vers 1868 avec la ruine de la « Banque populaire du Crédit au travail ».

Enfin le dernier mouvement de progrès se produisit en 1880 sans cause bien apparente et il fut surtout relatif aux sociétés de production ; depuis cette époque, comme les esprits leur sont acquis, le mouvement continue à progresser. Les résultats étaient manifestes et comme on était las des chimères, on s'intéressa désormais au développement de ces associations qui avaient fait leurs preuves. Certes, il y a et il y aura toujours des utopistes, des « croyants égarés dans le dédale des rêves », mais ils ne pourront jamais ébranler les lois sociales, et l'humanité dans sa marche en avant les laissera sur son chemin comme des soldats tombés sur le champ de bataille.

Ce qui est à remarquer, c'est que l'association ouvrière n'est pas le résultat du développement graduel d'une idée à

travers les âges ; elle fut conçue de toutes pièces par Buchez vers 1834 et décrite dans l'« *Européen* ». Le but à atteindre, c'était, comme il le déclarait dans ce journal « l'amélioration de la condition des salariés ». Il y publia des statuts qui visaient à « charger des ouvriers habiles des fonctions d'entrepreneurs, salariés suivant leur habileté respective. La somme correspondant à celle prélevée par les intermédiaires ordinaires devait former une part à distribuer entre eux et une autre, le capital social, indivisible et *inaliénable*. C'était cette inaliénabilité qui formait le trait saillant et tout à fait nouveau de sa conception. Le but de ce capital était d'épargner aux associés futurs les difficultés qui avaient assaillis les fondateurs. Buchez voulait développer l'esprit de dévouement à l'égard de ses semblables ; il voyait dans l'association « l'arche sainte qui rallie et qui sauve ». Il faut reconnaître le mérite de cette idée généreuse ; pour les ouvriers c'était un grand sacrifice que de sacrifier à l'idée de la fraternité une partie de leurs modestes salaires. Buchez considérait comme indispensable pour le succès de réunir dans un lieu donné tous les ouvriers exerçant le même métier : cela devait permettre de distribuer des secours aux veuves, de donner l'éducation aux enfants et protection aux vieillards, de sorte que le sort de l'ouvrier admis dans l'association fut assuré pour lui et sa famille.

Les premiers essais pour décider les associés à s'associer ne furent pas heureux ; ce ne fut que par une active propagande et à force de persévérance qu'on parvint à les y amener. En 1834, la première association fut fondée ; elle comptait quatre membres ! Ce fut le début du grand mou-

vement auquel nous assistons aujourd'hui. Ces quatre membres, bijoutiers en doré, comptaient à peine 400 francs de capital social. Leur association était en nom collectif. Ce qui explique comment il se fait que ce soit des bijoutiers qui furent les premiers à s'associer, c'est que cette profession n'exige pas de grands capitaux pour commencer. Cette première société coopérative fut secondée en argent par trois partisans de la nouvelle théorie : MM. Boulanger, Rampal et Garrier-Pagès. Il n'est que justice de rendre hommage à ce généreux concours.

Cette association offrait un caractère religieux et éclectique ; ce n'était point la conséquence des idées religieuses de Buchez. Villermé (1) rapporte en effet que : « Les nouveaux associés sont de simples ouvriers, qui ont travaillé au moins six mois dans les ateliers de la Société, que les anciens connaissent bien et choisissent pour leur sentiment honnête, leur activité, leur habileté, leur bonne conduite, après avoir éprouvé leur caractère et s'être assurés qu'ils ont la même croyance religieuse qu'eux-mêmes, le catholicisme. » Mais en échange, l'accueil est large et fraternel car « on y reçoit même ceux qui n'ayant pas la moindre épargne ne peuvent augmenter d'un sou le fonds social. » En 1849, l'association ne compte que onze membres. Les associés s'engageaient à travailler onze heures par jour, et six jours par semaine, car ils ne comptaient que sur leur travail pour parvenir au succès. Comme il est impossible aux ouvriers d'attendre longtemps le paiement des bénéfices, ils résolurent, suivant en cela le conseil de Buchez, de prélever

(1) *Associations Ouvrières*, Brochure 1849.

chaque semaine sur le fonds de roulement un salaire égal à celui qu'ils auraient touché dans les conditions ordinaires et on rangeait cette dépense parmi les frais généraux. Les statuts n'excluent pas le travail à la tâche ; un septième des bénéfices constitue le fonds indivisible, les six autres se partagent entre les associés, tout en prélevant une part pour la réserve. Le fonds et la réserve subviennent aux besoins courants. A l'expiration de la Société le fonds devait être remis à l'autorité municipale pour être affecté à des œuvres de bienfaisance.

On fondait les plus grandes espérances sur la création nouvelle : on le considérait comme le vrai moyen d'affranchir les ouvriers de l'oppression du capitaliste ; c'est ce qui ressort bien nettement de la déclaration de principes précédant les statuts : « Considérant que l'association dans le travail est le véritable moyen d'affranchir les classes salariées, et faisant disparaître l'hostilité qui existe aujourd'hui entre les chefs d'industrie et les ouvriers.... » Nous retrouvons d'ailleurs presque à la même époque d'autres preuves de cette confiance : c'est ainsi que le journal *l'Atelier*, fondé par des ouvriers en vue de propager l'idée coopérative formulait de la sorte les mêmes espérances : « Ce sera le remède aux maux de la classe ouvrière » et, après eux, l'économiste Rossi s'écriait aussi : « Pourquoi le salaire ne serait-il pas transitoire ou du moins un fait non absolument dominant, une pure variété des arrangements économiques ? » Le jour où le travailleur pourra dire : je veux ne pas vendre ma portion, conserver mon droit, rester associé et courir les chances du partage, ce jour-là sa condition sera changée. — Oui, certes, mais sera-ce en bien ou en mal ?

Gagnera-t-il à courir les chances du partage, ne vaut-il pas mieux pour lui aussi une certitude qu'un aléa ?

La législation était loin d'être favorable à la tentative nouvelle, à tel point qu'en 1841, deux associés directeurs d'une succursale tentèrent de s'emparer de la caisse persuadés qu'ils étaient que la société n'oserait produire ses statuts en justice. Cela s'expliquait par le fait qu'à cette époque on défendait encore aux ouvriers toute entente, tout concert même dans un but uniquement professionnel. Les tribunaux condamnaient à des peines allant jusqu'à cinq ans de prison, d'honnêtes ouvriers coupables de s'être réunis pour obtenir un salaire plus élevé ou une meilleure réglementation du travail. Aujourd'hui à cinquante ans de date, on a peine à ajouter foi à de pareilles injustices, et l'on rend d'autant plus hommage à la généreuse propagande de Buchez. Il suffit pour donner une idée exacte de l'état d'esprit de cette époque de rappeler la réponse faite par le président aux ouvriers rubaniers de Saint-Etienne qui, en 1841, avaient commis le crime d'avoir voulu fonder une association analogue à celle des bijoutiers de Paris : « S'associer sans maître, c'est une coalition ! » et tous furent condamnés. En appel, la cour confirma le jugement, en augmentant même la peine !

Sous une législation aussi draconienne, l'idée d'association ne pouvait faire de grands progrès : le nombre de ses partisans théoriques augmentait chaque jour, mais les applications du nouveau principe n'étaient pas plus nombreuses. Et, de fait, la perspective de l'emprisonnement était bien de nature à refroidir l'ardeur de ceux qui auraient voulu passer du domaine de la théorie à celui de la pratique. C'est sur ces entrefaits que se produisit la révolution de 1848 : ce

fut le souffle de vie qui devait fortifier l'idée nouvelle, lui permettre de prendre corps et donner des fruits.

Mais avant d'étudier toute l'influence que devait avoir cette révolution de 1848 sur le développement des sociétés coopératives, dressons un bilan rapide de la période antérieure ; celle-ci nous présente un succès : celui de l'association des bijoutiers, que nous avons signalée plus haut. Par contre, nous avons à enregistrer trois insuccès, qui furent ceux de : 1° L'association dite « *Imprimerie Lacrampe* », formée entre ouvriers imprimeurs. — 2° La « *Société des Dix* », encore entre ouvriers imprimeurs. — 3° La « *Société des ouvriers fondeurs en cuivre et en bronze* ». Ce qu'il faut constater, c'est que la cause commune de ces insuccès doit être imputée à l'ignorance commerciale des associés et à leur manque d'aptitude dans la direction de l'entreprise : ce n'était pas, en effet, le travail qui leur manquait, et les travaux qui leur étaient confiés étaient généralement bien exécutés. C'est bien ce que constate M. Paul Dupont (1), qui nous rapporte l'histoire de ces tentatives. Les ouvriers, confiants dans l'étoile qui devait guider leur barque à la terre promise, ne s'étaient pas inquiétés des écueils dont leur route pouvait être semée ; et leur barque vint s'y briser. Les économies péniblement amassées furent perdues, mais le découragement ne devait pas les gagner.

En résumé donc, le nombre des insuccès fût plus grand que celui des succès et cela devait arriver. Bien des qualités sont nécessaires pour diriger une entreprise de production. L'entrepreneur, qui ne s'occupe que de cette direction,

(1) *Histoire de l'imprimerie*, t. II, p. 240.

échoue bien souvent, et l'on s'étonnait que des ouvriers, n'ayant aucune expérience dans ces questions de direction, ne soient pas plus heureux ! C'est sur cet écueil que viendront toujours se briser la plupart des tentatives de ce genre : le succès restera toujours restreint à quelques groupes d'ouvriers d'élite, et il ne faut pas oublier que l'élite c'est la grande minorité.

Des trois formes de coopération qui sont aujourd'hui en faveur dans les pays de civilisation avancée, la plus difficile à réaliser, est celle qui a trait à la production : ce fut par elle qu'on s'acharna à commencer en France ; l'insuccès était fatal et il arriva. Les Sociétés de consommation, qui sont les débuts naturels de la coopération, firent au contraire fortune en Angleterre, et celles de crédit en Allemagne et en Italie : l'idée de l'association était partie de France, et c'est à l'étranger qu'il faut aller en chercher le succès. C'est trop souvent le sort de tous les inventeurs.

L'insuccès des tentatives faites pendant cette période antérieure à 1848 est constaté par Lefebvre-Durufilé, rapporteur d'une commission chargée, par l'Assemblée Législative, d'instruire la question des associations ouvrières : « Sur ce nombre de trente sociétés, visitées par la commission, une seule, dont l'origine remonte à 1834 (la première fondée), a parue propre à former une longue et durable association ». C'est là une statistique publiée après l'épidémie : la mortalité avait été de 76 0/0 ! Pour une profession qui causerait autant de victimes ce n'est pas le mot insalubre qu'on emploierait, mais bien celui de criminelle ! mais on pardonne tout aux rêves qu'on chérit ; on se refuse, pour eux à prêter l'oreille aux dures leçons de l'expérience. C'est

toujours l'histoire du joueur qui espère sans cesse arriver à faire sauter la banque, et à qui les coups répétés du sort ne fait perdre aucune des illusions qu'il fonde sur la carte qu'il tient entre ses mains. Quand donc renoncera-t-on à compter sur les sociétés de production pour faire sauter l'organisation du salariat ? Nous espérons arriver à démontrer que ce n'est là qu'une chimère irréalisable.

CHAPITRE II

De 1848 à 1863

§ I. — ESSORT DE 1848

Nous avons vu qu'à la veille de 1848, l'idée d'association avait gagné beaucoup de terrain dans les esprits, mais que les applications n'en étaient pas nombreuses. Le journal *l'Atelier* était alors le propagateur le plus ardent des théories nouvelles ; fondé en 1840 et rédigé par des ouvriers mêmes, il recommandait l'association comme le « remède aux maux de la classe ouvrière ; » c'est dire quelles grandes espérances on fondait sur elle et quels bienfaits on la croyait capable de réaliser ! Ce journal se prononçait contre la théorie de l'égalité des salaires, à la veille même de cette année 1848, où l'on s'imagina trouver dans ce principe la solution de la question sociale, utopie qui devait amener bien des déceptions cruelles ! Le caractère des associations qui s'étaient fondées avant 1848, ce qui forme la base même de ces premières manifestations de la société coopérative, c'est l'idée de *dévouement* qui y régnait. *L'Atelier*, et c'est pour lui un grand titre d'honneur, le prêchait sans cesse.

L'année 1848 vit se produire le plus grand mouvement qui se soit jamais manifesté en faveur de la coopération. Ce fut alors comme un coup de foudre qui brisa toutes les hésitations : de toutes parts, les sociétés se fondèrent avec

un élan sans pareil. Du doute, on passe à la conviction, à la confiance aveugle, aux espoirs infinis. On eut l'illusion du triomphe absolu. Ce n'était plus qu'une question de temps, et les sociétés de production devaient renverser tout le régime du salariat et emporter dans leur formidable courant toutes les épaves du capitalisme jeté à bas.

On se trouvait d'abord dans une époque profondément troublée ; les crises politiques et la révolution avaient amoncelé les ruines ; l'activité industrielle était arrêtée ; les ouvriers se trouvaient sans travail, ce qui, pour eux, veut dire sans pain ; la désorganisation était grande, il fallait un remède à tout prix. Tous le désiraient, tous le cherchaient et comme il n'y a rien comme le malheur pour rendre l'homme plus sociable, plus conciliant, plus confiant, on se rapprocha pour se parler des souffrances présentes et des espérances futures : on se trouvait réuni de fait, on songea à s'associer et on le fit.

Ce désarroi général ne saurait mieux être mis en évidence que par l'étrange décret du gouvernement provisoire rendu sous la pression du peuple, soulevé comme une mer orageuse : « Le gouvernement provisoire s'engage à garantir du travail à tous les citoyens. » On ne se doutait pas que cette seule phrase recélait la plus grande des erreurs, la plus dangereuse des chimères : la preuve ne s'en fit pas longtemps attendre, et les ateliers nationaux, que l'on avait créé pour les ouvriers sans travail, se virent bientôt contraints de fermer leurs portes. Expérience malheureuse, dont on ne cessera trop de rappeler le souvenir aux masses ouvrières, pour les ramener au sentiment de la réalité.

Le développement des associations ouvrières à cette

époque fut immense : on crut trouver le remède nécessaire au trouble social dans cette idée qui avait fait son apparition en 1831 et qui jouissait alors de la confiance générale, enthousiaste. Le mot d'association se trouvait dans la bouche de tous et l'on peut se rendre compte du degré auquel elle captivait les esprits et formait l'espoir de tous par ce fait que déjà en 1843, au concours de l'Académie des sciences morales sur « les plus utiles applications de l'association pour le soulagement de la misère », un grand nombre de mémoires avaient été présentés. L'idée était donc depuis longtemps dans l'air et il suffit qu'on ait conquis la liberté de s'associer pour la voir aussitôt prendre corps. La foi aveugle qui reposait sur elle provoquait à l'horizon lointain le mirage d'une organisation toute nouvelle de la Société : C'est ainsi que Corbon, le rapporteur du prêt de 3 millions votés pour venir en aide aux associations ouvrières, disait aux ouvriers : « Nous avons l'intime conviction qu'un jour « viendra où la plupart des travailleurs auront passé de « l'état de salariés à celui d'associés volontaires. »

Quarante ans se sont écoulés depuis et l'intime conviction n'est encore aujourd'hui qu'une espérance chimérique.

§ II. — SECOURS ACCORDÉS AUX ASSOCIATIONS OUVRIÈRES

Le proverbe qui dit qu'un malheur en amène un autre peut aussi s'appliquer aux erreurs économiques. On avait cru trouver dans l'association la panacée qui devait guérir tous les maux de la Société, on crut nécessaire l'intervention de l'État pour en assurer le succès. Tout le monde réclamait cette protection et le Gouvernement répondit à ce qu'on

attendait de lui en accordant 3 millions pour « encourager l'esprit d'association ». Cette somme devait être répartie entre les associations d'ouvriers ou de patrons à titre de prêt, sur l'avis d'un conseil d'encouragement créé spécialement par le ministre de l'agriculture et aux conditions réglées par lui. Il n'y eut aucune hésitation et l'on vota sans discussion.

Les uns voyaient dans cette subvention un encouragement à une expérience nécessaire ; les autres (et parmi ces derniers M. Thiers), un bon moyen de prouver l'inefficacité du système. Ce fut M. Thiers qui eut raison, car les grandes conceptions d'alors se traînent misérablement aujourd'hui. On pouvait, croyons-nous, invoquer les deux raisons et ajouter même qu'il y avait des précédents établis à d'autres époques par les pouvoirs publics. C'est ainsi que le Gouvernement de Juillet avait avancé aux industriels restés sans ouvrage à la suite de troubles de l'époque une somme autrement importante : 30 millions dont 6 d'ailleurs furent perdus. Et sans remonter si haut, en 1848 même, l'État était venu en aide aux commerçants en créant des comptoirs d'escompte pour la fondation desquels il contribua par une somme de plus 45 millions (1).

Le total de la subvention accordée (2) s'élève à 2,949,500 fr. notamment à Paris, 914,000 furent répartis entre 32 sociétés (dont 3 entre ouvriers et patrons et 29 entre ouvriers, et en province 2,035,000 partagés entre 29 associations, dont 12 exclusivement ouvrières. En province, huit prêts et, à Paris, un seul dépassèrent 100,000 francs. La moitié de ces prêts

(1) Valeroux. *Associations ouvrières*.

(2) *Journal des Économistes*. Déc. 1849.

a été complètement perdue. Souvent les ouvriers eux-mêmes, convaincus de l'insuccès de leurs Sociétés de production, demandaient à l'État la dissolution ; car dans leur louable bonne foi, ils sentaient leur responsabilité engagée et voulaient la mettre à couvert.

Les prêts étaient remboursables par annuités et concédés, le plus souvent, pour une durée égale à celle de la société. Les plus grandes facilités leur étaient accordées pour se libérer, c'est ainsi que pour les sociétés qui ne faisaient pas de bénéfices, le remboursement était suspendu et le ministre pouvait proroger l'échéance. Jamais malade ne fut mieux traité. Mais hélas ! la société de production était née avec le germe de la maladie qui devait amener une catastrophe prochaine, et les médecins ne pouvaient que l'aider à se traîner misérablement.

Le taux des prêts était de 3.75 0/0 au-dessous de 25,000 fr. et de 5.75 0/0 au-dessus, ce qui, pour l'époque, n'était pas élevé. De plus, ces sociétés devaient, pour obtenir le secours d'un prêt, adopter la forme en nom collectif.

Quand on veut combler un gouffre, on n'en vient pas facilement à bout : aussi de nouveaux secours durent-ils bientôt leur être accordés ; cette fois-ci ce fut sous la forme de faveurs spéciales qu'on les leur concéda : un décret de 1848, relatif aux adjudications de l'Etat ne réclamant aucune fourniture de matériaux, y admettait les associations ouvrières par voie de concession directe pour les travaux au-dessous de 20,000 fr. et, par un excès de soins, on fixait un maximum de rabais que l'on ne pouvait dépasser afin de les empêcher de se ruiner par une concurrence imprudente. Enfin, on devait les préférer à égalité de rabais,

On ne connaît de résultats favorables que pour une société de paveurs qui avaient obtenu d'importants travaux de pavage à Paris, mais il faut remarquer que l'Etat fournissait le matériel et que ses ingénieurs faisaient l'office de l'entrepreneur, car c'étaient eux qui avaient la direction ; par conséquent, une expérience faite dans des conditions aussi différentes de celles que les sociétés rencontrent ordinairement dans leurs entreprises ne peut avoir aucune valeur concluante. M. Léon Faucher, le rapporteur, fait aussi remarquer avec raison que ce n'est pas là une association complète, les circonstances de l'expérience étant tout exceptionnelles.

§ III. — ASSOCIATIONS AGRICOLES

On voit donc que les sociétés coopératives de production n'avaient pas réalisé toutes les espérances qu'on avait fondé sur elles, mais les esprits convaincus, ne se découragèrent pas pour si peu, et l'on demanda au gouvernement une nouvelle subvention, de 50 millions cette fois-ci, pour fonder des associations agricoles en Algérie ; on peut juger par là sur quelle pente glissante on se trouvait engagé : on demandait du coup, seize fois plus que la première fois. A suivre cette progression, on eut demandé la troisième fois, 300 millions ! On avait étudié avec tant de soins l'application du nouvel essai, qu'on avait même calculé que la dépense pour chaque famille ne s'élèvera pas à plus de 2.500 fr. ! Tous ces calculs furent inutiles, car la demande fut repoussée.

Ce qu'il y a de curieux à remarquer, c'est que ce furent

les ministres de la guerre et de la marine qui la firent échouer, en faisant comprendre que le système n'était pas pratique. « Que les colons s'associent entre eux, s'ils le « veulent, mais quant à nous, nous voulons traiter avec « des personnes naturelles et non avec des communautés « qui peuvent se dissoudre, » disaient-ils. Lamoricière, ministre de la guerre, relevant les difficultés inhérentes à l'exploitation agricole en commun, résumait très bien la situation en ces mots : « La véritable association, c'est la « famille et c'est pourquoi nous voulons traiter avec des « familles. » Et quant aux ouvriers qu'on prétendait avoir exprimé la volonté de se réunir en associations, il ajoutait : « J'ai passé avec leurs délégués, de longues heures, et je « me suis convaincu que si une partie demande l'associa- « tion, la majeure partie n'en veut pas ; la demandent, ceux « qui veulent la diriger. »

Nous ignorons si ce furent là les raisons qui persuadèrent la Chambre, mais probablement l'insuccès qu'avait essuyé quelques années auparavant le Maréchal Bugeaud dans sa tentative de fondation de communautés agricoles en Algérie, a dû être d'un certain poids dans sa résolution.

Et, à propos de ce dernier insuccès, il faut remarquer que ce furent les ouvriers eux-mêmes qui demandèrent à revenir au travail individuel : ils disaient au Maréchal, dans le cours d'une inspection (1) : « Mon gouverneur, nous vous « aimons beaucoup, et malgré cela, il n'y a pas d'émulation « pour le travail : on ne croit pas travailler pour soi, quand « on travaille en commun ; ce sera bien pis quand nous « serons mariés (car c'étaient des militaires), nos femmes

(1) *Revue des Deux-Mondes*, 15 juillet 1848.

« s'accorderont moins bien que nous pour le travail et pour
« tout. Ce sera un enfer. Si nous vous prouvions que nous
« avons produit dans le jour par semaine que vous avez
« accordé à chacun, plus que dans les cinq jours de la
« communauté, vous *ne refuseriez pas* de nous désassocier.
« Nous comptons les uns sur les autres et ne voulons pas
« en faire plus l'un que l'autre, et ainsi nous mettons-nous
« au niveau des paresseux. »

Et il est encore nécessaire de relever cette autre constatation faite alors, que dans les villages où l'on avait dissous la communauté et partagé la terre, il se produisit une forte émulation suivie d'une grande inégalité de fortunes entre ces mêmes individus jadis associés : certains colons avaient pour 6,000 fr. de bestiaux alors que d'autres n'avaient même pas conservé ceux qui leur étaient échus en partage et n'avaient pas de quoi vivre.

Nous objecterait-on que c'est là un insuccès unique ? Ce serait une erreur : c'est presque à la même époque, en 1846, que l'*Union du Sig* fut fondée par les disciples de Fourier, en vue du travail agricole en commun ; et jamais entreprise n'avait été formée dans de meilleures conditions, car le gouvernement lui avait fait une concession de 3,095 hectares dans la plaine du Sig (Algérie), on avait recueilli près de 438,000 fr. de souscriptions, et c'étaient des adeptes fervents de l'idée de Fourier, qui allaient diriger son exécution. Quelles plus favorables circonstances pouvait-on désirer ? On n'en aboutit pas moins à un échec.

En 1851, plusieurs membres de cette association se plaignaient de la sorte (1) : « Depuis quatre ans, l'Union a

(1) *Bulletin de l'Union du Sig*, 1851, 15 août.

« coûté, en dehors des récoltes, 309,000 fr. sur les 438,000 fr.
« provenant de la souscription, et, cependant, l'enceinte
« n'a pas encore été close complètement; aucune habitation
« définitive n'a été élevée; 300 hectares au plus sont en
« culture; le nombre des sociétaires n'atteint pas dix
« présents dans le domaine. Mais ce n'est pas tout encore :
« depuis quatre ans, l'Union est exploitée par des salariés,
« et le produit des récoltes a toujours été absorbé d'avance ». C'était, cette fois, les chefs mêmes de l'école qui essayaient l'échec.

§ IV. — CARACTÈRE DU MOUVEMENT DE 1848

Quand on fait l'histoire de la coopération en France, on fait presque exclusivement celle des associations de production qui, jusqu'à ces derniers temps, ont été les plus nombreuses et les plus appréciées. C'est sur elles qu'on bâtissait l'espoir de renverser toute l'organisation actuelle du salariat. On sait aujourd'hui combien peu la conception nouvelle a réalisé les grandes espérances qu'on avait fondées sur elle : ce sabre, qui devait trancher le nœud gordien, s'est émoussé au premier choc. Mais, en 1848, l'idée régnait encore en maîtresse absolue dans les esprits et avait provoqué l'éclosion d'une multitude d'associations ouvrières dont le plus grand nombre étaient des sociétés de production, fleurs trop frêles qui ne devaient pas résister au premier coup de vent.

Les sociétés de production étaient, en 1848, évaluées, par M. Reybaud (1), à environ 70 à Paris, comprenant

(1) Valeroux. *Loc. citat.*, p. 67.

730 membres, tandis que M. André Cochut les évalue à 40, comprenant 2,000 membres (1). Il faut donc nous résigner à ne pas en connaître le chiffre exact, mais dans les deux hypothèses, il faut remarquer le petit nombre de ces associations et leur peu d'importance par rapport à la classe ouvrière si nombreuse. En province, leur nombre s'élevait à 39 (2).

Le caractère des associations de cette époque était le dévouement et la fraternité poussés à un haut degré si bien qu'elles méritaient bien la qualification de fraternelles qu'elles s'attribuaient. C'est ainsi que les associés faisaient preuve les uns pour les autres de la charité la plus active. Toutes les amendes et souvent même les diverses gratifications étaient versées au fonds de secours, et la charité s'étendait même aux autres associations. Toutes les associations semblaient être réunies entre elles par un lien fraternel, ce qui est à signaler, car les ouvriers sont ordinairement peu sensibles au malheur de ceux qui ne sont pas de leur métier.

On arriva de la sorte à l'idée de réunir dans une fédération toutes les associations ouvrières et, en 1850, on déposa même des statuts dans ce but au Parquet : ce qui n'empêcha pas les membres de cette association bien publique, comme on le voit, d'être condamnés par le Jury de la Seine sous l'inculpation d'affiliation à une Société secrète. Cette condamnation est d'autant plus injuste et inexplicable que la fédération en question n'avait qu'un but très modeste, absolument inoffensif et même très utile. Elle se proposait

(1) *Histoire des associations ouvrières*. 1850.

(2) *Economiste français*, 1850. Mouvement coopératif à Lyon.

en effet uniquement de favoriser les associations ouvrières, de les mettre en rapport les unes avec les autres, de leur servir de ralliement et de centre d'informations et d'impulsion. Quoi de moins incriminable ? Et cela était d'autant plus injustifiable que deux années auparavant le peuple avait reconquis son entière liberté.

§ V. — ARRÊT EN 1852

Le mouvement coopératif subit en 1852 un brusque ralentissement ; non pas qu'en 1852 on eut rendu un décret spécial contre les associations. Il faut plutôt voir là un effet indirect du Coup d'État : cet arrêt s'explique uniquement par la peur d'être compromis. Se sentant menacées, la plupart des associations existantes jugèrent à propos de se dissoudre : la condamnation injuste prononcée deux ans auparavant avait vivement impressionné les esprits, l'état politique profondément troublé venait augmenter les appréhensions. C'est ainsi que les ouvriers maçons ayant loué une cave pour y déposer leurs outils, le propriétaire refusa de leur livrer le local, lorsqu'il eut appris qu'il avait traité avec une association.

A Paris donc, la dissolution des associations se produisit de son propre mouvement. En province, au contraire, dans certaines villes comme à Lyon, les sociétés furent frappées individuellement : elles furent dissoutes par la police sur l'ordre du gouverneur de la ville, le maréchal Castellane.

Ce qui explique cette différence de traitement, c'est qu'aux yeux du public et surtout en province, ces sociétés ouvrières étaient regardées comme l'avant-garde du socia-

lisme et les idées socialistes effrayaient alors tout le monde. De plus, ces associations avaient naturellement plus d'importance et étaient plus en vue en province qu'à Paris, où elles étaient perdues dans la masse ; c'est là ce qui amena à agir plus sévèrement en province qu'à Paris.

Aussi, après 1852, le silence le plus absolu se fait-il sur le mouvement coopératif : l'élan et l'enthousiasme de 1848 étaient complètement arrêtés. L'esprit de dévouement n'était plus assez fort pour pousser les hommes à chercher dans l'association la réalisation de leurs rêves sociaux. C'est en vain que le professeur Huber, de Berlin, se prodigue alors pour remettre en honneur l'idée délaissée par le peuple, c'est en vain qu'il en fait l'objet de grandes discussions au congrès de bienfaisance réuni en 1856, à Bruxelles, c'est en vain qu'il écrit des mémoires à ce sujet : il ne trouve pas même d'imprimeur pour répandre sa propagande dans les masses : « Voilà six mois, s'écrie-t-il désespérément, que j'ai envoyé mon livre à une trentaine d'éditeurs de grands journaux de toutes les nuances de l'arc-en-ciel dont, jusqu'à présent, pas un seul que je sache n'a soufflé mot ! »

C'est pourtant à cette époque, qu'il faut faire remonter le premier crédit mutuel, fondé en 1857. C'est sous cette nouvelle forme d'institution de crédit mutuel, que l'idée de l'association va se manifester dorénavant. La faveur qui avait accueilli les sociétés de production avait disparu. Aussi, la partie historique de la période postérieure à 1852 sera-t-elle plus spécialement consacrée aux associations de crédit.

ETUDE SPÉCIALE DES ASSOCIATIONS DE PRODUCTION

CHAPITRE PREMIER

Conditions de succès. — Causes d'insuccès.

§ I. — CAPACITÉ DE DIRECTION

Le point de départ des associations ouvrières était faux, la conséquence fatale devait être l'insuccès. On s'était trompé en croyant que, pour détruire le salariat si vilipendé, il suffisait, dans les différents métiers, de réunir les ouvriers en associations dans le but de produire en commun et de partager entre eux seuls le produit de leur travail : c'était là une grosse erreur économique universellement reconnue aujourd'hui.

Non, cela n'était point suffisant. Ce qui fait que l'entrepreneur réussit, c'est qu'il apporte dans son industrie *une capacité de direction*, une activité de tous les jours, une attention continue, des connaissances difficilement acquises qui ne se rencontrent que rarement chez des ouvriers, réunis sans trop se connaître les uns les autres. « L'union des hommes n'a d'intérêt que par l'union des capacités (1) semblables et diverses, poursuivant de la façon la plus assidue un but commun et consacrant à son acquisition toutes

(1) *Les Sociétés coopératives*. Brelay 1887, p. 5.

les facultés des contractants liés par une forte discipline, et capable d'assez d'abnégation pour ajourner plus ou moins longtemps leurs jouissances en vue d'un résultat trop incertain ; quiconque n'est pas ainsi moralement armé pour la lutte ne doit pas rechercher la coopération d'autrui.

La même condition de succès est relevée par Arthur Mangin (1). Ce qu'il faut dans une pareille société, ce sont d'abord des ouvriers habiles et d'ordinaire il en faut de plusieurs spécialités (très restreintes), car la spécialité est l'âme de l'Industrie ; c'est par elle qu'on arrive à produire vite, en grandes quantités et à bon marché. Aujourd'hui les spécialistes se sont multipliés. Il est nécessaire que chaque ouvrier sache parfaitement son métier. Mais cela ne suffit pas, il faut en outre et c'est là la plus grande difficulté, la capacité de diriger. C'est ce que reconnaît aussi M. Mangin : « Qui pourra se charger de la besogne multiple de comptable, directeur, ingénieur, administrateur, courtier ? Les associés qui en seraient capables deviendraient alors des patrons en fait, les autres seraient à leur discrétion. » Aussi est-on obligé de recourir à des étrangers qui se font payer très cher et qu'il est difficile de contrôler. Le succès dépend donc de la chance de trouver un homme ayant les capacités nécessaires à la direction. Aussi les associations sont-elles réduites à changer trop souvent de gérants comme on l'a déclaré à la Commission d'enquête.

§ II. — ESPRIT DE DISCIPLINE

Il faut encore et par dessus tout l'esprit de discipline.

(1) *L'Économiste*, 1885, p. 613.

Les associés sont trop portés à croire qu'ils sont les seuls maîtres et trop tentés de ne pas obéir au gérant qu'ils ont choisi et qu'ils paient. Il leur semble étrange d'avoir cherché à s'affranchir par l'association de la domination du patron et de retomber dans cette même association sous un nouveau joug qui leur semble plus incompréhensible encore, celui du gérant qu'ils ont placé à leur tête ; la moindre subordination leur semble être l'abdication même de cette indépendance qui était leur idéal. C'est là un état d'esprit qu'on trouve relevé par tous ceux qui ont étudié de près cette question complexe de l'association ouvrière. M. R. de Fontenay, qui a une grande confiance dans l'efficacité des sociétés coopératives, signale très bien cette nécessité de l'esprit de discipline : « Quoi qu'il en soit, dit-il, la première condition de succès, c'est que le noyau soit composé d'ouvriers d'élite, non pas seulement comme entente du métier, mais aussi comme solidité de caractère, moralité, esprit d'ordre et de discipline (1) ».

On voit que les qualités requises sont nombreuses et qu'elles ne sont susceptibles de se rencontrer que chez un bien petit nombre d'ouvriers ; quant aux autres, il est préférable pour eux de s'abstenir de l'association, qui ne serait pour eux qu'une cause d'insuccès.

De toutes parts, on se plaint de ce manque de discipline qui, souvent, rend si difficile la tâche de ceux qui sont chargés de la direction et dont on devrait mieux reconnaître le mérite et récompenser les efforts. « J'éprouvais un sentiment de profonde tristesse, nous dit Nougarede de Fayet, en entendant ces hommes, à l'air plein de franchise et de

(1) *Journal des Economistes*, 1885. Assoc. de production, p. 327.

loyauté, montrant parfois une véritable distinction de parole et de manière, me raconter, les larmes aux yeux, les injustices qu'on leur avait fait subir et les amertumes dont ils avaient été abreuvés (1) ». C'est vraiment faire preuve de trop d'ingratitude et de trop d'imprévoyance ; si on essaye de le leur faire comprendre : « Nous sommes tous patrons », vous répondront-ils. M. Brelay relève la même inconséquence dans la conduite des associés à l'égard des gérants de l'entreprise : « Ils les surveillent, les contrôlent, les contrecarrent à tout bout de champ. Si les commandes n'arrivent pas, si les marchandises restent en magasin, c'est à eux qu'on s'en prend ; s'ils s'absentent, on regarde d'un œil avide leur place à l'établi. S'ils font quelques frais indispensables, ils sont suspectés et blâmés. Ont-ils à traiter au bureau une affaire délicate, on leur inflige la présence d'un ou plusieurs collègues, sous prétexte que ceux-ci sont ses égaux. L'insuccès leur est imputé à crime ; s'ils veulent user de leur autorité, on leur résiste ou bien on les prend en haine comme le premier patron venu ; et on les casse aux gages presque toujours au moment où ils commencent à être utiles, par l'expérience acquise. »

Les ouvriers eux-mêmes constatent que c'est là la principale cause d'insuccès des associations ouvrières : en 1865, l'un d'entre eux, grand partisan du principe de la coopération, écrivait déjà dans *l'Association* : « La plus grande difficulté qu'aient jamais rencontré les associations de production, c'est l'absence ou la rareté de cette vertu nommée la discipline volontaire ».

On se trouve donc unanimement d'accord pour reconnaître

(1) *Histoire de l'imprimerie Paul Dupont*, p. 443, t. II.

que l'impopularité qui frappe les ouvriers chargés de la direction et le peu d'autorité dont ils jouissent, sur leurs compagnons, sont les obstacles les plus sérieux au succès des associations de production. Et les humiliations, qu'on fait subir à ces gérants, sont parfois si violentes, qu'on en a vu, parmi ceux-ci, devenir les adversaires les plus acharnés de l'idée à la réussite de laquelle ils avaient jadis consacré toute leur activité et leur intelligence. Et sur qui doit-on faire retomber la responsabilité de ce mal ? Sur ceux qui flattent le peuple, qui ne lui parlent que de ses droits sans jamais lui rappeler ses devoirs, parmi lesquels figurent, en première ligne, la tolérance, la fraternité et l'esprit de conciliation.

§ III. — LE CRÉDIT

Une autre condition de succès, dont l'absence amène toujours un insuccès fatal, c'est le crédit que les associations ne trouvent que difficilement par ce qu'elles n'offrent que des garanties insuffisantes. Cette condition a été bien mise en lumière par M. Coste à la Société d'économie populaire en 1885. On a déjà su dans l'historique dont nous avons fait précéder cette étude, comment le gouvernement vint, à plusieurs reprises, au secours des associations, en leur accordant d'importantes subventions. Nous nous proposons, dans le chapitre II de cette III^e partie, de revenir sur ce point et de montrer quels efforts furent faits, dans la suite, pour remédier aux difficultés résultant de cette absence de crédit.

§ IV. — APTITUDE A L'ASSOCIATION

Une autre condition du succès consiste dans l'aptitude des ouvriers à l'association ; cette aptitude varie avec les métiers. C'est ainsi que les imprimeurs ont plus d'aptitude, à l'association, que bien d'autres ouvriers, tandis que les cordonniers n'ont jamais réussi à constituer une association durable. Travaillant chez eux, ils n'ont pas l'esprit d'association ; pas plus, d'ailleurs, qu'ils n'ont la notion de leurs devoirs en tant que citoyens ; c'est ainsi que la loi de 1867 leur ayant permis d'émettre des actions de 50 fr. et de verser le dixième pour commencer, ils ne versèrent que 5 fr. par action ; la faillite arrive et l'on affecte de ne se croire tenu que jusqu'à concurrence des 5 fr., alors qu'on devrait rapporter les 90 0/0 restant dûs, et sur lesquels les créanciers ont compté ; les membres de cette association se croient en droit, cependant, d'exercer les droits civiques qui, dans les mêmes circonstances, seraient enlevés aux « bourgeois » à titre de faillis non réhabilités. Je n'ai pas ici l'intention de me faire le champion des bourgeois, car je ne songe qu'au principe de justice devant lequel tous les hommes sont égaux, mais j'attaque ceux qui foulent aux pieds ce principe d'équité. La justice ne connaît ni bourgeois, ni ouvriers, elle ne connaît que des hommes et demande à tous de tenir leurs engagements.

C'est un fait à remarquer que l'ouvrier qui possède cette aptitude spéciale aux affaires que l'on nomme, quelquefois, le génie commercial, n'éprouve plus le besoin de s'associer. L'égoïsme, qui est le fond du caractère humain, reprend

sur lui son pouvoir ; confiant dans sa capacité, dans son énergie et dans son étoile, il préférera courir seul les risques d'une entreprise et, par suite, s'en attribuer seul, aussi, tous les bénéfices.

Même l'ouvrier, simplement habile dans son métier, n'a pas beaucoup de tendance à l'association. Le plus souvent, en effet, et il le sait bien, son talent et son activité profiteraient à des fainéants et à des incapables qui l'exploiteront, au nom de la solidarité, jusqu'au jour où ses épargnes seront englouties dans le désastre de la société ? Et, alors, la communauté, dans le malheur, ne saurait suffire à le consoler ! Quand il aura tout perdu, que viendront faire la solidarité, la fraternité ? La plupart de ses camarades l'abandonneront, quant à ceux qui auraient consenti à lui venir en aide, souvent ils ne le pourront pas. Et, alors même qu'ils le pourraient, ne sera-ce pas pour lui une cruelle désillusion d'avoir rêvé le succès et d'en être réduit à implorer l'assistance des autres ? S'associer dans ces conditions, ce serait, on le voit, le comble de l'imprudence ou de l'abnégation.

La raison donc, comme l'expérience, nous montre que ces associations doivent être et sont en réalité, composées d'ouvriers aussi médiocres comme entrepreneurs que comme travailleurs ; et l'Etat aura beau leur accorder ses faveurs, il ne pourra rien changer à cela. On en a fait l'expérience, on la recommencerait encore, sans réussir à en modifier les résultats.

Et lorsque les conditions d'aptitude se rencontrent chez les fondateurs d'une société coopérative, on voit bientôt celle-ci changer et, d'association ouvrière, se transformer

en société de patrons ; elle prend à son service des salariés. M. Lagasse signale ce fait pour la Belgique. M. le docteur de Poepe fait la même constatation : « Les sociétés de production, dit-il, ont une tendance à employer des auxiliaires salariés, si les affaires s'étendent ; elles aboutissent à remplacer le patronat (1) ». M. Gide, lui-même, reconnaît qu'une des grandes causes d'insuccès, c'est la tendance à reconstituer les formes mêmes qu'on se propose d'éliminer, « le salariat », car sitôt qu'elles ont réussi « elles se ferment et, quand elles ont trop d'ouvrages pour leurs membres, elles embauchent tout simplement des ouvriers salariés (2) ». « Les sociétés anciennes sont devenues très positives, dit encore M. Valeroux, et tendent à devenir de véritables sociétés de patrons ».

On voit que le mécanisme nouveau, sur lequel on comptait tant pour bouleverser l'organisation actuelle de la production, se fausse facilement, et qu'au lieu d'y voir le « salut coopératif » avec tous les enthousiastes du début, on ne tardera pas à n'y voir avec M. Cernuschi que : « l'illusion coopérative. »

§ V. — ESPRIT DE SACRIFICE

Souvent, les ouvriers sont les premiers à s'apercevoir des difficultés qu'il faut surmonter pour réussir, et à ce titre, je dois citer les conseils pleins de bon sens, qu'adressait aux ouvriers fabricants de voitures, l'ouvrier Gilland, représentant du peuple, dans le cours d'une visite de leur atelier :

(1) *Les Sociétés coopératives*, 1887, p. 12. Voir aussi sur ce point : Husson, *L'Industrie devant les problèmes économiques*, 1888, p. 215.

(2) Gide. *Economie politique*, 1888, p. 553 et s.

« L'un de vos camarades vient de vous recommander l'union et le courage ; j'ajouterai que c'est à chacun de prêcher d'exemple pour amener à vous tous ceux qui s'en éloignent par égoïsme ou qui s'en effrayent par ignorance. Pour vivre unis dans cette égalité parfaite, sans autre loi qu'une loi morale pour rappeler à leur devoir ceux qui s'en écartent ou qui faiblissent, il faut que bien des volontés se mortifient, que bien des sentiments se contraignent, que bien des cœurs se froissent, que bien des orgueils s'humilient ; il faut que chacun de vous s'oublie à toute heure du jour pour penser aux autres, et qu'il se dise sans cesse que le présent doit être sacrifié à l'avenir comme un père se sacrifie à ses enfants (1). » Ces paroles, dans la bouche d'un ouvrier, ne sont-elles pas remarquables ? Ici, c'est bien le cœur qui parle, ce n'est pas l'homme politique qui fait un discours.

Veut-on connaître jusqu'à quel point il faut sacrifier le présent à l'avenir ? Je puis donner à ce sujet quelques exemples bien éloquents : les ouvriers lunetiers, au début de leur association, travaillaient jusqu'à 14 heures par jour, il leur arrivait même de veiller la nuit et ils devaient se contenter d'une somme de 7 francs par semaine, pour satisfaire aux besoins de leur famille. Les fabricants de limes avaient 5 fr. par semaine et les tourneurs en chaises ne gagnaient pas davantage ! Pendant plusieurs semaines, les ferblantiers lampistes n'ont obtenu pour toute commande que celle d'une lampe de 12 fr. ! Les facteurs de pianos durent même, pour faire face à une échéance, travailler six semaines sans toucher aucun salaire ! Voilà jusqu'où

(1) Valeroux. Associations ouvrières, p. 253.

doit aller l'esprit de sacrifice pour arriver à surmonter les difficultés du début.

On conçoit facilement que, la réussite exigeant un effort aussi continu, une abnégation aussi forte, ce ne sera le plus souvent que le simple particulier qui sera capable de supporter ces épreuves.

Ces différentes conditions du succès, qu'on ne rencontre que fort rarement dans les associations ouvrières de production, sont bien mises en évidence par M. Brelay. « Tel particulier qui s'établit s'est procuré, s'il l'a pu, une commande justifiée par ses économies ou son habileté. Il est parcimonieux dans ses dépenses, réservé dans ses frais d'installation, de matériel et de personnel ; il rogne sur tout ; sa comptabilité bien tenue et interrogée sans cesse ; ses achats sont âprement disputés ; ses prix de revient sont calculés d'après un chiffre de vente déterminé à l'avance ; les crédits qu'il accorde sont sévèrement contrôlés, ses ouvriers et employés sont l'objet d'une surveillance de tous les instants ; le coûtage et le gaspillage sont guettés sans relâche ; ses bénéfices, petits ou grands, font accroître le capital en réserve ; son activité s'exerce encore le soir, la nuit et jusque dans ses rêves (1). » Quelle est l'association qui présentera ces mêmes qualités, cette même prudence, cette même prévoyance ?

(1) Société de production. 1887. 8.

CHAPITRE II

Secours accordés à diverses reprises aux associations de production

Occupons-nous maintenant des faveurs diverses, des concessions injustes et anti-économiques qu'on a souvent accordé à ces associations si débiles. Déjà en 1848, l'Etat était venu à leur secours : on avait eu soin de fixer le maximum de rabais acceptable aux adjudications des travaux de la ville de Paris, afin d'empêcher les associations de production de se ruiner dans un moment d'oubli. Cette mesure de précaution est depuis tombée en désuétude.

Mais, de nos jours, on a multiplié les faveurs, et le Conseil municipal s'est mis à la tête du mouvement, car il croit voir dans cette organisation du travail, un système préférable au Salarial.

En 1882, l'Etat accorde pour 700,000 fr. d'ouvrage à la société dite *l'Imprimerie nouvelle*, et lui fournit le local et le matériel.

En 1883, une circulaire de M. Alphant, directeur des travaux de la ville de Paris, recommande de faciliter aux associations ouvrières, l'admission aux adjudications de la ville, en les leur concédant même à l'amiable ou en leur applanissant les voies pour y concourir. On ajoute même qu'une fois admises, il faut leur payer les travaux même

avant les époques régulières de paiement, et les traiter d'une façon toute particulière (1).

En 1888, la commission extra-parlementaire, nommée en 1884 pour étudier ces sociétés, s'est prononcée pour la suppression du cautionnement dans les entreprises de travaux de l'Etat, ne dépassant pas 50,000 fr. et exclusivement en faveur des associations ouvrières de production. C'était à l'occasion d'un décret du 6 juin 1887, qui lui était soumis en ce sens. Un autre décret de la même époque autorise, c'est-à-dire en fait prescrit autant que possible, le fractionnement des marchés et travaux de l'Etat en lots accessibles aux associations ouvrières.

Toutes ces faveurs sont d'une injustice absolue. Et tout d'abord on se trompe gravement si l'on croit sauver ces sociétés par de pareilles mesures qui ne sont que de véritables privilèges ; on habitue ainsi les sociétés à compter sur la subvention de l'État et, le jour où son concours vient à manquer, elles s'effondrent. Ensuite de quel droit les dispense-t-on du cautionnement, alors que les concurrents individuels, qui peuvent être des ouvriers ou d'anciens ouvriers, y sont assujettis ? Verrons-nous donc toujours fleurir les faveurs et les privilèges ? En quoi un ouvrier qui aura travaillé toute sa vie pour arriver à la situation de modeste entrepreneur est-il moins digne de sympathie et d'encouragement qu'une collectivité composée de cinq ou six ouvriers ayant eu l'idée de se grouper dans le but d'éviter le cautionnement ? Dira-t-on que l'ouvrier qui, à force de travail et d'énergie, parvient à s'élever au rang de patron n'est qu'une rare exception ? Bien moins rare qu'on pourrait le croire :

(1) Enquête de 1883, sur les associations ouvrières. T. II, p. 557.

« Si l'on veut relever, dit M. R. de Fontenay, les noms des grands chefs d'industrie de notre temps, on verra que la plupart ont commencé par être ouvriers ou fils d'ouvriers (1) ».

Et la personnalité humaine ne mérite-t-elle pas elle aussi d'être rehaussée ? Pourquoi l'exclure au profit d'une collectivité anonyme qui s'est formée peut-être uniquement pour profiter de l'occasion ? Que ceux qui recommandent si chaleureusement ces sociétés pour les travaux publics commencent par nous montrer l'exemple en leur confiant les travaux qu'ils ont à faire faire pour eux-mêmes ; mais ils s'en gardent bien ! Et ce n'est pas le gros entrepreneur qu'on éloigne ainsi, car forcément c'est à lui qu'on s'adresse pour les grands travaux qu'on ne peut soumettre aux risques d'une infinité de petites adjudications, c'est bien le petit entrepreneur qu'on prescrit. Ce n'est ni juste ni démocratique. La voie des privilèges est dangereuse : une fois qu'on y est engagé, on ne s'arrête plus ! Et, en l'espèce, elle est d'autant plus dangereuse que personne ne garantit que les associés ne se dissoudront pas au lendemain de l'adjudication, et alors les travaux seront compromis. Il faudrait, pour éviter ce danger, un règlement minutieux établissant les conditions nécessaires pour obtenir la dispense de cautionnement ; et encore, l'administration ayant à décider si telle société remplit ou non les conditions nécessaires, il en résultera des accusations d'arbitraire ou de favoritisme : les sociétés refusées prétendront toujours que c'est un motif de persécution politique qui en est la cause. En résumé, ce sera un embarras inextricable pour

(1) *Journal des Économistes*, 1885. Les Sociétés de production, p. 324.

l'administration et une source fréquente de mécontentements chez les sociétés éliminées ; il n'y a donc là rien de pratique. Et la conséquence de ces privilèges, c'est qu'on arrive à priver l'État des avantages incontestables que présente la grande industrie sur la petite : on en arrive à confier les travaux ou les fournitures à une petite association chétive et besoigneuse et à se priver d'une entreprise reposant sur des capitaux suffisants, un personnel plus habile, de meilleures applications de la science, un outillage plus perfectionné, offrant en un mot une plus grande garantie de succès, de bonne exécution, de ponctualité et de bon marché.

On sacrifie sciemment tous ces avantages pour favoriser à tout prix les associations. C'est, sous une nouvelle face, l'idée de protectionnisme à outrance : on veut transformer le pays entier en une immense « serre de sociétés » qui sont trop frêles pour croître au grand air et qui ne vivent que grâce à des soins constants. C'est un système analogue à celui des Chemins de fer de l'État, qui coûtent 600 millions et qui en rapportent 6, si l'on ne compte ni l'intérêt ni l'amortissement du capital (1).

Le résultat de ces faveurs diverses, accordées aux sociétés de production, a été de fausser la libre concurrence au détriment des petits entrepreneurs, d'ouvrir une porte aux privilèges, de provoquer l'éclosion d'une quantité de sociétés qui n'ont d'autre but que de tenter la chance avec l'appui du gouvernement et finalement de décourager les ouvriers par les insuccès qu'ils devront subir. Le secrétaire de l'enquête de 1883, sur les associations ouvrières, constate « qu'il

(1) *L'Economiste*, 1888, p. 47.

a suffi de quelques travaux de peinture donnés par l'Etat ou la ville à l'association Bernardeau, pour que deux autres se constituassent aussitôt (1). » Ce fait s'était déjà vu en 1848, à la suite du vote des 3 millions destinés à venir en aide aux associations ouvrières. Un autre résultat très clair de ce système de protection, c'est de renchérir le prix de revient des travaux adjugés à ces sociétés, ainsi que le fait remarquer avec chiffres à l'appui M. Brelay (2) : il résulte de comptes authentiques les comparaisons suivantes, à propos d'associations ouvrières demandant à fabriquer des tables pour les écoles de la ville de Paris :

Anciennes adjudications	Soumission des Sociétés ouvrières	Différence en plus
Modèle G. . . 25 ^f	41 ^f 94	+ 16 ^f 94
Modèle M. . . 24	40 49	+ 16 49
Modèle P. . . 23	37 59	+ 14 59
Modèle PP. . . 22	35 47	+ 13 47

Et il est à supposer que nous ne sommes pas ici en présence d'un cas unique ! Pour justifier les faveurs il faudrait donc arriver à nous démontrer que cette augmentation de prix profite à tout le monde et la preuve serait, je crois, bien difficile.

Une autre conséquence de ce système de protection, l'enquête de 1883 l'a bien constatée, c'est que de toute part les sociétés s'adressent à l'Etat pour demander du travail. On encourage donc la fondation d'associations destinées à succomber sauf de rares exceptions et on laisse croire à la classe ouvrière que l'Etat peut et même doit lui donner du

(1) Enquête de 1883. T. II, p. 277.

(2) Société de production, 1887, p. 19.

travail, erreur dangereuse qui nous a déjà conduit aux ateliers nationaux de 1848 et à la crise qui suivit leur fermeture. C'est dans cette voie fatale que se sont engagés des hommes très distingués, ce qui en entraîne d'autres derrière eux : c'est ainsi que M. Jules Ferry, alors président du conseil des ministres, sur quelques bruits de ralentissement de travail dans l'industrie du meuble, fit venir les représentants des sociétés ouvrières et passa avec eux des marchés pour l'exécution du mobilier de bâtiments publics encore à construire.

Ce n'est pas l'Etat seul qui vient, par des faveurs ou des subventions, au secours des sociétés coopératives de production, de simples particuliers leur consacrent leurs fortunes : un homme de bien, M. Rampal, comme témoignage de son amitié pour la classe ouvrière, alla jusqu'à leur léguer un million. Mais sa générosité ne réussit pas davantage à leur infuser la vie. M. Rampal légua cette somme au Conseil municipal, à charge de l'employer à secourir les sociétés de production par des prêts proportionnés à leur importance et à leurs besoins. L'intention du testateur avait été de ne secourir que des sociétés sérieuses, ayant quelque chance de vitalité, et non de venir en aide à toutes les coalitions de fantaisie fondées au hasard et, quelquefois, sous l'impression des succès obtenus par une société similaire ; il n'avait surtout pas en vue des sociétés qui ne se formeraient que pour profiter de sa générosité. On aurait dû, dans la répartition de cette somme, tenir compte des vœux du donateur ; il eut fallu trier les sociétés qui avaient l'intention d'emprunter sur ce fonds, choisir celles qui avaient réalisé quelques épargnes

ou donné quelque signe de viabilité ; mais on passa outre aux intentions du testateur, et on gaspilla le fonds, autant du moins qu'on pouvait le faire, car il était grevé de quelques usufruits qui empêchaient d'en disposer en totalité.

Le Conseil prêta à tort et à travers, après des enquêtes toutes superficielles, n'exerçant, sur cette répartition, qu'une surveillance illusoire. On prêta à 3 0/0, alors que dans les affaires l'intérêt ordinaire est de 5 à 6 0/0, et comme de juste la politique tint un grand compte dans la distribution de ces prêts : au lieu de ne prêter qu'à des sociétés sérieuses et offrant des garanties, on prêta à toutes celles qui pouvaient avoir quelque influence politique. Bref, en 1886, on avait réparti en prêts, qu'on aurait pu nommer « prêts de sauvetage », la somme de 471,000 fr. entre 44 sociétés de production. Sur cette somme, M. Brelay (1) pense que « si l'on sauve 100,000 fr. du naufrage, ce sera un résultat dépassant les espérances les plus exagérées ». En effet, sur les 44 sociétés qui ont profité du « legs Rampal », à peine quelques-unes sont-elles encore debout à l'heure présente, les autres sont mortes ou agonisantes. L'elixir de vie qu'on croyait trouver dans toutes ces faveurs, n'a été qu'une simple potion calmante.

Les vents étant toujours propices et les dieux favorables, voilà qu'au moment critique, où tout menaçait de finir par un échec général, arrive une occasion unique, l'Exposition de 1889. C'était le moment de donner signe de vie, de montrer ce que peut faire la production coopérative, de présenter au monde entier, convié à la grande fête du progrès,

(1) *Sociétés de production*, 1887, p. 22.

ses titres et ses preuves. On chuchotait tout bas que les sociétés de production étaient mortes, il fallait prouver leur bonne santé. Le débat était ouvert dans des conditions de parfaite garantie de succès. Le ministre s'empessa d'attirer l'attention des sociétés de production sur le grand combat qui allait se livrer, sur ce tournoi pacifique des nations, à l'ombre du drapeau de la France ; le « bras vengeur » de la coopération allait donc pouvoir triompher, aux yeux de tous, du vieux régime du salariat. Que firent alors les sociétés ? Elles se dérobèrent, elles se retirèrent loin du champ de bataille, préférant se tenir loin du tumulte pour mieux s'absorber dans leurs rêves d'idéal. Qu'on abandonne donc, au plus vite, toute illusion sur ces sociétés, car plus l'on tardera, plus l'on portera préjudice à l'idée même d'association.

CHAPITRE III

Considérations générales sur les associations de production

On voit que de longtemps les sociétés coopératives de production ne pourront se substituer à l'organisation actuelle si défectueuse qu'elle soit, et que ce n'est pas là qu'il faut aller chercher le remède aux maux dont souffrent les classes ouvrières : c'est la conclusion à laquelle aboutit M. Cauwès (1) : « Supposer que l'on puisse, au moyen de sociétés générales de production, supprimer la concurrence, mettre fin au salariat, c'est donner en plein dans l'utopie socialiste... L'association syndicale peut bien accueillir les travailleurs sans distinction, puisqu'il s'agit seulement de travailler à la défense des intérêts communs de la profession, à la création de certaines institutions d'enseignement ou d'utilité générale ; les liens de la corporation n'impliquent aucune mutualité étroite. Au contraire, une société de production est une entreprise industrielle où les sociétaires ne s'engagent qu'en ayant foi les uns dans les autres. La première condition est donc de se trier » ; et plus loin : « L'écueil des sociétés de production est tout d'abord dans l'insuffisance de l'esprit de gouvernement et l'impatience des résultats. Les ouvriers n'admettent pas

(1) *Economie politique*. Ed. 1882, p. 162.

volontiers la supériorité du talent ou de la rémunération, il suit de là qu'elles sont mal dirigées et travaillées par des dissensions... Toute société de coopération exige un apport de fonds, aussi bien l'épargne doit précéder et accompagner leur constitution ». M. Cauwès, après avoir constaté la part presque imperceptible que ces sociétés occupent dans l'activité économique, conclut que ce n'est pas par elles que le salariat disparaîtra jamais.

C'est qu'en effet cette organisation du salariat est encore celle qui peut le mieux concilier à la fois et l'intérêt du capitaliste et celui de l'ouvrier. Le salaire, c'est, suivant l'heureuse définition de notre maître, M. Beauregard, « une somme déterminée à forfait sur le prix espéré du produit net futur de l'entreprise, en échange du travail, même en l'absence d'un produit net (1) ». Son titre légal, c'est l'échange de services ; son grand avantage, ce qui en fait le trait caractéristique, c'est l'assurance de l'ouvrier par le patron contre les risques de l'entreprise, et la faveur qu'on lui fait en lui avançant cette somme avant le résultat final de l'entreprise.

Ce sont là des avantages qu'aucune autre combinaison ne peut présenter, ils représentent pour l'ouvrier la sécurité. Le salaire est une part minime souvent, insuffisante parfois, dans les bénéfices, mais toujours assurée et toujours perçue à des intervalles fixes et rapprochés, ce qui permet à l'ouvrier de faire face à ses besoins journaliers. Cette rémunération régulière ne l'expose pas aux angoisses continuelles, aux calculs hasardeux, aux incertitudes incessantes qui viennent obséder jusque dans son sommeil l'entrepreneur ;

(1) Beauregard. *Le Salaire*, p. 161.

et tandis que l'ouvrier, sa journée terminée, s'en va demander au repos l'apaisement de ses fatigues, son patron anxieux verra se dresser devant ses yeux le spectre de la faillite, ce malheur qu'on assimile injustement à un déshonneur et dont le système du salaire préserve complètement l'ouvrier. Nous ne nous rangeons donc pas à l'avis de M. Gide qui croit voir dans le développement des sociétés de production la disparition du salariat. Tant que l'ouvrier aura besoin de toucher presque au jour le jour sa paye, tant qu'il ne pourra pas supporter sa part dans l'inconnu, dans l'aléa de l'entreprise, tant que ceux qui travaillent en commun n'auront pas les multiples qualités qu'il faut, une entreprise individuelle pour réussir, ce ne sont pas les sociétés de production qui amèneront une révolution dans la répartition des richesses. Tant que ces conditions ne se trouveront pas réunies, l'insuccès sera assuré sauf dans quelques entreprises où le succès peut tenir presque exclusivement à l'habileté de main et qui deviennent du reste de plus en plus rares dans l'évolution industrielle de notre temps.

Mais laissons sur ce point parler les chiffres dont l'éloquence est singulièrement nécessaire : le seul bilan authentique qui ait été dressé est l'œuvre de la Commission extra-parlementaire des associations ouvrières en 1884. M. Barberet, le secrétaire, relevait en tout 74 Sociétés anciennes ou récentes, comprenant à peu près tous les métiers, depuis l'article de Paris jusqu'à l'alimentation. Sur ce nombre, *quelques-unes à peine* ont pu résister honorablement à l'assaut des siècles et des crises ! (1). Ce sont celles des tailleurs de limes, rue de la Mare ; des charpentiers

(1) Fougerousse. *Réforme sociale*.

de la Villette, des peintres en bâtiments connus sous le nom de « le Travail », rue de Madrid, des tailleurs de la rue Turbigo... et c'est à peu près tout ! Et encore accuse-t-on ces sociétés, à bon droit, d'ailleurs, d'être devenus des sociétés de patrons, d'employer des ouvriers salariés comme des entrepreneurs ordinaires et de les exploiter aussi durement qu'eux. Dans ces conditions, il n'y a que peu de chose de changé : au lieu d'un patron on en a plusieurs.

Il faut reconnaître que la mortalité est grande pour ces sociétés ; M. Brelay en fait très pittoresquement la remarque ; il dit en parlant de cette statistique : « Quand j'eus marqué d'une croix les sociétés qui ont succombé ou qui sont malades, la liste m'apparut sous l'aspect d'une nécropole, et quant à celles qui vivent, ajoute-t-il, nous ne nous risquerions pas volontiers à placer une prime d'assurance sur la plupart de ces têtes ». Déjà, en 1886, M. Levollée avait prédit cette épidémie (1).

Cette statistique de 1884 nous apprend que les capitaux souscrits par les adhérents de 34 sociétés dont le bilan est entier, approchent à peine de 5 millions ; les sommes réellement versées, n'arrivent pas à 3 millions, dont plus d'un tiers (1,270,000 fr.) appartient, à la plus vieille et la plus expérimentée de ces sociétés, à celle des lunetiers (2). Qui peut dire qu'au cas d'une panique, suivie d'une déconfiture (ce qui serait très possible, vu les chances d'insuccès de ces sociétés), les souscripteurs verseraient le complément de leurs apports ? La plupart d'entre eux, ne s'y croient peut être pas obligés ! Nous voyons encore, dans ce

(1) *Revue des Deux-Mondes*, Septembre 1886.

(2) Fournier de Flaix. *Journal de la Société de statistique*, 1884, p. 77.

document, que le nombre des associés n'est guère que de 4,000, nombre infime, par rapport à la population ouvrière de Paris.

Importance et organisation des associations de production

§ I. — LEUR IMPUISSANCE

Les causes d'insuccès des sociétés de production sont nombreuses comme on a pu le voir. Ce sont autant d'objections légitimes faites à ceux qui fondent un trop grand espoir sur l'avenir de ces sociétés, et qui ne voulant délaïser les illusions qu'ils s'étaient faites sur elles, persistent toujours à les considérer comme devant fournir les meilleurs résultats.

Mais le plus grand reproche que l'on peut faire à cette coopération pour produire, c'est qu'elle ne peut être employée dans tous les métiers.

Un grand nombre, en effet, de professions, ne s'y prêtent pas. On peut citer par exemple : les professions libérales et agricoles. En ce qui regarde ces dernières, l'expérience a bien prouvé que toute coopération était à peu près impossible. On l'avait essayée en Algérie en 1842, et les ouvriers

ont été les premiers à demander à reprendre le travail individuel.

M. Levasseur (1) reconnaît avec nous que ce n'est pas là un système capable de changer le régime du salariat. « La coopération, nous dit-il, ne transformera pas la société puisqu'elle ne convient pas à tous les genres de travaux et à tous les travailleurs. Il y aura toujours des caractères entreprenants qui se sentant la force de s'élever seuls voudront être les seuls artisans de leur fortune et les seuls arbitres de leur destin. Il y aura d'un autre côté des caractères trop peu entreprenants où trop peu doués pour tenter une entreprise même en commun qui préféreront la sécurité du salariat aux hasards de la production coopérative ; il y aura encore peut-être toujours des grandes industries dans lesquelles le capital joue un rôle trop considérable pour que les ouvriers puissent espérer y atteindre. C'est à la moyenne supérieure de la classe ouvrière que s'adresse la société de production. La société de crédit convient à tous les petits artisans. »

On le voit, M. Levasseur résume les mêmes conditions de succès, les mêmes causes d'insuccès que celles que nous avons relevées déjà. Les avis de toute part sont les mêmes, et presque toujours ils sont défavorables à l'idée d'association.

Monsieur Coste (2) arrive à la même conclusion : « La coopération de production ne pourrait améliorer le sort de l'ouvrier de la grande industrie. Quant à l'espoir que doit fonder sur elle la petite industrie, le tableau des échecs que nous avons relevés plus haut, devrait être consulté par elle

(1) *Histoire des classes ouvrières en France*, p. 388.

(2) *Les questions sociales contemporaines*

avant de se hasarder. De la sorte, elle éviterait souvent des déboires futurs.

Citons encore l'opinion de M. Hiernaux (1) : « Les grandes industries, nous dit-il, telles que l'exploitation des mines, les usines métallurgiques, sont souvent inaccessibles à la coopération ouvrière, puisqu'elles réclament des capitaux trop élevés et que la direction intellectuelle y joue un rôle d'une trop grande importance. Or, dans l'industrie comme dans le commerce, comme dans toutes choses, l'avenir appartient aux forts... *Le terrain de la coopération de production tendrait donc à se restreindre de plus en plus* ».

Il restait un dernier espoir, pourtant, c'était l'enquête de 1883, qui était favorable à l'idée de production coopérative et si désireuse de constater ses bons effets, mais ce dernier espoir s'envola aussi quand on connut le résultat. La commission concluait ainsi : « *La coopération appliquée à la production est impraticable* comme organisation universelle. Elle est possible et peut-être utile dans des cas particuliers ». Nous l'admettons, mais ces cas particuliers seront seulement ceux qui rempliront les conditions que nous avons relevées comme indispensables au succès, conditions bien rarement remplies, ce qui explique que la majeure partie de ces sociétés a sombré.

Quant à la « mine aux mineurs », cette revendication bruyante et trompeuse, M. Fougerousse (2), dans sa monographie, a prouvé que loin d'être une solution du problème

(1) *Organisation du Travail*.

(2) *La Mine aux Mineurs*, 1883.

social, cette théorie est celle de la servitude, de l'ignorance, de l'impuissance et de la misère.

Finalement, l'association ouvrière de production impose des charges morales rarement compatibles avec les faiblesses humaines. *Elle n'est pas viable.* Quand ces faiblesses disparaîtront par l'éducation morale et économique, la chance de succès grandira, mais jusque-là nous pensons que ces associations sont destinées à échouer.

Pour mieux pouvoir se rendre compte de l'état où se trouve la production par corporation, par les associations ouvrières de production, je vais donner le tableau de 34 de ces sociétés, rédigé en 1884 par Fournier de Flaix (1).

§ II. — LEUR ÉTAT ACTUEL

ASSOCIATIONS	Capital souscrit	Capital versé	Associés	Fondation
Ouvriers menuisiers en sièges.....	1.700	1.700	17	1848
Ouvriers en limes.....	150.000	7.000	25	»
L'Avenir (Ameublement).....	32.000	15.000	64	»
Les ébénistes.....	5.000	5.000	4	»
Ouvriers facteurs de pianos.....	200.000	200.000	38	1849
Union des facteurs de pianos.....	5.000	5.000	4	»
Ouvriers charpentiers de la Seine..	10.000	10.000	53	»
Lunetiers.....	2.240.000	1.270.000	66	»
Facteurs en musique.....	70.000	70.000	15	»
Ouvriers tailleurs.....	100.000	97.000	193	1863
Ouvriers vanniers.....	2.000	1.700	17	»
Artistes peintres décoratifs.....	160	»	16	»
Ouvriers opticiens.....	120.000	85.000	6	1864
Ouvriers lithographes.....	332.000	119.000	250	1865
Tailleurs en limes.....	20.000	20.000	5	1867
Ouvriers ferblantiers.....	170.000	95.000	85	1868

(1) *Journal de la Société de statistique*, 1884, Février, p. 77.

ASSOCIATIONS	Capital souscrit	Capital versé	Associés	Fondation
Ouvriers typographes.....	400.000	200.000	1.500	1869
Cochers.....	450.000	325.000	100	1872
Ouvriers peintres de Paris.....	7.300	7.300	17	1880
Union des sculpteurs de Paris.....	24.500	7.000	29	1881
Journal officiel.....	5.600	5.600	28	»
L'Union des peintres en bâtiment..	7.000	» »	7	1880
Teinturiers en soie.....	10.000	2.000	10	1881
Bijoutiers en doré.....	25.000	7.600	18	»
Ouvriers charpentiers de la Villette	100.000	100.000	192	1882
Le Travail de peinture.....	7.200	5.400	9	»
Ouvriers cimentiers.....	6.500	5.000	32	»
Coopérateurs typographes.....	10.000	7.000	25	»
Bijoutiers en doublé.....	25.000	19.000	160	»
Bijoutiers en or.....	30.000	9.000	20	»
Ouvriers paveurs de la Seine.....	18.000	6.200	30	1883
Sellerie parisienne.....	22.000	6.000	110	»
Ouvriers jardiniers.....	15.000	6.600	28	»
Ebénisterie parisienne.....	70.000	20.000	150	»

Tel est le tableau des sociétés, rédigé par Fournier de Flaix. Il en compte 34. Mais en tout elles devaient être plus nombreuses, car en juillet 1883 elles étaient évaluées à 51 dans le département de la Seine (1) et à près de 74 dans toute la France. En 1888, M. Husson les évalue en tout à 80 (2) et il ajoute : « Dans l'application l'association a donné et donne encore souvent lieu aux plus désastreuses conséquences et aux plus étranges résultats. Aussi les associations ont presque toujours sombré ; et quand les résultats étaient bons, les plus intelligents les quittaient avec un capital plus ou moins important, et s'établissaient, las de travailler pour des camarades difficiles, turbulents ou sans mérite, ou bien le zèle se ralentissait et la ruine arrivait ».

(1) *Enquête de la Commission extraparlamentaire de 1883*, t. II, p. 472.

(2) *L'industrie devant les problèmes économiques et sociaux*, 1888, p. 220.

En 1884, M. Brelay ajoute encore à la liste un nombre de sept autres sociétés et ajoute : « Voilà des exemples, mais je n'ose pas dire des exemples à suivre ».

Si nous ne publions pas de renseignements complets, détaillés, il faut nous concéder qu'il est presque impossible de le faire. M. Brelay le faisait remarquer avec résignation : « Pour ce qui concerne la France, j'ai usé d'un grand moyen à ma disposition, l'agitation dans le cercle de mes connaissances ; j'ai mis tout le monde à contribution, entretenu une correspondance exagérée, persécuté les députés, les sénateurs, les fonctionnaires ; recueilli des indices, trouvé des preuves » (1). Et avec tous ses efforts, il n'a pu donner d'autres renseignements que ceux contenus dans le tableau que nous avons rapporté plus haut.

Peut-être pourrait-on croire qu'on exagère quand on pense que tant de qualités sont nécessaires aux ouvriers pour réussir. Ce n'est pas notre avis. D'abord, en effet, les appréciations de tant d'hommes distingués doivent être d'un grand poids dans la balance. De plus ces conditions requises sont de telle nature qu'elles ne peuvent guère être remplies par les ouvriers, étant données les circonstances dans lesquelles ils vivent. En outre, les insuccès répétés viennent confirmer la justesse de ces appréciations, et finalement les ouvriers eux-mêmes, comme nous l'avons montré, l'ont reconnu à diverses reprises. Citons, comme exemple, ces mots des délégués de plusieurs associations lors de l'enquête de 1883 :

« La plupart de nos associés sont partis ou ont été radiés pour diverses raisons : Les uns, parce qu'ils étaient impa-

(1) *Sociétés coopératives*, 1884, p. 34.

tients et qu'ils prétendaient avoir une solution beaucoup plus prompte, tout en ne faisant rien, pour cela, que de verser, plus ou moins régulièrement, leurs cotisations ; d'autres, parce qu'ils ne pouvaient se soumettre à la *discipline* de règlements par eux votés ; d'autres enfin par *négligence* ou parce qu'ils mettaient toujours la division parmi nous ».

Un autre délégué ajoutait : « Il y a beaucoup de négligence de la part des ouvriers ; ils ne se présentent pas pour s'associer, et, cependant, nous leur donnons toutes facilités pour les versements à faire, et nous leur offrons les plus grands avantages. Nous étions 33 en 1865 (facteurs d'instruments de musique, et nous sommes 5 aujourd'hui) ». Les délégués des opticiens nous disent : « Il n'y a pas de *persévérance* ; on voudrait arriver trop vite à un résultat... Nous avons commencé avec 72 membres, et nous sommes 6 aujourd'hui... Vainement nous les sollicitons, et à peine pouvons-nous en décider quelques-uns ».

On le voit, les ouvriers commencent à profiter des expériences faites et ne cherchent plus guère à s'associer.

Puis ce sont les sculpteurs qui nous disent : « On ne sait pas vivre en association. On se figure que dès qu'on est associé, on ne doit plus travailler »,

Dans l'enquête de 1866, M. Limousin, pourtant partisan ardent de l'association de production disait : « L'éducation sociale des ouvriers français est complètement à faire ; ils ne savent ni discuter ni apprécier les hommes et leurs actes. Ils passent sans transition d'une confiance aveugle à une défiance outrée, et ne peuvent souffrir la contradiction ».

On ne pourra le contester, l'enquête confirme nos

remarques ; les *difficultés à vaincre* étant trop nombreuses, les associations ne réussiront que rarement. Ce résultat semble bien inévitable, quand on considère les tendances des caractères des ouvriers. C'est ainsi que nous avons relevé l'insoumission au gérant et le caractère autoritaire des ouvriers se manifester, parfois, a un degré incroyable ; témoin, l'exemple rapporté par M. Valeroux, qui nous cite le cas d'une société qui voulant modifier ses statuts et ayant rencontré, pour ce faire, l'opposition de 6 membres, n'hésita pas à convoquer une nouvelle assemblée qui vota l'expulsion des 6 membres opposants.

Concluons donc, en disant que plus d'un demi-siècle d'expérience nous atteste que les sociétés ouvrières de production ne peuvent réussir qu'exceptionnellement.

§ III. — LES SUCCÈS

Et, maintenant, je crois devoir indiquer les quelques sociétés qui ont eu un certain succès, afin qu'on ne puisse, en aucune façon, nous accuser de partialité.

Parmi celles datant du mouvement coopératif de 1848, il y en a environ 10 qui sont prospères ; citons : La société des lunetiers qui, en 1884, possédait pour 200,000 francs de matières premières et un matériel estimé 600,000 francs. Elle compte six retraités, et six veuves d'associés, qui participent aux bénéfices pour la part correspondant à leur apport, resté en société. Cet apport est de 25,000 francs, et la rente annuelle de 1,500 à 2,000 francs, ce qui excède ce que pourraient donner les plus fortes caisses de retraite.

Mais notons, en passant, que ces associés avaient gardé 23 ans de suite le même gérant.

Parmi les sociétés, datant de 1863, on pourrait en compter une dizaine de prospères : Citons l'Imprimerie nouvelle qui, en 1882, avait payé 1,958,000 francs de main-d'œuvre, et possédait un matériel de 634,635 francs. Ses bénéfices s'élevaient à 223,000 francs, dépassant même le capital de 200,000 francs. Ce capital était souscrit par 1,500 associés, dont 130 seulement étaient employé par la société.

Et, enfin, parmi les sociétés datant de 1880, on pourrait citer : les charpentiers de la Villette, ayant fait un bénéfice de 30,000 francs dès la première année ; les sculpteurs de Paris en ayant fait un de 15 à 20,000 francs. Notons aussi les ouvriers peintres de Paris qui avaient soumissionné en 1884 des travaux montant à environ 400,000 francs et qui avaient pu déposer une caution de 40,000 francs.

Il faut aussi mentionner la Société des peintres en bâtiment de 1882, qui, en 1884, avait réalisé un bénéfice d'environ 9,000 fr. sur 51,000 fr. de travaux exécutés. Les charpentiers de la Seine de 1880 avaient, en 1882, gagné 40,000 fr. et porté ainsi leur capital de 10,000 à 50,000 fr.

§ IV. — ORGANISATION

Les débuts sont d'ordinaire très modestes. Quelques personnes rassemblent un petit capital, se rédigent des statuts sommaires et s'installent avec le moins de frais possible. Parfois, ce sont des ouvriers de même profession, membres de quelques petites sociétés de secours

mutuels ou qui se connaissent pour avoir travailler ensemble, qui décident de se cotiser en vue de former une société de production. Ces petits groupes obtenaient souvent des avances du Crédit au Travail dont nous parlerons plus loin.

Au début, comme l'atelier est petit, on n'y peut recevoir qu'une partie des associés désignés par le sort ; les autres attendant leur tour travaillent chez des patrons. Même aujourd'hui, la Société très florissante des tailleurs fondée en 1863, n'occupe qu'une partie des sociétaires.

L'admission de nouveaux membres après la formation de la société n'est plus possible que par décision de l'assemblée générale, et pour être admis il faut avoir travaillé quelque temps à l'atelier social avant l'admission. Nous devons cependant dire qu'il y avait des exceptions à cette règle générale.

L'assemblée peut exclure les membres qui se trouvent dans les conditions d'exclusion prévues par les statuts. Mais beaucoup de sociétés peuvent exclure sans motifs prévus d'avance.

De même chaque membre peut librement se retirer.

Souvent ces sociétés règlent sévèrement la conduite que les ouvriers doivent avoir à l'atelier. Vers 1863, on voit fréquemment des sociétés défendant l'ivrognerie, les injures, les violences et condamnant le délinquant à être banni de l'atelier.

Peu à peu on a fini par demander pour l'admission un capital supérieur à celui exigé au début. Parfois cette augmentation est énorme. C'est ainsi que les lunetiers l'avaient porté à 25,000 fr.

Quant aux nouveaux membres, outre qu'ils versaient en

entrant une cotisation minime de 50 fr. environ, ils subissaient une retenue sur leurs salaires pour compléter leur apport.

Enfin les associés qui ne travaillent pas à l'atelier social, versent une somme équivalente à la retenue qu'on fait sur le salaire des autres.

Plus tard, quand on a besoin de plus de capitaux, on vote l'augmentation du capital social et chacun doit y contribuer proportionnellement à son salaire. Ou bien encore on fait des emprunts, s'adressant de préférence aux banquiers populaires, dont la mission était, comme on le verra, de protéger et secourir les ouvriers. Quelquefois ces sociétés émettaient des obligations comme l'ont fait les tailleurs de Paris dont les obligations étaient remboursables au pair en argent (100 fr.) ou à prime (120 fr.) en vêtements,

Parfois encore il y avait des capitalistes associés, qui aidaient les ouvriers à former le capital nécessaire, et qui en retour participaient aux bénéfices. Les maçons leur donnaient 40 0/0.

Nous devons en passant noter qu'on ne saurait être trop circonspect dans ces prêts faits aux sociétés. Souvent on a vu des capitalistes imprudents perdre les sommes qu'ils avaient confiées. Mais il serait regrettable que la méfiance des capitalistes fut poussée assez loin pour empêcher la formation des sociétés. Il convient de garder un juste milieu.

Tout associé exclu, démissionnaire, tout héritier d'un associé décédé a droit à sa part dans le capital social. Elle comprend son apport et le bénéfice y afférent au moment de sa retraite, plus la part du sociétaire dans la réserve.

Les sociétaires âgés ou les veuves des sociétaires pouvaient souvent laisser leurs fonds dans la société et en toucher les dividendes, ce qui avait l'avantage d'augmenter le capital liquide, nécessaire au roulement des affaires.

Malheureusement le gérant était fréquemment changé, ce qui nuisait beaucoup au fonctionnement de la Société, car on le remplaçait souvent, juste au moment où son expérience le rendait plus utile. Une Société de cordonniers avait même été jusqu'à décider que chaque associé serait gérant à tour de rôle (1).

La forme légale des sociétés a varié avec les époques. En 1878, elles étaient en nom collectif, ce qui correspondait avec le caractère du mouvement de l'époque qui était la fraternité, le dévouement, l'illusion d'un succès sûr et merveilleux. Mais en 1863, époque où les sociétés n'ont plus qu'un but : l'intérêt, c'est la forme de la commandite qui est préférée.

En 1867, les sociétés purent être anonymes. Les ouvriers eurent ce qu'ils désiraient depuis longtemps. Car alors ils n'étaient plus obligés d'avoir de gérants. Cela leur permettait de plus de prendre une raison sociale permanente et ne plus désigner la Société par le nom du gérant qui changeait si souvent.

Aux assemblées générales, chacun avait le droit de vote, toujours le même, sans qu'il fut tenu compte des rapports respectifs.

Les bénéfices se partagent entre les associés, sauf un prélèvement destiné, soit à former un fonds de secours soit

(1) *Bulletin du mouvement social*, 1873, 1^{er} mars.

à augmenter le fonds de réserve, soit à fonder des bibliothèques populaires.

§ V. — LEURS EFFETS

Les sociétés de production, comme nous l'avons vu n'ont pas pleinement réussi, mais faut-il en conclure qu'elles n'ont produit aucun effet utile ? Nous ne le pensons pas.

D'abord les expériences non réussies, les échecs répétés, ont du prouver aux ouvriers ce qu'il y avait de chimérique dans leurs espérances.

De plus M. Levasseur (1) nous fait remarquer avec M. de Fontenay (2) que les résultats obtenus par ces associations donneront aux ouvriers l'éducation morale et intellectuelle nécessaire, et qu'ils leur feront mieux apprécier les rapports du salaire avec le capital.

Mais est-ce que le degré peu élevé d'instruction des ouvriers peut leur permettre de se rendre bien compte des causes de l'insuccès ; et peut-on au moins espérer que les sociétés de production serviront de leçon ?

Il convient ici d'établir des distinctions.

Les associés qui auront réussi auront cet avantage de savoir que les bénéfices ne sont pas illimités, et que le succès dépend non-seulement d'un capital sérieux, mais aussi d'efforts intelligents et persévérants.

Quant à ceux à qui la fortune n'aura pas souri, il est bien à craindre qu'ils ne ressentent une haine violente

(1) *Hist. des classes ouvrières*, p. 389.

(2) *Journal des économ.* 1885, p. 32.

contre le capital, qu'ils accuseront, avec conviction d'ailleurs, d'avoir été la cause de leur malheur.

Mais est-il permis d'espérer que la masse des travailleurs qui n'auront pas réussi, deviendront meilleurs et s'instruiront en considérant le sort de ceux à qui la fortune aura souri.

On doit tout au moins en douter.

Ce qu'il faudrait, ce serait que les vrais amis du peuple lui fissent comprendre que l'épargne seule peut lui ménager le succès, que c'est elle qu'il doit rechercher pour obtenir *le crédit* qui lui rendra des services réels et sans lequel il ne pourra jamais concevoir que des espérances, le plus souvent irréalisables.

Bilan de 1885. — Et maintenant, à quoi les sociétés de production ont-elles abouti ?

Les constatations officielles n'ayant point été faites après 1885, examinons ce que ces sociétés étaient à cette époque (1).

On comptait à Paris 74 associations de production, ayant souscrit 7,550,000 fr., dont 5,500,000 fr. versés. Les associés étaient au nombre de 4,930. Elles ont exécuté des travaux pour plus de 88 millions de francs, mais M. Georges Michell fait remarquer que 8 seulement d'entre elles étaient d'une certaine importance.

Sur les 74 associations, 17 étaient en nom collectif, et 6 en commandite.

Le nombre de 4,930 membres est bien restreint quand on le compare aux 700,000 ouvriers de Paris, et encore, les plus importantes de ces associations n'ont qu'un nombre bien minime de sociétaires et emploient des ouvriers sala-

(1) *Economiste*, 1888, p. 230.

riés dits : auxiliaires. Ainsi l'association des lunetiers, la plus importante n'a que 112 membres, celle des menuisiers en siège 16, celle des ébénistes 7, etc.

Le dernier bilan nous indique donc que les sociétés de production sont très restreintes malgré les efforts répétés, tentés pour les secourir.

CHAPITRE IV

La participation aux bénéfices

§ I. — NOTIONS GÉNÉRALES

L'association de production n'avait pas donné les résultats qu'il était permis d'attendre d'elle. Cependant les ouvriers ne pouvaient pas renoncer à tout espoir. Ils ne le firent pas non plus : et ce qu'ils cherchèrent à rendre possible ce fut la *participation aux bénéfices*.

Cette participation a pour but de donner droit à une part de bénéfices réalisés, en sus du salaire fixé. Son but, ou du moins l'idée que l'on avait en vue était de transformer peu à peu les ouvriers en capitalistes, et de faire disparaître de la sorte la défiance réciproque qui trop souvent existe entre ouvriers et patrons.

Cette idée a fait du progrès, et a déjà un organe spécial : « *Le Bulletin de la participation aux bénéfices* ». M. Victor Bœhmert, publiciste allemand, après avoir fait une enquête sur 120 établissements industriels différents arrive aux conclusions suivantes :

1° La participation agit, d'une manière efficace, tant au point de vue du sort matériel que de l'élévation du niveau moral.

2° Elle constitue un système de salaire favorable aux deux parties.

3° Elle ne comporte ni forme particulière ni modèle unique à suivre. Chaque entreprise représente un monde à part, exigeant des facultés spéciales de la part de ceux qui s'en occupent. Elle exige, de la part de chaque intéressé, de grands efforts. Elle est donc un bon stimulant.

Il convient de remarquer que les sociétés ouvrières de production, quoi qu'inscrivant presque toujours, dans leurs statuts, la clause de la participation des salariés aux bénéfices, l'effaçaient presque toujours, après une certaine pratique, ce n'est ni juste, ni utile à la cause. Il est de toute justice d'accorder aux autres les droits que l'on revendique pour soi-même. Et s'il était vrai, comme M. Valeroux le dit, qu'il est choquant de voir les associés subir une retenue sur leur salaire, dans le but de faire participer les auxiliaires aux bénéfices, tandis que l'auxiliaire reçoit son salaire entier et une part des dividendes, s'en suivrait-il que l'associé ait le droit, en considérant cette retenue nécessaire, de refuser aux ouvriers un bénéfice qu'ils revendiquent pour eux-mêmes. A-t-on donc le droit de participer aux bénéfices des entrepreneurs et non à ceux des sociétés ? L'ouvrier comprendra-t-il la différence ? Il est permis d'en douter.

Applications. — En tête des maisons, qui appliquent ce principe, figure la maison Leclair : entreprise de peinture en bâtiment, dorure, tentures, vitrerie. Cette maison, de 1842 à 1885, partagea la somme de 4,080,000 francs entre ses ouvriers et employés participants.

Chaque année, pour le contrôle, une réunion des ouvriers

et employés délègue deux commissaires, qui, avec le président de la Société de secours mutuels de la maison, examinent le bilan. Un quart de la somme à distribuer est attribué au patron ; un quart va à la caisse de secours mutuels ; l'autre moitié se répartit entre les ouvriers et employés, proportionnellement au salaire de chacun.

Pour cela on fait la masse des sommes payées aux ouvriers et des traitements des employés. Le chiffre représentant les 50 0/0 à distribuer, est divisé par la somme des salaires ; le résultat de cette division est multiplié par chaque salaire individuel, et le produit indique la part des bénéfices afférents à chacun.

Au chemin de fer d'Orléans, depuis la fondation de la Compagnie, le produit total des répartitions s'élève à 70 millions de francs, répartis entre 15,000 participants.

A la manufacture de Guise, dans l'Aisne, M. Godin fonda, en 1860, une habitation ouvrière pouvant loger 1,800 personnes. En 1886, le capital des participants actionnaires était de 1,972,804 francs appartenant à plus de 900 participants.

La maison du Bon-Marché consacre 5 0/0 des bénéfices à la caisse des retraites ; et Madame Boucicault la dota de 5 millions de francs. Cette personne généreuse a, en outre, laissé, à sa mort, des donations s'élevant à la somme de 16 millions de francs dont elle gratifia ses ouvriers. Elle laissa, de plus, 8,680,000 francs, destinés à diverses institutions de prévoyance.

Cette idée de participation a beaucoup d'adeptes. Il existe même une société d'étude des méthodes de participation. Malgré tous les efforts qu'elle tente, nous pensons qu'elle ne réussira jamais à abolir complètement le salaire.

Inconvénients. — Les inconvénients de ce système peuvent se résumer ainsi : Les participants sont tentés de s'immiscer dans l'administration d'une manière gênante, croyant, souvent à tort, pouvoir diriger leur industrie dans une meilleure voie et augmenter les bénéfices. Aussi M. Paul Beaulieu croit, avec M. Brelay, que la participation ne peut réussir qu'exceptionnellement. Quelques maisons, après l'avoir pratiquée, ont dû y renoncer ; spécialement MM. Briggs, en Angleterre, propriétaires de houillères, et M. Bord, facteur de pianos à Paris. L'expérience avait, à la fin, très mal tourné, et amena une brouille complète entre les ouvriers et les patrons, à tel point, que M. Bord, ayant légué presque toute sa fortune à ses ouvriers, a révoqué, par un second testament, le premier legs.

Projet fait en 1888. — En 1888, M. Floquet proposa à la Chambre d'admettre que les ouvriers aient un droit de contrôle sur les bénéfices dont on leur a promis une quote-part. Pour pouvoir faire constater les bénéfices sur lesquels ce droit portera, les ouvriers devaient avoir la faculté de faire désigner par l'autorité judiciaire un expert chargé de vérifier la concordance des chiffres produits par le patron avec les livres de commerce.

Mais comme il est probable qu'un simple examen des livres n'aurait pas suffi, on aurait été sans doute plus loin dans cette voie et on aurait risqué de transformer un essai de pacification en un germe nouveau de discorde. Et M. Leroy-Beaulieu dit en ce sens : « Il y a des combinaisons qui peuvent avoir d'excellents effets sous le régime du patronage dans un pays où la coutume règle les rapports

sociaux, et qui deviennent au contraire très périlleuses quand les légistes s'en mêlent avec leurs textes impératifs (1).

Aujourd'hui la participation aux bénéfices est exceptionnelle. Les chiffres officiels de l'enquête de 1883 le prouvent. Cette participation se rencontre surtout dans les sociétés de date récente et dont le chiffre d'affaires est encore faible. Les auxiliaires, employés, y participent aux bénéfices dans la proportion de 3 à 10 0/0 sur le chiffre de la production. Au lieu de travailler pour un patron, les ouvriers y travaillent pour plusieurs ; c'est là toute la différence. Les ouvriers sont même soumis à une discipline plus sévère dans ces ateliers où la participation est admise. Au lieu d'avoir un maître ils en ont plusieurs ; et la collectivité sera moins indulgente que ne le serait un seul patron. Et c'est avec raison qu'elle se montrera sévère. C'est le meilleur moyen d'assurer le succès.

Les derniers chiffres officiels nous apprennent qu'en 1885, sur 74 sociétés de production, 20 seulement font participer les auxiliaires aux bénéfices.

En somme, le principe de la participation des ouvriers est bon en lui-même ; il faudrait l'appliquer toutes les fois qu'il serait possible ; et il faut espérer que les industriels le feront, autant que la situation de leurs industries le permettra.

(1) *Economiste français*, 1888. 2, p. 99.

TROISIÈME PARTIE

ASSOCIATIONS DE CRÉDIT

CHAPITRE PREMIER

Notions générales

§ I. — LE CRÉDIT

Le crédit, c'est l'assurance du succès pour celui qui sait l'utiliser adroitement et avec mesure ; c'est la ruine inévitable pour celui qui ne sait pas s'en servir ; mais nous ne devons pas ici nous occuper des inhabiles qui, même en usant du crédit, n'auraient pas réussi pour d'autres motifs. Occupons-nous seulement de la majeure partie des ouvriers obligés de vivre au jour le jour, étant le plus souvent privés de tout crédit.

Il leur faudra épargner pour avoir du crédit, car l'épargne seule pourra leur servir de garantie et inspirer confiance au prêteur.

C'est pour la classe des ouvriers et des petits commerçants qu'il était nécessaire de faire quelque chose pour leur procurer le crédit. C'est ce qu'ont fait les banques populaires.

Le plus souvent, en effet, l'ouvrier se trouvait dans la plus triste situation. Abandonné de tout et de tous, il se voyait souvent dans l'impossibilité de subvenir aux besoins de sa famille. Pressé par des créanciers impitoyables, il se voyait fréquemment obligé d'avoir recours à l'usurier, qui l'obérait davantage encore, ou de donner en gage les objets qui lui étaient les plus chers. Qui pouvait remédier à cet état de choses déplorable.

§ II. — LES PROMOTEURS

C'était le crédit populaire qui pouvait mettre à la disposition des ouvriers des sommes suffisantes pour les aider dans leurs généreux efforts. Les promoteurs de cette idée furent Schulze-Delitsch et Raiffeisen en Allemagne, Francesco Vagago et Luzzato en Italie, Léon Andrimont en Belgique, et en France, enfin, Beluze. Nous remarquons avec plaisir que c'est à la France que revient l'honneur d'avoir eu la première l'idée de l'association. C'est sous le ciel de France que parut d'abord l'idée de l'union des faibles pour se propager ensuite chez les autres nations. Si ce n'est pas à Buchez que l'on doit attribuer l'institution des banques populaires, c'est à lui du moins que l'on doit attribuer l'idée de l'association, qui, pour avoir été mal appliquée au commencement, n'a pas tardé à donner, dans la forme ultérieure du crédit populaire, les merveilleux résultats que l'on sait. Née en France, l'idée de l'association fit de rapides progrès en Allemagne et en Italie. Dans ces pays, elle se propagea sous les noms de crédit mutuel et de banques populaires.

En Amérique et en Italie, l'impulsion fut donnée et eut un grand succès, supérieur même à celui qu'elle obtint en France.

Pourquoi cela ?

Pour résoudre la question, il convient de distinguer entre les banques populaires et le crédit mutuel. En France, les premières sont plutôt des institutions de propagande destinées à provoquer la formation des sociétés coopératives de différentes formes, de même qu'à aider, à soutenir celles existant déjà, tandis que les sociétés de crédit mutuel ont pour but spécial et exclusif de fournir aux petits artisans et aux ouvriers le crédit sans lequel les affaires ne sauraient prospérer. Le sang est la vie de l'organisme chez l'homme ; le crédit est la vie de l'organisme social. C'est un levier d'une force immense.

§ III. — CONDITIONS DU CRÉDIT

Le crédit populaire ne profite pas, comme on pourrait le croire, à toutes les industries ; il est destiné à rendre des services aux petits commerçants et aux artisans autrement appelés : ouvriers en chambre.

Et encore, le crédit ne pourra pas fournir aux privilégiés le capital d'installation : toute entreprise doit forcément reposer sur une certaine richesse acquise. Le crédit aidera l'ouvrier, mais à lui seul il ne saurait suffire.

Pour mériter du crédit, que faut-il ?

Deux choses : ne pas gaspiller le salaire et être fidèle aux engagements pris. L'ouvrier doit donc être honnête, laborieux, économe.

Aussi résulte-t-il de cela que le crédit ne peut être accordé qu'à l'élite des populations laborieuses. La deuxième condition, nous l'avons dit, est que l'ouvrier soit toujours sûr de toucher son salaire ; et souvent, malheureusement, par suite des vicissitudes de la vie, l'ouvrier n'est jamais sûr de toujours toucher son salaire ou du moins de le conserver.

La maladie, les accidents, le chômage, sont autant d'écueils qu'il a à franchir et qui rendent sa vie exposée au hasard... Et la mort ! En face d'un tel aléa, qui voudrait créditer l'ouvrier n'offrant pas par ailleurs les garanties suffisantes.

La mutualité, c'est-à-dire l'assurance par garantie réciproque, était la féconde idée qui seule pouvait remédier à tant de difficultés en rendant certain ce qui n'était qu'incertitude et constituant une ressource sérieuse. La mutualité se manifeste sous deux formes principales : les sociétés de crédit dont nous parlerons plus loin, et les sociétés de secours mutuels qui les ont précédé. Ces dernières sont des sociétés d'assurance. Les membres participants versent des cotisations mensuelles et profitent, en échange, de secours divers, savoir : Secours en cas de maladie, pension viagère de retraite, frais funéraires, et, comme le dit M. Laffitte : elles ont de plus « pour objet d'assurer les membres participants contre un petit nombre de risques spécifiés dans les statuts (1) ».

Mais revenons au crédit et cherchons à qui il doit profiter.

(1) *Théorie rationnelle des sociétés de Secours mutuels*, 1888.

§ IV. — A QUI PROFITE LE CRÉDIT

Les ouvriers qui sont des simples salariés ne peuvent pas profiter du crédit, car, qui leur prêterait sans savoir à quoi il s'expose.

Le crédit pourrait même être funeste à l'ouvrier qui serait peut être tenté de se laisser entraîner à des dépenses superflues. Il perdrait insensiblement le goût de l'épargne, le sentiment de la prévoyance. Les créanciers qui connaîtraient sa situation en profiteraient pour lui vendre des marchandises frelatées et à un prix exagéré. On a cru longtemps que le crédit pourrait avoir entre autres de bons résultats celui de provoquer l'épargne. N'est-ce pas là un cercle vicieux, car ne faut-il pas une épargne pour obtenir un crédit ? L'épargne est la clef magique qui ouvrira les caisses du crédit aux ouvriers salariés. C'est leur *solvabilité*, leur prudence, leur prévoyance qui méritent d'être crédités et qui seuls le seront.

M. Maltat nous dit fort bien : « Nous repoussons la théorie émise parfois que le crédit doit précéder l'épargne ; nous estimons au contraire que l'épargne est le point de départ, la base essentielle du crédit pour la classe ouvrière (1). Elle doit témoigner, en effet, des qualités qui sont requises pour capter la confiance du timide capital. Elle doit prouver l'honorabilité de l'ouvrier, son activité au travail. Le crédit offre deux types essentiels : 1° Prêt restreint à la portée des plus humbles que la caution morale d'une association d'honneur ; 2° Crédit mutuel comme en Allemagne.

(1). L'avenir de l'ouvrier p. 92.

Tous les deux sont très louables, mais le premier est plus difficile à réaliser car il demande plus de générosité. Notons donc comme également utiles : 1° les caisses d'épargne ; 2° les sociétés de secours mutuels ; 3° les banques populaires ; 4° la caisse de retraite pour la vieillesse.

Enfin s'il s'agissait de compléter les garanties indispensables à l'amélioration de l'état de la classe ouvrière qui en a vraiment besoin : 5° l'assurance contre les accidents, et 6° l'assurance en cas de décès, afin qu'en cas de mort du chef de famille, celle-ci ne soit pas exposée à la misère.

Quand on parle de l'amélioration de l'état des ouvriers, il faut bien citer le nom de leur ami généreux Pierre Louis Fourane, de Paris, qui s'était voué à cette noble tâche et qui a fait en 10 ans une dépense de deux millions en œuvres d'instruction et de prévoyance ; il est juste que le peuple connaisse ses amis. Mais il est juste de faire observer que les caisses d'épargne ne doivent pas être confondues avec les banques populaires, l'épargne doit fuir les responsabilités commerciales tandis que les banques doivent développer leur maximum d'activité, car plus elles s'agrandiront, plus elles pourront rendre de services.

Quant aux sociétés de secours mutuels, elles ont un objet spécial : l'assurance pour le cas de maladie : Donc elles ont un caractère de prévoyance qui les distingue un peu des autres sociétés coopératives.

La banque populaire est au sommet des institutions de prévoyance ; son office est d'aider celui qui par des sociétés de secours mutuels et par les sociétés de consommation s'est déjà formé un petit capital et de secourir ces sociétés mêmes. Ce n'est pas comprendre leur caractère que de les

constituer dans le sein des sociétés de secours mutuels avec des capitaux fournis par elles (1). M. Coste appuie cet avis en relevant que c'est le langage de l'expérience faite et réussie en Italie (2).

§ V. — GRATUITÉ DU CRÉDIT

Faut-il que le crédit soit gratuit ?

Il est facile de concevoir que cela serait impossible.

Celui qui crédite se dessaisit d'un capital gagné souvent au prix de bien des efforts. Comment pourrait-on penser que son propriétaire l'abandonne sans demander rien en retour.

Le prêt cause au prêteur une privation des bénéfices qu'il pourrait retirer en engageant ses capitaux dans une entreprise quelconque. De plus il lui fait courir le risque de les perdre en tout ou en partie.

Il n'est donc que trop juste que le prêteur réclame une rémunération légitime.

La gratuité du crédit serait aussi dangereuse dans ce sens que l'on économiserait à regret si l'on savait par avance qu'on ne pourra pas plus tard retirer des intérêts de ses capitaux péniblement gagnés. C'est la productibilité du capital qui en fait la valeur, qui le fait rechercher, qui est le grand stimulant de l'activité de tous.

La gratuité tendrait à enlever l'énergie individuelle. Le prêt sans intérêt est impossible.

(1) *Questions sociales* p. 241.

(2) Hector Lévi. *Manuel des langues coopératives Italiennes*. p. 12.

L'histoire des banques le prouve avec des chiffres qui n'admettent pas de contradiction. Celles qui prêtent à vil prix font peu d'affaires. Celles qui reçoivent des intérêts prospèrent.

Que faut-il donc faire pour les pauvres qui ne peuvent payer le crédit ? La réponse est peu aisée. Tout au moins pourrait-on les recommander à l'humanité des philanthropes capitalistes qui pourraient les aider.

CHAPITRE II

Historique

§. I — ORIGINE

Est-ce que l'idée de banques populaires serait une idée nouvelle ?

Nous ne le pensons pas.

En étudiant, en effet, l'histoire des pays lointains où la civilisation n'a pas été interrompue par des invasions ou par des discordes civiles ou religieuses, on retrouve des traces de la même idée.

En Chine, par exemple, on remarque des banques depuis les temps les plus reculés. Masco Polo parle des banques chinoises, et d'après sa description, elles devaient ressembler aux banques actuelles de Russie et de Suède qui sont des banques d'Etat.

La Chine a, de plus, des banques mutuelles qui prêtent à faible intérêt. Elle a même des écrivains d'économie qui ne le cèdent, en rien, aux grands économistes européens.

Nous vivons, actuellement, à une époque où les intérêts des ouvriers intéressent tout le monde. De toutes parts, les gouvernements interviennent en faveur des ouvriers, autant que la science économique peut le désirer et, parfois, davantage.

En Allemagne, en Angleterre, et dans certains endroits de la Suisse, le gage, première phase du crédit, a presque

toujours été remplacé par la caution : et, dans un avenir prochain, espérons-le, la « promesse d'honneur » va, sinon, remplacer, du moins, marcher de pair avec le prêt à caution.

A mesure que se répand le crédit, on voit baisser le taux de l'intérêt à la suite de l'accroissement des capitaux, qu'il favorise, et de la sécurité de placement qui marche toujours de pair avec l'extension du crédit. C'est ainsi que dans l'Inde, l'intérêt est de 2 0/0 à 3 0/0 ; en Egypte, de 15 0/0 ; en Angleterre et Hollande, de 2 0/0. Cet état de chose ne peut que profiter à tout le monde. Si le marchand de drap fait une avance au tisseur, celui-ci en fera à l'agriculteur qui lui a fourni la matière première. La chaîne du crédit est une chaîne sans fin. Elle facilite tellement l'activité et le surcroît de richesse, qu'en fin de compte le consommateur en profitera lui-même.

§ II. — PREMIÈRES SOCIÉTÉS EN FRANCE

Ce n'est que tard que le crédit a pris de l'importance en France. La Banque de France date du 1^{er} Empire, le Comptoir d'escompte, de 1848, le Crédit Foncier et le Crédit mobilier de 1852, tous les deux destinés à la grande propriété et à la grande spéculation.

En 1860, enfin, apparut le Crédit agricole, succursale du Crédit foncier, et destiné à procurer des capitaux ou du crédit à l'agriculture et aux industries qui s'y rattachent, en escomptant les effets souscrits, en ouvrant des crédits et en prêtant à la longue échéance de trois ans sur nantisse-

ment ou autres garanties, et en faisant toutes les opérations qui peuvent favoriser l'industrie agricole. Le succès fut grand. Déjà en 1865, le chiffre des affaires dépassait un milliard.

Il fallait, pourtant, songer au crédit de la classe ouvrière que l'on avait oublié si longtemps ; et il était naturel, qu'en 1878, année où les droits du peuple étaient à l'ordre du jour, on essayât de fonder quelques sociétés de crédit populaire ; mais c'était en vue de favoriser les sociétés de production. On croyait ainsi arriver à la suppression du salariat. On a pu voir depuis que l'on s'illusionnait d'une étrange façon.

CHAPITRE III

Banques populaires

§ I. — BUT

Les opérations auxquelles se livrent les banques populaires ressemblent à celles des banques ordinaires. Elles en diffèrent seulement par l'importance minime de chaque affaire. Le but poursuivi par ces banques est de subvenir aux intérêts des ouvriers, de provoquer l'épargne chez les artisans ; de leur faciliter le moyen de devenir entrepreneurs, ou, pour ceux qui le sont déjà, de leur fournir le moyen d'améliorer leur situation. Elles fleurissent en Allemagne et en Italie, pays où l'on connaît peu la grande industrie manufacturière. C'est pour cette même cause qu'elles sont regardées comme à peu près impraticables en Angleterre. En règle générale, elles ne sont d'aucune utilité aux ouvriers manuels et ne peuvent guère leur servir que de banques de dépôt.

En France, elles étaient spécialement destinées à favoriser et à secourir les associations ouvrières et surtout celles de production, tandis que les sociétés de crédit mutuel avaient pour but unique de procurer du crédit aux classes des petits industriels, artisans et commerçants.

§ II. — LEURS DÉBUTS

A Paris, en 1863, fut fondée la première banque populaire, par Beluze et les partisans de l'idée d'associations ouvrières dans le but de provoquer par leur argent et leurs conseils la formation d'associations ouvrières, ce qui, pour cette époque, voulait dire : société de production en commun. Elle portait le nom de Crédit au Travail.

En 1865 se fonda encore à Paris la *Caisse d'escompte des associations ouvrières*, dirigée par MM. Léon Say et Valvar.

Notons aussi en passant le Comptoir de Crédit mutuel, fondé en 1867, et la Caisse des Sociétés coopératives, pour laquelle l'empereur avait souscrit 500,000 fr. Dans la province, en 1866, nous trouvons la banque de Saint-Etienne, composée de 292 membres et ayant un capital souscrit de 32,000 fr. ; la banque de Lyon, ayant 278 membres et 66,000 fr. de capital ; celle de Lille, ayant 389 membres et 105,000 fr. de capital ; l'Universelle de Valence, comprenant 427 membres avec 60,000 fr. souscrits ; la banque populaire de Strasbourg, au capital de 100,000 fr.

Le Crédit au Travail, fondé sur la garantie mutuelle, ne dura que 3 ans. Son but était d'aider les sociétés de production qui présentaient quelque vitalité. Il commença avec 20,000 francs souscrits et 4,000 francs versés. Elle eut pour effet l'éclosion de plusieurs associations ouvrières de production qui y trouvaient conseils et secours, mais sombra à cause des prêts à longs termes qu'elle avait consentis.

A cette époque, les questions économiques étaient à l'ordre du jour.

En 1865, fut fondée à Lyon la *Société lyonnaise du Crédit au travail*, sur le modèle du *Crédit au travail* fondé à Paris en 1863. Il fonctionne encore avec un capital de 200,000 francs, et est organisé selon le système allemand, c'est-à-dire que la responsabilité solidaire de tous les associés garantit les emprunts de chacun d'entre eux.

§ III. — MOUVEMENT DE 1863. — SON CARACTÈRE

Avant 1863, l'esprit de dévouement à l'idée d'association était à l'ordre du jour. Tout se faisait alors au nom de la solidarité. Les sociétés elles-mêmes, se nommaient : fraternelles. L'expérience n'était pas encore venue avec son cortège de déceptions, et l'on espérait tout. L'entrain, la confiance, le dévouement des associés de ce temps était si grands, que Manin, réfugié en France après la chute de Venise, s'écria plein d'enthousiasme : « Félicitez-vous d'appartenir à une nation qui compte, parmi ses soldats, des Hoche et des Marceau, et, parmi ses ouvriers, des hommes comme ceux que je viens de connaître.

Quel contraste avec le caractère du mouvement de 1863. A cette époque, il ne s'agit plus d'affranchir la classe ouvrière, et d'être les obscurs et désintéressés soldats d'une œuvre d'avenir. On vise l'utilité actuelle, on propose une amélioration immédiate.

La poursuite d'une idée avait fait place à celle d'une affaire ; et l'« Association » put écrire : « Le désintéresse-

ment est une illusion et un pur jeu de mots ». On disait alors aux ouvriers : « Associez-vous pour accroître vos gains, pour acheter à meilleur compte, pour emprunter à un taux plus favorable ».

Ce n'était plus là le langage tenu avant 1863.

Ce changement était une erreur au service d'une illusion. Nous avons déjà vu que la société de production était une illusion. C'était, de plus, une erreur, car jamais l'égoïsme, l'intérêt personnel ne pourra donner aux associés le même entrain, le même amour, la même énergie pour le soin des affaires communes. L'associé se dira toujours qu'il travaille plus que les autres, et sera tenté, à l'occasion, de frustrer ses co-associés. Il ne dépassera jamais le minimum d'efforts nécessaires, l'intérêt l'arrêtera là, et les sacrifices qu'il faut faire, pour échapper à l'échec, lui paraîtront toujours trop grands.

Oui, dans le travail en commun, il n'y a que le dévouement qui peut procurer le succès ; et les résultats ont amplement prouvé que là où il faisait défaut, aucun résultat sérieux ne pouvait être obtenu.

Ce nouveau caractère fit donner aux associations le nom de coopératives, à l'imitation des sociétés anglaises. Critiquons en passant, ce mot : coopératives appliqué à associations, ce qui constitue un pléonasme.

Une des causes qui expliquent le mouvement progressif de l'association à cette époque, est le progrès qu'elles avaient fait en Allemagne, sous l'impulsion énergique et infatigable de Schulze-Delitsch. En France, citons Beluze, ouvrier ébéniste.

§ IV. — LE CRÉDIT AU TRAVAIL

Le crédit au travail avait pour but de créditer les associations existantes, d'aider à la formation de nouvelles associations de production, consommation ou crédit ; d'aider au développement des principes de solidarité et mutualité, en vue de rendre le crédit accessible aux travailleurs. Et, pour y arriver, il fallait créditer les associations ouvrières, et escompter les valeurs créées ou endossées par elles, accorder le crédit à ceux qui se cautionnaient solidairement. C'était une banque générale qui allait jusqu'à se charger des ordres de bourse.

La société du crédit au travail était en commandite simple pour les associés, et en nom collectif pour le gérant qui était Beluze lui-même.

Pour devenir membre il fallait souscrire au moins 100 francs, payables à 1 franc par mois.

Tout sociétaire pouvait obtenir une avance équivalente à sa mise de fonds, ou même plus, s'il donnait la preuve de sa solvabilité.

Les bénéfices se partageaient ainsi qu'il suit : 50 0/0 aux associés, 25 0/0 au fond de réserve, 25 0/0 au gérant et à ses employés.

En somme, son caractère était triple : institution de crédit mutuel, banque des associations, protectrice du mouvement coopératif ; aussi en moins de quatre années, on lui dut l'établissement d'une centaine de sociétés ouvrières. Mais c'était aux associations de production qu'elle s'attachait le plus ; trait bien conforme aux idées de l'époque.

Cette société provoqua la fondation d'une cinquantaine de sociétés semblables. C'est encore elle qui aida à la création du journal *l'Association*, en 1864. Il s'imprimait à Bruxelles, car on n'osait pas demander l'autorisation de l'imprimer en France.

En 1866, il fut remplacé par la *Coopération*, puis par la *Réforme*, qui elle aussi cessa de paraître. Un congrès international des coopérateurs, tenu à Paris en 1867, fut encore inspiré par cette société.

En 1868, elle sombra par suite de ses agissements imprudents. Pour donner une idée de cette imprudence, il suffit de dire qu'elle avait avancé 360,000 francs à l'association des bouloniers, alors que son capital n'atteignait pas cette somme. Et quant aux 49 sociétés qu'elle avait créées ou soutenues, à peine 9 ont pu lui rembourser les prêts ; les autres végétaient à peine.

Il faut noter, cependant, qu'en tant que société de crédit mutuel, elle avait rendu de grands services ; ainsi, en 5 années, elle avait avancé en escompte 12 millions de francs, et n'avait perdu que 18 0/0, soit 20,000 francs en tout. *La Caisse d'escompte des associations populaires*, fondée en 1865 par des notabilités de la finance et de la politique, n'inspirait, à cause de cela même, que peu de confiance aux ouvriers. On pouvait prévoir qu'ils s'y attacheraient difficilement, et cela arriva. Son but était encore de faciliter la création et le développement des sociétés ouvrières coopératives qu'elle devait commanditer d'une manière encore plus imprudente que le « Crédit au Travail ». Elle prit la forme légale de la responsabilité limitée, et sitôt que les

associés ouvriers avaient réuni le quart du capital social, la société leur faisait l'avance des trois autres quarts.

Elle avait organisé la mutualité entre les associations, en sorte que les avances consenties à l'une d'elles fussent garanties par leurs signatures respectives. C'était le Comptoir de crédit mutuel, au capital de 25,000 francs. La Caisse d'escompte avait débuté avec 100,000 francs de capital doublé dès l'année suivante, ce qui ne l'empêche pas de sombrer en 1868, à cause des prêts à longs termes qui avaient immobilisé son capital.

§ V.— LA CAISSE D'ESCOMPTE DES ASSOCIATIONS POPULAIRES

Cette caisse, fondée en 1866 avec le concours de l'empereur, qui souscrivit à lui seul 500,000 francs, commença ses opérations avec un capital de un million. C'est l'empereur qui avait pris l'initiative « étant, disait l'*Officiel*, préoccupé de développer le crédit populaire et l'esprit d'association dans les classes laborieuses ». L'empereur voulait ainsi conquérir la sympathie des masses, pour conserver la paix à l'intérieur, pour avoir libre action à l'extérieur.

Cette banque, pompeusement annoncée, s'est éteinte dans l'oubli, sous le coup de l'indifférence que lui montra la classe ouvrière; et ce froid accueil aux avances de l'empereur explique peut-être le retrait subit de l'autorisation qu'il avait accordée pour le congrès international des coopérateurs en 1867.

Les échecs étaient donc nombreux pour les banques

populaires et se propagèrent par une suite naturelle dans les rangs des associations qu'elles avaient créées et soutenues. Elles succombèrent à leur tour faute de soutien, car leur vitalité était illusoire. Les liquidations se suivaient sans interruption vers 1869. C'était un effondrement général des sociétés coopératives.

CHAPITRE IV

Crédit mutuel

§ I. — ORIGINES

Le crédit mutuel a précédé, comme essai du moins, les autres genres de coopération en France, car c'est déjà en 1798 que remonte la fondation de la *Caisse d'escompte du Commerce de Paris*, fondée sur la mutualité.

Son caractère est ainsi défini par M. Horn : « Son objet essentiel est de procurer aux marchands, fabricants et négociants, de perpétuelles facilités pour le commerce particulier. Elle doit faire en grand ce que font entre eux quelques amis qui se prêtent mutuellement quelques fonds, inutiles dans la caisse de celui qui a de l'excédant, et utiles à celui qui en a un besoin pressant ». Elle était formée entre négociants qui, « par l'association et la mutualité, cherchaient à vaincre leur faiblesse, à s'entr'aider et à se relever par leurs propres efforts, à s'affranchir ainsi par le crédit, l'avance et l'escompte, de l'exploitation du monde entier.

Quoique n'étant pas une caisse de crédit populaire, elle s'adressait à ceux qui avaient une certaine aisance ; elle était cependant une caisse de crédit mutuel, d'où sortirent plus tard les banques populaires qui ont si pleinement réussi en Allemagne et en Italie. C'est à ce titre que je les mentionne.

Elle était constituée en actions de 5,000 francs, administrée par trois gérants ou « géreurs » assistés d'un comité de douze membres. Elle émettait des titres ou obligations portant intérêts pour se procurer des ressources plus importantes :

M. Herniaux (1) tout en regrettant qu'elle ait été supprimée à causé du monopole de la banque de France trouve qu'elle était à divers points de vue supérieure à nos établissements de crédit actuels.

Ce n'est qu'en 1830 qu'on pense de nouveau au crédit mutuel ; les frères Pereire adressèrent au gouvernement le projet d'une compagnie ayant en vue d'accroître la solvabilité des individus au moyen de la solidarisation de leurs engagements : Ce projet n'eut pas de suite : mais l'idée ne devait pas être oubliée.

§ II. — LES FONDS NÉCESSAIRES

Nous devons nous demander maintenant où l'on trouvera le capital. Il est formé d'abord au moyen des sommes que les associés paient en entrant en société, et de cotisations mensuelles qu'ils doivent verser jusqu'à la perfection d'une certaine somme qui doit être réalisée pour former l'apport réglementaire, qui donnera droit au partage des bénéfices.

Ces bénéfices sont un puissant stimulant qui pousse les associés à augmenter leur capital pour accroître leurs dividendes.

Il ne faut pas surtout commencer les opérations avant d'avoir réuni un capital suffisant et certaines associations

(1) *Organisation du crédit au travail*. p. 425.

d'avances ont recommandé d'attendre que l'avoir des sociétés ait constitué au moins 10 0/0 du capital d'opération.

Ces fonds ne suffiront pas certainement quand les opérations auront commencé à s'étendre ; alors la société empruntera au dehors ; et c'est de la sorte qu'on se procurera la majeure partie du fonds de roulement.

La société trouvera, grâce à la confiance qu'elle peut inspirer par la garantie collective, les sommes qu'aucun des membres isolément n'aurait pu trouver.

La société émet aussi des billets, c'est-à-dire des obligations souscrites au profit de la société par des membres emprunteurs ce qui donne une sorte de droit d'émission fiduciaire. C'est alors que les banques populaires sont surtout utiles en escomptant ces papiers de commerce.

Les mêmes fonds roulèrent entre les divers membres à tour de rôle ; car au fur et à mesure que les sommes prêtées rentreront, elles seront prêtées de nouveau à un autre et ainsi de suite.

Vers 1867 les sociétés de crédit mutuel prêtaient au taux de 6 0/0 augmenté de diverses commissions, qui se répétant (les prêts dépassant rarement 3 mois) établissaient le taux à 10 0/0 en moyenne. Et il ne faut pas oublier que les particuliers payaient isolément 20 0/0 et même 60 0/0 en moyenne. C'est ainsi que le compte rendu d'un gérant en 1867 constatait que sur 50 membres ayant emprunté 27 ont touché plus de dividendes qu'ils n'ont payé d'intérêt.

De plus les associés ne sont pas exposés à des risques car il n'y a presque pas de perte dans les sociétés de crédit mutuel. Il n'en est pas de même pour les associés par production ou consommation.

§ III. — BILAN DE 1866 ET ADMINISTRATION

Pour avoir une idée des opérations que faisaient ces banquiers je vais me référer aux chiffres donnés par l'*Association* le 20 juillet 1865. On y trouve que : la première société en date de 1857 dite société mère avec 18,000 francs de capital aurait prêté en 1865 près de 65,000 francs. Elle comptait 48 membres. Une autre : l'*Avenir* ayant 10,000 francs de capital en prêtait 39,000. La *Prévoyante* au capital de 6,000 francs, en prêtait 23,000, l'*Abeille* ayant 6,000 francs, prêtait 20,000 francs, etc.

La plus riche de ces sociétés et on en comptait près de 300 à Paris, avait en 1866 un capital de 31,700 francs et 750 francs de réserve. Elle était formée par des cotisations de 0,50 centimes à 5 francs par membre et par semaine. Notons que les banques allemandes exigeaient 0,25 centimes par semaine.

Et quant au nombre total on compte 64 sociétés de crédit mutuel fondées de 1857 à 1866 comprenant 2,902 membres et variant selon les sociétés de 14 à 300, mais dont 3 seulement avaient plus de 100 membres et 12 plus de 50 ; la majorité des sociétés comprenait donc un nombre de membres très restreint.

Leur capital s'élevait à 268,000 francs, variant de 500 fr. à 31,000 francs, et 8 sociétés seulement possédaient plus de 10,000 francs, la moyenne variant de 1,200 à 3,000 francs.

Le résultat n'était donc guère satisfaisant.

Les ouvriers salariés y étaient au nombre de 1,619 ; huit sociétés ne comprenaient que des patrons, et 15 seulement des ouvriers. Les autres étaient mixtes.

Administration. — Souvent il n'y avait même pas de statuts, et le président était, en même temps, secrétaire et trésorier, et le rôle de percepteur ou collecteur se remplissait à tour de rôle par les associés. Toutes les semaines, un membre devait aller chercher à domicile les cotisations ; et un conseil d'administration assistant le président décidait, jusqu'à concurrence, de quelle somme chaque associé pouvait être admis à l'escompte.

La responsabilité n'était indéfinie que dans quelques rares sociétés lyonnaises.

Parfois, enfin, la société de crédit était une fonction accessoire et restreinte d'une société de secours mutuel ou de consommation.

§ IV. — ARRÊT APRÈS 1870

Avant d'aller plus loin, je crois devoir mentionner que, pendant la guerre, l'association des tailleurs, qui datait de 1863, a fait, à la Commune, des fournitures s'élevant à 1,655,000 francs et, après le prélèvement des salaires, il resta une somme nette de 210,000 francs qui fut, intégralement, répartie entre tous ceux qui avaient pris part à la confection de ces fournitures. Il faut noter aussi que c'est la Commune qui leur livrait le drap ; ce qui facilitât beaucoup leur entreprise qui réussit pleinement, et à tel point, que la municipalité de Paris se vante d'avoir pu, avec leurs services, habiller la garde nationale pendant le siège.

Peu à peu, après la guerre, on revint à l'idée de l'association, on ne s'était pas désillusionné, et l'on espérait

encore beaucoup sur les sociétés de production. C'est ainsi que les délégués ouvriers, à l'exposition de Vienne, en 1873, émettaient un avis favorable à ces sociétés, dans les rapports qu'ils ont fait de leur mission.

Les marbriers disaient clairement : Si l'on nous demande quel est le moyen d'arriver à l'émancipation du travail, nous leur répondrons : Il n'y en qu'un seul ; l'association de production.

Les délégués, à l'exposition de Philadelphie, en 1878, émettent de nouveau le même avis.

Le premier congrès ouvrier tenu à Paris, en 1876, acclama la coopération de production par les mots : Hors de l'association, point de salut. Toutes les précautions désirables avaient même été prises pour forcer les ouvriers à s'associer, dût-on employer pour cela un coup d'Etat.

On était donc revenu à envisager la question comme on le faisait en 1848. On voulait essayer de nouveau des associations ; mais, cette fois-ci, en y ajoutant un nouvel obstacle ; celui résultant des dividendes.

Un associé essaya, à cette époque, de prouver que ne pas distribuer de dividendes est le plus sûr moyen de refroidir le désir que l'on peut avoir de s'associer ; que dans une société qui avait admis ce principe, pendant six ans on n'avait souscrit que 7,800 francs de la part de 550 associés ; et quand on l'eût changé pour revenir à la distribution de dividendes, en un an et demi le capital atteignit 46,000 francs, et les actions montèrent à 1,150 francs. Cela semblait concluant.

Cependant le congrès passa outre et vota contre la distribution des dividendes. Les bénéfices devaient se partager

en trois parts : 1° servir à amortir les actions ; 2° pour la caisse des retraites, et 3° pour l'extension des associations coopératives. Le capital devait rester impersonnel, indivisible et inaliénable.

C'est ainsi qu'après 45 ans on revint aux idées de Buchez, oubliant que lui non plus n'avait pas réussi.

En 1882 (1), on put voir les patrons incitant les ouvriers à faire des associations de production en réponse à une demande d'augmentation du salaire. C'était une ironie ou, en tout cas, une fin de non recevoir habile.

De 1870 à 1880 aucune société de production ne se forma, et celles qui existaient disparurent les unes après les autres.

§ V. — PÉRIODE ACTUELLE. — BANQUES CATHOLIQUES

En 1882 fut fondée une grande banque de dépôts, au capital de 50 millions, sous le nom de Banque du Travail et de l'Épargne. Son but est de faire des avances aux groupes des associations de crédit, production et consommation, afin de faciliter leur développement et en même temps faire des avances à ses actionnaires ou déposants. C'est donc un crédit populaire, puisque c'est le peuple qui y dépose l'épargne et qui devient actionnaire.

On compte à Paris une quinzaine de banques populaires.

Le Père de Besse, d'autre part, patronne les banques catholiques. Il fonda la première à Angers, en 1878. Elles se proposent de favoriser le travail chrétien, c'est-à-dire

(1) *Union Nationale*, organe des Chambres syndicales des patrons, 1882, 28 janvier. *Economiste français*, 1881, 22 octobre.

qu'elles tâchent de grouper ensemble les éléments catholiques. L'idée des banques est bonne, mais la qualification de : *catholiques* est absurde dans les temps actuels. Il paraît étrange de découvrir une classification de crédits correspondant aux religions.

Mais passons sur ce détail ; l'idée de créer des banques pour le peuple est louable et fait honneur à leurs fondateurs.

La première banque catholique fondée à Angers en 1878 ne fait crédit qu'à ses sociétaires (qu'elle a d'ailleurs choisis elle-même), et encore faut-il qu'ils aient déjà versé une part de leur apport. La somme prêtée ne dépasse pas deux fois l'avoir social de l'emprunteur, et encore faut-il des garanties spéciales.

Les fonctions des conseillers administrateurs sont gratuites. Le gérant seul, avec le caissier et les employés subalternes, sont payés tout comme en Allemagne.

Cependant, au point de vue de la responsabilité, la Banque catholique a suivi le système italien Luzatti en la restreignant à la souscription de chacun, et a permis le transfert des actions.

Ses caractères sont donc :

1° Obligation imposée aux actionnaires de pratiquer la religion catholique et 2° leur division en deux classes : fondateurs représentant les classes dirigeantes et sociétaires pris dans la classe populaire.

Une clause fort louable mérite d'être signalée : les fondateurs s'interdisent d'emprunter et ne reçoivent qu'un dividende inférieur à celui des sociétaires et ne devant pas dépasser 5 0/0.

C'est surtout parmi les fondateurs que le Père Ludovic recommande de choisir le conseil d'administration et la commission qui examine les demandes de crédit. Comme on objectait au Père Ludovic que cette distinction en fondateurs et sociétaires pouvait froisser les ouvriers en donnant au crédit un caractère de patronage, il ne l'a pas reproduite dans le crédit mutuel qu'il a fondé à Paris.

La banque d'Angers commença en 1878 avec 4,000 fr. de capital, porté à 200,000 en 1879. En 1883, elle avait 327 actionnaires dont 45 fondateurs et 113,000 francs de capital versé ; les fondateurs avaient souscrit 7,200 francs sur 117,000 francs. Elle a fait dans l'année des prêts pour 148,665 francs, escompté 79,600 francs et effectué des dépôts pour 13,800 francs.

Sous l'impulsion active du Père Ludovic, des banques populaires existaient en 1884 à Arras, Paris, St-Chamond, Lyon, Avranches, Cette, Toulouse, Le Mans, Caen, Nevers, Limoges, Le Havre, Angoulême.

§ VI. — LE CRÉDIT MUTUEL ET POPULAIRE

Le crédit mutuel et populaire que le Père Ludovic fonda à Paris en 1882, se distingue par quelques traits plus libéraux des précédentes banques catholiques ; à savoir : 1° Il admet les prêts sur l'honneur ; 2° La distinction entre membres fondateurs et sociétaires n'existe plus ; 3° Il n'impose plus aux sociétaires l'obligation de professer la foi catholique.

C'est pour la première fois qu'en France, à l'exemple de

l'Italie, une société de crédit constitue un fonds pour les prêts gratuits.

Ceux qui prêtent leurs capitaux en souscrivant des actions ne risquent rien, car le prêt étant fait indirectement par l'entremise de la société et sous sa responsabilité, n'auront rien à craindre.

Enfin le Père Ludovic a eu l'idée louable d'annexer à cette banque une caisse de prévoyance, dont le but est d'assurer les ouvriers.

Une seconde banque catholique a été fondée à Paris, rue des Lombards, en 1882, sur le modèle de celle d'Angers, avec 160 fondateurs, 450 actionnaires, ayant souscrit 170,000 francs et versé 50,000 francs. Grâce à l'appui du Comptoir d'escompte, elle a pu faire 399,000 francs d'affaires.

§ VII. — ETAT ACTUEL

En 1882, M. Fougerousse accuse comme existant à Paris à peine 15 mutualités de crédit, comme constituées par des ouvriers et des petits patrons, sans aucun concours étranger. Les principales sont : *l'Abeille*, le *Crédit Mutuel du Temple* et *l'Economie Sociale*.

Les renseignements deviennent difficiles à fournir pour l'époque qui suivit la guerre, car aucun des journaux de la coopération n'y a survécu. Actuellement, on peut citer parmi les organes qui s'en occupent spécialement : *la Revue des Coopérateurs*, *l'Union Economique*, etc.

L'Abeille, fondée en 1864, comptait en 1882, 76 membres petits patrons et 26 ouvriers salariés. Le capital avec la

réserve, était de 78,000 fr. Les cotisations hebdomadaires variaient de 2 à 6 fr., ce qui est énorme, par rapport aux minimales cotisations de 25 centimes que l'on rencontre en Allemagne.

Elle prête à 6 0/0 à trois mois maximum. Au-delà de l'avoir de chacun, il faut porter la caution d'un coassocié pour les emprunts qui dépassent une fois et demie l'avoir ; elle ne réescompte pas ses billets ; annuellement, ses opérations montent à 240,000 fr. Le dividende distribué aux sociétaires était le 5 0/0. Son gérant, éligible pour un an, est déjà réélu 14 fois. Il administre avec un conseil de 9 membres élus et rééligibles. Les frais ne dépassent pas 600 fr. par an, pour les rémunérations du gérant, ensemble avec le trésorier et ses adjoints.

Le Crédit Mutuel du Temple, fondé en 1866, compte 30 membres, tous patrons. La forme est celle de la commandite. Le capital est de 22,000 fr. Cet établissement fait l'escompte des effets de commerce jusqu'à 10 fois la valeur de la commandite de chacun, mais ne fait pas de prêts proprement dits. Les effets escomptés sont réescomptés afin de renouveler le capital, et ce crédit mutuel arrivait en 1882 à faire 200,000 fr. d'affaires. Un gérant et son conseil d'administration en ont la direction.

L'Economie Sociale, fondée en 1876, comptait en 1882 23 ouvriers et 10 patrons, capital 6,000 fr. Les cotisations sont déterminées par les membres eux-mêmes, entre 1 et 24 fr. Elle fait plus d'avance que d'escompte. Elle prête à trois mois à 6 0/0, avec faculté de renouvellement, mais pour ce qui excède l'avoir social de l'emprunteur, il faut signer un billet.

Les bénéfices montent à 7 0/0.

On voit facilement que ces sociétés ne sont pas des sociétés de crédit mutuel dans le vrai sens du mot, comme le sont les sociétés allemandes et italiennes.

Et M. Fougrousse leur prédit une fin prochaine, car étant donné que les membres restent stationnaires, les cotisations augmentent de plus en plus leur avoir, et les affaires ne sont plus prospères.

Aussi voit-on que l'*Economie Sociale*, qui a compris qu'il faut faciliter les prêts pour augmenter les bénéfices, distribue 7 0/0 de dividende, et l'*Abeille*, plus âgée qu'elle, seulement 4 1/2 0/0.

CHAPITRE V.

Causes de l'insuccès

ENUMÉRATION DES PRINCIPALES CAUSES

Pourquoi donc le crédit populaire, basé sur la mutualité, n'a-t-il pas réussi en France ? On ne peut pas, en effet, en comparer les résultats à ceux qui ont été si merveilleusement obtenus en Allemagne et en Italie. Et, cependant, le nombre de ceux à qui cet état de choses profiterait, est à peu près le même en France que dans les pays étrangers ; il y a plus ; le petit commerce, la petite culture y sont rongés par l'usure. Lorsque cette question fut agitée, en 1887, à la Société d'économie politique, M. Limousin prétendit que c'était une pure illusion de croire que les tentatives faites en France pour la faire réussir, seraient capables de procurer du crédit aux pauvres, car « on ne prête qu'aux riches ». Aux ouvriers, disait-il, il faudrait l'assurance contre le chômage, contre les accidents et pour la vieillesse. Le prêt sur gage qui est, en fait, représenté par du papier de commerce, est donc seul possible.

Après avoir ainsi exprimé ce qu'on peut attendre des banques populaires, M. Limousin relève une première cause d'insuccès : En Belgique et en Italie, le succès est surtout dû à la présence d'hommes d'affaires qui, étant à la tête des banques, réunissent toutes les garanties intellectuelles, morales et pécuniaires suffisantes, tandis qu'en

France, on s'est toujours montré trop indulgent pour le choix des associés ; ceux-ci empruntaient sans payer ; de là résulte un insuccès complet.

En second lieu, on a voulu imiter les banques italiennes, mais il a manqué, à la tête des affaires, des hommes vraiment compétents ; on avait fondé des sociétés à capital variable, a actions de 50 francs versés par dixièmes, et comme la responsabilité était limitée à l'action (système Italien), la garantie offerte aux déposants, devenait insuffisante et, par cela même, les éloignait de ces sociétés.

Pour réussir, M. Limousin propose des mesures qui offrent plus de sécurité aux déposants : 1° porter la valeur des actions à 500 francs, en exigeant seulement le versement du quart, les autres trois quarts restant comme garantie ; 2° exiger la souscription d'un nombre d'actions proportionnel au chiffre d'affaires du sociétaires ; 3° n'admettre des adhérents qu'après avoir constaté qu'ils tiennent une comptabilité nette de leurs affaires ; 4° vérifier tous les mois cette comptabilité.

M. Coste trouve la cause de l'insuccès dans ce fait, qu'en France, on n'a probablement pas senti autant qu'ailleurs le besoin de ce crédit ; car les grandes sociétés de crédit et les nombreuses banques offrent beaucoup de facilités ; de sorte qu'il a toujours fallu chercher des associés ; on n'avait pas l'embarras du choix. De même la coopération de consommation n'a pas réussi, parce que les grands magasins et les grands commerçants vendent meilleur marché que partout ailleurs et avec de plus grandes facilités de paiement. Dans le même sens se prononce M. de Reinach, lorsqu'il dit qu'en France il y a une quantité considérable

de caisses d'escompte et de sociétés de crédit qui font, depuis longtemps, l'office des banques populaires sans en porter le nom, à tel point que jamais un commerçant ou un fabricant digne de crédit, ne s'est plaint de n'en pas trouver. Ces institutions sont même spécialisées, en sorte qu'il y a des banquiers qui escomptent, spécialement, le papier des marchands de vin, d'autres, celui des marchands de bois. M. Ducroq abonde aussi dans ce sens.

Selon M. Alphonse Courtois, il y a également deux causes d'insuccès : *les lois et les mœurs économiques*. Une entière solidarité serait, en effet, la meilleure des garanties, et bien ! la loi y met obstacle, car, à cause des formalités pour les mutations en associés ou capitaux, et des frais que ces formalités entraînent, elle empêche la formation des sociétés qui réaliseraient cette solidarité demandée. D'un autre côté, si cet obstacle de la loi disparaissait, on se heurterait au manque d'initiative des intéressés ; car chacun voudrait dégager sa responsabilité, il n'y a que l'instruction économique des masses qui pourrait changer la face des choses.

Le Père Ludovic de Besse, fondateur des banques populaires dites catholiques (pourquoi) ? remarque que le type des banques Wollemborg (en Italie) ou Raiffeisen (en Allemagne), n'a pas été encore réalisé en France. Il dit aussi, d'accord avec M. Limousin, que l'on n'a pas assez observé, en France, les règles de la prudence, règles nécessaires au succès. Et, d'abord, il faut confier la direction de la banque à un homme intègre, connaissant parfaitement les affaires ; de plus, dévoué, actif, ne reculant devant aucune tâche, car, à tout instant, il devra donner au petit commer-

çant les notions nécessaires à ses opérations. M. Léon Say (1), à l'appui de ce qui précède, constate que les banques populaires, sont administrées en Italie avec un dévouement infatigable.

Il est très difficile, en outre, de se procurer le capital. Ces banques populaires sont en certaine défaveur ; en général, on se presse peu d'y porter son capital, et si les autres banques refusent d'escompter leur papier, elles sont infailliblement condamnées à périr.

M. Cheysson remarque aussi que le régime des caisses d'Epargne en retirant toutes les épargnes à la production, et en les mettant à la disposition de l'Etat, pourrait en temps de crise, constituer un grand danger car il sera impossible de faire face aux demandes de remboursements. En outre, les rapports entre les classes sont assez tendus en France ; les bourgeois qui ont voulu prendre quelque initiative ont été mal accueillis des ouvriers qui ont toujours envers eux une certaine défiance. L'Etat devrait donc rendre aux localités l'administration de leurs épargnes ; dans les pays où les banques populaires ont réussi les épargnes centralisées retournent ensuite dans les provinces pour y féconder l'activité économique, et les banques sont amplement alimentées de ces fonds.

M. Limousin (2) croit également que l'insuccès tient à ce fait que l'on ne s'est pas occupé de savoir si les associés auraient ou non des dividendes à se partager : A la fondation des banques, il s'agissait surtout de papier à escompter et de crédit à accorder.

(1) *Dix jours en Italie.*

(2) *Economiste* 1886. 2. p. 197.

M. Levasseur, se place à un autre point de vue : il prétend que le principal obstacle au développement des banques populaires a été l'introduction de la politique dans ces questions. En fondant des banques populaires dans des milieux où il ne pouvait y avoir de clientèle sérieuse, on a plutôt cédé à des passions révolutionnaires qu'au véritable besoin de donner du crédit à ceux qui en avaient besoin.

Enfin, M. Flotard (1) soutient que l'indifférence des ouvriers a été pour beaucoup dans l'insuccès des banques populaires et que c'est là vraiment qu'il faut aller chercher la cause de cet échec.

Congrès de Mai 1889. — Ce congrès des banques populaires françaises auquel 10 banques ont pris part, a eu pour but l'étude de la question suivante : y a-t-il en France des causes spéciales qui ont empêché le développement des banques populaires. Plusieurs causes ont été signalées :

M. C. Vincens en relève 5 pour sa part.

1° L'exagération des frais de loyer, installation, personnel, etc.

En Allemagne et en Italie, les employés sont moins exigeants et moins rétribués : les frais généraux y sont réduits au minimum possible, tandis qu'en France, ils absorbent une grande partie des bénéfices.

2° L'indulgence que l'on montre trop souvent pour des sociétaires compromettants et par suite le manque de discipline nécessaire au maintien des règles indispensables à une société.

De plus, en se montrant aussi peu énergique, la Banque s'expose à voir s'éloigner d'elle tout ceux qui cherchent avant tout des conditions d'honnêteté et de sécurité.

(1). *Economiste*. 1885 p. 782.

3° Le manque d'initiative privée : on compte beaucoup trop sur l'intervention de l'Etat. Dans les pays voisins, il n'est pas rare de voir un simple armateur posséder à lui seul des flottes de steamer, étant à la fois ingénieur, directeur et remplissant à lui seul toutes les fonctions d'un conseil d'administration ; non pas que cela soit une condition de réussite des banques populaires : loin de là, seulement l'initiative personnelle est nécessaire en ce sens qu'il faudrait beaucoup plus compter sur soi-même que sur l'Etat. (que l'on se reporte à ce qui a été dit des caisses d'Epargne).

4° L'impossibilité d'escompter à la Banque de France.

Dans les autres pays, les Banques de l'Etat ont dès le début accepté l'escompte que leur proposaient les banques populaires en France, ceci ne s'est réalisé qu'à Paris, à Angers, à Menton et à Cannes, ce fait est surprenant, car une fois le principe admis, il eut été facile de l'appliquer partout. — Probablement la Banque de France désire-t-elle observer la manière dont travaillent les banques populaires avant de les admettre au réescompte.

5° Le peu de solidité du principe de la solidarité. En France, les divisions politiques sont pour beaucoup dans ce manque d'unité entre les divers industriels d'une même ville, de sorte que chacun hésite à prêter sa part de crédit pour faciliter les affaires d'un voisin. Et pourtant l'union solidaire serait une force merveilleuse ; grâce à elle, avec peu de fonds on pourrait avoir un crédit commercial très suffisant.

Le Père Ludovic de Besse et M. Rostaud ajoute encore :

6° La grande concurrence des banques ordinaires. En effet, l'existence d'une grande quantité de moyens de crédit

mettent les capitaux à la disposition de la clientèle modeste ; ce qui rend beaucoup moins nécessaires les banques populaires. Mais à Menton où la banque populaire fait de bonnes affaires, le Crédit Lyonnais, qui prétendait satisfaire aux mêmes besoins, a été obligé de céder la place.

M. Janeau pense que le point essentiel est d'avoir à la tête de ces banques des hommes assez sérieux, inspirant assez de confiance pour qu'on soit assuré que les capitaux ne courront pas là plus de risques que dans de grosses affaires.

Je pense que dans toutes ces causes d'insuccès que l'on a révélées, il y a une grande part de vérité, mais que certainement elles ne sont pas sans remède. Quant à celles qui tiennent aux caractères mêmes de la nation française, on arrivera aussi à les supprimer. Peut-être cela demandera du temps, mais finalement on réussira, car les qualités de la nation française sont assez grandes pour surmonter ces obstacles ; sur le terrain de la générosité et de l'amélioration du sort des plus faibles, la France ne s'est jamais laissé dépasser : c'est un arrêt, ce n'est pas un échec.

Il faudrait avant tout apporter une amélioration au réescompte du papier des banques populaires : c'est là une question urgente, car cela leur permettrait de renouveler souvent le capital d'escompte dont les premiers produits sont affectés à couvrir les frais généraux.

Nous voyons en Italie, par exemple, la Banque nationale ouvrir ses guichets à toutes les banques populaires. En Allemagne, une grande banque, fondée par Schulze, prend en réescompte la plus grande partie du papier des banques populaires. De même, à Milan, une grande banque populaire aide les autres par ses réescomptes.

En France, il y a de nombreux obstacles : ainsi la Banque de France n'ouvre ses guichets aux banques populaires que contre dépôt de titres acceptés en nantissement. Les banques sont alors obligées de s'adresser à des intermédiaires qui leur font des conditions trop dures, tout en ne leur accordant qu'un crédit d'escompte très restreint ; ces banques sont donc forcées de succomber, après quelque temps, faute de pouvoir écouler leur papier proportionnellement à leurs besoins.

Il faut reconnaître que la Banque de France ne pourrait seule suffire aux besoins de toutes ces banques, mais on pourrait, sous réserve de certaines garanties, leur accorder quelques facilités, en attendant qu'une banque centrale, fondée exprès, puisse régulièrement fonctionner.

Vœux du Congrès de 1889. — Le congrès de 1889 a exprimé le vœu que, lors du prochain renouvellement du privilège de la Banque de France, des démarches soient faites, soit auprès de ladite banque, soit auprès des pouvoirs publics, afin d'obtenir que la Banque soit autorisée par ses statuts à favoriser le développement des banques populaires comme étant des institutions d'intérêt général.

Le congrès a encore examiné le projet de loi sur les sociétés, projet voté par le Sénat. M. Vassal, juge au Tribunal de Marseille, en critique quelques points, surtout au point de vue des associations ouvrières ; nous y relevons ces remarques :

1° On a édicté des dispositions trop restrictives, et qui seraient une entrave au développement des sociétés en général. Les cas de nullités, multipliés à l'infini, rendraient fort difficiles les transactions avec les tiers, par suite de la

crainte qu'aurait chacun de ne point rencontrer, en traitant avec elles, la sécurité absolue, indispensable aux rapports commerciaux.

2° Les pénalités sont d'une telle rigueur qu'à l'avenir il ne se trouverait plus un seul homme honorable qui voulût accepter de semblables fonctions.

3° Ils y demandent en outre la suppression de l'impôt de 3 0/0 sur les bénéfices réalisés et de l'impôt des patentes, car très souvent les sociétés à capital variable ont un capital très restreint et ne pourraient supporter ces impôts sans danger ; en effet, on n'a pas pensé à soumettre à la patente le propriétaire qui dispose à lui seul d'un moulin pour triturer ses olives afin de les transformer en huile, et quelle différence pourra-t-on établir entre ce propriétaire et les petits commerçants qui se réunissent entre eux afin de faire circuler leur propre papier par le moyen d'une société de crédit mutuel où les coopérateurs seuls sont admis ?

Le congrès a émis le vœu que le Parlement, à l'exemple de l'étranger, fasse une législation spéciale pour aider les associations coopératives, particulièrement celles de crédit, en établissant, d'une part, un régime bien déterminé, et en supprimant, de l'autre, les charges fiscales : Il désire surtout que le projet de loi sur les sociétés soit révisé, en ce qui concerne les coopératives de crédit, dans ce sens : 1° D'une exonération de la taxe sur les bénéfices et de l'impôt des patentes ; 2° De la gratuité dans la délivrance des procès-verbaux et bilans aux sociétaires ; 3° D'une réduction des nullités et d'un adoucissement des pénalités qui entravent le développement de ces associations.

QUATRIÈME PARTIE

SOCIÉTÉS DE CONSOMMATION

CHAPITRE PREMIER

Notions générales

Des trois espèces principales de sociétés coopératives, les sociétés de consommation sont les seules qui aient réussi en France. L'extension merveilleuse qu'elles ont prise en Angleterre a sans doute inspiré les espérances magnifiques, bien qu'un peu chimériques, que fonde sur elles M. Gide. En somme leur but a été, à l'origine, des plus modestes. Des consommateurs achetaient fort cher des produits nécessaires à la vie journalière, souvent de médiocre qualité ; plusieurs ont eu l'idée d'acheter en gros ces produits et de les revendre au détail à tous les associés ; ainsi on réalisa les deux avantages désirés : 1° le meilleur marché et 2° la bonne qualité, car on fut servi par des représentants choisis par les associés.

On commença par des produits comme la viande, le pain : le succès répondit aux efforts et l'on put étendre le

champ des opérations : c'est ainsi que naquirent toutes les sociétés dites de consommation.

La manière de procéder est, on le voit des plus simples : on se groupe, on achète des denrées en gros et on les revend à chaque associé en détail, au comptant et au cours ordinaire des marchandises. Plus le nombre des associés est considérable, moins sont élevés les frais généraux.

Leurs avantages. — Le prix de revient en gros étant inférieur au prix de vente en détail au prix courant, il en résulte de sensibles bénéfices ; on a calculé, par exemple, que pour une consommation annuelle de 800 fr., il est possible de donner au consommateur 15 0/0 de dividende sur la somme dépensée.

C'est là un avantage appréciable pour une famille, d'autant plus que cette somme se trouve avoir été économisée là sans qu'on s'en aperçoive, et certainement, ces bénéfices pourraient être utilement versés dans quelque caisse de secours mutuels ; de cette façon, l'ouvrier pourrait parer aux éventualités pénibles : les chômages, les accidents, etc., de même, ces économies pourraient être placées dans quelque caisse de retraite pour la vieillesse : de la sorte, on peut entrevoir tous les bienfaits qu'une pareille institution peut procurer à une famille d'ouvriers.

On a dit que l'avantage de l'associé était de consommer, car plus il consomme, plus sont élevés les bénéfices. Evidemment, pour de très gros consommateurs, il y aurait là un avantage réel, mais, pour les familles modestes, ce serait un calcul qui deviendrait trop coûteux. N'exagérons donc pas les choses, car nous risquerions de les compromettre ; des familles modestes se contenteront de ces petits béné-

fices, qui pour elles étaient autant d'argent perdu. Il serait à désirer que ces sociétés prissent de plus en plus d'extension. En Angleterre, le succès a été complet : M. Gide en parle avec enthousiasme ; il espère que partout, dans le monde entier, ce système va se propager ; particulièrement en France, si l'on parvenait à former une vaste société générale de consommation, les instruments de travail seraient par le fait même aux mains de cette société, qui organiserait également l'association de production. Cependant, nous trouvons M. Gide trop enthousiaste et nous ne partageons pas entièrement ses vues ; nous avons, en effet, démontré que les sociétés de production ne peuvent réussir que dans des cas exceptionnels et qu'il n'y a pas beaucoup à attendre de ces associations.

Depuis 60 ans, les hommes compétents ont cherché à appliquer ce système : ils ont voulu y apporter toutes les modifications possibles, on a essayé des prêts officiels ; on a fait appel au dévouement du peuple, mis à la disposition de ces associations les banques populaires, et l'on n'a pas abouti. Si les sociétés de production ne peuvent isolément réussir, je ne vois pas pourquoi elles réussiraient mieux le jour où elles seraient dirigées par la grande société de consommation, sans parler de l'avenir, je ne vois pas actuellement comment ce qui est difficile pour quelques centaines d'associés producteurs, deviendrait plus aisé pour des millions d'individus, car les conditions indispensables au succès resteront toujours aussi difficiles à réaliser.

Admettons même par cette hypothèse invraisemblable, que les 37 millions de Français, qu'une grande partie même de l'humanité, parviennent à surmonter les difficultés que nous

avons signalées, il restera toujours un obstacle qui s'opposera à la collectivité universelle, c'est l'esprit d'indépendance. Que deviendra la liberté individuelle, le jour où des millions d'individus travailleront, comme le rêve M. Gide, sous la direction de l'immense *Société de consommation* ? A moins d'imaginer un changement de la nature intime de l'homme, on ne peut pas concevoir le fonctionnement d'une association de production de plusieurs millions, alors que 60 années d'expérience prouvent qu'il est presque impossible pour de petits groupes où la surveillance et la direction se rapprochent déjà beaucoup de l'entreprise individuelle.

But. — Les associations de consommation commencent par la constitution d'un capital destiné à l'achat en gros des produits. Leur but est donc d'éliminer autant que possible les intermédiaires entre le producteur et le consommateur.

Le premier essai en a été tenté à Rochdale, en Angleterre. Le succès inespéré de cette tentative a rendu justement célèbre la société des *Equitables pionniers de Rochdale*. L'exemple fut suivi par de nombreux imitateurs et produisit des résultats inattendus. En fait, de nombreuses qualités sont nécessaires à chacun des associés, pour assurer la bonne administration de la société : chacun doit y mettre du sien et aider pour sa part au fonctionnement régulier des affaires. Chacun doit avoir droit de contrôle et au début au moins, il faut se dépenser, tour à tour accepter les fonctions temporaires et gratuites d'administrateur, de distributeur, de commis de magasin, comptable jusqu'à ce que la société, suffisamment nombreuse et équi-

librée, puisse mettre à sa tête un directeur et des employés rétribués. En outre, un point important est de ne jamais accepter les offres de service des fournisseurs qui, pour attirer la clientèle, vous vendent à crédit.

Les sociétés de consommation ne sont pas hostiles aux commerçants ; elles leur font une grande concurrence, mais une concurrence honnête et loyale ; souvent elles luttent dans des conditions désavantageuses, ayant affaire à des commerçants qui possèdent de nombreuses et anciennes clientèles ; un autre désavantage est celui-ci : jamais elles ne doivent faire crédit ; dès lors, elles éloignent bien des clients qui ont besoin de crédit. Néanmoins elles retirent certains avantages du fait qu'elles ne vendent que d'excellente marchandise.

Sortes de Sociétés. — Il y a deux sortes de société de consommation : *Les Economats*, et les sociétés purement ouvrières de consommation. Les premiers, souvent confondus à tort avec les secondes, sont des magasins fondés par de grands industriels pour procurer des vivres, des combustibles, des vêtements, etc., à leur personnel ; ce ne sont que des établissements subventionnés par les capitaux du patron et émanant de lui. Ces économats ne courent aucun danger, car les ouvriers qui en sont les débiteurs sont en même temps, pour leur salaire, les créanciers des compagnies qui ont institué cet économat.

On a discuté, parmi les sociétés de consommation, pour savoir quel était le meilleur système, soit celui où l'on ne vend qu'aux sociétaires, soit celui où l'on paye patentes, pour pouvoir vendre à tout le monde. Ce dernier système est préférable, car il permet de couvrir plus sûrement les

frais, et il a des chances pour augmenter le nombre des sociétaires en se mettant en rapport avec plus de monde.

Les sociétés qui ne vendent qu'à leurs membres, vendent au prix de revient. Ce prix est fixé auparavant par à peu près. Les autres sociétés vendent au prix courant ; ce système est plus recommandable, car si l'on remarque la différence qu'il y a entre le prix de revient et le prix courant, on s'aperçoit qu'il est permis de réaliser certains bénéfices qui créent l'épargne sans le moindre souci.

PREMIÈRE PÉRIODE

Il y a une grande différence entre les sociétés de consommation et celles de production. Celles-ci, en effet, se proposaient l'affranchissement de la classe ouvrière ; celles-là avaient un but plus modeste, celui de réaliser des économies ; relever la condition de ses adhérents n'étaient, pour elles, qu'un but secondaire. Ce sont surtout les sociétés anglaises qui inscrivent dans leurs statuts ce but de relèvement. Bien que ce soit en Angleterre que l'on trouve les premières sociétés de consommation, il est probable que les premiers essais tentés en France ont été tout à fait indépendants de ce qui se faisait dans le pays voisin.

La première société en France fut la « Caisse du Pain » fondée à Mulhouse en 1832, entre les ouvriers de l'usine Bouscart, sous les auspices du directeur de l'usine ; elle eut un plein succès en 1849, elle comptait 1,500 membres, et était dirigée, presque exclusivement, par les ouvriers.

En 1847, nous trouvons la boulangerie coopérative de M. Grimaldi à Dieuzes, dirigée plus tard par les ouvriers eux-mêmes. Mais, déjà, en 1845, M. Ronsi (1) formulait l'idée de ces associations : « Les familles d'ouvriers, disait-il, pourraient améliorer leur condition par un système équitable de secours mutuels et de dépenses en commun ; c'est là ce qu'il est raisonnable de demander à l'esprit d'association et de fraternité ; il est une communauté d'achats, d'approvisionnements de chauffage, de repas, de secours qui ne dépassent nullement, par ses combinaisons, l'intelligence des classes laborieuses »,

Puis, en 1850, on trouve une nouvelle société de consommation fondée, à Grenoble, par M. Faulier ; cette société a servi plus tard de modèle à nombre d'autres sociétés pareilles. Elle portait le nom de « Société alimentaire », qui préparait les aliments pour les ouvriers. Elle avait pour but d'améliorer la nourriture de l'ouvrier, ce qu'elle réalisait parfaitement, car on a calculé que pour 0 fr. 75 (2) par jour, l'ouvrier y trouvait un déjeuner, un dîner et un souper sains et substantiels. Les membres venaient surveiller à tour de rôle le restaurant et la distribution des ouvriers.

Ce restaurant populaire était, paraît-il, très bien fréquenté : on y comptait comme clients réguliers, 2 architectes, 2 artistes, 4 ecclésiastiques, 9 propriétaires, 21 rentiers, des militaires, étudiants, etc. Outre l'économie qu'ils pouvaient réaliser, les ouvriers y trouvaient cet autre avantage de fréquenter une bonne société ; aussi cette institution fut très

(1) *Journal des Economistes*, 1845, p. 344.

(2) *Journal des Economistes*, 1857, 15 août.

appréciée des ménages ouvriers. — En Belgique, on a beaucoup imité cette association alimentaire.

Vers 1858, Cernuschi essaya de fonder une boucherie coopérative, mais elle n'eut aucun succès, bien que les acheteurs participant aux bénéfices fussent intéressés à la soutenir. Après trois années d'efforts constants, il liquida avec 100,000 francs de perte ; il en est arrivé à une conclusion très curieuse, mais que je trouve un peu exagérée, c'est qu'il faut autant de sagesse, de prudence et d'habileté pour être boucher que pour être financier.

Bientôt apparurent un certain nombre de sociétés. M. Cobden, ayant passé un hiver à Alger, M. Feuillet, avec lequel il s'entretint des sociétés anglaises, fit le projet de fonder une société de consommation. Dans le Midi s'organisaient des magasins coopératifs : le bénéfice des ventes se partageait entre les associés acheteurs.

En 1865 il y avait en France 38 sociétés de consommations, ce furent surtout les boulangeries coopératives qui devinrent les plus nombreuses dans l'ouest, le nord-est et le Rhône.

CHAPITRE II

Période actuelle. — Diverses sociétés

Roubaix. — Il sera intéressant pour nous d'examiner la situation de quelques-unes de ces sociétés. Le 31 décembre 1888, la boulangerie coopérative de Roubaix présentait la situation suivante : Passif : 133,346 francs. Actif : 132,660 francs, qui représentent les bénéfices de l'année. Dans le passif sont compris 53,000 francs de dépôt des sociétaires et 67,000 francs des cotisations à 50 fr. par sociétaire. La consommation totale des sociétaires montait à 602,000,000, les bénéfices réalisés reviennent à 22 0/0 et le total des dividendes et intérêts payés dans l'année aux sociétaires était de 27 0/0. Il existe aussi à Roubaix une société de consommation pour l'achat en commun du charbon ; de la sorte on peut le livrer à 19 fr. la tonne à domicile, alors que le prix courant en ville est de 25 francs, soit une économie de 25 0/0.

De même l'association coopérative vend de la viande à 25 0/0 de rabais au-dessous du prix courant.

Les calculs que l'on a fait sur ces données, prouvent que pour la ville de Roubaix, chaque ménage d'ouvrier consommant 5.000 kilog de charbon par an, au taux de l'économie que nous venons de relever, réaliserait un bénéfice de 37 fr. 50 par an, soit pour la population de Roubaix, près d'un million de francs.

L'économie sur le pain y revient par ménage à 75 francs

par an ; l'économie pour toute la ville reviendrait donc à 1, 875,000 francs, ce qui n'est pas à dédaigner.

Bully-les-Mines. — Une boucherie coopérative est en excellente voie ; ceci est remarquable car, généralement, elles n'ont pas réussi. Elle fut créée, il y a quelques années, au capital de 90,000 francs, dont 1,700 étaient souscrits ; le chiffre des affaires s'est élevé en 4 ans et demi à 726,000 francs, pour l'année 1889 il était de 200,000 fr. Depuis l'origine on a pu constituer une réserve de 10,000 francs, distribuer aux actionnaires le 75 0/0 de leur débours et donner aux acheteurs le 5 0/0 sur leurs achats.

Montpellier. — Sur l'initiative de M. Charles Gide, il s'est fondé à Montpellier en 1888 une épicerie coopérative qui fait d'excellentes affaires. Au début, on compte déjà 600 associés. On y a ajouté une boucherie coopérative dont le succès n'a pas répondu à ce qu'on attendait d'elle ; elle s'adresse à un boucher en gros qui lui fournit la viande de bœuf à 110 francs les 100 kilog et le mouton à 140 francs ; elle revend cette viande à 1 fr. 10 la livre et à 0,60 cent. pour les bas morceaux ; cependant le bénéfice net réalisé oscille entre 6 et 7 0/0 seulement, car on ne peut se défaire que très difficilement des bons morceaux ; les frais généraux montent à 8 0/0 du prix d'achat.

Nîmes. — Nîmes a également une *Boucherie coopérative* fondée en 1888, et qui, à la différence de la précédente, veut se passer de tout intermédiaire ; elle compte 1800 associés déjà, elle réalise l'union des producteurs et des consommateurs, ce qui est une excellente idée. M. de Boynes en est le fondateur : les agriculteurs vendent directement leur bétail à la société, et le conseil d'administration est composé

en parties égales d'agriculteurs et de coopérateurs ouvriers. Signalons les excellents résultats obtenus également à Cambrai et à La Rochelle.

La présence des boucheries coopératives a pour effet de faire baisser le prix dans les établissements similaires de la région : par exemple à Montpellier, d'après le *Bulletin de l'Union des Syndicats*, la viande a baissé de 25 0/0 lorsque fut créée la *Boucherie coopérative*.

Avignon. — Ici, ce sont quatre grands propriétaires qui ont installé une boucherie, pour vendre directement leur bétail aux consommateurs ; les bouchers durent alors baisser leur prix et la baisse atteignit, en moins d'une semaine, 0.35 c. par kilog. Bientôt même, les propriétaires ne suffirent plus à alimenter la *Boucherie coopérative*, et ils durent s'adresser à d'autres éleveurs.

Commentry. — Une société que l'on peut citer comme modèle est celle des *Forgerons de Commentry*. Fondée par M. Gibon en 1867, elle a fait pendant ce laps de temps 14,474,000 fr. d'affaires. Les bénéfices, réalisés ou mis en réserve jusqu'à fin 1887, se sont élevés à 1,368,442 fr., soit en moyenne 9,45 0/0. Dans le 2^e semestre 87, la société avait réalisé un bénéfice net de 40,000 fr. sur 349,000 fr. d'affaires, avec 16,770 fr. de frais.

On peut connaître le bénéfice obtenu pour chaque branche ; ainsi, les eaux-de-vie donnent un bénéfice net de 18 0/0, la boulangerie, 7 0/0.

La *Société de Commentry* possède quelques caractères spéciaux. Par exemple, le consommateur a une large part des bénéfices à titre de consommateur, mais il a aussi, comme dans les Compagnies industrielles, une part en

qualité de capitaliste. En offrant ainsi un placement avantageux, on a voulu engager les capitalistes à devenir associés.

Comme résultats obtenus, nous savons que la mauvaise entente entre patrons et ouvriers a bien un peu disparu, car en 1888, on a pu y réduire les salaires de 12 0/0 en moyenne.

Anzin. — La *Société des Mineurs d'Anzin* a réalisé les bénéfices suivants en 1887 : 326,367 fr. net, tous frais déduits ; les dividendes distribués ont été de 25,5 fr. Le capital engagé est de 157,000 fr. ; le nombre des sociétaires 3,043. Les revenus nets du capital composé aux bénéfices de chaque année, 2,15 0/0. Le bénéfice réalisé par chaque sociétaire chaque année, est de 108 fr., et le bénéfice réalisé par chaque ouvrier en 4 ans 1/2, 473 fr.

En 4 ans et demi, la Société a donc économisé à ses ouvriers, en dehors des amortissements, de la réserve et de tous les frais d'exploitation, 1,420,000 fr. en vendant au même prix que les détaillants.

Angoulême. — La *Boulangerie coopérative d'Angoulême* (1), fondée en 1867, a vendu en 1884 : 1,688,000 kilog. de pain et elle comptait 1,600 sociétaires. La situation était telle en 1883, qu'elle réalisait un bénéfice de 22,000 fr., soit 0,13 par kilo de pain vendu ; la fortune de la boulangerie était de 89,000 fr., sans compter le capital de fondation qui avait déjà été remboursé.

Le pain y est vendu meilleur marché que chez les boulangers, et les bénéfices, au lieu d'être répartis comme dividendes, sont employés en œuvres d'utilité commune, et à maintenir le bas prix du pain dans les années mau-

(1) *Economiste* 1885. I. p. 6.

vaises ; enfin, les associés ne souscrivent, comme capital, qu'un petit droit d'entrée de 5 fr. Cette société diffère donc sensiblement de celle de Roubaix et principalement en ceci : A Angoulême, on fabrique une seule qualité de pain de différents poids, et l'on vend à plus bas prix celui que consomment les ouvriers (il pèse environ 5 kilog.) ; les bénéfices sont donc surtout réalisés sur le pain consommé par les riches. La Société possède un gérant tâcheron à qui elle procure la farine.

Ces deux boulangeries d'Angoulême et de Roubaix, sur lesquelles nous venons d'insister, nous montrent les deux formes principales que présentent les établissements de ce genre. Nous préférons la boulangerie de Roubaix, car elle donne à l'ouvrier des habitudes d'épargne indispensables.

Bléneau. — La boulangerie coopérative de Bléneau fut fondée en 1873. En 1884, la vente de pain montait à 930,000 kilog. ; en laissant le pain à 0,05 meilleur marché par kilo que les autres boulangers de Bléneau, la recette a été de 411,000 francs, c'est-à-dire une économie de 46,500 francs pour les sociétaires. En outre, ils ont touché un dividende minimum de 5 0/0 et qui est monté à 16 0/0 en 1884.

Paris. — A Paris, une seule société paraît jouir d'une véritable prospérité, écrivait M. Paul Leroy-Beaulieu (1) en 1885, et, depuis lors, rien de particulier ne nous semble à signaler ; cette société est l'*Économie sociale de Charonne*, qui comptait alors 1,393 membres, possédait un capital de 98,000 francs, réalisait 500,000 francs d'affaires et un bénéfice net de 35,000 francs dans l'année.

Lyon. — C'est ici un centre important de sociétés de

(1) *Économiste*, 1885. 1. 770.

consommation. M. Ainard en cite 15 (1), dont la plus florissante est *La Ruche*, fondée en 1866 au capital de 15,000 francs. Elle est parvenue à constituer aux sociétaires un fonds de réserve représentant environ 150,000 francs en 1884, c'est-à-dire 10 fois le capital primitif ; elle a également pu concéder aux consommateurs 60 0/0 des bénéfices effectués, et comme le capital versé était de 3,750 francs, il en résulte qu'on a gagné avec 3,750 francs 161,000 francs, sans compter les dividendes. Donc, un sociétaire qui, en 1866, avait versé 25 francs, est arrivé à posséder en 1885, tout en touchant l'intérêt cumulé du capital, la somme de 925 francs.

Comme principale cause du succès de *La Ruche*, M. Ainard signale la stabilité de l'administration, qui, en effet, n'a pas changé depuis l'origine.

Premier Congrès. — Le premier congrès des sociétés de consommation se réunit en France en 1885. 87 sociétés y furent représentées. On y était venu avec l'intention de créer une société d'achats analogue aux Wholesale anglaises, de former un centre commun d'informations et de fonder un organe général de publicité. M. Fougerousse, dans son compte-rendu, insiste encore sur ce point que, dans les sociétés de consommation, il faut, pour réussir, beaucoup de volonté, de discipline, d'ordre et d'économie. L'expérience a confirmé ces paroles : l'association n'a réussi que là où elle avait à sa tête des hommes de haute valeur morale et intellectuelle.

Le congrès a voté une somme d'environ 3,000 fr. (0,05 c. par an par sociétaire) pour créer à Paris une « Chambre

(1) *Le Bon marché et les Associations coopératives*, 1885.

consultative » des sociétés. Il a également voté une cotisation, 0,10 c. par tête, pour fonder une « Chambre commerciale » destinée à remplacer ici la Wholesale anglaise.

Les sociétés, ayant des magasins de denrées, ont obtenu des résultats plus sérieux encore. Ces résultats sont merveilleux, étant donné qu'on a supprimé les intermédiaires qui réalisaient des bénéfices exorbitants. Ainsi, M. Cochin, l'un des administrateurs du Chemin de fer d'Orléans, faisait connaître le chiffre auquel s'étaient élevées les économies réalisées par la compagnie depuis qu'elle avait établi un magasin de vente pour ses employés : sur le combustible 45 0/0 et 64 0/0 sur le charbon de bois, 115 0/0 sur le sel, 127 0/0 sur le jambon, 66 0/0 sur le salé, 33 0/0 sur le vin, etc.

Leur succès. — Le succès des sociétés de consommation est dû, surtout, à ce que toute une catégorie d'hommes s'en est occupé ; par exemple, bon nombre d'associations ont été dirigées par des rentiers, des hommes exerçant une profession libérale, des commerçants retirés des affaires, c'est justement la participation de ces hommes intelligents et dévoués, qui a décidé du succès de l'entreprise.

D'autre part, il n'est pas besoin de grands capitaux ici, comme dans les sociétés de production, c'est là un grand avantage. Il est vrai que l'indifférence et même la mauvaise volonté à laquelle on s'est heurté, ont arrêté parfois les affaires. Ainsi les débuts de la société de consommation de Charleval (Eure), en 1865, furent accueillis d'une façon ironique et malveillante ; il y eut même à déplorer quelques faits regrettables, comme cette affiche qui fut collée sur la porte du boulanger avec ces mots : « Sociétés des crève

de faim » ou ces huées qui accompagnaient le premier transport de pain cuit. Cependant les hommes énergiques qui se trouvaient à la tête de la société ne se découragèrent pas et finirent par réussir.

En province, plutôt qu'à Paris ou à Londres, on pût enregistrer d'excellents résultats. Cela tient à ce qu'il est difficile, dans les grandes villes, d'attirer le client ; d'autre part, il y a peu de différence de prix entre le gros et le détail, ce qui n'arrive pas en province et, enfin, les frais généraux risquent fort d'absorber une partie des bénéfices.

En général, deux choses ont parfois fait obstacle au développement des sociétés ; elles ne font pas crédit, et elles vendent à prix fixe, ce qui choque quelquefois les clients.

Pour faire prospérer une boucherie coopérative, les conditions nécessaires sont les suivantes : Environ 300 membres acheteurs devront réunir une somme de 5,000 francs, dont 2,000 serviront à l'installation et à l'achat du matériel d'exploitation ; le reste sera employé aux premiers besoins et à l'achat du bétail. Surtout il faut vendre au comptant pour pouvoir faire rentrer l'argent le plus tôt possible. M. Copin aîné (1) évalue qu'à Paris le capital nécessaire est d'au moins 15,000 francs.

Outre la question d'argent, outre les obstacles que nous avons signalés, il faudrait veiller, dans les sociétés coopératives, à ce que les domestiques ne reçoivent, comme chez les autres détaillants, une remise proportionnelle aux achats qu'ils font pour leurs maîtres.

Organisation, § 3. — Il y a trois formes principales de

(1) *Econom.*, 1888, p. 303.

sociétés de consommation : les boulangeries, les boucheries et les magasins coopératifs, vendant des épices, vêtements, étoffes, etc. Ce sont les boulangeries qui obtiennent les meilleurs résultats.

On commence ordinairement par une petite cotisation de 5 à 10 francs par personne ; on emploie quelques aides-ouvriers et, comme l'on vend au comptant, l'argent ne tarde pas à rentrer. Peu à peu, à mesure que les affaires vont en augmentant, la société prend une certaine extension.

Quant à l'admission à la retraite des associés, aux droits des héritiers et à l'administration, tout ce que nous avons dit des sociétés de production est applicable ici.

Sur les bénéfices, on fait ordinairement plusieurs parts : l'une va à la réserve, l'autre sert à payer l'intérêt du capital, une troisième assure un dividende aux employés, parfois aux administrateurs. Le reste est partagé entre les membres si la société ne vend qu'à ceux-ci ; les autres sociétés attribuent, sur ce reste, une part au capital, à titre de dividende, et l'autre au prorata des achats.

On a souvent songé à créer une société centrale qui serait le trait-d'union entre les diverses sociétés, mais, jusqu'ici, on ne l'a pas encore réalisé.

CHAPITRE III

Autres sociétés

Sociétés de construction. — Ce sont des sociétés qui rentrent dans les Sociétés coopératives ; elles trouvent par conséquent leur place ici. Elles ont pour but des avantages que peut offrir la société, pour se procurer la propriété d'une habitation à bon marché ; elles existaient en Angleterre dès 1863.

Leur but même en détermine la durée ; elles se dissoudront le jour où chaque associé aura acquitté la dette qu'il a contracté envers la société qui l'a aidé dans l'acquisition de sa maison.

Bien que présentant de grands avantages aux petits propriétaires, ces sociétés sont peu répandues en France. Peut-être faut-il en chercher la raison dans le caractère même de l'ouvrier français qui aime assez le changement, au contraire de l'Anglais, dont l'idéal est d'avoir son *home*, son chez soi. Aussi voyons-nous qu'en France les sociétés de construction ont plutôt un caractère philanthropique que celui d'une entreprise collective.

En Angleterre elles sont très nombreuses. En 1883 on comptait 2,151 de ces *building societies* ayant 700,000 membres.

Sociétés d'achats et de ventes. — Ces sociétés sont desti-

nées à l'achat en commun des matières premières nécessaires à l'industrie ou à l'agriculture, et en même temps à la vente des produits fabriqués ou récoltés individuellement ; nous pouvons y rattacher certaines associations agricoles qui s'occupent surtout d'écouler des denrées qui ont subi une transformation préalable. Les associés achètent aussi parfois en commun des machines agricoles qu'ils ne pourraient acheter individuellement ; il en est de même pour l'engrais, ce qui leur fait une notable économie, car les achats en gros sont toujours beaucoup plus avantageux. Tandis qu'en Allemagne on comptait, en 1884, 139 associations de ce genre, nous n'en avons en France qu'un très petit nombre. Les sociétés « fromagères du Jura » ont bien quelque analogie avec les associations coopératives, mais elles ne s'y rattachent pas directement.

Sociétés de secours mutuels. — Les sociétés de secours mutuels sont les premières, en date, des associations ouvrières. Nous avons déjà expliqué ce qu'étaient ces sociétés : entrons ici dans de plus amples détails :

La première société de secours mutuels remonte à 1857 ; quelques Parisiens eurent l'idée de mettre en commun leurs économies afin de pouvoir se venir mutuellement en aide dans les moments difficiles ; c'était un but louable, modeste et vraiment inoffensif et pourtant, chose étrange ! comme on était encore à cette époque sous un régime d'oppression et que l'on avait à craindre d'être découverts et accusés de séditions, — car leur société n'était pas commerciale pour bénéficier au moins de ce titre — ils en étaient réduits à se cacher comme des malfaiteurs ! ils se réunissaient dans les vignes de Montreuil, au bois de Vincennes, dans les clai-

rières, et là, assis en rond, les femmes et les enfants tout autour en vedettes, ces quelques hommes, qui sentaient le besoin de s'entr'aider, discutaient le règlement, votaient les articles ; ensuite on enterrait les bulletins.... triste exemple de ce que peut un régime oppresseur qui entrave la liberté et étouffe les sentiments les plus intimes de la conscience !

Dans « *l'Association* » écrivait en 1865 l'ouvrier Davaud : « Les réunions sont difficiles et dangereuses ; on ne pouvait choisir ni son endroit, ni son jour.... Chaque réunion dans les champs se terminait par un modeste banquet... » En réunissant la famille, l'influence mutuelle rendait plus nobles des rapports souvent avilis par les intérêts matériels.

Cette première société débuta sous le nom de *Banque de solidarité commerciale* ; elle fut fondée par neuf associés ; peu après, d'autres sociétés du même genre apparurent.

Services. — Pour donner une idée des services rendus par les sociétés de secours mutuels, citons quelques chiffres. Chaque année (1), sur 2,600,000 ouvriers frappés de maladie, on peut compter 210,000 ouvriers soignés par ces sociétés en France ; 410,000 sont soignés dans les hôpitaux ; 1,280,000 sont secourus par les bureaux de bienfaisance et la charité privée ; les 700,000 qui se soignent sur leurs économies, le plus souvent se ruinent et s'endettent (2). Tâcher de supprimer cet état de choses et de remédier au sort misérable de l'ouvrier malade, est vraiment un noble but ; car la maladie représente pour l'ouvrier le 22 0/0 des chances de misère. De plus, il est à considérer que chaque maladie soignée dans les hôpitaux revient à 200 fr. en

(1) Coste. *Questions écon.* 3.

(2) *France sociale*, 1888. F. Lond, p. 22.

moyenne, c'est-à-dire à quatre fois plus cher environ qu'elle ne coûte à une société de secours mutuels.

En 1884, il y avait un total de 7,707 sociétés comprenant 1,214,503 membres ; ces sociétés étaient ainsi réparties :

	Approuvées	Autorisées	Total
Membres des Sociétés	5,534	2,173	7,707
Membres honoraires	151,367	22,564	173,931
Membres participants. { hommes. .	620,826	264,678	875,504
{ femmes ..	128,666	36,402	154,068

On comptait, en Algérie, 16 sociétés avec 1,672 membres honoraires et 4,961 membres participants. Donc, en tout, 1,221,136 individus associés. Leur capital était de 123 millions de fr., dont 97 pour les sociétés approuvées, et 26 pour les sociétés autorisées.

En 1789 il y avait, en France également, 13 sociétés de secours mutuels.

On entend par sociétés approuvées, conformément au décret du 26 mars 1852, des sociétés qui ont une personnalité civile et des avantages spéciaux.

Pour constater les progrès réalisés, comparons les chiffres que nous venons de donner plus haut pour 1884 avec ceux de 1852. Il y avait, alors, 2,548 sociétés comptant 271,000 sociétaires et un capital de 10,714,000 francs.

Pour 1884 nous pouvons ainsi résumer la situation :

Avoir disponible, au 31 décembre, 42,439,000 francs pour les sociétés approuvées, et 26,844,000 francs pour les sociétés autorisées.

Les retraites distribuées par 3,155 sociétés approuvées (les autres n'en distribuent pas), montaient à 18,133 pensions, valant ensemble 1,313,043 francs de rentes, dont le coût avait été de 27,256,159 francs.

Enfin à la même date, on comptait :

	Sociétés approuvées	Sociétés autorisées
Cotisation moyenne par membre participant.	15,03	16,86
Frais de maladie par membre participant.	11,53	13,12
Nombre de malades par 100 { hommes.	25,7	24,8
participants { femmes	27,1	23,6
Durée moyenne, en jours, de { hommes.	18,5	20,6
la maladie { femmes	12,5	18,8
Frais médicaux et in- { par maladie	44,40	53,92
demnités pécuniaires { p ^r jour de maladie	2,22	2,64
Frais funéraires, par décès	61,47	58,01
Mortalité générale	1,63	1,59

CINQUIÈME PARTIE

ÉTRANGER

CHAPITRE PREMIER

Angleterre

§ I. — TRADES-UNIONS.

Quand on parle de la coopération en Angleterre, on a surtout en vue les Sociétés de consommation car ce sont celles qui se sont le plus développées, et qui promettent pour l'avenir les plus beaux résultats ; mais on songe aussi aux *Trades-Unions* « unions de résistance » si célèbres par les grèves qu'elle ont soutenues, bien qu'elles soient indirectement intéressées dans la question des Coopératives, nous sentons le besoin de donner ici quelques détails à leur sujet.

Au milieu des grèves, cette plaie terrible du travail, naquirent les « Unions de résistance ». Elles étaient destinées à combattre pour l'augmentation des salaires, contre le capital, et elles devinrent en peu de temps de terribles adversaires ; nombre de travailleurs paisibles

furent obligés d'y entrer, par les menaces ; c'est ainsi que les ouvriers foulaient aux pieds le principe sacré de la liberté individuelle. — Enfantées au sein des effroyables misères qu'engendraient les grèves répétées, ces Sociétés étaient un foyer d'excitations à la haine et au crime ; à tel point que quelques exaltés, enivrés par l'attrait irrésistible qu'exerçait le crime sur leur nature, se livrèrent au meurtre et plongèrent dans la plus profonde consternation, les populations de Sheffield et de Manchester. Presque toutes les victimes de ces assassins restés inconnus, étaient des adversaires des Unions et même des patrons : le sang des innocents avait souillé le droit de libre union : la haine devait y aboutir.

Tous les unionistes n'étaient certes pas coupables ; comme le démontra l'enquête ordonnée à cette occasion. Quelques-uns seulement avaient eu le triste courage de recourir à l'assassinat pour le « triomphe des Unions » comme ils prétendaient. En tous cas il y avait de ces tristes faits une leçon à retirer : c'est qu'il est dangereux d'attirer la haine dans le cœur des travailleurs.

L'ouvrier s'illusionne facilement, il s'emporte, et débordant de haine il pourra trouver le crime légitime, s'il l'a sans cesse sollicité par des appels à la haine du capitaliste. — Il se voue franchement au triomphe de son Idéal : pourquoi ne dirait-on pas à ces masses qui se laissent emporter parfois par leurs élans de droiture et de générosité, que l'idéal c'est la Fraternité et non la haine ? Le peuple a besoin d'idéal : montrons-lui qu'il ne se trouve que dans l'harmonie de toutes les classes de la nation, et non pas dans la satisfaction des haines, la guerre ou les crimes.

But. — L'esprit de ces *Trades-Unions* était un esprit tyrannique : Ces unions de métiers ne se contentaient pas de soutenir des grèves, ce qui était leur but avoué ; il ne leur suffisait pas d'attirer la haine dans les luttes où les travailleurs étaient presque toujours vaincus. Elles prétendaient exercer sur leur industrie une influence absolue, imposer aux patrons la volonté de la majorité de leurs membres, asservir à cette volonté la minorité, et pour cela obliger tous les ouvriers à entrer dans leur sein. Peu importait que la conscience de l'ouvrier lui défendit cette ligne de conduite, elles triomphaient de toutes les résistances ou de tous les scrupules en traitant celui qui hésitait ou qui refusait, comme un ennemi ; on lui volait ses outils, on le menaçait, on lui créait mille ennuis, jusqu'au jour où n'y tenant plus, le misérable cédait. De cette tyrannie des consciences, de cette injustice, à l'infamie et au crime, il n'y a qu'un pas : nous avons vu que quelques-uns n'hésitèrent pas à le faire.

Originé. — Organisation. — Au xiv^e siècle, les lois avaient fixé un maximum de salaire, car on craignait que l'amointrissement de la population réduite d'un quart à la suite de la peste de 1348, ne produisit une hausse trop considérable des salaires. Une fois ce maximum admis, il fallait également établir un maximum sur les matières premières afin que les artisans pussent les acheter à un prix modéré : fatalement on dut arriver à une réglementation sévère pour limiter la concurrence, car une fois que l'on s'était permis de limiter les salaires, il fallait bien continuer à s'occuper des ouvriers.

Ces entraves, et particulièrement le maximum des salaires

provoquèrent des associations secrètes ; car toute oppression engendre un besoin de résistance inconscient tout d'abord ; conscient et tenace plus tard quand l'oppression persiste ; menaçant et victorieux enfin, quand les limites ont été dépassées. Dans les premiers temps, ces sociétés étaient interdites et les sanctions sévères. Sous Edouard VI, VI, on coupait une oreille à l'homme qui pour la troisième fois était convaincu d'avoir enfreint cette interdiction, cependant on aurait pu croire que les lois restrictives cesseraient avec les lois de maximum : le contraire se produisit et l'esprit de révolte et de résistance se réveillant de nouveau, la lutte se prolongea. Les sociétés continuèrent à vivre, jusqu'à l'abrogation du délit de coalition en 1824, et pour la France en 1864. Les associations devinrent alors des Unions de Métiers « *Trades-Unions* ».

La principale fonction des *Trades-Unions* est de ramasser des capitaux afin de pouvoir provoquer et soutenir les grèves : ce sont des caisses permanentes de chômage. Les membres y payent par an de 5 fr. 45 à 130 fr. (en vue de former un fonds de réserve), suivant l'Union. La cotisation est égale pour tous : elle donne droit pour tous à un égal secours. Les pères de famille reçoivent un secours proportionné au nombre d'enfants.

Un conseil de surveillance ou exécutif élu chaque année, administre sous la direction d'un Président ; ce conseil est maître absolu, décidant les grèves, accordant les indemnités : on peut juger de son importance si l'on songe qu'il y a des Unions comme celles des mineurs qui comptent 35000 membres. Cette Union se divise en loges, une par district, ayant chacune sa caisse particulière. Les

délégués des différentes loges forment le conseil central qui a la haute direction.

Services. — Beaucoup de ces sociétés offrent à leurs membres les mêmes avantages que les sociétés de secours mutuels, par exemple, une indemnité hebdomadaire en cas d'accident ou de maladie, des frais d'enterrement de 200 à 300 francs. Quelques-unes les assurent contre la perte des outils ; d'autres enfin garantissent une retraite aux vieillards ; ces Unions qui ne s'occupent pas spécialement des grèves sont appelées Unions mixtes et les autres *Trade-Sociétés*. On peut reprocher à ces sociétés en général d'attirer par l'appât des bénéfices, des ouvriers qui alors se trouvent enchaînés malgré eux à ces soutiens de la grève (car ceux qui se retireraient, perdraient leurs bénéfices et on ne tiendrait aucun compte du nombre d'années pendant lesquelles ils ont payé leur cotisation). Il y a là vraiment une entrave à la liberté qui semble anormale.

D'après des calculs très exacts de l'expert Fucher, qui a examiné leur organisation financière, il semble démontré que toutes les sociétés organisées de la sorte, marchent à une banqueroute inévitable. Il serait donc à désirer que les ouvriers ne se laissent pas tromper par de vaines promesses, car ils risqueraient fort d'être déçus au moment du besoin. Parmi ces promesses nous relevons les suivantes :

Secours mutuels. 1° En cas de maladie, on promet 15 francs pendant les vingt-six premières semaines et 7,50 par semaine suivante. 2° Secours aux vieillards membres depuis 12 ans : 8,75 par semaine. Pendant les grèves

approuvées par la société, 12,50 pendant les 12 premières semaines et 7,50 les semaines suivantes.

Fuilanison croit qu'il suffirait de supprimer la dépense des grèves et d'élever les cotisations hebdomadaires au plus de 1 fr. 87, pour que ces sociétés offrissent toutes les garanties de solidité.

Cette remarque ne nous semble pas fondée, car les sociétés changeraient de caractère. Etant donné que leur but principal est le soutien de la grève, le danger ne subsiste-t-il pas toujours ?

Ce qu'il y a de particulièrement alarmant, c'est de voir combien peu on respecte la liberté de l'ouvrier ; la liberté du travail est comprise d'une manière étrange par les Unionistes ; on connaît ces fameuses *listes noires* ; là sont inscrits les noms des malheureux qui ont refusé de participer à la grève et il est interdit à tout Unioniste de payer ou de travailler avec eux. On viole ainsi le droit du travail sous prétexte de sauvegarder le même droit ! Etrange contradiction ! Etrange exemple que l'on donne du respect de la personnalité humaine ! Le grand malheur, c'est que les patrons ont fait aussi de leur côté des listes noires pour les ouvriers auxquels les patrons associés ne doivent jamais donner d'ouvrage ; les patrons s'engagent entre eux à imposer à tout ouvrier avant de l'employer, la renonciation à l'Union, comme condition et souvent le « lock-out », la fermeture des ateliers est le dernier mot de ces luttes ! Et alors on assiste au spectacle navrant de la ruine des uns et de la misère des autres. Ainsi vers 1833 à Liverpool, le lock-out des fabricants de briquettes, résultant des réclamations abusives des unions, produisit ce

triste résultat, après dix mois de cruelles privations, la perte des salaires se chiffrait à 1,800,000 francs et les ouvriers avaient en outre dépensé 450,000 francs provenant des Unions.

Il est inutile de faire le compte des sommes perdues par les ouvriers dans la trop longue série des grèves. A la vérité, malgré ces souffrances, ces insuccès, ces ruines et ces malheurs innombrables, les ouvriers n'ont pas encore ouvert les yeux sur le danger des grèves. Toutes les fois que les Unions ont tenté de faire ouvertement violence aux lois qui règlent l'équilibre des marchés, elles ont inévitablement échoué. Mais aujourd'hui elles pèsent d'un grand poids dans la balance : leur influence est considérable ; c'est une raison de plus pour régler par de bonnes lois le taux du salaire. Si j'ai un peu longuement parlé des *Trades-Unions*, c'est qu'aujourd'hui, ces associations anglaises ont une grande importance, tant par le nombre considérable de leurs membres que par les capitaux de réserve dont elles disposent et surtout à cause de leur but avoué : la grève, c'est-à-dire la lutte pour des chimères ; avec de pareilles armes, elles sont dangereuses, et méritent par cela même d'attirer toute notre attention.

Les *Trades-Unions*, enregistrées en 1885 avaient un revenu de 7,318,000 francs. Leur capital montait à 1,782,000 francs, et le nombre de leurs membres était de 249,653 (1).

C'est donc la minorité des ouvriers qui a toujours prétendu imposer sa volonté à la majorité : Ce fait est grave car si les Unionistes si peu nombreux arrivent parfois à troubler aussi profondément un pays, on se demande ce

(1) Yves Guyot (*Science économique*) 332.

qu'il en arriverait s'ils parvenaient à être la majorité ! Cependant nous croyons encore que la majorité des travailleurs est remplie d'un bon esprit de concessions, d'humanité et de sagesse ; aussi nous pouvons être tranquilles et espérer, que peu à peu, à mesure que de bonnes réformes se produiront, cette haine des classes disparaîtra et que l'on arrivera à une bonne entente. Finalement, quant au but principal « l'augmentation des salaires » l'insuccès a été constant ; d'après les tableaux du professeur Lévi (en Angleterre) nous voyons que les salaires de ceux qui ne font pas partie des unions ont augmenté dans une plus grande proportion que ceux des unionistes ; de 1866 à 1878 les salaires des femmes ont augmenté de 24 0/0 et ceux des hommes de 60 0/0 environ (1). L'impuissance des unions à empêcher la baisse en temps de crise est aussi constatée, dans le rapport même de l'Association des mineurs de Durham de 1887.

D'un autre côté, les chiffres sont éloquentes pour nous montrer les résultats désastreux auxquels ont abouti les grèves.

Les grèves anglaises de 1870 à 1880 montent d'après M. Bevan à 2352 formant un total de 54.162 journées ; et cela fait donc pour lui 79 journées gagnées sur 191 perdues ! Il a calculé que la perte de salaires pour 112 grèves à raison de 5 francs par jour et 5 jours de travail par semaine, monte à 125.233.000 francs ; à combien doit donc monter la perte du total des grèves ? A côté de cela, oubliera-t-on les funestes conséquences : affaiblissement physique, maladies, souffrances des femmes et des enfants, dettes accu-

(1) Yves Guyot. (*Science économique*) 334.

mulées, dépréciations des maisons dans les pays où se produisent les grandes grèves ; à Nilwal-sur-Tamise, la grève a tué l'industrie qui a été obligée d'émigrer. En 1870, il n'y a eu que 30 grèves ; en 1879, elles se montent à 308. La grève des constructeurs de navires de la Clyde, en 1877, a coûté 7,500,000 francs et celle des mineurs de Durham en 1879 : 6,000,000 de francs.

En France, les syndicats professionnels poursuivent le même but que les *Trades-Unions* anglaises. Leur existence légale date de 1884. En somme le principe de l'association a été mal compris, car, au lieu de l'appliquer au relèvement du travailleur, on s'en est servi pour des grèves où les épargnes des ouvriers ont sombré.

Cependant, à part la mauvaise direction, ces unions rendent d'excellents services, par l'esprit de solidarité qu'elles développent ; alors l'ouvrier ne se sent plus isolé ; si, par exemple, il a des intérêts pour lesquels lui manquent l'instruction, le temps et les moyens de se faire aider par autrui, infailliblement, étant isolé, ses intérêts seront négligés ou méconnus. Mais, comme ses intérêts lui sont ordinairement communs avec ses camarades, la dépense nécessaire à les sauvegarder, répartie entre tous, sera bien minime. Et de plus, n'est-ce pas dans l'association que l'ouvrier trouvera les conseils, les affections dont il a besoin. A ce titre, les unions sont bonnes. Mais ces services pourront-ils compenser les désastres qu'elles ont provoquées. Les statistiques nous prouvent une augmentation des grèves. — Où s'arrêtera ce flot qui monte, qui monte sans cesse ? L'avenir semble bien sombre.

Bilan de 1884. — Les *Trades-Unions* disposaient en

1884 du capital énorme de 12 millions (1) — M. Husson donne, d'après M. Burnett (2), chef de bureau du travail récemment créé au Ministère du commerce (*Bord of trade*) les chiffres suivants pour 1888 (3). Les adhérents montent à 600,000 membres. Les Unions correspondent aux Syndicats professionnels en France et sont en même temps des sociétés de secours mutuels avec caisse de retraite.

Leur accroissement a été rapide. Ainsi la société des constructeurs de navires en fer, ne comptait que 7,600 membres en 1870 et comptait 28,700 en 1884. Celle des mécaniciens a passé de 12,500 en 1885 à 52,000 en 1886 ; celle des fondeurs, dans le même moment, a monté de 5,685 à 12,037.

En France les syndicats étaient, en 1886, au nombre de 1600 dont 1400 d'ouvriers et patrons de l'industrie et 200 d'agriculteurs et vignerons. Sur ce nombre Paris en comptait à lui seul 400 dont 250 syndicats ouvriers.

Sociétés de consommation. — Comme ce sont celles qui ont le plus de succès en Angleterre, et qui y sont le plus répandues, examinons-les un peu en détail.

C'est en 1844 que les pauvres ouvriers de Rochdale pensèrent qu'il serait possible d'améliorer leur sort en s'unissant pour acheter en gros les objets nécessaires à l'entretien de leurs familles. Tout d'abord cette simple idée rencontra des difficultés dans la pratique, mais par la persévérance et la confiance, ils eurent bientôt un brillant succès. « Ce sont les fameux pionniers de Rochdale ». Ils

(1) *Journal des Econ.* 89, p. 201. Du Synode.

(2) *L'Indust. devant les probl. économiq.* 1888, p. 38.

(3) Husson. — *L'Industrie*, 1888, p. 21.

commencèrent par verser chacun 0 fr. 20 par semaine pour former le fond social : ils étaient 28. Au bout d'un an ils avaient déjà 700 fr.

Avant elle il y a eu d'autres sociétés, comme le relève M. Roullier (1). Mais elles dataient depuis un certain temps déjà et elles étaient tombées en oubli. La société de Rochdale, eut, elle aussi à lutter à son début contre l'hostilité des ménagères qui, trouvant du crédit aux anciens magasins, ne voulaient pas les quitter. Au bout de deux ans, tout marcha bien, les pionniers (ils s'étaient ainsi nommés pour montrer qu'ils voulaient frayer une voie nouvelle) remportaient déjà des succès. Pour se faire une idée des difficultés du début, il faut songer que, lorsqu'ils voulurent augmenter un peu le capital de roulement, l'un d'eux ayant offert d'apporter une livre (25 fr.) cela causa une véritable stupéfaction. Le jour de l'ouverture de la boutique, une foule immense se pressait dans la ruelle en poussant des huées, si bien que les associés se cachaient et que pas un n'osait affronter le ridicule et braver la foule.

En 1860, ils étaient déjà en état de fonder une société de prévoyance pour la maladie et de secours pour les funérailles, ainsi qu'une société de construction de cottages.

Actuellement, écrit M. Hoayloake (*Histoire de la coopération*), la société de Rochdale s'est ramifiée en 15 locaux spéciaux, très bien aménagés ; elle a un dépôt central, dans un immense édifice ; il faut une heure pour en visiter les diverses pièces. En outre, elle a des biens disséminés dans toute la ville.

(1) *Associat. Coopératives*, 1876, page 10.

Les statuts des pionniers de Rochdale contenaient comme but final l'organisation de la production aussitôt que faire se pourra, la distribution du travail et de ses fruits, afin de former une colonie intérieure se suffisant à elle-même ». On voit ici l'idée d'Owen qui rêvait de reformer la société entière par l'établissement de semblables colonies. C'est le même but que poursuivaient les disciples de Fourier en France, en fondant « l'Union Agricole du Sig » mais les Anglais, qui avaient parfaitement réussi dans leur société de consommation se sont arrêtés là.

L'exemple de Rochdale et la propagande des partisans de Owen qui considéraient ces sociétés comme une excellente préparation à l'application de leurs doctrines, aidèrent à la formation de semblables sociétés à peu près suivant cette progression : une fondée en 1845, une en 1846, trois en 47, quatre en 1850, six en 1858, etc., puis en 1861 on arrive à 45 sociétés, fondées jusqu'à cette époque. En 1863 il existait déjà 332 sociétés ayant 90,458 membres et un capital de 10,732.000 fr. Les bénéfices furent de plus de 4 millions sur 50,000,000 de fr. de vente (1) soit 8 0/0 du capital. En 1848, une société se formait à Londres pour propager les associations.

Les sociétés de production n'ont pas eu le même succès et n'ont jamais été nombreuses en Angleterre.

Ce qui a favorisé la formation des sociétés en Angleterre, a été d'un côté, les facilités que trouvaient les ouvriers dans la législation, et surtout la liberté dont ils jouissaient déjà, alors qu'en France tel n'était pas le cas, comme on a pu le constater dans l'historique des coopératives.

(1) Valeroux, *Associat. ouvrières*.

Malapert (1) attribue le succès à ce que les maîtrises ne sont pas juridiquement abolies dans les Iles Britanniques : il en résulte que le nombre des épiciers est limité et qu'ils imposent leurs conditions aux acheteurs ; ceux-ci sont donc assurés, en s'unissant pour faire leurs achats en gros, de réaliser un bénéfice considérable.

Ce qui résulte du tableau, c'est que 945,619 ménages ont acheté chacun, à leur *store*, une somme de plus de 900 fr. de marchandises ayant réalisé un profit de 84 fr. environ, soit 9 1/3 0/0.

Quant aux opérations spéciales des deux grandes *Wholesale societies* de Manchester et de Glasgow, pour 1887, on relevait les chiffres suivants :

English Wholesale Society :

Sociétés commanditaires	827
Capital pour la vente. . . liv. sterl.	222.861
Capital pour fabrication.	78.093
Capital pour total.	300.954
Capital emprunté.	579,817
Réserve.	32,658
Stock.	496,622
Ventes de produits achetés.	5.518.216
Ventes de produits fabriqués.	195.019
Bénéfice net.	65.141

Les deux *Wholesale* sont des sociétés d'achats en gros commanditées par les *distributive societies* au prorata du

(1) *Journal des Economistes*, 1872, p. 335.

chiffre de leurs actions. Elles ne recherchent pas de gros bénéfices, mais cependant l'étendue de leurs affaires en fait naître d'énormes ; elles les répartissent entre les sociétés qui sont leurs clients, après avoir largement rétribué leur personnel.

Autres sociétés. — Il y a en Angleterre un autre genre de sociétés : les coopératives bourgeoises. Elles se sont formées en se réclamant de certains corps comme l'armée, la marine, certains fonctionnaires civils, et, à l'aide de ces titres, elles ont réussi à se faire une clientèle considérable parmi les fonctionnaires de l'Etat.

Dans ces sociétés, ne participent aux bénéfices nets que les actionnaires ; on vend de tout avec réduction de 5 et 3 0/0.

De plus, le succès des pionniers tient à ce qu'ils vendaient à tout le monde et non pas aux seuls associés (à la différence des sociétés précédentes). Et l'espoir de toucher une part dans les dividendes, fit venir une foule d'acheteurs. Notons aussi, comme condition *sine quâ non* de réussite, qu'ils eurent à leur tête d'habiles administrateurs.

Les bénéfices, après attribution d'un intérêt fixe aux actionnaires et d'un dividende aux administrateurs, se partagent entre le capital et les acheteurs.

Et les sociétaires ont l'avantage de pouvoir laisser leurs bénéfices dans la caisse sociale, en compte courant ; ces sociétés acceptent aussi des dépôts d'argent auxquels elles font un intérêt de 5 0/0. Aussi les fonds ne manquent pas d'affluer de tous côtés, car en achetant des valeurs de bourse, on ne toucherait au plus que 4 0/0.

L'administration appartient à un conseil d'administra-

tion surveillé par une commission de contrôle. Le conseil nomme un directeur, celui-ci choisit son personnel et reçoit lui-même ses pouvoirs de l'Assemblée générale.

Donnons maintenant quelques chiffres :

En 1888, un congrès tenu à Dewsbury, en Angleterre, publia les chiffres suivants sur l'état des associations de consommation (*Distributive societies*) en 1887 ; ces associations facilitent l'épargne à des centaines de milliers de familles :

Nombre des associations	1.432	Terrains, constructions	4.669.550
Nombre des membres	945.649	Ventes de l'année livres sterlings.	34.189.715
Capital actions livres sterlings...	10.012.048	Frais généraux...	1.120.912
Capital emprunté.	2.134.890	<i>Bénéfices nets</i> ...	3.193.178
Fonds de réserve.	475.912	Consacré à l'éducation	23.629
Stock fin 1887.....	4.165.339	Consacré à la charité	8.158
Placement en valeurs livres sterlings	4.253.666	Amortissement exercice 1887...	204.718

au-dessous du cours, selon les objets. Les fonctionnaires y ont en outre l'avantage de ne pas s'endetter, car ils s'habituent à payer comptant.

En 1883 (1) « *l'Army and navy coopérative society limited* » vendait pour la somme de 2,148,288 livres sterlings, en réalisant un bénéfice net de 1,88 0/0 et la « *Civil service association limited* » sur 1,610,894 livres sterlings d'affaires réalisait un bénéfice de 2,75 0/0 tout en vendant au-dessous des prix courants.

(1) Brelay. *Soc. coopérative*. 1884, page 7.

En 1883, l'Angleterre comptait 436 sociétés de Crédit mutuel, comptant 41,836 membres et un avoir de 344,504 livres sterlings : et les *Building societies* étaient au nombre de 1720, comptant 508,371 membres. Parmi elles 1667 avaient fourni leur bilan et un capital de 47,742,809 l. st. soit en francs 1,193,570,225 fr.

1290 sociétés avaient à répartir des bénéfices de 41,607,875 fr.

Les sociétés de consommation anglaises ont un avantage moral très grand. Elles construisent des salles de lecture, des écoles pour les enfants des associés et souvent les familles se rassemblent dans des fêtes intimes où se resserrent les liens qui les unissent et, il faut bien le dire, ceci détourne l'ouvrier du cabaret.

Depuis 1868 enfin, l'Angleterre a une « Union des sociétés coopératives ». Chaque année, il y a un congrès dans les différentes villes à tour de rôle. Dans l'intervalle, l'Union est représentée par une cinquantaine de délégués. Cette espèce de comité représente l'Union auprès des pouvoirs publics. L'Union a pour organe le journal « *Cooperative News*. »

Signalons, en terminant ce chapitre, un des caractères bien frappants de la coopération anglaise. C'est une tendance religieuse très marquée. Comme l'on ne voit pas seulement dans la Coopération une affaire d'économies et de dividende, les chefs du mouvement veulent ramener le but à poursuivre, et les sentiments dont on doit s'inspirer dans sa recherche, à l'idée religieuse, comme à la seule force capable d'élever les esprits au dessus des questions d'intérêt personnel. Déjà les congrès des coopératives

commencent toujours par un service religieux ; on a rédigé un manuel approuvé par le congrès de Leed en 1881 où il est déclaré que la coopération doit être le moyen d'établir « le règne de Dieu et sa justice » (comme les bijoutiers français en 1834) et d'obtenir pacifiquement ce que d'autres réclament par la violence.

CHAPITRE II

Allemagne

§ I. — BANQUES RAIFFEISEN.

Nous ne donnerons que quelques notions sommaires sur les banques populaires qui ont pris en Allemagne un très grand essor. Le crédit populaire y a en effet atteint le maximum de développement et de succès.

Il faut distinguer, en dehors des sociétés de secours mutuels, deux types principaux : celui de Schulze-Delitsch, le plus répandu et celui de Raiffeisen qui prête spécialement aux classes agricoles.

Nature. — Les banques Raiffeisen, appelées aussi *Darlehnsanstalten* sont d'excellentes institutions de bienfaisance et de patronage. Mais comme elles sont surtout inspirées par la philanthropie religieuse, il nous semble qu'elles sortent un peu du cadre économique et doivent être comptées parmi les œuvres pieuses. C'est à tort que des publicistes ont considéré les avantages de leur crédit rural comme supérieur à ceux des banques populaires de Schulze.

Car tout d'abord il n'y a pas de crédit rural spécial ; malgré tous les efforts des législateurs on n'est pas arrivé à l'instituer : le crédit « ne se décrète pas, il s'inspire » qu'il soit rural, commercial ou autre.

Le crédit garanti par des sûretés matérielles a toujours obtenu ce que lui accordait le degré de l'aisance générale.

Le crédit personnel, qui n'a que la garantie morale, ne peut-être que proportionné à la valeur de l'emprunteur, valeur résultant de différentes circonstances, comme l'activité, l'honnêteté, la ponctualité dans l'exécution de ses engagements, la bonne renommée, la capacité, l'ingéniosité, etc. La classe pauvre ne pouvant posséder ces qualités, le crédit leur sera forcément inaccessible. Toute organisation, fût-elle la plus ingénieuse, n'arrivera pas à accorder au « monde des pauvres et des déshérités » un droit au crédit supérieur à la valeur morale de l'emprunteur ; celui qui emprunte inspire par cela même la confiance qu'il pourra payer sa dette. Car on ne peut voir « l'accession au crédit » pour les classes pauvres dans ce fait que certaines banques populaires — comme nous le verrons dans la suite — destinent une partie de leurs gains aux prêts sans gages : ce n'est qu'une goutte d'eau versée sur l'immense brasier de la misère.

Ne confondez pas « les vœux du cœur et les lois des affaires ». On prêterait volontiers au besoigneux si l'on pouvait espérer le remboursement, si l'on pouvait au moins compter sur l'exactitude et l'honnêteté des hommes ; je me plais du moins à le croire, car la possession d'un certain capital ne rend pas le cœur humain plus dur.

Mais comment se rassurer sur ces dangers ? Tout ce qu'on pourra faire c'est de prêter avec discernement, c'est-à-dire tâcher de reconnaître celui qui rembourserait certainement sa dette, si les circonstances le lui permettaient, risquer de bon gré la mauvaise fortune. Cela touche déjà à la philanthropie. Ce n'est plus la direction naturelle que prend le capital lui-même, c'est une direction que lui impré-

me un cœur généreux, plein d'amour pour le prochain ; c'est le sacrifice, ce n'est plus le crédit.

C'est à tort qu'on a vanté à l'excès les caisses de prêts de Raiffeisen ; c'est à tort qu'on les représente comme d'heureuses rivales des banques populaires allemandes Schulze-Delisch, rendant plus de services à l'agriculture que celles-ci.

Et tout d'abord ce ne sont pas des banques. Elles n'ont pas de capital. Ce ne sont que des « groupes de personnes solidarisées » : les uns ne possèdent rien, d'autres possèdent des biens plus ou moins importants. C'est une société de bienfaisance, non une banque, son activité s'étend sur la commune locale et non sur tous les agriculteurs. Les plus riches de la localité s'associent pour garantir les prêts faits aux pauvres, en assurant la responsabilité des pertes.

N'ayant pas de capital social, elles ne sont pas soumises à la loi de 1868 (4 juillet) qui régit les banques populaires. Leur but n'est pas de réaliser des bénéfices, cela est expressément stipulé dans les statuts. En fait on réalise bien de petits bénéfices destinés à constituer une réserve inaliénable qu'on ne partagera jamais, et qui, en cas de liquidation, servira à former une caisse semblable.

Elles ont pour but de soustraire les paysans à la coutume pratiquée par les juifs, en leur prêtant, pour les aider à acheter leurs semences, le bétail, les instruments les terrains etc., on se recrute par sélection ; aucune cotisation n'est exigée, on s'engage sans aucune réserve vis-à-vis des prêteurs qui sont généralement étrangers à la société. Comme les riches courent seul des risques, ils agissent prudemment, limitent les prêts ; de la sorte les pertes sont

minimes. Méfians et parcimonieux, ils ne secourent que les clients les plus « solides ».

Ces riches, ces patrons, acquièrent une influence légitime forment une sorte d'aristocratie agréée par le gouvernement et encouragée par des dons. En 1886, les Caisses Raiffeisen ont touché *trente mille* marcs de Guillaume I^{er} comme encouragement à l'agriculture, *sept mille* marcs de l'administration des provinces Rhénanes, et *deux mille* en 1887.

Bilan. — On est moins bien informé sur les banques Raiffeisen que sur les banques Schulze. En 1885 on en relevait 245 accusant 24,466 sociétaires et un commerce de 18 millions de marcs. Elles ont aussi une caisse centrale : les prêts en 1885 étaient de 3,508,500 marcs d'après, Morin.

§ II. — BANQUES SCHULZE

Schulze (Hermann), né à Delitsch, dans la Saxe prussienne, avait commencé par fonder de petites associations de chant. En 1849 il créa une caisse de secours pour les cas de maladie et de mort. Puis il fonda une humble corporation, *les cordonniers, association pour l'achat en gros des matières premières*.

En s'occupant de ces idées de corporation, il s'attacha à la coopération appliquée au crédit qui lui apparut comme un moyen puissant d'activer l'épargne et de conduire les travailleurs honnêtes à un état social moins inégal.

Il s'arrêta à la formule de l'initiative privée ; il ne fait appel qu'à l'énergie, individuelle à l'aide-toi toi-même, au

selbsthülfe. Les caractères en sont : 1° le crédit « mutualisé », une solidarité courageuse décidée à éteindre les dettes, élément qui réussit à captiver la confiance du public.

2° L'admission de toute personne laborieuse et probe, par un comité recruté parmi les associés ; la direction et le contrôle réservés aux associés. 3° La création d'un fonds social, appartenant aux sociétaires, formé soit par une taxe d'admission soit par des cotisations mensuelles ; la répartition égale des bénéfices.

La première banque fut fondée à Delitsch en 1850.

En 1859 fut créée une agence centrale pour grouper les renseignements, aider les sociétés naissantes, former un noyau de propagande avec une cotisation de 2010 des bénéfices de chaque société, dès lors les banques populaires se sont grandement développées.

En 1864, Schulze transforma cette agence en *Fédération des coopératives allemandes* et le congrès de Mayence en vota les statuts. Le peuple, en récompense des services qu'il avait rendus, ayant fait une souscription de 50,000 thalers, il n'en accepta que l'usufruit et affecta le capital à la fondation d'une *Banque Centrale*, créée en 1865, au capital de 275,000 thalers souscrits par les coopératives et quelques capitalistes.

Lorsqu'en 1867, une loi établit la variation indéfinie du capital et du nombre des sociétaires, la responsabilité jusqu'à concurrence des dettes, et la diminution des charges fiscales, le mouvement d'extension grandit encore.

Schulze est mort en 1883 ; une statue lui a été élevée par souscription. Donnons maintenant quelques détails sur le mécanisme de ces banques : elles partent de cette

idée fondamentale que l'ouvrier, par le courage et l'épargne peut arriver à se former un petit capital qui améliorera sa condition matérielle et morale. Ce capital, résultant de diverses qualités : honnêteté, travail, etc., sera un gage suffisant pour le crédit mutuel.

De là on arrivera à la responsabilité solidaire des opérations sociales.

Les sociétaires sont admis par un conseil d'administration, quand on ne fait pas appel à l'assemblée.

Membres. — Schulze s'est inspiré de l'idée « qu'on ne prête qu'aux riches ». Il n'a laissé à cet égard aucune erreur se glisser chez ses adeptes. La preuve en est qu'il n'a groupé que des travailleurs pris par « cooptation » dans tous les rangs sociaux. Il a pensé avec raison qu'il est nécessaire qu'ils se connaissent autant que possible et puissent s'estimer par conséquent. Dans ce but, on n'admet dans la société que des candidats de bonne réputation, laborieux et amis de l'épargne. Un tel sociétaire demandant le crédit n'est pas un indigent.

Il présente comme garanties, d'abord, ses petites ressources, ensuite ses qualités dont on s'est préalablement assuré, et enfin, comme conséquence de ces qualités, la garantie des coassociés.

On exige d'abord qu'il fasse preuve au moins apparente d'une certaine décision en acquittant un léger droit d'entrée, et en s'engageant à libérer graduellement l'action qui finira par lui donner un droit proportionnel aux avantages communs.

Il offre donc des garanties pour les services qu'il demande. On associe le travail à l'économie, car il doit

travailler pour pouvoir faire honneur à ses engagements, et avoir le droit de faire appel, en cas de besoin, au capital social fruit de l'économie des autres. On ne s'adresse donc qu'à la personne et non à quelque abstraction : crédit rural, industriel, etc.

La part est la même pour tous ; elle est mensuelle. Les sociétaires ont seuls droit à l'avance et à l'escompte, qui, au-dessus du double du versement, ont besoin d'une caution ; on est remboursé six mois après la sortie et l'on est responsable deux ans après cette sortie.

La Banque centrale de Berlin sert d'intermédiaire aux banques populaires, leur fait des avances ou réescompte leurs valeurs commerciales.

Les ressources de ces banques proviennent de l'apport des membres : taxe d'entrée, capitaux d'emprunts fournis par le réescompte, dépôts d'épargnes à vue ou à terme.

Les petites demandes de prêts priment les grandes. Une part des bénéfices va à la réserve pour couvrir les risques.

Une assemblée trimestrielle de tous les membres forme le rouage de la gestion ; il est complété par un comité élu pour trois ans, composé d'un président, d'un caissier, d'un contrôleur rétribués, avec neuf assesseurs, irresponsables des appréciations erronées de la solvabilité. Enfin un projet de loi de 1888 qui a déjà obtenu l'adhésion du congrès d'Erfurt, autorise le maintien de la responsabilité intégrale, mais le système devient facultatif. On pourra désormais lui substituer le régime où les associés seront responsables pour le montant de leurs actions et pour la somme supplémentaire que les statuts détermine-

ront d'avance ; en échange, des inspecteurs et des pénalités contre les administrations négligentes renforceront l'ancienne solidarité.

La moyenne des prêts a été de 3510 marcs (à 1 fr. 25) : cela ne dénote pas un grand état de pauvreté et parmi les emprunteurs près de 30 0/0 s'adonnaient aux travaux agricoles (1).

En 1885 on comptait 547 banques, 270.808 membres dont 72.994 cultivateurs et 37.879 journaliers travaillant aussi spécialement la terre. C'est donc le crédit agricole ; les pairs leur prêtent pour les aider, préférant avoir affaire à des gens d'un certain avoir ; d'autre part leur intérêt les engage à prêter intelligemment.

On ne prête pas à longue échéance, car il faudrait immobiliser des capitaux, et l'intérêt des banques est de tenir le leur en activité permanente.

Le crédit agricole se développera, lorsque, en Europe, l'industrie des produits directs du sol sera organisée en grand comme celle de la filature, du tissage, de la sucrerie, des transports... ; de nombreux capitaux seront offerts, car leurs échéances étant très éloignées, elles seront soustraites au formidable aléa des intempéries.

Et les ressources de l'exploitation offrant de bonnes garanties, on pourra accepter sans crainte l'intérêt le plus modique.

Mais dès à présent déjà, les banques populaires avec leurs principes analogues à ceux de la caisse d'épargne, de la société de secours et de l'assurance, rendent de très

(1) *Blätter für Genossenschaftswesen*. N° 38 de 1887 ; N° 43 de 1888.

grands services en Allemagne, en Italie, en Belgique, en Russie, en Suisse, en Autriche et en Scandinavie.

Ces banques sont de vrais établissements financiers ; elles ont pour but de réunir des capitaux grâce à l'économie des associés et à l'emprunt garanti par leur solidarité, de les faire fructifier ensuite et d'en partager le bénéfice. On n'a pas le droit de compromettre le capital pour rendre des services à d'autres.

C'est pour avoir méconnu cette vérité que les banques françaises n'ont pas réussi ; il faudrait un contrôle sérieux sur la gestion, pour éviter le sentimentalisme. Dans ces conditions on pourrait utiliser les fonds des Caisses d'Epargne.

La durée du crédit des banques de Schulze est de trois mois ; elle accorde des renouvellements bien justifiés et cautionnés, ce qui permet aux agriculteurs de lutter contre les intempéries qui les empêchent d'être exacts. Dans ce but on leur accorde autant que possible des circonstances atténuantes, et on arrive à distribuer 14 marcs de bénéfice à chaque actionnaire client.

Ces banques opposent ou pourraient opposer une force invincible à ce que l'on appelle la féodalité financière, c'est-à-dire à la réunion de quelques détenteurs de capitaux démesurés. Les efforts concentrés des banques populaires et des sociétés de consommation pourront déjouer ces combinaisons iniques qui échappent toujours aux lois.

L'importance des banques populaires en Allemagne est très grande : 886 banques seulement qui, en 1887, ont rendu leurs comptes, avaient un dépôt de 534 millions de francs,

tandis que la Banque d'Allemagne n'a que 525 millions et la Banque de France moins encore (si l'on extrait les sommes qui appartiennent à l'Etat); on voit par là le chiffre énorme que devaient accuser les 2800 (1) banques coopératives existant alors. Cela fait penser au mot de Jules Simon : « Le plus grand banquier, c'est encore le peuple ».

Les effets moraux des banques n'ont pas été moindres que les services matériels. L'acceptation de la solidarité a élevé la moralité moyenne des artisans, des petits patrons, des petits cultivateurs ; elle les a rendus aptes à tenir leurs engagements. La part faite à l'énergie individuelle les habitue à ne compter que sur eux-mêmes, à agir, sans attendre que le bien leur vienne de l'Etat-providence. Et par les banques Raiffeisen, des liens de dévouement et d'estime ont rapproché dans les communes les agriculteurs riches et les paysans.

§ III. — RÉSULTATS MATÉRIELS

Bilan 1887. — D'après le rapport de M. le Docteur Schenk, syndic de la fédération des associations coopératives allemandes, présenté au congrès d'Erfurt le 30 août 1888, il y avait en Allemagne, le 31 décembre 1887, près de 5000 sociétés diverses (dont 2200 banques Schulze) basées sur l'action individuelle et l'épargne protégée par la mutualité.

Les membres participants s'élevaient à 2 millions ; le mouvement d'affaires atteignait 3 milliards de marcs (à 1 fr. 25) ; le capital était de 800 millions de marcs,

(1) En France à peine 18 : *Union Economique* 1887 N° 6.

dont 300 millions aux actionnaires (avec la réserve) et 500 millions à des prêteurs et dépositaires. Donc, leur capital de 300 millions permettait et facilitait des opérations de 3 milliards. On n'a pu réunir à temps les bilans de toutes les associations, mais voici les résultats des comptes-rendus reçus par le syndic.

Sociétés d'avances et de crédit (1)		Banques populaires Schulze-Delitsch	
Sociétés.....	886	Capital employé, savoir :	
Associés	456.275	Capital propre, marcs	110.630.967
Mouvement d'affaires : marcs.	1.601.857.197	— de réserve...	24.244.992
Moyenne par société	1.807.965	— étranger.....	427.125.264
Moyenne par membre.....	3.510	Frais.....	5.965.657
Capital employé. \	562.001.223	Pertes.....	807.751
		Bénéfices totaux.	6.014.128

On a distribué à chaque associé 14 marcs (17 fr. 50) comme dividende. On a doté le compte d'éducation de 40.845 marcs, et celui des secours et pensions de 26.398 marcs. Si le dividende n'est pas grand, les services réciproques reçus par les coopérateurs l'augmentent considérablement et seraient à eux seuls d'une importance plus que suffisante. Et ces chiffres ne se rapportent qu'à 886 banques sur 2200 !

Les intérêts prélevés ont été de 5,52 0/0 en 1887 contre 5,55 0/0 en 1886, et la rémunération des capitaux d'emprunt a été de 3,08 0/0 contre 3,81 0/0 en 1886, preuve de la confiance dont jouissent les banques populaires.

Quant à la statistique professionnelle, 796 associations seulement, comptant 401,722 membres, l'ont envoyée.

(1) *Economiste français* 1888. 2. p. 790.

Voici quel était l'ensemble en 1887 :

	Pour cent
Ouvriers indépendants	29.1
Agriculteurs indépendants, jardiniers, forestiers, etc.	26.9
Marchands indépendants	9.5
Rentiers, retraités, etc.	8.0
Médecins, pharmaciens, artistes, employés de l'Etat et des communes	6.6
Charretiers, messagers par voie de terre et d'eau, aubergistes, cabaretiers, etc.	4.8
Fabricants, propriétaires de mines, entrepreneurs de bâtiments, etc.	3.4
Aides et ouvriers d'agriculteurs, de forestiers et jardiniers	3.0
Facteurs, employés subalternes de chemins de fer et de télégraphes, garçons de café ou d'hôtel, bateliers non indépendants, etc.	2.1
Commissionnaires, domestiques, etc.	1.0
Employés de commerce.	0.6
TOTAL :	100.0

Il y a donc à remarquer la présence de près de 27 0/0 d'agriculteurs, remarquons aussi le mélange des autres classes qui font partie des associations. Les autres associations n'ayant pas présenté de comptes rendus assez complets et homogènes, nous ne relevons que certains chiffres.

En une année, elles se sont accrues de 302 nouvelles

associations, dont la majeure partie appartient à l'économie agricole ; on comptait à la fin de 1887 :

- 688 associations d'achats de matières premières agricoles ;
- 139 associations d'achats de matières premières industrielles ;
- 222 associations de production agricole ;
- 8 associations de production industrielle ;
- 67 associations d'assurances et autres objets ;
- 64 associations de magasins ou dépôts industriels ;
- 8 associations de magasins ou dépôts agricoles ;
- 35 associations de construction, etc., etc.

Nous avons déjà constaté l'échec de ces tentatives en France et leur médiocre succès dans le Royaume-Uni.

Sociétés de Consommation. — Imitées du type anglais des *distributives*, elles étaient à la fin de 1887 au nombre de 712 ; on ne connaît que les opérations de 171 d'entre elles, ce qui laisse supposer que les autres n'ont pas de beaux succès à faire connaître.

Ces 171 sociétés comptaient 154.460 membres en 1887.

Les marchandises distribuées s'élevaient

à	marcs	41.441.685
Les capitaux des associés à		3.691.784
Les fonds de réserves à		1.953.616
Les crédits accordés aux sociétaires à . .		2.935.677
49 sociétés ont dû passer en non-valeurs, pour marchandises livrées à de mau- vais débiteurs.		200.459
La répartition des bonis réalisés a été de		3.522.402

ce qui représente 90 1/2 0/0 des capitaux spéciaux des sociétaires.

Estimation des immeubles et agencements 3.167.685

Les hypothèques représentaient 1.062.613

Les bénéfices sont donc inférieurs de 8 1/2 0/0 au chiffre des affaires.

CHAPITRE III

Italie

§ I. — NATURE ET ORIGINE

La première fois, en 1858, un congrès de sociétés ouvrières, réuni à Vercelli, s'occupa de la question du crédit populaire. L'avocat Boldrini, qui trouvait absolument dérisoire de rendre obligatoire une épargne préalable à un ouvrier nécessaire, voulait fonder une banque prêtant jusqu'à 100 fr. sans autres garanties que le travail et l'honnêteté personnelle.

M. Suzatti, professeur à l'Académie de Milan, enthousiasmé par le système des banques Schulze-Delitsch d'Allemagne, le combattit, et soutint que l'épargne doit précéder la banque si l'on ne veut pas la voir courir à une ruine certaine ; il affirma de même que la mutualité seule pouvait faire marcher une banque populaire.

Pour fonder ses idées, et convaincre ses auditeurs, il fonda à Lodi en 1863 une banque mutuelle qui réussit.

Dans de nouvelles discussions en 1865 à Turin, le système de Suzatti triompha. Dès lors M. Suzatti, avec le concours de R. Vigano et d'autres hommes dévoués, amis du peuple, se consacra à la propagande de cette idée qu'il a réussi à implanter dans toute l'Italie : les banques populaires italiennes sont aujourd'hui très nombreuses et très

florissantes ; son énergique persévérance a été couronnée d'un plein succès.

M. Suzatti recommande aux banques populaires d'accorder du crédit à leurs membres seuls, et de le limiter à de faibles sommes.

Il s'oppose à la centralisation de ces banques. Il veut que leurs adhérents soient pris exclusivement parmi les ouvriers, les petits artisans, les petits commerçants et cultivateurs, afin qu'elles répondent toujours à leur nom et ne s'éloignent pas du but qu'elles se proposent. Il exige surtout la mutualité entre les sociétaires, car ainsi les actions ne cessent qu'avec l'autorisation de l'administration.

M. Suzatti a essayé d'adapter au caractère des races latines, le modèle allemand, en réduisant la solidarité, et en adoptant la forme des sociétés anonymes à capital variable.

Le député Alvisi créa la *Banque du peuple*, sur des bases absolument opposées à la prudente réserve du système Suzatti ; cette banque avait un capital d'actions au porteur, et elle répandait le crédit dans des conditions trop larges pour qu'elle pût durer longtemps. Il croyait pouvoir accorder le crédit sans demander de garanties ni choisir ses adhérents, ce qui fit dire à Suzatti : on ne cède pas la moralité au porteur. La *Banque du peuple* fit faillite.

§ II. — CARACTÈRES SPÉCIAUX

Suzatti, tout en suivant le modèle de Schulze-Delitsch, y a apporté quelques modifications, relatives à divers points :

Constitution de la Banque et actions. — Les actions sont nominatives mais peuvent être transférées avec l'autorisation de l'administration, tandis qu'en Allemagne les parts sociales (qui correspondent aux actions italiennes) sont incessibles.

En outre, tandis qu'en Allemagne on adopte l'uniformité des parts, en Italie un sociétaire peut réunir jusqu'à 50 actions qui sont en moyenne de 50 fr. et varient de 10 à 100 fr ; elles sont payables par cotisations successives s'abaissant jusqu'à 25 centimes par mois.

La forme des banques étant la société anonyme, la division des actions en parts égales et la fixation d'un capital limité, sont rendues par cela même impossibles.

Responsabilité des actionnaires. — Elle s'arrête au montant des actions souscrites par chacun, tandis qu'en Allemagne la loi elle-même impose la responsabilité indéfinie, c'est donc une différence capitale.

Les succursales de ces banques, à la campagne, sont très nombreuses. Elles ont pour but de répandre le crédit dans la classe agricole ; en Allemagne, au contraire, toutes les banques sont indépendantes.

Elles prêtent sur l'unique garantie morale, à intérêt nul ou très réduit. C'est le prêt d'honneur (certaines banques allemandes, il est vrai, admettent ce prêt). Elles facilitent aussi les prêts agraires.

Les banques populaires italiennes établirent deux distinctions entre les dépôts qu'on leur confie : (a) *Dépôts d'épargne* provenant surtout des classes pauvres auxquelles on paye un intérêt plus élevé (il atteint parfois 5 0/0), remboursables à vue ou à terme ; les livrets d'épar-

gne sont le plus souvent *au porteur* ; (b) dépôts en compte courant, essentiellement commerciaux ; l'intérêt dépasse ordinairement de 1/2 0/0 celui des caisses d'épargne.

Les sociétés de secours mutuels, firent naître les petites banques mutuelles comme le fait remarquer M. Léon Say (1), qui manifeste un véritable enthousiasme pour les banques populaires italiennes ; elles sont très répandues dans le Milanais : il y a des livrets d'épargne dans le moindre village, chaque habitant vient confier ses petits dépôts pour alimenter la banque du lieu. Ainsi l'épargne favorise l'agriculture et l'industrie.

Elles sont administrées avec un enthousiasme et un dévouement qui ne se démentent jamais ; aussi sont-elles récompensées par un notable succès.

Au lieu d'être nominatifs comme en France, les livrets de caisses d'épargne sont *au porteur* presque partout en Italie ; c'est une méthode particulière empruntée à leurs grandes caisses d'épargne.

L'organisation est presque partout la même : on ne prête qu'aux sociétaires. Les associés ne reçoivent d'autres membres qu'après avoir pris des renseignements sur leur valeur morale. Le contrôle est donc fait par les intéressés eux-mêmes : c'est le meilleur contrôle possible.

On ne prête qu'après une décision du conseil qui fixe lui-même les limites. Le prêt doit être garanti par une caution et escompté avec l'aval d'une personne solvable.

Elles payent les impôts comme les banques ordinaires.

Chose curieuse, la législation italienne a supprimé la distinction entre les effets commerciaux et les effets non

(1) *Deux jours en Italie*. 1883.

commerciaux. Il en résulte que les effets agricoles sont escomptés par les banques populaires, comme les autres, et que l'agriculteur peut ainsi aborder le crédit ; tous les effets à ordre sont commerciaux ; « c'est bien là la solution de la question agricole », dit M. Léon Say.

§ III. — BANQUE DE MILAN

La banque populaire principale a été fondée en 1865 par l'infatigable M. Suzatti. Elle a commencé avec 27,000 fr. et en 1883 le capital était monté à 7,891,000 fr. en 157.832 actions, et son fonds de réserve à 3,314,000 fr.

Elle avait alors 17 millions de francs de dépôts en comptes courants et 34 millions de francs déposés à la Caissed'épargne. Comme encouragement, les petites épargnes jouissent d'un supplément d'intérêt de 1/2 0/0.

La banque de Milan réescompte le papier de toutes les banques populaires de la haute Italie ; en 1882 elle avait escompté pour 52 millions de francs aux petites banques, avait émis sur elles pour 19 millions et demi de chèques, et payé pour 60,800,000 fr. de chèques émis par elles.

Elle correspondait en 1883 avec 228 banques populaires avec lesquelles elle avait fait pour 216 millions de francs d'affaires dans l'année, et réalisé un bénéfice de 1,231,000 fr.

Relevons surtout la belle création d'un fonds destiné aux *prêts d'honneur*, à un taux de faveur ne dépassant pas 200 fr. et aux *prêts gratuits* sur simple parole.

L'emprunteur obtient les premiers à deux conditions : il doit indiquer ce qu'il compte faire de l'argent, il doit

en outre être assisté de deux personnes qui répondent de sa solvabilité, sans être astreintes à la responsabilité pécuniaire.

On obtient les deuxièmes par l'intermédiaire des sociétés. Le nombre des *prêts d'honneur* était en 1882 de 235, d'une valeur moyenne de 140 fr. chacun.

Elle avait à la fin de 1888 15,930 actionnaires ; le bénéfice net de l'année était de 1.378.000 francs.

Caisse d'épargne. — Les caisses d'épargne étaient à l'origine des œuvres pies; le caractère a disparu ; celles de Milan et de Gênes sont devenues des puissances financières. Elles usent librement de leurs fonds. La principale de ces caisses, celle de Milan, sert aussi de banque ; *elle accorde des facilités aux banques populaires dont elle escompte le papier* ; elle prête sur dépôts de titres, sur hypothèque, et même sur dépôt de soie.

On eut la bonne idée d'empêcher les énormes épargnes d'aller se verser dans les caisses de l'Etat pour en augmenter la dette flottante ; les caisses d'épargne sont des administrations privées.

Elle avait en 1823, année de sa fondation (par une commission de bienfaisance), 258.000 fr. de dépôts, et en 1883 280.600.000 fr., étant le centre de 112 succursales.

Les livrets sont presque tous au porteur avec un intérêt de 3 1/2 0/0, mais il est de 4 0/0 pour les livrets nominatifs qui sont l'objet de cette faveur, à cause de leur moindre aisance ; voilà pourquoi aussi on ne les délivre qu'aux agriculteurs travaillant de leurs mains, aux ouvriers, aux artisans et aux gens de service. Les frais d'administration reviennent à 30 centimes pour 100 fr. déposés.

Une statistique faite en 1879 sur 65 banques ayant 89,000 associés, démontre que les agriculteurs sont pour un tiers dans la clientèle des banques populaires.

Les caisses d'épargne possédant le grand avantage de pouvoir user librement de leurs fonds, elles les emploient en dispensant sur place le crédit à tous ceux qui en ont besoin et le méritent (au point de vue des sûretés offertes).

Ainsi, au 1^{er} janvier, les 395 caisses d'épargne privées (y compris les succursales) avaient un patrimoine de 117.996.000 fr. et des dépôts de 1.125.624.000 fr. Elles en ont fait entre autres l'emploi suivant :

	francs	
Prêts hypothécaires	238.536.000	Avances sur titres. 44.771.000
Prêts chirographaires aux particuliers	4.965.764	Avances sur actions et obligations... 79.942.000
Prêts chirographaires aux communes et aux établissements publics	125.977.000	Avances effets de commerce..... 156.872.000
		Avances sur titres de la dette publique ou des communes..... 408.590.000
		Avances sur obligations foncières 38.462.000

Prêts agraires. — La loi de 1869 a établi les conditions des banques spécialement affectées aux intérêts agricoles, et elle les a autorisées à émettre des billets au porteur.

Mais ces banques, en petit nombre du reste, n'ont réussi que médiocrement. Elles voient leurs opérations diminuer. Cela tient à l'erreur que l'on a commise, en instituant un crédit exclusivement agricole ; il faut, en effet, combiner les opérations agricoles avec les commerciales, qui, se résolvant à court terme, remettent continuellement des

capitaux en disponibilité et allègent le poids de l'immobilisation des autres ; aussi *les banques populaires* ont-elles rendu de très grands services au crédit agricole. Elles ouvrent des comptes de dépôts, pour les plus faibles sommes, elles enseignent aux paysans à pratiquer l'épargne et finalement elles leur confient des fonds quand ils ont assez épargné pour devenir leurs actionnaires ; grâce à cette combinaison, elles ne souffrent pas de l'immobilisation des fonds. Autant que possible, elles font signer aux agriculteurs, des billets à ordre, identiques aux billets commerciaux et soumis à la même procédure.

Pour se procurer des ressources à long terme, elles émettent des obligations appelées : *Bons du trésor de l'Agriculture*. Pour les garantir, dix banques de Trévise se sont constituées en syndicat sous le nom de : *Premier groupe Italien des Banques populaires*. La Banque populaire et les caisses d'épargne de Milan ont acheté un grand nombre de ces obligations, à l'intérêt de 4 et 4 1/2 0/0.

Bilan et effet. — Le nombre des banques populaires était de 705 en 1888 (1), *ayant près d'un million de clients, 95 millions de capital* et un demi-milliard de dépôts. Elles trouvent une forte protection dans la banque de Naples, qui réescompte leur papier à un taux de faveur.

Les fonctions d'administration de ces banques sont gratuites, ce qui les rend à même de lutter, au début, contre les difficultés des frais. Les banques populaires prêtent à un taux réduit aux associations ouvrières et souvent elles ouvrent des comptes courants aux sociétés de secours

(1) Claudio Jannet. *Les faits Économiques*, 1889, p. 27.

mutuels. La Banque de Bologne en a ouvert à 44 sociétés, en les faisant bénéficier d'un intérêt de 6 0/0.

Elles ont eu pour effet important de réduire le fléau de l'usure qui régnait avant elles. Et si elles n'ont pu faire baisser le taux de l'escompte (escomptant parfois elles-mêmes à celui de 9 0/0), cela tient aux conditions économiques de l'Italie.

En échange, elles en ont profité et ont pu ainsi accorder de gros dividendes aux actionnaires et un intérêt élevé aux dépôts (3 à 4 1/2 0/0), l'une des causes de leur succès en Italie.

Puis, quand les banques populaires augmentent, les banques ordinaires diminuent. Il y en avait 531 en 1873, il n'y en avait plus que 148 en 1886.

Depuis 1889, sous l'impulsion de M. Suzatti et du comité directeur de l'Association des banques populaires, deux cents d'entre elles ont formé une société d'assurances mutuelles sur la vie : *la Popolore*. Elles veulent la populariser, et par l'emploi d'agences gratuites locales, elles espèrent, avec raison, arriver à réaliser par la libre initiative ce que l'Allemagne demande à l'assurance obligatoire.

Caisses rurales. — Un Israélite, M. Wollemborg, s'inspirant des caisses Raiffeisen, fonda à Loreggia (Udine), la première « caisse rurale ». Il y en avait 40 en 1889, en Vénétie.

La caisse de Loreggia avait, à la fin de 1888, 112 associés, mais quatre ans et demi après sa fondation, elle n'avait fait encore que 51.952 fr. de prêts, sur lesquels on avait restitué 35.964 fr. ; l'intérêt payé par les paysans

emprunteurs était de 6 0/0. Les prêts en cours en 1888 montaient à près de 16,000 fr. Pendant toute cette période, *une seule poursuite judiciaire a été nécessaire.*

Les prêts sont faits après un examen minutieux des motifs pour lesquels ils sont demandés. *Les fonds* sont fournis par des dépôts à terme, recueillis dans le pays, et par la *Banca Nazionale di Toscana*, qui réescompte des effets souscrits. Avec les bénéfices, la caisse rurale a acquis un patrimoine collectif de 1,484 fr.

Les autres caisses trouvent leurs ressources dans le réescompte de leurs effets par les banques ou les caisses d'épargne du voisinage. Elles n'ont pas de capital qui demande une rémunération.

Elles reposent sur la solidarité personnelle des membres, recrutés dans la commune seulement ; une faible taxe d'entrée couvre les frais d'administration.

Elles reçoivent des dépôts comme les caisses d'épargne. Tout repose sur le contrôle réciproque de gens qui se sont choisis librement, et sur le dévouement de l'administrateur, homme local, souvent notaire, médecin et curé.

Bilan de 1889. — D'après le rapport lu au Congrès de Bologne en 1889, il y a actuellement en Italie près de :

- 500 banques populaires ;
- 405 sociétés copératives de consommation ;
- 229 sociétés coopératives de laiteries ;
- 176 sociétés coopératives industrielles ;
- 63 sociétés coopératives de construction ;
- 43 sociétés coopératives de fourneaux ;
- 31 sociétés coopératives agricoles et vinicoles.

1400 environ.

Suisse

CONSOMMATION. — BILAN 1888. — SUCCÈS

La Société Suisse de consommation de Genève, présidée par M. Pictet (Edmond), nous montre dans son dernier bilan que : pendant le semestre échéant le 30 octobre 1888, le capital actions qui n'est que de 23,649 fr. a reçu, intérêts compris, plus de 42,500 fr., ce qui fait 360 0/0 par an, presque 1 0/0 par jour, savoir :

Capital en actions de 10 fr.	23.649 fr.
Réserves.	23.649
Chiffre d'affaires du semestre.	328.756

Les sociétaires ont reçu, à raison de 13 0/0 sur leurs acquisitions : 41.932.

Il y avait 155 sociétés de consommation en Suisse, en 1888.

M. Pictet accuse en outre :

	Ventes en francs 1887
Société de consommation de Bâle . . .	2.843.147
— — — de Zurich. . .	2.699.177
— — — de Genève . .	686.077
— — — d'Olden (Soleure)	419.750
Totaux. . . .	6.648.151

Le total présente une augmentation de 43 0/0 sur 1883 et spécialement la société de Bâle : 87,70 0/0, parce que depuis 1883 elle a fait la vente du lait et de la viande.

Russie

On comptait en 1880 (1) en Russie, 974 banques populaires, ayant 200,000 membres, un capital actions de 4,955,000 roubles et une réserve de 419.000 roubles (4 fr.).

A la même époque, on trouvait :

<i>Emprunts. Roubles</i>	<i>Dépôts. Roubles</i>	<i>Frais d'administra- tion</i>
3.450.000	3.131.000	292.000
<i>Prêts faits</i>	<i>Rentrées</i>	<i>Bénéfices</i>
20.547.000	18.698.000	796.000

Elles doivent une partie de leurs capitaux à la gratitude de l'Etat, des municipalités, des conseils provinciaux (Zemstvos) qui nomment un tuteur pour surveiller l'emploi des fonds.

Les banques populaires sont organisées comme les banques allemandes. Le mouvement coopératif est dû à l'initiative de la *Société agronomique de Moscou*.

Belgique

Les « Unions du Crédit » s'adressent aux commerçants qui jouissent d'une certaine aisance, les banques populaires s'adressent au peuple comme en Allemagne. Elles commencent à prendre leur essor vers 1864 ; elles procèdent du mouvement coopératif allemand dont elles ont les

(1) Hiernaux. — *Organisat. du Crédit*.

caractères généraux. M. Léon Andrimont en est le propagateur assidu.

En 1887 il y en avait 18 ayant plus de 10,000 sociétaires et un capital de plus de 2 millions (1). Les dépôts qui leur sont confiés montent à 4 millions. Elles forment une « Fédération » entre elles. Les avances qu'elles font annuellement s'élèvent à 30 millions.

Autriche-Hongrie

Le docteur Hermann Ziller y est le propagateur dévoué de la coopération.

En 1881, on comptait en Autriche 1,129 banques populaires, 235 sociétés de consommations et 151 autres associations.

Les banques populaires étaient ainsi réparties : 425 en Bohême ; 304 en Moravie ; 140 en Berkowine ; 128 dans la basse-Autriche et 3 en Dalmatie.

696 d'entre elles comptaient 296,648 membres, soit une moyenne de 426.

726 sociétés ont consenti des crédits pour 170,337,916 flor. (2 f. 50) soit un crédit moyen de 234,000 flor. par société.

L'actif de 743 sociétés était de 134,006,700 florins. Dans les prêts consentis par les banques de la haute-Autriche, 83 0/0 représentaient des prêts sur hypothèques ; en Istrie et Salzbourg, les escomptes représentaient 100 0/0.

(1) Logasse. — *Sociétés coopératives*. 1887-88.

Les sociétés de consommations étaient en 1881 au nombre de 235. M. Villard (1) donne en outre l'aperçu suivant sur le nombre des banques populaires dans les divers pays :

Allemagne.....	1.875		Italie (autre les 357	
Russie	1.600		caisses d'épargne) ..	206
Angleterre.....	436		Belgique	18
Autriche	429		Suède : dans chaque	
Danemark.....	418		ville.....	1
Suisse.....	342		Portugal : dans chaque ville une	
Norwège	316		banque rurale.	
Hongrie	308			

Espagne

L'Espagne a 3,000 positos : comptoirs agricoles qui prêtent des semences et des grains, restitués en nature. Leur capital est de 35 millions de francs. — A présent, 10,000 positos fonctionnent.

Écosse

Les banques d'Écosse ont un caractère populaire parce qu'elles ont de nombreuses succursales et prêtent avec facilité aux petits emprunteurs. Elles sont au nombre de 16, avec 900 succursales et 2 milliards de dépôts, dans un pays de trois millions d'habitants.

(1) *Les Banques populaires*. 1886, p. 28.

Amérique ⁽¹⁾ (Etats-Unis)

En dehors des laiteries et fruiteries que nous avons exclues de notre cadre, on y trouve :

Les *Loan Associations*, dites aussi *Cooperative Banks*, tiennent de l'épargne, du prêt sur immeubles, et des Sociétés de construction, car d'un côté elles favorisent l'épargne, vu qu'une fois l'action souscrite, l'associé est obligé de continuer à payer les cotisations mensuelles qui doivent l'acquitter, sous peine de fortes amendes, ce qui rend l'épargne presque obligatoire. D'un autre côté, elles ressemblent aux Crédits mutuels fonciers en tant que leur système de paiement des emprunts est fondé sur l'amortissement. Enfin, leur but principal : « faciliter à leurs membres l'acquisition d'une maison d'habitation » leur donnent le caractère de *Sociétés de Constructions*.

Les actions sont ordinairement de 200 dollars (1,000 fr.), qu'on s'engage à payer à 1 dollar par mois.

Le capital que la Société reçoit mensuellement, est mis par la Société, aux enchères, et prêté à celui ou ceux des actionnaires qui en offrent le prix le plus élevé ; en garantie, elle reçoit une propriété immobilière en outre de la part versée sur leurs actions. Alors, pour arriver à l'acquittement progressif de la dette, l'emprunteur doit souscrire des actions pour une valeur correspondante au montant du prêt, et payer mensuellement, en dehors des verse-

(1) Ugo Rabbeno. *Le Mouvement coopératif aux Etats-Unis*. 1888.

ments sur les actions, l'intérêt du prêt (ordinairement 6 0/0), et en plus, une certaine somme d'amortissement. Dans 12 ans environ on est acquitté, et ceux qui n'ont pas emprunté, tout en ayant continué les versements de leurs actions, toucheront un intérêt capitalisé chaque mois, ce qui leur fait un placement sûr et avantageux pour leurs épargnes.

La première a été fondée en 1831, à Philadelphie ; actuellement, on les estime à plus de 3,000, ayant 450,000 associés. Rien qu'à Philadelphie, elles ont construit 60,000 maisons qui sont la propriété de leurs habitants.

Le succès s'explique d'abord par la situation favorable que rencontre toute entreprise dans ce pays des capitaux, et en grande partie par le sentiment si enraciné dans la race anglo-saxonne, d'avoir à tout prix un *home*, une maison à soi. Et ces sociétés ont facilité l'accomplissement de ce désir très louable, même à ceux qui n'avaient que de faibles ressources.

Le nombre des *Sociétés de Consommation* est évalué pour l'année 1886, à près de 80 par *Rabbeno*, dont 28 dans le Massasushetts.

En outre, il y a aussi une sorte d'association pour l'achat en commun des matières nécessaires aux agriculteurs, dont l'organisation ressemble un peu aux *Wholesales* de l'Angleterre. C'est-à-dire que des sociétés locales, des cercles agricoles dites *granges* (sections), se réunissent en vue d'exclure les intermédiaires qui, en leur fournissant les articles dont ils ont besoin, se faisaient payer trop cher, et ces sections achètent leurs marchandises par l'inter-

médiaire des associations centrales qui tiennent lieu des *Wholesales*.

En 1886, les granges locales associées étaient au nombre de 132, possédant un capital de 3,000,000 de fr., et faisant un chiffre d'affaires de 8,000,000 de fr. On évalue à 1 million de fr. les avantages procurés annuellement par ces associations.

La première *Société de production* a été celle des tailleurs, à Boston, en 1849, mais le vrai mouvement de ces sociétés date de 1867.

Le type des Sociétés de Massachussetts, qui ont brillamment réussi au point de vue financier, sont, d'après M. Bemis, plutôt des Sociétés de capitaux, étant une combinaison du principe coopératif, qui demande que le capital soit aux travailleurs, et du principe de la Société des capitaux, en vertu duquel tous les profits sont attribués aux capitaux.

Le type des Sociétés des tonneliers de Minneapolis, Minnesota, type coopératif, sont peu nombreuses. Le succès qu'elles ont eu n'empêche pas de les quitter à la première occasion, comme le dit Shaw : « Les tonneliers de Minneapolis ne se croient pas obligés envers la coopération, de ce qu'elle a fait pour eux, et il n'en est pas un qui n'ait l'intention de sortir des rangs des travailleurs à la première occasion.... Et leur passage de l'état de salariés à celui de capitalistes ou entrepreneurs, leur apparaît comme la réalisation de tout ce qu'il peut donner de mieux. »

Quant aux autres Sociétés de production, elles ont le type de celles de Massachussetts, c'est-à-dire le caractère plutôt de Sociétés de capitaux, où les bénéfices sont répar-

tis au prorata des actions ; où les actionnaires, parfois, n'ont pas même l'état d'ouvriers, et peuvent avoir un nombre indéfini d'actions. Ce qui démontre que dans les entreprises coopératives, sitôt qu'elles prennent le caractère de la grande industrie, il y a une tendance inévitable à la centralisation du capital et de la direction, entre les mains des actionnaires les plus habiles et les plus influents.

Celles ayant un caractère réel de coopératives de production, sont les plus petites, quant au nombre des membres et au capital, et les plus récentes en date.

Il y a, en Amérique, aussi des coopératives exclusivement composées de femmes.

La sociologie *Society of America* a pour programme, entre autres, la propagande des principes de la coopération et de la mutualité. Elle publie le journal : *Coopérative News of America*. L'*American Economic Association* de Baltimore, s'occupe aussi de la propagande de la coopération.

Roumanie

L'idée de la coopération n'y est pas trop avancée ; elle s'y manifeste sous forme de sociétés de secours mutuels.

M. *Pana Buesco* a fondé une société de crédit mutuel des marchands et marchandes des Halles, qui leur procure le crédit à un taux raisonnable, et les a ainsi soustraits aux usuriers dont ils étaient avant des victimes sans défense ; en effet, ils empruntaient jusqu'à 100 0/0 aux Juifs.

On doit encore à son initiative la société de crédit mutuel des cabaretiers et celle des cordonniers, qui est en même temps une société de production.

M. Dem-Butculesco, infatigable propagateur de l'association des ouvriers des divers métiers, a rendu de grands services à la classe ouvrière par la stimulation dans la bonne voie ; il vient de me communiquer qu'il y a en tout, en Roumanie, près de 6,000 membres depuis 1880 des diverses sociétés de secours mutuels et autres associations : Le branle étant donné, on arrivera bientôt à donner plus de développement aux formes des sociétés de consommation et de crédit. Il a beaucoup contribué à développer dans les ouvriers l'esprit de solidarité et d'émulation par la fondation de plusieurs associations, et par l'initiative et la direction des trois expositions agricoles, industrielles des dernières années.

Des colonies Bulgares s'occupant en Roumanie de la culture maraîchère, font la production en commun, et se partagent les bénéfices au prorata de la part de chacun. La *Nouvelle Revue* en a donné une description (1) ; les colonies Bulgares de Roumanie sont organisées comme les associations de culture maraîchère de Bulgarie.

Il y a aussi à relever, à Bucharest, une société d'assurances mutuelle : *Unirea* (2) (l'Union), qui est en voie de progrès.

Le rapport des censeurs nous donne les chiffres suivants sur cette société pour l'année 1887.

Dans l'année 1887, les assurances ont augmenté de près

(1) Mai 1890. *La Coopération en Bulgarie*.

(2) Directeur : P. Buesco.

de 11 millions de francs, et les associés ont augmenté de 4,872.

L'actif montait à 646,000 francs, pour la section : Incendie ; à 200,000 francs pour la section : Vie ; à 7,000 francs pour la section : Grêle. Total : 895,000 francs. Le passif était de : 699,800 francs pour la section : Incendie, et de 195,000 francs pour la section : Vie, soit en tout : 895,000 francs. Actif social en 1888 : 1,614,000 francs. Dédommagements payés en 1888 : 344,000 francs.

La coopération a aussi un journal à son service, intitulé : *Cooperatonel Romanu*, (Le coopérateur Roumain).

SIXIÈME PARTIE

Des sociétés à capital variable

§ I. — *Origines.* — « Les sociétés à capital variable, dit M. Lyon-Caen, correspondent à celles qu'on appelle généralement dans le langage ordinaire : sociétés coopératives ». Elles se sont surtout développées en Allemagne et en Angleterre. Des économistes distingués, notamment Schulze-Delitsch, les ont préconisées comme un bon moyen d'améliorer la situation des ouvriers sans recourir au socialisme d'Etat.

En France, au milieu des nombreuses combinaisons destinées à favoriser l'essor des associations commerciales, on négligea les travailleurs. Mais on vit peu à peu, et sans que l'Administration songe à intervenir, se former des sociétés de secours mutuels et de consommation. « Cette tolérance, dit M. Villard (1), amena successivement la formation de sociétés nouvelles ; mais comme elles ne trouvaient dans la législation aucun cadre qui leur convint, elles prirent à titre provisoire la forme de la participation qui leur permettait de se dissoudre et de se transformer à volonté, Elle firent ainsi des affaires importantes jusqu'au jour où le pouvoir en fut ombragé et vint brutalement les dissoudre (2).

(1) Villard. *Les Sociétés coopératives.*

(2) En 1852. Mais des mesures répressives n'ont été prises qu'en province comme on l'a vu.

Projets de loi. — Cependant le gouvernement n'ignorait pas que les sociétés coopératives anglaises donnaient d'excellents résultats. Aussi, à la suite de l'exposition de Londres, où l'on avait pu apprécier les avantages du droit d'association et les bénéfices qu'en retiraient les associations ouvrières, chercha-t-on à élaborer deux projets de loi sur les sociétés coopératives.

Les documents étaient peu nombreux sur cette difficile matière, et pour légiférer en connaissance de cause une enquête fut ouverte au ministère de l'intérieur. Deux difficultés se présentèrent d'abord : La première consistait dans l'impossibilité de définir les sociétés auxquelles on appliquait le terme si vague de coopératives.

La seconde, dans la volonté bien arrêtée des ouvriers de repousser toute loi spéciale, qui leur eût créé une sorte de privilège. « Nous ne voulons, disaient-ils, que le droit commun, nous demandons il est vrai une liberté plus grande, des dispositions légales moins restrictives, mais ces réformes, nous les réclamons pour tous, nous protestons contre toute faveur, contre toute disposition qui aurait pour but de nous avantager au détriment de nos concitoyens ».

La difficulté la plus grave était sans contredit de tracer un cadre assez large à la coopération pour que cette nouvelle forme de société pût se prêter facilement à toutes les combinaisons. Le gouvernement dans un premier projet avait d'abord limité la coopération à la consommation, au crédit et à la production. Cette rédaction fut à juste titre critiquée par la commission du corps législatif, comme trop restrictive. Une nouvelle rédaction encourut les mêmes reproches

Le mouvement coopératif dit M. Larcher (1), était parqué dans des formes précisées d'avance, comme si l'avenir ne pouvait pas en révéler de nouvelles.

Devant ces objections, on renonça au système des dispositions obligatoires et spéciales, mais le troisième titre de la loi de 1867, applicable en principe à toute société, ne visait cependant dans l'esprit du législateur que les associations ouvrières.

Amendement. — Lors de la discussion des articles, un amendement fut proposé par M. Emile Olivier, le député réclamait la liberté absolue des conventions pour les associés avec une large et sérieuse publicité servant de garantie aux tiers. Cette proposition fut considérée comme dangereuse et la réglementation jugée indispensable.

La préoccupation du législateur fut d'assurer aux ouvriers la plus grande somme de liberté possible sans toutefois compromettre la sécurité publique. Nous aurons à constater si ce but fut atteint et s'il faut tenir compte des plaintes des ouvriers contre la nouvelle loi, plaintes contenues dans deux protestations signées par un grand nombre de gérants.

Ozanam fut le premier qui dans un cours de droit commercial professé à Lyon, indiqua les sociétés coopératives comme solution possible du conflit existant entre le capital et le travail (2). C'est donc à tort que les Anglais prétendent avoir eu l'initiative de ce mouvement économique.

Définition. — Le mot lui-même de coopération nous est venu d'Angleterre. Il est difficile d'en donner une défi-

(1) Larche. *Des sociétés coopératives*. Paris, Derenne éditeur.

(2) Mais c'est Buchez qui le premier a appliqué ce principe en France.

nition exacte car son sens est très vague, et les sociétés coopératives ont des formes variées qu'il est difficile de faire rentrer dans une même formule. Suivant M. Boistel, l'idée commune est celle-ci : faire soi-même ses affaires au moyen de l'association en supprimant les intermédiaires coûteux (1).

Les capitalistes en effet, prélèvent une rémunération dans toutes les entreprises où ils prêtent leur capital, et l'on avait pensé qu'avec la coopération appliquée à la production on pourrait renverser le régime du salaire et exclure ainsi les capitalistes intermédiaires ; d'un autre côté, les sociétés de consommation tendent à éliminer aussi les intermédiaires.

Types. — Les sociétés coopératives, rappelons-le brièvement, présentent trois types principaux : 1° Sociétés de consommation ; 2° Sociétés de crédit ; 3° Sociétés de Production.

Mais elles peuvent avoir différents objets tels que : la construction des logements ouvriers, l'achat en commun de matières premières, la vente en commun des produits réalisés individuellement par les associés, le crédit, la fondation d'écoles, de cercles, de bibliothèques. l'organisation des sociétés de secours mutuels, de retraite, d'assurance et de prévoyance tous les objets de l'activité civile, dit M. Villard, sont leur domaine.

Avant d'étudier les conditions légales auxquelles la loi

(1) Suivant la loi allemande de 1868 « les sociétés coopératives sont celles qui, formées d'un nombre indéterminé de personnes ont pour but de pourvoir par des affaires menées en commun, au crédit, à l'industrie ou à la subsistance de leurs membres ».

de 1867 soumet les sociétés coopératives, nous croyons utile de donner une idée sommaire des 3 types que nous venons d'indiquer.

Société de consommation. — L'objet des sociétés de consommation est d'acheter en gros les objets de consommation journalière et de les revendre aux associés, en faisant bénéficier ceux-ci des profits prélevés par les détaillants habituels. Ces sociétés constituent en même temps une sorte de caisse d'épargne. Elle vendent les marchandises au cours habituel, et c'est seulement à la fin du trimestre ou du semestre que les bénéfices sont distribués sous forme de dividendes.

De cette façon les ouvriers sont forcés d'économiser. Comme le fait remarquer M. Boistel (1) « il faut que les besoins auxquels on a à pourvoir soient fixés et peu variés ; car s'il fallait avoir une grande variété de marchandises on ne pourrait plus acheter avantageusement ».

Sociétés de crédit — L'une des formes les plus simples de la société de crédit, est la société de crédit mutuel. Les membres de cette association versent des cotisations périodiques généralement faibles, pour former un capital qui permet de prêter ensuite aux ouvriers dans le besoin à un intérêt très modéré.

Il est indispensable que ces sortes de sociétés soient composées de membres appartenant à divers corps de métiers. Sans cela, la caisse ne recevant aucune cotisation pendant la période de chômage, ne pourrait suffire aux demandes des ouvriers, juste à l'époque où ils sont, faute d'ouvrage, réduit à emprunter. Les banques populaires, ou crédit mutuel, sont un système d'association en vue

(1) *Précis de droit commercial.*

du crédit qui est très avantageux, et qui consiste à obtenir du crédit au dehors moyennant l'engagement solidaire des associés, tout en ayant un fonds formé par cotisation.

Ces associations très vivement recommandées par Schulze-Delitsch se sont très vite répandus en Allemagne, où les ouvriers sont peu nomades et se connaissent les uns les autres.

En France, les ouvriers ont très rarement de résidence fixe, et le peu de cohésion qui existe entre eux rend très difficile ce genre de société.

Sociétés de production. — L'objet de la société de production est d'organiser la production en commun, pour partager tous les bénéfices entre les associés et exclure ainsi le capitaliste. Elle exige une grande activité de la part de tous ses membres, car si quelques associés veulent se reposer en se basant sur le travail des autres, elle ne tardera pas à périr.

Toutes les autres associations coopératives rentrent dans la définition générale et dans les trois types que nous avons décrits.

Avant 1867. — Il n'est pas sans intérêt d'examiner quelles étaient les ressources offertes par la législation aux ouvriers avant la loi de 1867.

M. Boistel estime que quatre conditions juridiques devaient être réalisées pour le fonctionnement de ces sociétés :

1° la possibilité d'augmentation du capital ; 2° le retrait facile des fonds des associés ; 3° la possibilité d'apport en travail ; 4° la responsabilité suffisante des associés envers les tiers.

La 1^{re} condition était à peu près impossible à réaliser

dans les sociétés à formes commerciales qui exigent la publicité pour toute augmentation ou diminution du capital.

Quant à la société en nom collectif, elle n'offrait pas plus de ressources que la société par actions ; puisque la première exige la publication du nom de tous les associés et la seconde la souscription de la totalité du capital et le versement du quart.

La seconde condition rencontrait d'insurmontables obstacles. Pour la possibilité de l'apport en travail, il était très difficile, dit M. Boistel, d'organiser cet apport pour les commanditaires dans la commandite simple, et pour les actionnaires dans les sociétés par actions, car comment l'évaluer au début de la société ?

La quatrième était également difficile à remplir, car il eût été désirable que chaque associé fut tenu d'une obligation conjointe, pouvant dépasser la mise, sans être solidaire, se divisant entre les associés au prorata de leur apport. Or, ceci n'existe dans aucune de nos formes de société. C'était encore la société civile qui eût été la plus convenable, puisqu'elle permet, et cela sans publicité ; d'augmenter ou de diminuer le capital ; puisque la retraite d'un associé pour une raison quelconque ne rompt pas l'association, que les apports en travail ne peuvent être organisés en vertu de l'article 1853 2^e alinéa du code civil, qu'enfin on peut établir une responsabilité envers les tiers, sinon proportionnelle du moins conjointe et égale.

Un des inconvénients présentés par cette forme est que dans l'opinion générale la personnalité civile lui est refusé. Remarquons également que beaucoup de sociétés coopé-

ratives sont commerciales, on ne pourrait considérer comme civiles que les sociétés de consommation, vendant exclusivement aux associés, et les sociétés de crédit ne prêtant également qu'à leurs membres.

Avant de formuler la loi actuelle qui nous régit, le gouvernement fit, avons-nous dit, procéder à une enquête dans laquelle les délégués ouvriers furent entendus. Ce qu'ils réclamèrent avant tout, c'est que les sociétés pussent être constituées avec capital variable et avec faculté de fixer le taux de leurs actions suivant leur convenance, afin de faciliter la formation du capital social.

Les ressources des ouvriers, même économes, étant forcément restreintes, la première pensée du législateur fut donc de leur assurer une grande facilité d'entrer dans ces associations et d'en sortir. Il importe, en effet, que l'ouvrier, réduit à la misère par la maladie ou le chômage, puisse retirer son apport et qu'en revanche de nouveaux associés puissent constamment entrer dans la société afin d'augmenter le capital par leurs apports.

Loi de 1867. — C'est pour ces motifs que le titre III de la loi du 24 juillet 1867 est intitulé : « Dispositions particulières aux sociétés à capital variable. ». Cette variabilité du capital était, aux yeux de législateurs, le caractère le plus saillant des sociétés coopératives et il fut fourni par les dépositions recueillies dans l'enquête.

On peut se demander si cette dénomination est exacte. Tant qu'aucun texte de loi ne vient pas la limiter, la liberté des conventions est absolue en matière de société. Or, nous l'avons établi tout à l'heure, nul article du code ne défend d'admettre de nouveaux sociétaires ou de laisser

sortir les anciens. Jamais la jurisprudence n'a songé à contester la validité des clauses qui assurent aux sociétaires la liberté de retirer leur apport et autorisent la société à en recevoir de nouveaux. Bien mieux, l'article 46 co-abrogé ordonnait la publicité de tout changement ou retraite d'associé. L'article 48 de la loi de 1867 n'est donc que la constatation d'un fait existant et non une innovation ; il est ainsi conçu : « Il peut être stipulé dans les statuts de toute société que le capital sera susceptible d'augmentations par les versements successifs faits par les associés ou l'admission d'associés nouveaux, et de diminutions par la reprise totale ou partielle des apports effectués. Les sociétés dont les statuts contiendront la stipulation ci-dessus, seront soumises, indépendamment des règles générales qui leur sont propres, aux dispositions suivantes ».

Comme on le voit, le législateur n'a pas créé de type nouveau de société ; ainsi l'on devra adopter l'un des anciens types, sauf à le modifier. Ici s'élève une difficulté : le titre III est-il facultatif ou obligatoire, c'est-à-dire doit-on seulement l'appliquer aux sociétés qui déclarent se constituer avec capital variable et réclamer les avantages spéciaux à cette forme, ou, au contraire ces articles sont-ils applicables à toute société dont le capital doit varier.

Les travaux préparatoires ne nous fournissent aucun document à ce sujet et cela se comprend d'ailleurs, puisque le législateur croyait innover. Le texte, au premier abord, semble restrictif et paraît soumettre toute société dont le capital est susceptible d'augmenter ou de diminuer aux règles du titre III. La plupart des commentateurs invo-

quant l'esprit qui a guidé le législateur, reconnaissent la possibilité de deux sociétés à capital variable : l'une qui accepte les dispositions de la loi de 1867 et l'autre qui refuse d'en profiter. Ne serait-il pas illogique, en effet, qu'une loi particulièrement favorable à ce mode de société et qui cherche avant tout à l'encourager, imposât par force des avantages que les sociétaires peuvent considérer comme des inconvénients ?

« Au lieu de cette faveur, dit M. Hubert Valleroux, de cette bienveillance dont les auteurs du projet ont tant parlé et qu'ils ont cherché à faire passer dans leurs actes, nous aurions une disposition hypocritement oppressive. Pour l'honneur de ceux qui ont rédigé cet article et de la Chambre qui l'a voté, on ne peut adopter une interprétation pareille (1) ».

Ces dispositions sont donc facultatives ; libre aux sociétés d'en bénéficier ou de les repousser à la condition de déclarer formellement et expressément leur intention.

Quand s'applique le titre III ? On a soutenu que le titre III de la loi du 24 juillet 1867 ne s'appliquait qu'aux sociétés par actions, et l'on a invoqué en faveur de ce système quelques paroles prononcées en ce sens dans la discussion au corps législatif. Nous croyons qu'il ne faut attacher aucune importance à cette objection. Bien qu'il ne soit guère question dans le titre que nous étudions que de sociétés par actions, l'intention du gouvernement était de faire une loi pour toutes les sociétés coopératives sans exception, et l'enquête lui avait appris que ces sociétés

(1) Loc. cit.

adoptaient soit l'une, soit l'autre, des formes légales. Nous n'en voulons pour preuve que l'article 48, qui parle des « Sociétés ».

Une distinction proposée au moment de la discussion de ce texte fut repoussée par la Chambre. Il est donc établi que toutes les sociétés, même civiles, peuvent prendre la forme à capital variable. L'article 58, d'ailleurs, n'a été introduit qu'à l'intention des sociétés de ce genre. Nous devons constater, par exemple, que si le législateur n'a spécialement désigné aucune forme, cependant, en fait, les sociétés par actions auront seules un intérêt sérieux à réclamer l'application des règles du titre III de la loi de 1867.

Les sociétés en nom collectif, en commandite sans actions, ou même civiles, ont avantage à s'en tenir au droit commun.

Les principales modifications introduites en effet par le législateur, se résument en trois chefs : 1° Faculté de ne verser au début qu'un dixième du capital social au lieu du quart ; 2° Possibilité d'avoir des actions de 50 francs au lieu d'actions de 100 francs ou de 500 ; 3° Faculté de faire descendre, sans publication aucune, le capital social jusqu'au dixième de sa valeur primitive. Or, ces trois avantages sont sans intérêt pour les sociétés civiles en nom collectif ou en commandite sans actions, puisqu'elles peuvent se constituer sans versement et n'exiger aucune mise de la part de leurs membres. Quant à la faculté de pouvoir abaisser son capital jusqu'au dixième sans publication, la société civile n'en a cure, puisqu'elle n'est soumise à aucune publication. La société en nom collectif peut également négliger ce privilège, puisqu'elle n'a point

à avertir le tiers des variations de son capital, fût-il même détruit en entier.

Nous pensons, d'ailleurs, que les sociétés qui auraient adopté la variabilité du capital sans manifester expressément l'intention de s'en tenir exclusivement au droit commun, seraient soumises à toutes les dispositions du titre III de la loi de 1867. Ainsi, bien que les sociétés en nom collectif ou en commandite par intérêts soient affranchies par la nature des choses de la prohibition du titre au porteur et de la limitation forcée du capital primitif au chiffre de deux cent mille francs, on devrait néanmoins appliquer l'article 51 relatif à la détermination du minimum du capital social. L'étude de la discussion des articles en général, si profitable pour l'éclaircissement de la loi, ne peut nous être d'un grand secours relativement à la loi du 26 juillet 1867.

Les procès-verbaux des séances du corps législatif présentent le spectacle d'une discussion décousue et diffuse. Le sujet offrait de graves difficultés et le législateur craignait deux excès également dangereux : trop de liberté ou de contrainte. Aussi MM. Ernest Picard et Jules Simon demandaient l'abolition de l'art. 54 (C. Com.) qui en exige la division en actions du capital des sociétés anonymes et M. Rouher leur répondit que l'amendement était inutile, attendu que les sociétés coopératives anonymes pouvaient ne pas diviser leur capital en actions. Cette déclaration était en contradiction avec une affirmation précédente du ministre, qui exigeait que toute société anonyme divisât son capital ; l'apport du travail a été également consacré par la nouvelle loi, mais dans des

conditions bizarres, puisqu'on a exigé d'autre part le versement préalable d'un dixième du capital pour les associés.

Comment opérer ce versement, minimum extrême et indispensable ? M. Rouher indiqua comme solution : « Une retenue sur les bénéfices ».

C'est ainsi que procèdent les associations ouvrières, mais on ne peut considérer comme juridique le fait de constituer un versement immédiat avec les versements à venir.

Nous croyons avoir démontré que le titre III de la loi de 1867 n'était applicable qu'aux sociétés qui déclarent vouloir en profiter, mais, sous cette réserve, à toutes sans exception. Il nous reste à examiner successivement chacun des articles de la nouvelle loi.

§ 6. — *Loi de 1867.* — L'article 49 est ainsi conçu : « Le capital social ne peut au début dépasser deux cent mille francs, il peut être augmenté ensuite, mais seulement de 200,000 francs par années ».

Cette limitation a été introduite afin d'éviter que les sociétés riches, susceptibles de spéculer, ne puissent profiter des faveurs accordées aux ouvriers. Le ministre expliqua d'ailleurs au corps législatif que ce chiffre de 200,000 fr. n'est jamais atteint dans les sociétés coopératives, du moins au début, puisque avec le minimum de 50 fr. par action, la constitution de ce capital suppose 4,000 souscripteurs.

On a reproché à cette disposition d'être un obstacle aux sociétés entre patrons et ouvriers, ou du moins de les empêcher de profiter de la forme nouvelle. Il peut, en effet, arriver comme en Angleterre, que des industriels recon-

naissent à leurs ouvriers une part de co-propriété sur des mines ou des usines valant plus de 200,000 fr. (1)

La disposition restrictive de l'article 49 ne s'applique qu'aux sociétés où la spéculation est possible, c'est-à-dire aux sociétés par actions. Une plus grande extension n'aurait aucune raison d'être, elle est d'ailleurs condamnée par le mot : assemblée générale, qui semble bien supposer une société par actions.

Transfert. — L'article 50 décide que : les « actions » ou « coupons » seront nominatifs même après leur entière libération. Ils ne pourront être inférieurs à 50 fr. Ils ne seront négociables qu'après la constitution définitive de la société. La négociation ne pourra avoir lieu que par voie de transfert sur les registres de la société, et les statuts pourront donner, soit au conseil d'administration, soit à l'assemblée générale, le droit de s'opposer au transfert.

Nous ne pouvons qu'approuver la disposition relative au transfert ! il est indispensable, en effet, que les membres d'une association coopérative se connaissent entre eux. La cohésion et la confiance réciproque des ouvriers est une des bases du succès. On a prétendu que cet alinéa n'excluait pas la cession par voie civile. Admettre cette théorie serait donner libre carrière à tous les inconvénients qu'on a voulu éviter. Du reste, pourquoi faciliter la cession des associés ayant toute liberté de se retirer quand ils le jugent à propos. On avait même proposé de ne pas permettre du tout la négociation, mais on a considéré qu'il serait

(1) La même année le gouvernement condamnait en fait le principe par lui soutenu. Une subvention de 300,000 fr. était en effet accordée aux tisserands de Lyon. C'était là une *Société coopérative* fondée au capital de 300,000 fr.

plus avantageux pour la société que l'associé sortant se trouvât un remplaçant pour ne pas diminuer le capital social.

On a reproché au législateur le minimum de 50 fr. et on lui a opposé la société de Rochdale, dont les cotisations étaient à 30 centimes par semaine. A cela il est facile de répondre que ce minimum de 50 fr. ne s'applique qu'aux sociétés par actions, forme que la loi n'a jamais entendu imposer, nous l'avons démontré.

On ne voit pas, d'ailleurs, qu'elle aurait été la garantie offerte au tiers sans l'obligation de ce versement minimum. Un privilège excessif est parfois très nuisible aux intérêts, bien entendu, de celui qu'on cherche à favoriser, et, dans l'espèce, nous pensons que le crédit des sociétés ouvrières s'en fût fâcheusement ressenti. Certains auteurs affirment cependant qu'une publicité plus large eût offert aux tiers toutes les garanties désirables et permis au législateur de laisser libre cours à l'initiative des sociétés.

§ 7. — *Versement du dixième.* — L'article 51 décide que « la société ne sera constituée qu'après le versement d'un dixième ». Est-ce le dixième des actions, ou le dixième du capital social ? Si, comme le font remarquer plusieurs commentateurs, nous réfléchissons que l'obligation la plus lourde des sociétés ordinaires est le versement du quart, nous en concluons tout naturellement que le législateur n'a entendu exiger que le dixième de l'action (1). Cette opinion est très controversée. On objecte que la phrase précédente parle du capital social, et on fait remarquer que le

(1) Mathieu, *Commentaires*, n° 289.

législateur a eu surtout en vue d'établir une garantie sérieuse en faveur des tiers.

Peu importe, d'ailleurs, que ce quart du capital soit fourni par tous les associés dans une proportion égale ou par quelques-uns seulement.

Ce même article permet aux sociétés de déterminer dans leurs statuts la somme minimum au-dessous de laquelle le capital ne peut descendre. Cette somme doit représenter au moins le dixième du capital social. On s'est demandé si les sociétés à capital variable, dispensées de la publication, quand leur capital descend jusqu'au dixième, peuvent avec publication le faire descendre au-dessous. Les travaux préparatoires ne permettent pas d'opter ce système. Le corps législatif a, en effet, repoussé un amendement qui autorisait les sociétés à faire descendre le capital au-dessous du dixième, et cela par la crainte de compromettre les intérêts des tiers.

Il est bien difficile de comprendre, dit M. Hubert Valeroux, comment un pareil résultat pourrait se produire. Comment ! Toute société peut, on ne l'a jamais contesté, faire descendre son capital au vingtième, au centième de sa valeur primitive, et voici une société que l'on prétend avantager, et qui ne peut le faire descendre que jusqu'au dixième de cette valeur !

Quel est le motif des exigences de la loi ?...

Ce même auteur considère que l'avantage concédé à ces sociétés de faire descendre leur capital jusqu'au dixième sans publicité, leur nuira parfois plus qu'il ne leur servira. Aux yeux des tiers, le capital d'une société à

capital variable sera toujours le dixième. L'économie de publicité aura donc pour effet de diminuer le crédit.

§ VIII. — *Retraite des associés et représentation en justice.* — L'article 52 vise la retraite de l'associé : « L'associé qui cessera de faire partie de la société, soit pour l'effet de sa volonté, soit par suite de décisions de l'assemblée générale, restera tenu pendant 5 ans envers les associés et envers les tiers de toutes les obligations existant au moment de sa retraite ».

La loi organise ainsi une liquidation partielle à l'égard des tiers. Le recours établi par le législateur est d'ailleurs peu efficace, car il est difficile de suivre un ouvrier pendant 5 ans. C'est une nouvelle raison pour que les tiers ne comptent que sur le minimum du capital qui peut être retiré.

Le législateur ne s'est pas occupé de régler la liquidation de l'associé sortant. C'est au statut à déterminer dans quelles conditions elle aura lieu.

L'article 54 reconnaît aux sociétés, quelle que soit leur forme, la possibilité d'être représentées en justice par leurs administrateurs. Cette disposition, inutile pour les sociétés commerciales qui jouissaient déjà de ce privilège, présente de grands avantages pour les sociétés civiles.

L'article 54 est ainsi conçu : « La société ne sera point dissoute par la mort, la retraite, l'interdiction ou la faillite de l'un des associés ; elle continuera de plein droit entre les autres associés.

Cette règle s'appliquera si la société est par intérêts ; les statuts peuvent d'ailleurs stipuler le contraire. D'après l'article, la société ne continuera pas de plein droit avec

les héritiers ; sauf dans le cas où le capital sera réduit au minimum, car alors il faudra attendre qu'on pût les rembourser.

§ IX. — *Autorisation.* — Nous ne venons d'étudier la législation qui régit les associations ouvrières en France, et leur situation juridique tant à leur point de vue personnel qu'au point de vue des tiers. Il nous reste, pour compléter cette étude, à déterminer si l'association ouvrière a besoin pour exister d'une autorisation quelconque. Si nous nous reportons à la constitution actuelle qui déclare elle-même n'être que la consécration des principes de 1789, nous serons naturellement portés à décider que l'association est libre et n'exige aucun consentement.

Ce droit, reconnu par la Constitution, a cependant été singulièrement modifié en pratique par l'article 291 du Code pénal et la loi du 10 avril 1834.

Suivant ces dates, toute association de plus de vingt personnes est prohibée ou du moins exige une autorisation du Gouvernement.

Faut-il appliquer ces principes aux sociétés ouvrières ?

Elles constituent, cela est indéniable, une association, une réunion habituelle et même permanente de personnes unies dans un but commun.

Devons-nous en conclure qu'elles tombent sous le coup de l'article 291 ?

Nous écartons, en effet, comme le font MM. Chauveau et Faustin-Hélie, la loi de 1834, qui n'est qu'un supplément de l'article 291 et qui n'a eu pour but que d'éluder la loi.

La définition très large de l'article 291 semble bien viser toute association. D'ailleurs, suivant Chauveau, une exception établie en faveur des associations ouvrières permettrait aux associations illicites de prendre ce masque pour éluder la loi. M. Guizot reconnut pour ces motifs que les associations littéraires devaient tomber sous le coup de l'article 291.

A ces raisons opposées par l'affirmative, nous répondrons en déterminant le sens exact qui, selon nous, doit être attaché à l'article controversé.

La loi dit : « Nulle association de plus de vingt personnes, dont le but sera de se réunir tous les jours ou à certains jours marqués pour s'occuper d'objets religieux, littéraires, politiques ou autres, ne pourra se former qu'avec l'agrément du gouvernement et sous les conditions qu'il plaira à l'autorité publique d'imposer ».

Il est question, dans ce texte, d'une société qui se réunit tous les jours ou à certains jours pour s'occuper d'objets religieux, littéraires, etc.

Ceci ne découvre-t-il pas la pensée du législateur qui n'a songé qu'aux clubs et n'a pu avoir l'intention d'étendre sa défense à une société dont les membres se réunissent d'une façon constante et habituelle, non pour traiter un sujet quelconque, mais pour accomplir un travail d'où dépend leur existence. Il ne faut pas rendre la loi impossible en l'exagérant, comme l'a très bien dit M. Berlier, rapporteur du projet. On le voit donc, d'après ces auteurs eux-mêmes, l'article 291 ne doit pas être pris dans un sens aussi restrictif. La Jurisprudence n'a eu

qu'une seule fois à se prononcer sur la question, et elle a déclaré l'article 291 applicable (1).

Nous pensons qu'actuellement ces tendances seraient modifiées et qu'elles se souviendraient des paroles de M. Berlier : « La modération est le premier besoin du Gouvernement ; s'il comprime trop, on lui résiste ».

(1) 10 janvier 1842. Voir le journal l'*Atelier*, janvier 1842.

CONCLUSION

Maintenant que nous avons passé en revue les commencements, le passé et l'état actuel des associations ouvrières, que devons-nous en conclure ? Faut-il persister dans l'espoir longtemps poursuivi de renverser le régime du salariat ? Faut-il attendre de ces associations des améliorations considérables à l'état des ouvriers ? N'exagérons pas nos espérances ; l'association est certes une chose excellente, mais elle ne peut produire des merveilles.

Si au début il était naturel de se faire sur elles de grandes illusions, cela ne serait plus possible après soixante ans d'expérience.

Nous avons énuméré les conditions nécessaires au succès des sociétés de production, et nous avons vu qu'elles sont de nature si difficiles à réunir, que ces sociétés ne pourront jamais franchir le cercle dans lequel elles ont tourné pendant soixante ans déjà dans la classe restreinte des hommes exceptionnellement dévoués, unis, actifs, entreprenants, intelligents. Il ne faut pourtant pas exagérer ; elles pourront servir d'école pratique à une partie de la

classe ouvrière ; elles lui enseigneront les difficultés innombrables qui s'opposent au succès des entreprises. Et quand ils auront vu que les bénéfices ne sont ni illimités, ni asservis toujours à la moindre part, ils changeront d'idées sur les rapports du salaire au capital, ils admettront qu'il y a des limites que ne pourrait dépasser la baisse du salaire sans faire périliter l'entreprise et tarir la source bienfaisante qui alimentait leur vie.

Il faut espérer, du moins, que la partie restreinte des ouvriers qui auront appris à connaître les sociétés de production, finiront par reconnaître la nécessité de s'allier le capital matériel et intellectuel dont ils sont toujours portés à faire un ennemi.

Ils verront les difficultés qu'on a à l'acquérir, ils reconnaîtront qu'après tant d'efforts il est juste de le rétribuer pour les services qu'on en tire. Ils pourront surtout se convaincre que le travail manuel n'est pas la seule garantie du succès, et que le capital intellectuel, qui dirige l'entreprise, a droit à une rémunération suffisante.

C'est pourquoi un grand industriel anglais, M. Forster, disait qu'il faut applaudir à de pareils essais, parce que les ouvriers pourront ainsi connaître combien est difficile le succès d'une entreprise. Un autre fabricant, M. Greggs, disait aussi : « Par ces sociétés les classes ouvrières se désabusent des idées du profit exagéré des entrepreneurs ». C'est ainsi qu'au congrès de Marseille, en 1879, les anarchistes leur imputaient ce fait que les associés ne demandent ni augmentation de salaires, ni diminution d'heures, travaillent plus que les salariés et ne font pas de grèves. C'est qu'ils ont reconnu qu'il y a des limites qu'on ne peut

dépasser, ce dont ils ne se doutaient pas avant de produire pour leur compte.

Mais ces notions, gagnées par l'expérience, ne pourront avoir qu'un écho restreint dans l'immense masse du peuple. Il y aura toujours ce grand nombre d'abusés, qui ne veulent tenir compte de l'expérience et croient leurs rêves réalisables.

Sans doute, on peut améliorer le sort des ouvriers, et il faut espérer qu'un patriotisme intelligent et un esprit de justice amèneront les capitalistes à accorder toutes les améliorations possibles, et les ouvriers à réduire les prétentions exagérées. Ce serait le meilleur moyen de conciliation.

Les sociétés de consommation arriveront-elles à réaliser les espérances que l'on a fondées sur elles lorsque l'on a commencé à douter des sociétés de production ? Non, car elles n'arriveront pas à transformer, au moyen d'associations, l'organisation du travail en production, et il est beaucoup plus difficile de trouver des conditions de succès pour des millions d'hommes, que pour quelques centaines.

Leur rôle est plus modeste : elles peuvent faire réaliser une notable économie sur les dépenses du ménage, et, par l'accumulation de ces épargnes, arriver à former insensiblement un capital de réserve. Elles peuvent, en outre, améliorer la condition hygiénique des habitants, qui ne sont plus exposés à payer très cher des articles frelatés.

A ce point de vue, elles seraient nécessaires, surtout pour les pharmacies, et garantiraient, aux acheteurs, la qualité des médicaments. Elles pourraient encore fournir, aux ouvriers, des aliments à bon marché dans les restaurants.

Mais comme il y aura toujours des esprits insoucians et paresseux, rebelles à l'épargne et à l'association, elles n'arriveront jamais à englober dans leurs rangs la population entière.

Elles offrent surtout de grands avantages en ce qu'elles peuvent destiner une partie des bénéfices pour l'instruction des sociétaires, en créant des écoles, en fondant des bibliothèques, en ouvrant des cours et des conférences ; elles relèveraient ainsi le niveau intellectuel et le degré moral des ouvriers, bien autrement précieux que quelques commodités matérielles ; car l'homme ne peut se contenter de ces jouissances matérielles, il faut le faire participer à ces biens spirituels qui adouciront, poétiseront, pour ainsi dire, les côtés mauvais de la lutte pour l'existence.

M. Holyoacke, dans son *Histoire de la Société de Rochdale*, constate ce fait : « L'amélioration du sort de nos membres est visible dans leur toilette, leur contenance, leurs paroles... Des pères de famille qui, jusque-là, ne s'étaient jamais vus sans dettes, de pauvres femmes qui, durant quarante ans, n'avaient jamais eu douze sous en poche, possèdent des épargnes suffisantes à l'érection de petits cottages, et peuvent faire leurs achats au comptant ».

Ces sociétés sont de la plus grande utilité, apprennent à épargner en dépensant, sans s'en douter.

Tout aussi utiles sont les sociétés pour l'achat et la vente en commun, qui rapportent de notables avantages aux petits cultivateurs des campagnes et aux artisans des grandes villes ; et surtout les sociétés de construction, qui permettent de combattre la cherté des logements, lourde charge pour les ouvriers. Les superbes résultats obtenus

en Angleterre devraient encourager à former de pareilles sociétés, et il est probable qu'on ne tardera pas à le faire.

Il faut espérer que les ouvriers ne montreront pas, comme à Mulhouse, de l'indifférence pour les maisons bâties à leur occasion, et que chacun désirera posséder son humble logis. Les sociétés de construction seules peuvent produire ce résultat.

Quant aux sociétés agricoles, elles ne sont pratiquées presque nulle part. Les essais passés ont prouvé qu'elles sont impraticables, la nature humaine tendant à l'individualisation du patrimoine ; elle est réfractaire à la communauté et s'en éloigne à la première occasion. Ainsi ont fait les colons agricoles de l'Algérie, dans le domaine du Sig. En Russie, de même, dans les communes où le sol est indivis entre les habitants, les agriculteurs, loin de s'unir pour le cultiver, en ont souvent demandé le partage.

S'il y a eu quelque succès à Liégen en Westphalie, il faut bien remarquer que les habitants y ont été contraints par un certain duc de Nassau, qui combattait l'extrême morcellement des terres ; dès lors, l'habitude leur a fait accepter cette situation. En tout cas, un exemple isolé ne prouve rien et il est un fait certain, c'est qu'on a toujours échoué ; c'est une preuve palpable, irrécusable. Si l'association de production industrielle ne peut réussir malgré l'uniformité des travaux des ouvriers, que sera-ce de la société agricole où les travaux sont si différents et si pénibles ?

La nature humaine ne s'accommodera jamais au servage de la communauté, elle ne renoncera jamais de gaité de cœur à la liberté illimitée dont elle jouit dans l'état actuel,

elle n'échangera pas la souveraineté contre l'esclavage.

Les *sociétés de crédit* seules, sur qui on n'avait pas fondé de trop grandes espérances, ont dépassé les services qu'on en attendait, en Allemagne et en Italie. Les résultats moraux dépassent les résultats matériels (1). Elles habituent les classes modestes à l'épargne et à l'ordre ; elles leur montrent qu'elles peuvent trouver le crédit, que l'honnêteté et le travail sont transformés *en capital de garantie* par les banques populaires, sont « monnayés » pour ainsi dire. C'est le meilleur moyen qu'on puisse trouver pour stimuler au travail et à la probité. Quand on a examiné les résultats obtenus, on est tenté de se demander : Est-ce tout. Car les illusions que l'on avait à la naissance de la coopération, faisaient croire à de si merveilleux résultats, qu'on a de la peine à se rendre à l'évidence et à reconnaître qu'on est resté bien loin du but visé par les premiers propagateurs de cette idée.

Néanmoins, en suivant la marche de cette idée qui enthousiasmait les cœurs en 1831 et en 1848, on a pu constater les résultats bienfaisants, dûs à l'initiative individuelle : les sociétés de consommation ont épargné des millions, les sociétés de crédit sont arrivées à mettre des milliards à la disposition des classes modestes. Le pouvoir seul de cette initiative est merveilleux dans les idées et les faits que nous avons étudiés. Ceux qui ont eu le mérite de pousser les peuples dans cette voie heureuse, ont été partout des hommes de professions libérales, qui ont noblement mis leurs connaissances et leur activité au service de cette idée.

Certes, c'est le devoir de tout homme de rendre tous les

(1) Schulze-Delitsch. *Economie politique*, traduction Rampal, II, 211.

services possibles à la société ; car il sert ainsi la justice et l'humanité ; mais il faut savoir reconnaître ses services, car le bon exemple a souvent des conséquences inattendues. Et la nature humaine n'est pas assez parfaite pour pouvoir se passer de stimulants.

POSITIONS

POSITIONS PRISES DANS LA THÈSE

DROIT ROMAIN

I. — Les collèges d'artisans n'ont pu jouer qu'un rôle politique très réduit sinon nul dans la vie politique des Romains, en face des associations politiques qui y avaient une grande importance.

II. — La Législation Romaine a toujours toléré les associations entre personnes du même métier. Les sénatus-consultes de l'an 67 et 56 ne visaient que les associations politiques.

III. — Sous l'Empire, les collèges d'artisans sont fortement réglementés et constituent des rouages de l'Administration publique ; en échange elles ont certaines immunités.

IV. — Les personnes morales peuvent dans le dernier Etat du Droit, être obligées *per liberum hominem*, et sont tenues même au-delà de leur enrichissement.

V. — Les corporations ne peuvent être obligées par délits ou crimes.

POSITIONS PRISES EN DEHORS DE LA THÈSE

VI. — La compensation légale n'a été admise par le Droit Romain à aucune époque.

VII. — L'erreur sur la substance était une cause suffisante de nullité de la vente.

VIII. — Le pacte adjoint *incontinenti* à une stipulation était muni de l'action du contrat, même dans le cas où il y avait pour but d'augmenter les obligations du débiteur.

IX. — Entre présents le mariage résultait du simple consentement. Si le mari était absent il fallait la *deductio in domum*.

POSITIONS PRISES DANS LA THÈSE

DROIT FRANÇAIS

Economie politique

I. — Les corporations du moyen âge étaient une entrave à la liberté du travail. Aucune réglementation ne vaut la liberté.

II. — Les associations coopératives de production ne peuvent réussir qu'exceptionnellement ; elles ne pourront pas remplacer le régime du salaire.

III. — Les sociétés de consommation sont avantageuses, surtout au point de vue, qu'elles favorisent l'épargne ; aussi c'est préférable qu'elles vendent les marchandises au prix courant.

IV. — Les banques populaires sont l'espèce de sociétés coopératives qui rend les plus grands services aux classes moyennes, et doivent donc attirer le plus l'attention des hommes de bien.

V. — La participation aux bénéfices est un moyen de stimulation des ouvriers, qui devrait être introduit par les entrepreneurs autant que cela leur serait possible.

POSITIONS PRISES EN DEHORS DE LA THÈSE

VI. — Les machines, loin d'être contraires aux intérêts des ouvriers, leurs sont profitables et contribuent à améliorer leur état.

VII. — Le monométallisme or est préférable au bimétallisme, spécialement à cause de la moindre fluctuation de la valeur de l'or, en tant qu'unité monétaire.

VIII. — Les impôts indirects sont préférables aux impôts directs, autant qu'on peut se passer de ceux-ci, à cause de leur perception qui se fait comme à l'insu des contribuables.

IX. — Les sociétés coopératives n'ont pas besoin d'autorisation pour leur formation.

X. — La charité privée est préférable à la charité publique, sauf quelques restrictions nécessaires, comme les hospices d'infirmités, etc.

DROIT CIVIL

I. — Les étrangers jouissent en France de tous les droits civils qui ne leur sont pas expressément refusés.

II. — L'étranger établi en France sans autorisation, peut y avoir un véritable domicile, et non seulement un domicile de fait.

III. — La dot mobilière est inaliénable.

IV. — En mariage, l'erreur sur la personne désigne l'erreur sur les qualités physiques, morales, civiles et sociales de la personne ; et, d'ailleurs, c'est l'art. 146 et non l'art. 180 qui régit l'erreur sur l'identité physique.

DROIT INTERNATIONAL

I. — L'autorité de la chose jugée, n'appartient pas aux jugements étrangers, qu'on veut exécuter en France. En principe, les tribunaux doivent revoir le litige, quant au fond.

II. — Les tribunaux français ne devraient se déclarer incompétents pour les contestations entre étrangers et français, qu'au cas où le défendeur n'a ni domicile, ni résidence en France, ou si ayant la résidence en France, il justifie d'un véritable domicile à l'étranger.

SE RATTACHANT AU DROIT PÉNAL

I. — Les pratiques hypnotiques devraient être sévèrement réglementées en tant qu'elles sont faites par des personnes

autres que les médecins ; car, avec l'hypnotisation, on peut pousser quelqu'un au crime sans qu'il puisse y résister.

DROIT CONSTITUTIONNEL

I. — En cas de révision de la Constitution, la Constituante est astreinte aux limites fixées par le projet de révision que les Chambres ont préalablement voté ; c'est un engagement d'honneur.

VU LES THÈSES DE MONSIEUR D. CALINESCO :

DROIT ROMAIN : Des Corporations d'Artisans.

DROIT FRANÇAIS : De la Coopération.

Le Président de la Thèse,

P.-V. BEAUREGARD.

Vu, pour le Doyen de la Faculté empêché,

C. BUFNOIR.

VU ET PERMIS D'IMPRIMER :

Le Vice-Recteur de l'Académie de Paris

Pour le Vice-Recteur :

L'Inspecteur de l'Académie,

L. DUPUY.

TABLE DES MATIÈRES

THÈSE DE DROIT ROMAIN

LES CORPORATIONS D'ARTISANS

EN DROIT ROMAIN

INTRODUCTION	Pages 1
CHAPITRE I. — <i>Histoire des Corporations d'artisans à Rome</i> ...	3
CHAPITRE II. — <i>Vie juridique des Corporations</i>	20
SECTION I. — Généralités.....	20
§ I. — Formation des Corporations	20
§ II. — Organisation intérieure des Corporations.....	24
SECTION II. — Des Corporations dans leur rapport avec le droit civil.....	28
§ I. — Propriété.....	29
§ II. — Contrats et obligations.....	33
§ III. — Succession testamentaire ou <i>ab intestat</i>	36
§ IV. — De la représentation en justice.....	40
§ V. — Juridiction spéciale aux collèges	44
SECTION III. — Dissolution des corps de métiers.....	45
CHAPITRE III. — <i>Des Corporations d'artisans sous le Bas-Empire</i>	49
CHAPITRE IV. — <i>Des immunités et privilèges des Corporations d'artisans</i>	53
CHAPITRE V. — <i>Des principales Corporations</i>	57

THÈSE DU DROIT FRANÇAIS

DE LA COOPÉRATION

EN FRANCE ET A L'ÉTRANGER

INTRODUCTION	Pages 65
--------------------	-------------

PREMIÈRE PARTIE

HISTORIQUE

§ I. — Les Corporations.....	71
§ II. — Organisation des Corporations.....	73

DEUXIÈME PARTIE

DES SOCIÉTÉS OUVRIÈRES DITES DE CONSOMMATION

CHAPITRE I. — <i>Historique</i>	81
Aperçu général. — Des Associations ouvrières en France avant 1848.....	81
CHAPITRE II. — <i>De 1848 à 1863</i>	94
§ I. — Essort de 1848.....	94
§ II. — Secours accordés aux Associations ouvrières.....	96
§ III. — Associations agricoles.....	99
§ IV. — Caractère du mouvement de 1848.....	102
§ V. — Arrêt en 1852.....	104

Etude spéciale des associations de production

CHAPITRE I. — <i>Conditions de succès. — Causes d'insuccès.....</i>	107
§ I. — Capacité de direction.....	107
§ II. — Esprit de discipline.....	108
§ III. — Le crédit.....	111
§ IV. — Aptitude à l'association.....	112
§ V. — Esprit de sacrifice.....	114
CHAPITRE II. — <i>Secours accordés à diverses reprises aux Associations de production.....</i>	117
CHAPITRE III. — <i>Considérations générales sur les Associations de production.....</i>	125
Importance et organisation des Associations de production :	
§ I. — Leur impuissance	129
§ II. — Leur état actuel.....	132
§ III. — Les succès	136
§ IV. — Organisation	137
§ V. — Leurs effets.....	141
CHAPITRE IV. — <i>La participation aux bénéfices</i>	144
Notions générales.....	144

TROISIÈME PARTIE

ASSOCIATIONS DE CRÉDIT

CHAPITRE I. — <i>Notions générales.....</i>	149
§ I. — Le Crédit.....	149
§ II. — Les Promoteurs.....	150
§ III. — Conditions du Crédit.....	151
§ IV. — A qui profite le Crédit	153
§ V. — Gratuité du Crédit	155
CHAPITRE II. — <i>Historique.....</i>	157
§ I. — Origine.....	157
§ II. — Premières Sociétés en France.....	158

	Pages
CHAPITRE III. — <i>Banques populaires</i>	160
§ I. — But.....	160
§ II. — Leurs débuts.....	161
§ III. — Mouvement de 1863. — Son caractère.....	162
§ IV. — Le Crédit au travail.....	164
§ V. — La Caisse d'escompte des Associations populaires.....	166
CHAPITRE IV. — <i>Crédit mutuel</i>	168
§ I. — Origines	168
§ II. — Les fonds nécessaires.....	169
§ III. — Bilan de 1866 et administration.....	171
§ IV. — Arrêts après 1870.....	172
§ V. — Période actuelle. — Banques catholiques.....	174
§ VI. — Le Crédit mutuel et populaire.....	176
§ VII. — Etat actuel	177
CHAPITRE V. — <i>Causes de l'insuccès</i>	180
Enumération des principales causes.....	180

QUATRIÈME PARTIE

SOCIÉTÉS DE CONSOMMATION

CHAPITRE I. — <i>Notions générales</i>	189
Première période.....	194
CHAPITRE II. — <i>Période actuelle. — Diverses sociétés</i>	197
CHAPITRE III. — <i>Autres sociétés</i>	206

CINQUIÈME PARTIE

ÉTRANGER

CHAPITRE I. — <i>Angleterre</i>	211
§ I. — Trades-Unions.....	211

	Pages,
CHAPITRE II. — <i>Allemagne</i>	228
§ I. — Banques Raiffeisen.....	228
§ II. — Banques Schulze.....	231
§ III. — Résultats matériels.....	237
CHAPITRE III. — <i>Italie</i>	242
§ I. — Nature et origine.....	242
§ II. — Caractères spéciaux.....	243
§ III. — Banque de Milan.....	246
Suisse.....	252
Russie.....	253
Belgique.....	253
Autriche-Hongrie.....	254
Espagne.....	255
Ecosse.....	255
Amérique (Etats-Unis).....	256
Roumanie.....	259

SIXIÈME PARTIE

DES SOCIÉTÉS A CAPITAL VARIABLE

Des sociétés à capital variable.....	263
--------------------------------------	-----

CONCLUSION.....	283
-----------------	-----

PARTHÉNAY

IMPRIMERIE A. RAYMOND, RUE DU PETIT-MAURE.
